

LE GRAND MANIPULATEUR

Marc
Endeweld



LES RÉSEAUX SECRETS
DE MACRON

STOCK

Marc Endeweld

Le grand manipulateur

Les réseaux secrets de Macron

Stock

Couverture Le Petit Atelier

ISBN 978-2-234-08692-0

© Éditions Stock, 2019

www.editions-stock.fr

*Agissant en hypocrite, il avait revêtu le masque de la
vertu.*

Oscar Wilde,
Le Portrait de Dorian Gray (1890)

Préface

LE POISON PRÉSIDENTIEL

Au printemps 2018, « l'affaire Benalla » n'a pas encore éclaté, mais à l'un de ses conseillers qui se plaint de l'ambiance délétère à l'Élysée, Emmanuel Macron lâche : « Tu découvres, comme Brigitte, que se retrouver dans la proximité du président de la République est un poison. » Étrange remarque empreinte à la fois de lucidité et de fatalisme : comme si le plus jeune président de la V^e République, porteur du « nouveau monde » durant sa campagne, n'entendait en rien changer les pratiques de pouvoir d'un régime à bout de souffle. À son interlocuteur qui s'étonne de sa réponse et lui demande s'il détient un antidote à ce poison, le chef de l'État oppose un silence coupable.

Tout s'est joué au cours de la campagne présidentielle. Certes, l'ambitieux a bénéficié d'une chance insolente. Mais pour gravir la plus haute marche du pouvoir sans carrière politique, ni même un parti derrière lui, Emmanuel Macron a utilisé tous les réseaux de la République. Si les communicants ont réussi à le présenter dans les médias comme « le candidat des start-up », le candidat du « nouveau monde » a, en réalité, utilisé de nombreux canaux du « vieux monde ». Celui qui prétend n'avoir aucun compte à rendre, et qui s'est fait, selon lui, « tout seul », n'a pas eu grand mal à trouver de l'aide dans son ascension.

Réseaux et hommes de l'ombre

Lobbys en tout genre, agents d'influence, communicants rois, « intermédiaires », barons locaux, et même loges franc-maçonnnes... Tous ont proposé leurs services à un moment ou un autre. Macron les a tous accueillis avec un large sourire, les a utilisés, et souvent, manipulés. Dans ce « réseautage » tous azimuts, Brigitte Macron a joué un rôle central, notamment vis-à-vis de la droite. En investissant tous ces réseaux d'influence, le candidat « disruptif » a neutralisé en amont ses adversaires. « En banquier d'affaires, Macron est capable d'investir des lieux et relais de pouvoir, et d'assécher ainsi la concurrence », confie un initié. Que l'on pense à l'agence de communication Havas pour Manuel Valls, aux réseaux politiques de l'UDI et du Modem pour François Bayrou, ou à l'ancien ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, pour François Hollande.

Dans son ascension fulgurante, Macron n'a rien laissé au hasard. « Au final, on s'est tous fait avoir par ce don Juan qui nous a séduits à tour de rôle. Les catholiques comme les musulmans, les Gracques, les grands patrons... », décrypte un ancien collecteur de fonds pour la campagne. Cette nouvelle enquête cartographie l'ensemble de ces réseaux divers qui ont contribué en 2017, et quelques mois avant, à la victoire du jeune président. Mais aussi de comprendre pourquoi, à tous les échelons, des hommes de l'ombre sont revenus à l'avant-scène, dans la plus pure tradition de la V^e République des « cabinets noirs », et autres polices parallèles, après un quinquennat Hollande qui s'était d'abord construit contre le système Sarkozy. « Ils ont réussi une synthèse entre les pires turpitudes de la Sarkozie et de DSK », flingue un ancien camarade de l'ENA de l'actuel président.

Les communicants de l'Élysée peuvent bien affirmer que le président « veut absolument rompre avec la République des intermédiaires, notamment

en Afrique », cette mythologie cache mal une autre réalité. En l'absence d'un parti politique constitué, le candidat Macron a fait appel à de vieux réseaux, plus ou moins avouables, qui, jusqu'alors, avaient travaillé pour les deux grands partis traditionnels. Ces réseaux qu'on présente pudiquement comme « transversaux » se sont épanouis dans le « ni droite, ni gauche » macronien. Grand commerce international, Françafrique, industrie d'armement, services de renseignement mais aussi boîtes de sécurité privées, ou encore entreprises qui travaillent pour l'État, dans le BTP, les *utilities* ou les télécoms. Ces « intermédiaires » sont inconnus du grand public. Notre enquête montre qu'ils ont été centraux au cours d'une campagne où les difficultés financières se sont multipliées. Selon l'histoire officielle, le candidat Macron a surtout constitué son trésor de guerre pour la conquête de l'Élysée par des dîners de collectes de fonds ici ou là, recevant le soutien de hauts cadres ou d'entrepreneurs de la « nouvelle économie ». Cela n'a pas suffi.

Bien évidemment, les comptes ont été validés par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). Plusieurs irrégularités ont pourtant amené la justice à ouvrir discrètement une enquête préliminaire en novembre 2018 sur l'origine de 144 000 euros de dons reçus par le parti En marche ! pendant la campagne présidentielle. C'est peu dire que nos questions ont souvent amené nos interlocuteurs à s'inquiéter... « Je préfère ne pas vous parler, ce sont tous des malades ! », explique un ancien du cabinet Macron à Bercy. D'autres nous donnent rendez-vous par des moyens détournés, sans utiliser leur téléphone portable.

Le président les effraie et les manipule certes, mais nombre d'entre eux sont surtout des déçus du macronisme. Ils commencent à fourbir leurs armes, notamment pour préserver leurs *business*. Car l'arrivée fulgurante de Macron au plus haut niveau a bousculé certaines petites habitudes entre la droite et la gauche, y compris sur le plan financier. Comme ancien banquier d'affaires, Macron sait bien que la politique est aussi une affaire d'argent. Et une guerre sourde se déroule en ce moment même pour le contrôle à long terme de l'État. « Macron est là pour dix ans », prédisait, entre fascination et crainte, un soutien de Nicolas Sarkozy avant l'affaire Benalla et le conflit social des gilets jaunes. Malgré ses difficultés politiques, l'intéressé va tout faire pour, et ne permettra à personne de lui barrer la route.

Petits et grands secrets

La pratique du pouvoir d'Emmanuel Macron se fonde d'abord sur le secret et le cloisonnement. Ce fonctionnement lui permet de jouer avec les contraires, d'utiliser des réseaux qui se sont opposés par le passé, de les manipuler. Il a aussi l'avantage de brouiller les pistes, compliquer les tentatives de dévoilement et de décryptage. Et freine d'autant plus l'enquête journalistique. Au sein du système Macron, les conseillers informels se sont multipliés, en dehors de tout contrôle. Durant la campagne présidentielle, le candidat consulte déjà à tout va par sa messagerie fétiche Telegram. Son sport favori ? Flatter ses contacts en leur demandant des conseils. Il n'est pas rare qu'à une heure ou deux du matin, il vous pose une question sur un sujet précis ; demande parfois carrément des notes argumentées. Il lui arrive de le faire avec des patrons, des hauts fonctionnaires, des anciens camarades ou collègues, mais aussi quelques journalistes. Bien sûr, les gens, enorgueillis, se plient de bonne grâce à ces sollicitations intempestives, sans pour autant avoir le moindre retour.

À l'Élysée, le culte du secret s'est poursuivi. Emmanuel Macron a multiplié les « conseillers officieux » dans son équipe, comme le dénoncent les sénateurs. Dans les équipes présidentielles, huit « chargés de mission » n'apparaissent ainsi dans aucun organigramme officiel, et leurs fonctions restent particulièrement floues, encore aujourd'hui. Une opacité assumée, y compris au sein de l'équipe de communication du président. En juillet 2017, la patronne du service de presse, Sibeth Ndiaye, déclarait ainsi à *L'Express* : « J'assume parfaitement de mentir pour protéger le président. »

Comme l'avait souligné l'historien Patrick Boucheron peu de temps après l'élection présidentielle, Macron « s'est engouffré dans l'action politique avec une *brigata*, une brigade de jeunes gens affamés de pouvoir et

d'amitié ». Au bout de deux ans à peine, le « clan » de la campagne sur lequel Macron s'est appuyé dès son arrivée à l'Élysée a pourtant fait les frais de l'affaire Benalla. Les démissions et les départs se succèdent depuis le début de l'année. On s'interroge : serait-ce une manière de cacher les turpitudes d'un système et protéger son grand ordonnateur ? Car les missions d'Alexandre Benalla n'étaient pas circonscrites aux seules questions de sécurité. Il s'occupait des déplacements du candidat, notamment à l'étranger. Pour financer son aventure, Macron avait notamment multiplié les voyages à Londres, New York, Beyrouth... Alger. L'homme de l'ombre partage de nombreux secrets de la campagne. Voilà pourquoi le président s'est recroquevillé au cours de l'été sur le « clan » qui le suit depuis le lancement d'En marche ! en 2016.

Macron sait qu'il doit préserver les apparences, lui, l'homme « neuf ». Et malheur à ceux qui franchissent la ligne rouge des convenances, comme l'intermédiaire Alexandre Djouhri qui s'est fait inviter à une réception à l'ambassade de France d'Alger en présence du président... avant de se faire arrêter à Londres. Élu à 39 ans à peine, Macron préfère se vivre au-dessus de ces multiples dépendances et autres petites compromissions. Lui qui est arrivé par « effraction » au pouvoir, comme il le reconnaît, n'a pas hésité à utiliser dans son ascension les réseaux de Montebourg et de Villepin, mais aussi d'anciennes figures de la Sarkozie, de la Chiraquie, et même de la Giscardie, comme Jean-Pierre Raffarin, Jean-Louis Borloo et bien sûr, d'ex-compagnons de route de DSK. D'anciens financiers de François Hollande lui ont aussi apporté leur aide au milieu de la campagne. « Macron dès que ça sent mauvais, il tient à distance. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'utilise pas ! » remarque l'un d'eux.

Mais c'est aussi l'une des surprises de cette enquête, Macron s'est avant tout appuyé sur des hommes qui ont participé à la cohabitation Mitterrand-Balladur au milieu des années 1990. Pour contourner les partis « de gouvernement », PS comme LR, et leurs cadres quadras et quinquagénaires, Macron a utilisé la génération précédente. Celle qui a connu la fin de règne de François Mitterrand. Quand le « en même temps » se conjugait à l'ombre des cabinets ministériels et des grands contrats internationaux entre réseaux mitterrandiens et balladuriens. Si Macron a reçu l'aide de sarkozystes ou de hollandistes durant la campagne, il a surtout utilisé ces réseaux plus anciens

qui se trouvent au cœur de bien des secrets de la V^e République. Dans ces conditions, guère étonnant de retrouver auprès d'Alexandre Benalla, Christian Prouteau, ancien chef de la cellule des gendarmes de l'Élysée au début du règne mitterrandien – condamné dans l'affaire des écoutes. Tous deux auraient été chargés de la réorganisation de la sécurité à l'Élysée.

« *Le sourire du diable* »

Quand il était banquier chez Rothschild, Emmanuel Macron avait rencontré l'ancien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie, Abderrahmane Hadj-Nacer. Ce dernier avait découvert le jeune premier lors d'un déjeuner avec un ami commun. Après le repas, l'économiste algérien, séduit comme tant d'autres, lançait cette remarque tranchante à une connaissance commune à propos du futur président français : « Il a le sourire du diable ! » Derrière les sourires, la figure de gendre idéal, Emmanuel Macron cache une dureté souvent sous-estimée par ses adversaires. En mars 2017, en pleine campagne présidentielle, constatant le double jeu d'un Manuel Valls à son égard, le futur président confie à un proche : « Manifestement, il n'a pas compris. On va devoir passer aux balles réelles. » Le « gentil Emmanuel », tel que le qualifiait parfois François Hollande, peut être capable d'offrir une boîte de chocolats à l'un de ses conseillers informels, mais il est le plus souvent sans affect, cynique et calculateur. Depuis son élection, les langues se délient, un peu. Toujours en off : « Macron séduit les gens, il les utilise, puis les jette, remarque un de ses anciens collègues. Toute personne qui peut lui faire de l'ombre, il la flingue. » « Il est expert pour mettre quelqu'un sur la scène, et lui balancer ensuite une balle dans la tête », s'alarme un autre.

Derrière les belles images, et les beaux discours sur la « République exemplaire », Emmanuel Macron se complaît dans les travers les plus sombres d'un système hyperprésidentiel, cette monarchie républicaine qui détonne parmi les démocraties occidentales. Ces mécanismes archaïques sont parfaitement intégrés par son entourage, jusqu'à Alexandre Benalla, l'homme par qui le scandale survient au cœur de l'été : « En fait, tout l'Élysée est basé sur ce que l'on peut vous prêter en termes de proximité avec le chef de l'État.

Est-ce qu'il vous fait un sourire, appelle par votre prénom, etc. C'est un phénomène de cour », déclare l'ancien « chargé de mission » au *Monde* quelques jours après l'article d'Ariane Chemin et François Krug qui a révélé ses agissements lors du 1^{er} mai. C'est une « affaire d'été », tentent péniblement de minimiser les soutiens du président après plusieurs jours de malaise au plus haut niveau de l'État.

Fin juillet, quelques jours après les révélations sur le 1^{er} mai, le chef de l'État sortait de son silence en faisant applaudir le nom d'Alexandre Benalla devant ses affidés réunis à la Maison de l'Amérique latine, tout en assurant : « Le seul responsable, c'est moi, qu'ils viennent me chercher ! » Quelques semaines après, le même réclamait sur l'antenne d'Europe 1 « de l'indulgence » à l'égard de son ancien collaborateur. Et pour cause, Alexandre Benalla s'est retrouvé au cœur des réseaux secrets utilisés par Macron au cours de la campagne. Après les révélations sur le voyage au Tchad et les relations françafricaines de ce dernier, le changement de ton est perceptible. Benalla « n'est en aucun cas un intermédiaire officieux ou officiel » de l'Élysée. Le pouvoir lâche (en apparence) son ancien chargé de mission. De nombreuses questions restent en suspens, et impliquent directement le pouvoir actuel : Pourquoi l'Élysée a-t-il protégé l'ancien collaborateur du président après le 1^{er} mai ? Qui a fait disparaître le coffre-fort à son domicile ? Pour quelles raisons disposait-il de deux passeports diplomatiques et deux passeports de service ? Pourquoi le président lui-même et certains de ses collaborateurs ont-ils continué à entrer en contact avec lui après son départ du palais présidentiel ? À ces nombreuses questions, cet ouvrage expose de nouvelles pistes.

Cette affaire a jeté une lumière crue sur de multiples « dysfonctionnements majeurs » à l'Élysée, comme le dénoncent les sénateurs dans leur rapport publié en février 2019. L'implication d'Alexandre Benalla et de son acolyte Vincent Crase dans la signature de contrats de sécurité avec les oligarques Iskander Makhmudov et Farkhad Akhmedov pour 2,2 millions d'euros, comme l'a révélé *Mediapart*, amène les parlementaires à s'inquiéter des « risques de vulnérabilité que ces activités commerciales ont fait courir aux plus hautes institutions de l'État ». Face à ces révélations, les communicants du président ont l'habileté de tout mettre sur le dos de l'ancien « chargé de mission ». Il s'agit de circonscrire l'affaire, déjà bien compliquée, au seul

Benalla. En communication, on appelle cette technique « créer un point de fixation ». Pendant que le feuilleton Benalla est nourri chaque jour par de nouveaux rebondissements, les responsabilités du chef de l'État dans toute cette affaire sont peu à peu mises de côté par les commentateurs. Au XVII^e siècle, dans *L'Homme de cour*, le jésuite Baltasar Gracián écrivait : « On juge d'un homme par les amis qu'il a. »

LES DEUX ALEXANDRE

L'avion présidentiel français vient d'atterrir à l'aéroport d'Alger. L'appareil avance doucement sur le tarmac, avant de s'immobiliser. Au sol, les membres du protocole algérien s'affairent. Les officiels, dont Ahmed Ouyahia le Premier ministre, se positionnent au bout du tapis rouge qu'on installe, prêts à accueillir Emmanuel Macron. Mais les minutes passent, et personne ne sort de l'appareil. Le président français prend son temps. Parmi les officiels algériens, une certaine gêne apparaît sur les visages, mêlée d'impatience, voire d'inquiétude. Car cette première visite officielle de Macron à Alger le 6 décembre 2017 est prévue pour moins de vingt-quatre heures. L'emploi du temps de cet hôte de marque est particulièrement contraint. Finalement, après de longues minutes, le président de la République daigne descendre de la passerelle-escalier, suivi de la délégation française.

Cette arrivée sera à l'image d'un voyage à l'ambiance particulière. Après les premières rencontres avec le gouvernement algérien, Macron déjeune vers 14 heures à l'ambassade de France avec une vingtaine d'écrivains, intellectuels, chefs d'entreprise ou responsables d'ONG des deux pays. Autour de la table, on trouve par exemple les écrivains Boualem Sansal et Kamel Daoud, l'historien Benjamin Stora, ou encore le milliardaire Xavier Niel. Les ministres Jean-Yves Le Drian (Affaires étrangères), Gérard Collomb (Intérieur) et Gérald Darmanin (Comptes publics) sont également du voyage...

À l'ombre des murs de l'ambassade, l'ambiance est bonne. Le président savoure la discussion, se laisse prendre en selfies par les convives. À tel point que son aide de camp vient plusieurs fois le prévenir qu'il est nécessaire de partir. Abdelaziz Bouteflika, le vieux président algérien de 80 ans, doit le recevoir dans sa résidence de la Zéralda, à quelques kilomètres d'Alger. Mais Macron a décidé de se faire attendre. Il décide même de confirmer la déambulation qui était prévue dans les rues de la capitale algérienne, et se paye le luxe d'un bain de foule devant les caméras. À un jeune homme qui l'apostrophe au sujet de la colonisation française, il répond sèchement : « Qu'est-ce que vous venez m'embrouiller avec ça ? Vous, votre génération, elle doit regarder l'avenir. » Une petite phrase immédiatement répercutée par les chaînes d'info françaises et les médias algériens.

À l'origine, ce déplacement aurait dû être un voyage d'État de deux jours, qu'espérait l'Algérie. La première dame, Brigitte Macron, devait y participer. Mais dans les semaines précédentes, les discussions entre Paris et Alger se sont tendues sur les questions de terrorisme au Mali, et le projet de déplacement a été réduit. À quelques heures du voyage, Alger a tenté, sans succès, de bloquer certains visas de journalistes français, provoquant l'ire de l'Élysée. Ambiance. « En réalité, tout cela est un peu surjoué. C'est un passage obligé », tempore un diplomate français. Peut-être, mais quelques mois plus tôt, en juin 2017, les Algériens n'avaient pas du tout apprécié s'être fait griller la politesse par le Maroc, leur rival de toujours au Maghreb : le président français avait répondu favorablement à « l'invitation spéciale » du roi du Maroc. Un court voyage au « format resserré », précisait l'Élysée, pour participer au dîner de rupture du jeûne du ramadan – le *ftour* – avec la famille royale et Brigitte Macron.

En prenant tout son temps sur le protocole en Algérie, Macron veut surtout montrer aux Algériens qui est le patron. Se permettre cela à l'étranger – de surcroît en Algérie – n'est peut-être pas la meilleure manière d'établir des relations apaisées. Les Algériens gardent un souvenir amer de la visite rocambolesque de Nicolas Sarkozy, dix ans plus tôt, en décembre 2007. Accompagné de Rachida Dati, de Fadela Amara, de Smaïn et de Didier Barbelivien (sic), le nouveau président n'avait pas pris grand soin du protocole. Abdelaziz Bouteflika lui en tiendra rigueur durant son quinquennat. À l'époque, Nicolas Sarkozy n'avait eu d'yeux, dès la

campagne, que pour la Libye de Mouammar Kadhafi et le Maroc de Mohammed VI, deux États rivaux de l'Algérie. Énième épisode dans les relations qui ne sont jamais simples entre les deux pays, la France, ancienne puissance coloniale, et l'Algérie qui s'est libérée du joug de la colonisation.

Cette fois-ci, comme sous le quinquennat de François Hollande, les Algériens pensent tenir leur revanche. Macron n'est-il pas l'ancien collaborateur du président socialiste ? « On a misé sur le bon cheval », se félicite ainsi un officiel algérien en mai 2017. Cela fait longtemps que l'Algérie s'intéresse à l'ancien ministre de l'Économie. Dès la fin 2015, le général Noureddine Mekri, alias « Mahfoud », un haut responsable des services secrets du pays, avait ciblé le potentiel politique du jeune ambitieux au moment où celui-ci préparait la présidentielle à Bercy dans le plus grand secret : « Les Algériens se sont à la fois intéressés à la candidature d'Alain Juppé et à celle d'Emmanuel Macron », confirme un initié du pouvoir algérien.

Qu'importe alors le tempo choisi par le président français lorsqu'il foule le sol algérois, l'entrevue attendue avec Abdelaziz Bouteflika aura bien lieu à la Zéralda lors de ce voyage éclair de décembre 2017. À cette occasion, Emmanuel Macron rencontre également brièvement le frère et conseiller de son hôte, Saïd Bouteflika, homme fort du régime. Car Emmanuel Macron adore se mettre en scène. Il n'oublie jamais, quitte à surjouer, les habits de théâtre qu'il portait quand il était lycéen à la Providence d'Amiens, son ancien bahut. Les responsables du protocole pensent pouvoir souffler. Place à la fête ! En début de soirée, vers 19 heures, la délégation retourne à l'ambassade de France, située sur les hauts d'Alger, à El-Biar, connue sous le nom de villa des Oliviers. Un chapiteau y a été dressé dans les vastes jardins de la résidence pour recevoir environ cinq cents invités, des Algériens, des Franco-Algériens, des Français, issus du monde politique ou économique, triés sur le volet, selon la formule consacrée.

La puissance invitante est l'ambassadeur Xavier Driencourt, un énarque, ancien conseiller d'Alain Juppé à Matignon et au Quai d'Orsay, et qui avait déjà occupé ce poste à Alger sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Un cursus proche de celui de son prédécesseur à l'ambassade entre 2014 et 2017, Bernard Émié, diplomate chevronné, qui fut, lui aussi, conseiller de l'ancien

Premier ministre chiraquien, et travailla auprès de Jacques Chirac à l'Élysée. C'est justement ce spécialiste de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient – qui a su tisser de nombreux contacts avec l'Algérie – que le président Macron, tout juste élu, a décidé de nommer à la tête de la DGSE, les services secrets français. Le choix de Bernard Émié à ce poste hautement sensible fut conseillé par Bernard Bajolet, ancien chef de l'espionnage sous François Hollande (et ami de ce dernier), et lui aussi... ancien ambassadeur en Algérie. Driencourt, Émié et Bajolet s'apprécient, et tous connaissent bien les Algériens. Cela peut servir, et puis, comme en famille, les secrets sont mieux gardés. Cette proximité entre diplomates et espions est un signe supplémentaire des relations... particulières entre les deux pays.

Un invité embarrassant joue des coudes

Pourtant, ces hommes d'expérience n'ont pas su empêcher une curieuse rencontre lors de cette soirée à l'ambassade. Emmanuel Macron se retrouve nez à nez avec Alexandre Djouhri, l'un des personnages les plus sulfureux de la V^e République, intermédiaire officieux de grands contrats internationaux (ventes d'armes, avions...), particulièrement proche de Dominique de Villepin et de Nicolas Sarkozy. L'homme d'affaires qui cherche à accoster le président dispose même d'un carton d'invitation officiel, agrémenté néanmoins d'une faute sur son nom de famille, comme l'a révélé *Le Canard enchaîné* : « Monsieur Emmanuel Macron, président de la République, prie Monsieur Alexandre DJOURHI de bien vouloir participer à la réception qu'il offrira à l'occasion de son déplacement en Algérie. »

Depuis trente ans, cet homme de l'ombre s'est retrouvé au cœur de tous les secrets de la République, droite et gauche confondues. Mais comme l'a démontré le journaliste enquêteur Pierre Péan¹, c'est sous le quinquennat Sarkozy qu'Alexandre Djouhri est devenu incontournable au sein du pouvoir, avant de connaître ses premières difficultés sous Hollande. Après avoir fréquenté le milieu du banditisme entre Sarcelles et le Sentier, « Monsieur Alexandre », comme on le surnommait autrefois dans les couloirs du pouvoir, a commencé sa carrière dans les réseaux de la Françafrique dès la fin des années 1980 avec l'aide de hauts responsables de la compagnie pétrolière Elf, André Tarallo et Alfred Sirven, mais également par l'entremise du chiraquien Michel Roussin, l'ancien ministre de la Coopération et ex-directeur de cabinet de Jacques Chirac.

« Alexandre Djouhri est un homme extrêmement puissant et dispose de réseaux français et internationaux considérables, c'est un Stavisky des temps modernes », témoigne un haut personnage de l'État qui s'y est confronté. En

Algérie, il fut proche du général Larbi Belkheir – décédé en 2010 –, qui lui a ouvert de nombreuses portes. Mais le cœur de son réseau reste Djibouti, où il rencontre, dès 2002, le banquier Wahib Nacer, et son beau-frère, l’avocat Mohamed Aref, qui lui ont permis de développer sa force de frappe financière. Nacer est un personnage clé du contrat d’armement Sawari II entre la France et l’Arabie saoudite, qu’on retrouve dans le dossier du présumé financement libyen. Car si Djouhri, 60 ans, est devenu encore un peu plus « radioactif » pour un président, c’est que depuis, en juin 2017, un mandat d’arrêt international a été officiellement délivré à son encontre, dans le cadre de l’enquête menée par les juges d’instruction français, Serge Tournaire et Aude Buresi, sur les soupçons de financement par la Libye de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007. Disposant de multiples passeports, Alexandre Djouhri, ce Franco-Algérien d’origine kabyle, est aussi gabonais. Il multiplie les voyages entre Djibouti, le Qatar, les Émirats arabes unis, la Russie, la Suisse ou encore l’Algérie, mais en évitant soigneusement la France.

Lors de cette soirée à l’ambassade de France à Alger, la présence d’Alexandre Djouhri ne semble pourtant choquer personne. Du moins, dans un premier temps. La presse française se fait l’écho, depuis près d’un an et demi, du refus de cet intermédiaire de se présenter à la convocation des juges français, en septembre 2016, dans le cadre de l’affaire des financements libyens présumés. *Le Monde* lui consacre un portrait sur une double page en novembre 2016². La même semaine, Dominique de Villepin a reconnu, la voix blanche, sur le plateau d’« On n’est pas couché » sur France 2, que Djouhri restait « un ami » : « J’ai des relations amicales avec lui. Je sais qu’il va bien. C’est très gentil à vous de vous soucier de lui... On peut avoir des relations amicales sans faire d’affaires avec les gens. » Déjà, le malaise est palpable.

Il ne faut pas attendre deux jours avant que *Le Canard enchaîné* du 8 décembre dévoile la présence d’Alexandre Djouhri à la soirée de l’ambassade. Dans cet article, comme dans ceux qui suivront, il est précisé qu’Emmanuel Macron fut très mécontent de cette présence à ses côtés. « Le président semblait agacé, je crois qu’il m’a dit dans la voiture alors qu’on se rendait vers l’hôtel pour le dîner : “Ce type-là, il cherche à se faire prendre en

photo avec moi” », expose Xavier Driencourt aux policiers spécialisés dans la lutte contre la corruption, quelques semaines plus tard³. Un dîner officiel organisé après la soirée de l’ambassade a été offert par le Premier ministre algérien. Il se déroule à l’hôtel El Aurassi, un immeuble brutaliste des années 70 surplombant Alger, qui est aussi le « QG » de Djouhri quand il se rend dans la capitale... Il n’est guère étonnant que l’intermédiaire rejoigne ostensiblement les salons de l’hôtel alors que Macron y dîne avec la délégation française.

Si l’on en croit l’ambassadeur, « des invitations ont été lancées parmi lesquelles il y avait celle concernant M. Djouhri, mais cette liste n’a pas été soumise à la validation de l’Élysée contrairement à celle du déjeuner ». Au *Canard enchaîné*, l’Élysée a d’ailleurs expliqué à l’époque : « Il a été invité par l’ambassade [...] ce n’est pas la première fois que ce monsieur tente de croiser le Président [...] [Cette insistance] a mis [Macron] en colère. » La version que nous avons recueillie auprès de plusieurs diplomates du Quai d’Orsay, dont certains en poste à l’ambassade d’Alger, est pourtant très différente : tous assurent que les deux listes, celle du déjeuner comme celle de la soirée, ont bien été envoyées au protocole de l’Élysée. Et c’est Alexandre Benalla, chargé des déplacements, qui les a validées !

Devant les policiers, l’ambassadeur Driencourt nuancera la version délivrée à chaud par l’Élysée, en précisant qu’à l’origine, c’est le secrétaire général du Quai d’Orsay, Maurice Gourdault-Montagne, 64 ans, ami personnel d’Alexandre Djouhri, qui lui a demandé d’inviter ce dernier à cette soirée. Gourdault-Montagne est une figure au Quai. Ancien directeur de cabinet d’Alain Juppé à Matignon, puis conseiller diplomatique de Jacques Chirac de 2002 à 2007, il a été propulsé par Emmanuel Macron – ce fut l’une de ses premières décisions – secrétaire général du Quai d’Orsay à Paris. À ce poste, il est la vraie tour de contrôle du ministère des Affaires étrangères, en lien constant avec la cellule diplomatique de l’Élysée. « Le vrai ministre », souffle un « diplo ». Maître des carrières de ses congénères, c’est un homme craint au sein de l’institution diplomatique, où on fait mine d’oublier son amitié avec Alexandre Djouhri.

Malgré leur différence d’âge et de parcours, Gourdault-Montagne et Macron se connaissent parfaitement. L’entourage de Jean-Yves Le Drian ne se gêne pas pour expliquer que le ministre n’a rien à voir avec cette

nomination. Ce dernier aurait même exprimé de fortes réserves. C'est bel et bien le chef de l'État qui a décidé personnellement de propulser Gourdault-Montagne au poste stratégique du secrétariat général du Quai. Selon un proche commun, « Macron et Gourdault-Montagne sont intimes. Ils échangent régulièrement ». Il est vrai que dans sa carrière le diplomate a travaillé avec Hubert Védrine et Dominique de Villepin. Ces deux soutiens de poids qui l'ont toujours protégé se sont rangés sous la candidature de Macron durant la campagne. Mais un troisième homme a joué un rôle : l'ancien diplomate Philippe Faure, qui entretient d'excellentes relations avec Emmanuel Macron. Cet ami de Dominique de Villepin fut secrétaire général du Quai quand Gourdault-Montagne était le sherpa de Jacques Chirac à l'Élysée. Sous Mitterrand, lors de la deuxième candidature, ce macronien avant l'heure mobilisa ses réseaux de centre gauche (il est le fils de Maurice Faure) pour Édouard Balladur dont il fût le conseiller officieux. À l'Élysée, son interlocuteur d'alors était un certain Michel Charasse.

Voilà pourquoi, en dépit de la polémique, le tout-puissant Gourdault-Montagne peut dormir sur ses deux oreilles. Il reste en poste bien qu'on apprenne quelques semaines plus tard sa venue fin septembre 2017 à Alger, pour une visite privée avec sa femme, Amanda Galsworthy (l'ex-interprète des présidents Mitterrand, Chirac et Sarkozy), et qu'il a dîné à cette occasion à l'hôtel El Aurassi avec l'indésirable Alexandre Djouhri, avec qui il a visité Tipasa, un splendide site archéologique. Un autre ami de l'intermédiaire, Ahcène Haddad, le président du Fonds national d'investissement (FNI), le bras armé de l'État algérien pour financer des entreprises, faisait partie de l'excursion.

Certains liens passés ne disparaissent jamais. Comment Macron peut-il l'ignorer ? Maurice Gourdault-Montagne sait utiliser ses talents de diplomate pour des discussions politiques beaucoup plus terre à terre. En avril 2006, le diplomate avait participé au fameux déjeuner organisé par Bernard Squarcini, alors préfet, au Bristol, ce palace situé à quelques mètres de la place Beauvau et de l'Élysée, entre Nicolas Sarkozy, Alexandre Djouhri et Claude Guéant. Une rencontre au sommet pour faire la paix et trouver un terrain d'entente entre chiraquiens et sarkozystes, à quelques mois de la présidentielle...

Un parrain kabyle à la manœuvre

Alexandre Benalla a supervisé la liste des invités, mais en ce mois de décembre 2017, il ne participe pas physiquement au second voyage d'Emmanuel Macron en Algérie. Quelques mois plus tôt, au cœur de la campagne, il était pourtant à ses côtés pour un déplacement du même genre. À l'époque, l'homme-orchestre du futur président dispose déjà d'un passeport de service⁴. Mais pour quels services ? Lors de sa première visite à Alger, le candidat Macron ne fait pas les choses à moitié. Durant deux longues journées, les 13 et 14 février 2017, rien n'est laissé au hasard. Macron sait que dans une élection, les Français d'origine algérienne pèsent, et que les expatriés, comme les Franco-Algériens, peuvent être une ressource à mobiliser. Un échange de bons procédés. Une possible aubaine au moment où l'argent manque terriblement pour poursuivre la campagne, dont le budget est déjà très entamé⁵. Les Algériens semblent d'ailleurs lui rendre la pareille. Le candidat est reçu comme un véritable chef d'État. Dès son arrivée, Macron enchaîne les visites avec le Premier ministre Abdelmalek Sellal, la ministre de l'Éducation Nouria Benghebrit, le ministre des Affaires religieuses Mohamed Aïssa, le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra et le ministre de l'Industrie Abdeslam Bouchouareb.

Le second jour, dans le cadre d'une interview donnée à la chaîne algérienne Echorouk News, Emmanuel Macron qualifie la colonisation de « crime contre l'humanité », de « vraie barbarie ». Des propos particulièrement forts, et qui tranchent avec ses prises de position antérieures : en novembre 2016, dans une interview au *Point*, tout en critiquant la colonisation, il avait estimé que des « éléments de civilisation » l'avaient accompagnée. Bien sûr, en Algérie, ces déclarations de février 2017 sont appréciées. L'historien Benjamin Stora, spécialiste de l'Algérie et de la

colonisation, n'y est pas pour rien. Durant le précédent quinquennat, cet ancien trotskiste, né en Algérie, avait milité auprès de François Hollande pour une telle reconnaissance, en raison du massacre de Sétif en 1945. Mais l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste n'avait jamais voulu dans ses discours aller au-delà de timides avancées.

Pour sa délégation, Macron a choisi de s'entourer de proches : le conseiller diplomatique Aurélien Lechevallier (qui intégrera son cabinet à l'Élysée) ; un ancien ami de François Hollande, l'avocat Jean-Pierre Mignard qui, depuis son passage au PSU, connaît bien l'Algérie et a aidé Macron à ouvrir les portes des autorités ; sa cheffe de cabinet à Bercy, Sophie Ferracci ; l'ancienne ministre de Raffarin (lequel fut l'envoyé spécial de la France en Algérie sous Hollande), Nicole Guedj ; ou encore son directeur de communication, Sylvain Fort. Sur les photos de ce déplacement algérien, apparaît également Alexandre Benalla faisant office de garde du corps. Celui-ci va assister à de multiples rencontres secrètes...

Mais le véritable organisateur de ce déplacement à haut risque est l'ancien diplomate François-Aïssa Touazi, haut cadre du groupe Ardian (ex-Axa Private Equity). Pour cette société d'investissement, cet homme discret gère des milliards d'euros d'actifs dans les zones du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est. Et c'est l'une des filiales de ce groupe financier, une société de courtage en assurances, qui jouera un rôle décisif dans le déblocage financier de la campagne d'Emmanuel Macron⁶. « Touazi a eu un rôle important pendant la campagne », confirme l'un des participants de la collecte de fonds. Avant de rejoindre Macron, il avait aidé Arnaud Montebourg à gauche et Bruno Le Maire à droite.

Cet homme, plein de ressources, propose à Macron un voyage « clés en mains » en Algérie. Il le prépare dans la discrétion, loin des équipes de campagne. Son nom n'apparaît d'ailleurs sur aucun organigramme. Une erreur vite « réparée » : le 14 juillet 2018, il est fait chevalier de la Légion d'honneur, sur le contingent de Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics. Touazi a un parcours méritocratique que Macron affectionne. Sa famille vient d'Algérie. Ses parents harkis, d'origine kabyle, se sont installés à Dreux en Normandie après l'indépendance. Issu d'un

milieu modeste, il va se hisser peu à peu au plus haut niveau de l'État. Grâce à son entregent, il occupe de multiples fonctions au Quai d'Orsay, jusqu'à devenir conseiller spécial de Philippe Douste-Blazy, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Dominique de Villepin (entre 2005 et 2007). François Touazi tisse au fil des années un réseau d'influence aussi bien à Paris qu'à Alger. Son cousin Lounes Guemache, un ancien pigiste du *Journal du dimanche*, devenu le directeur de la rédaction du site algérien « Tout sur l'Algérie », lui ouvre de nombreuses portes⁷. En France, Touazi s'engage dans la promotion de la « diversité », en travaillant sur le sujet avec Claude Bébéar qui a fondé l'Institut Montaigne, le think tank libéral, ou avec sa cousine Claire Tassadit Houd, qui a grandi à Dreux comme lui. Après avoir été chargée de mission auprès d'élus au Conseil de Paris durant sept ans, Claire Tassadit Houd a parcouru le monde comme directrice des ressources humaines dans différents groupes internationaux comme Pitney Bowes software, un des leaders mondiaux des transactions en ligne, ou Siemens... De retour en France, elle s'est engagée très tôt dans la campagne d'Emmanuel Macron, allant jusqu'à prêter main-forte à son équipe originelle. Elle y a piloté le groupe d'experts « diversité », puis le lancement de l'opération « Mamans en marche » dans les quartiers populaires. Proche du couple Macron, elle sera investie à Dreux par En marche ! lors des élections législatives, sans réussir à se faire élire.

Ami de Philippe Douste-Blazy et de Dominique de Villepin, François Touazi invite le lobbyiste Abdou Malache dans la délégation du candidat Macron à Alger, qui travaille dans le cabinet de conseil de Sihame Arbib, ancienne militante du mouvement République solidaire (l'ancien parti de Villepin). Au Quai d'Orsay, Touazi est un ami de Maurice Gourdault-Montagne et de Bertrand Besancenot, l'ex-ambassadeur de France au Qatar et en Arabie saoudite. Fin connaisseur de la péninsule arabique, l'ancien diplomate a également travaillé avec l'homme d'affaires Mazen Al Sawwaf et la famille Ben Laden, qui avaient le vent en poupe sous le roi Abdallah au début du quinquennat de François Hollande. C'est à cette époque qu'il se rapproche d'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif qui multiplie alors les voyages en Arabie saoudite. Mais son mentor reste un autre Franco-Algérien, l'homme d'affaires Yazid Sabeg, ancien commissaire à la Diversité et à l'Égalité des chances sous Sarkozy, et proche...

d'Alexandre Djouhri.

Comme souvent avec Macron, les symboles ne sont jamais très éloignés du business. Au cours de son voyage de campagne en Algérie, le candidat est allé discrètement à la rencontre de plusieurs responsables économiques. Moins médiatisées, ou carrément organisées à l'écart de la presse, ces entrevues sont particulièrement importantes. En amont, la CACI, la chambre algérienne de commerce et d'industrie, proche du pouvoir, est entrée en relation avec les organisateurs du voyage. Le 14 février, en fin de matinée, un petit déjeuner de travail est organisé sur la terrasse de l'hôtel El Aurassi avec les représentants du FCE, le Forum des chefs d'entreprise, l'équivalent algérien du Medef. Le grand patron algérien, Ali Haddad, est alors tout sourire. À la tête du groupe ETRHB, un conglomérat qui s'est développé d'abord dans le BTP, ce dirigeant est très proche du clan de Saïd Bouteflika, le frère du président⁸. Les Algériens préfèrent s'en amuser, et ne prennent pas forcément très au sérieux ses projets de développement économique. Même si, en Algérie, tout est affaire de relationnel avec le pouvoir...

Le « pragmatique » Emmanuel Macron a l'air de s'en accommoder et se laisse prendre en photo. Après cette rencontre au sommet, Macron accepte aussi de faire une longue déclaration aux médias locaux, en prenant plusieurs engagements économiques, notamment dans le domaine des énergies renouvelables : « Nous avons besoin d'aider l'Algérie dans la diversification de son économie. Nous sommes ici dans le premier pays, potentiellement, au monde de l'énergie solaire. Nous avons la volonté que la France prenne le leadership mondial sur ces technologies et sur cette transition énergétique. » En réalité, dans les semaines qui ont précédé le voyage, Jean-Louis Borloo et Yamina Benguigui, respectivement président et vice-présidente de la fondation « Énergies pour l'Afrique », étaient justement entrés en contact avec les responsables du FCE à ce sujet, et s'étaient déplacés à plusieurs reprises à Alger. Tous les deux ont bien évidemment proposé à Macron et sa femme Brigitte de les aider pour préparer le voyage en Algérie⁹...

Il y a des dossiers que l'on évoque généralement avec prudence, et surtout discrétion, des deux côtés de la Méditerranée : entre la France et l'Algérie, les enjeux énergétiques sont énormes. C'est même une question centrale, que nos

gouvernants ont pourtant délaissée ces dernières années... à l'inverse d'un Macron qui se passionne pour ces questions depuis son passage comme secrétaire général adjoint de l'Élysée¹⁰, notamment parce qu'il a compris que ce secteur stratégique avait l'avantage de n'intéresser ni l'opinion ni les médias. Aujourd'hui, le gaz algérien représente 10 % des approvisionnements français. Au début des années 1980, l'Algérie représentait 30 % du gaz consommé en France ! En 1982, les Algériens avaient réussi à obtenir auprès du nouveau pouvoir socialiste un contrat gazier historique de long terme de vingt ans. François Mitterrand accepte de payer le gaz algérien 30 % plus cher que le prix du marché ! C'était la belle époque de la société publique Gaz de France. Sans pouvoir refaire un tel coup, Emmanuel Macron envisage d'augmenter les achats de gaz de la France auprès de l'Algérie, face aux Russes. L'économiste et banquier d'affaires, Abderrahmane Hadj-Nacer, ancien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie au début des années 1990, reconnaissait en 2015 : « Les coups de froid diplomatiques de façade, c'est du cinéma pour amuser la galerie en France et en Algérie. Ces deux États ont besoin de se dire ennemis mais le business fonctionne très bien¹¹. »

Justement, fin 2017, quelques jours après l'organisation d'un « Comité mixte économique franco-algérien » (Comefa), et la tenue à Paris d'un nouveau « Comité intergouvernemental de haut niveau » (CIHN), présidé par les Premiers ministres de la France et de l'Algérie, le groupe Total officialise un contrat de gaz géant avec la Sonatrach, la compagnie nationale algérienne, pour l'exploitation du champ gazier de Timimoun. Ce contrat avait été signé en avril de la même année après quatre mois de négociations, et représente 1,5 milliard de dollars d'investissements pour les partenaires. Les deux firmes pétrolières signent même un accord global qui comporte le développement des énergies solaires et des projets en commun à l'international. Après des années de différends commerciaux entre les deux sociétés, Total revient donc en force en Algérie. De son côté, l'autre géant français, Engie, a également conclu plusieurs contrats avec la Sonatrach, après une période de tensions entre les deux entreprises. Un contentieux là encore réglé en... avril 2017, qui fut décidément l'occasion du déblocage de nombreuses questions financières entre la France et l'Algérie.

Ces succès de business tranchent avec la situation politique algérienne.

L'état de santé d'Abdelaziz Bouteflika – et l'incertitude sur sa capacité à concourir pour un cinquième mandat en 2019 – a compliqué le déplacement du candidat Macron à Alger. Car le pouvoir algérien est divisé en plusieurs clans qui s'entre-déchirent. Plus globalement, une lutte oppose arabophones, actuellement au pouvoir, et Kabyles qui tiennent l'économie. De son côté, le clan Bouteflika, dirigé par Saïd, le frère du président, veut coûte que coûte conserver le pouvoir. Voilà peut-être pourquoi Macron, une fois à l'Élysée, préfère garder ses distances avec ce clan après avoir sorti le grand jeu au cours de la campagne. Une distance qui n'a, semble-t-il, pas été du goût de tout le monde en Algérie si l'on en croit certains interlocuteurs : « C'est les Algériens qui lui ont foutu Djouhri dans les pattes à l'ambassade ! » s'exclame ainsi l'un d'eux.

Mais Macron ne récolte-t-il pas ce qu'il a semé ? Au cours de son voyage de campagne à Alger, n'a-t-il pas joué avec le feu en voulant, comme à son habitude, séduire toujours plus ? On l'a vu, le candidat d'En marche ! s'est plié de bonne grâce à l'exercice de la rencontre avec le FCE, qui n'est pourtant pas un symbole de modernité en Algérie... ni un gage de rupture avec les pratiques de népotisme, d'entente, ou même de corruption – sans que ces représentants n'aient été pris en faute par la justice algérienne. Le candidat « disruptif » a cependant pris son temps, en rencontrant l'ensemble de ces personnes, Ali Haddad en tête... un proche d'Alexandre Djouhri.

Justement, ce matin-là, un peu plus tôt, Emmanuel Macron participe à un autre petit déjeuner dans le même hôtel. Une rencontre en petit comité, confidentielle. Autour de la table, Ali Haddad et François Touazi. Loin des photographes et des caméras, c'est ce moment qu'a choisi Alexandre Djouhri pour voir la star de la campagne présidentielle française. Selon trois sources différentes, l'homme d'affaires algérien a bien rencontré à cette occasion le futur président. Après avoir éludé la question lors d'une première prise de contact en février 2019, Alexandre Djouhri dément finalement toute rencontre avec Emmanuel Macron pendant la campagne. « Jamais », répond-il via la messagerie cryptée Signal. Ajoutant : « Je ne connais pas Touazi. C'est qui le manipulateur ? » Quelques jours plus tôt, l'intermédiaire s'était exprimé pour la première fois à la télévision, sur France 3, après la décision de la justice britannique de le transférer en France¹². « Pas la dernière interview », annonce-t-il sur Signal. « Je vais faire un live 20 heures [...]. La

vérité est en marche », tout en regrettant son « expulsion » de l'Algérie après la fameuse soirée à l'ambassade de France. Cette entrevue a-t-elle vraiment eu lieu ? Pour le jeune candidat qui n'a cessé de dénoncer les pratiques politiques du « vieux monde », cela serait dévastateur et scandaleux. Ou, comme à son habitude, « Monsieur Alexandre » a-t-il profité de l'occasion pour tenter d'entrer une première fois en contact avec le futur président français, manière pour lui de le compromettre ? Avant la réception à l'ambassade de France, Alexandre Djouhri n'avait-il pas essayé de rencontrer Macron à Abu Dhabi, en novembre 2017, lors de l'inauguration du Louvre, sans succès ? « Qui est le manipulateur ? » demande Djouhri très justement. Cette piste en cache une autre, bien plus sensible encore...

Un patron très entreprenant

En effet, lors de ce voyage de campagne à Alger, ce ne fut pas la seule rencontre confidentielle. Le soir précédent, le 13 février, Macron dîne avec l'un des plus grands patrons algériens, le milliardaire kabyle Issad Rebrab, propriétaire du conglomérat Cevital, premier groupe privé algérien qui représente en 2017 un chiffre d'affaires de 2,7 milliards d'euros. Lors de ce dîner, François Touazi est présent. Macron et Rebrab n'ont pas réellement besoin d'un tiers pour rompre la glace, car ils se connaissent déjà, et même très bien. En effet, ces dernières années, l'industriel algérien a décidé d'investir à plusieurs reprises en France et à l'étranger pour pouvoir se développer, et retrouver un peu d'oxygène dans son pays. Proche de l'ancien chef des services secrets algériens, le général Mohamed Mediène, dit Toufik, Rebrab subit depuis 2015 de multiples désagréments de la part du clan Bouteflika, qui n'a pas hésité à bloquer plusieurs de ses projets sans aucune justification. Dans la presse algérienne, ce dirigeant économique est même parfois présenté comme un « opposant » au pouvoir en place.

Macron et Rebrab se sont rencontrés dès 2012. Le premier est secrétaire général adjoint de l'Élysée, et il suit les dossiers économiques, mais aussi les dossiers industriels. Avec le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, le collaborateur de François Hollande se penche alors sur plusieurs sites industriels qui ont besoin d'être repris d'urgence. Les salariés en détresse de l'aciérie Florange font les gros titres, comme ceux des poulets Doux en Bretagne. Cela tombe bien, le milliardaire algérien Issad Rebrab se dit prêt à étudier ce dernier dossier. Mais après plusieurs mois de négociations, Doux préfère s'associer avec un groupe saoudien. L'industriel qui rêve d'investir en France ne s'avoue pourtant pas vaincu, et rachète en juin 2013 le fabricant de fenêtres Oxxo, en Saône-et-Loire. Le patron algérien

s'intéresse ensuite au groupe FagorBrandt, numéro un hexagonal de l'électroménager, filiale de l'espagnol Fagor. Cette fois-ci est la bonne. En avril 2014, le tribunal de commerce de Nanterre valide sa reprise pour 200 millions d'euros du groupe d'électroménager en redressement judiciaire. Ce rachat permet la sauvegarde d'un peu plus de 1 200 emplois sur 1 800. À cette occasion, le pouvoir algérien met de nouveau des bâtons dans les roues à l'industriel en l'empêchant de sortir les devises souhaitées, celui-ci doit alors passer par un montage financier complexe via la Suisse.

Dès lors, Issad Rebrab devient très courtisé en France. La même année, le président François Hollande l'invite à l'Élysée en compagnie d'autres chefs d'entreprise. Et quand Macron devient ministre de l'Économie, il conserve bien évidemment le contact avec le milliardaire qui aime tant la France. Depuis son élection en 2017, le jeune président ne cesse de multiplier les attentions à l'égard de cet industriel revu à Alger pendant la campagne... À l'Élysée, Macron n'est pourtant pas du genre à rencontrer à tour de bras les grands patrons¹³. Ainsi, en novembre 2018, lors de sa « semaine mémorielle » dans le nord-est de la France, le chef de l'État profite d'une halte à Charleville-Mézières pour inaugurer le site d'une future usine Cevital – un investissement de 250 millions d'euros pour un objectif de 1 000 emplois – en présence d'Issad Rebrab¹⁴. Surprenante inauguration au cœur des commémorations de la Première Guerre mondiale. En janvier 2019, ultime honneur, Emmanuel Macron l'invite au sommet « Choose France », au château de Versailles, où sont rassemblés cent cinquante grands patrons français et étrangers quelques heures avant Davos. À cette occasion, Rebrab a le privilège de partager la table du président de la République avec une dizaine d'autres tycoons... Un affichage étonnant, d'un point de vue diplomatique, quand on connaît les mauvaises relations qu'entretient le milliardaire avec l'actuel pouvoir algérien.

Dans sa « campagne » de France, Issad Rebrab a reçu l'aide, dès 2012, d'un homme d'affaires discret mais redoutable, Farid Belkacemi. Ce Franco-Algérien, ancien trader à Paris et à Londres, dispose d'un réseau professionnel et amical tentaculaire. Issu d'un milieu très modeste – son père était éboueur à Montreuil –, il a fait fortune dans les salles de marchés parisiennes lors du boom de la finance au milieu des années 1980. « La

méritocratie en milieu financier », titrait d'ailleurs *La Tribune* qui lui consacrait un portrait en 2008. Après avoir travaillé au Crédit commercial de France (CCF), il a rejoint la société de courtage Viel Tradition, dont il est devenu le président pour la zone Europe. Belkacemi multiplie les déplacements entre Londres, Bruxelles, Milan, Munich, Francfort, Lausanne et Luxembourg. Il continue sa carrière dans le groupe CACEIS (filiale du Crédit agricole et de Natixis), avant de se mettre à son compte, en devenant notamment agent de joueurs professionnels dans le football. Une boîte à outils à lui seul : l'ancien trader connaît en effet de nombreuses personnalités dans la planète de la finance internationale, notamment à Londres, mais aussi des responsables économiques, comme Issad Rebrab, des deux côtés de la Méditerranée et au Moyen-Orient. C'est également un proche ami de l'homme d'affaires franco-algérien Mehdi Dazi, ancien membre du conseil de surveillance de Vivendi et ex-directeur général d'Emirates International Investment Compagny, détenue par la famille dirigeante d'Abu Dhabi¹⁵. Dazi est désormais gérant de la société de capital-investissement Dar Benian Real Estate, domiciliée aux îles Caïman, et qui apparaît sur le site des Paradise Papers.

L'entregent de Belkacemi ne se limite pas à la finance ou au sport. Il connaît également de nombreux responsables politiques. À droite, Yves Jégo et Jean-Louis Borloo. À gauche, Jean-Marie Le Guen, Arnaud Montebourg, Yamina Benguigui ou Fleur Pellerin. Un carnet d'adresses qu'il a bien sûr ouvert en grand pour Issad Rebrab. Dans un article du *Point*, on apprend que l'industriel algérien est en contact avec l'Élysée et qu'il est « un entrepreneur bien connu des responsables politiques français de tous bords, qu'il a rencontrés par l'intermédiaire du trader parisien Farid Belkacemi¹⁶ ». À l'hiver 2016, ce dernier se rapproche comme par évidence d'Emmanuel Macron, et va l'aider, comme François Touazi, à organiser son voyage de candidat en Algérie.

Naviguant dans la planète foot, notamment entre le Qatar et le PSG, Belkacemi a été un temps proche de l'avocat franco-algérien Karim Achoui, une connaissance d'Alexandre Benalla, qui a défendu par le passé de nombreuses figures du grand banditisme, au point d'être qualifié par la presse d'« avocat des voyous », et d'être radié du barreau de Paris pour « manquements déontologiques » (il est désormais affilié au barreau

d'Alger). Les deux hommes avaient fondé en 2013 la Ligue de défense judiciaire des musulmans (LDJM), mais Belkacemi s'en retire rapidement, après avoir subi de nombreuses critiques internes pour avoir invité l'un de ses amis, le député franco-israélien Meyer Habib, lors de la soirée de lancement. Il est également un proche de l'imam de Drancy, Hassen Chalghoumi, qui a soutenu, comme Habib, la candidature de Macron.

Belkacemi connaît aussi les réseaux de la Françafrique. Comme Jean-Louis Borloo, c'est un ami de Philippe Hababou Solomon, ce Franco-Israélien, présenté dans *Le Monde* comme un « spécialiste de la diplomatie privée » qui travaille pour le ministère de la Défense du Qatar, et la présidence sud-africaine¹⁷ (il a longtemps été le conseiller spécial de l'ancien président Jacob Zuma). Et dans ce si petit monde, c'est Farid Belkacemi qui présente Philippe Solomon à Alexandre Benalla à l'automne 2018, pour épauler l'ancien garde du corps de Macron après son départ précipité de l'Élysée.

Le troisième homme de Londres

Car l'intrigant Farid Belkacemi et Alexandre Benalla sont amis. Ils se connaissent très bien, et depuis longtemps. Déjà, en 2012, quand Benalla devient garde du corps d'Arnaud Montebourg pendant quelques mois, ils se fréquentent. Et contrairement à ce qui a été parfois écrit dans la presse, Benalla ne devient pas garde du corps du ministre du Redressement productif grâce aux réseaux du service d'ordre du Parti socialiste où il avait officié jusqu'alors. Cette « promotion » au cœur d'un cabinet ministériel est même l'objet d'une brouille sérieuse avec son ex-mentor, Éric Plumer, le boss historique du service d'ordre du PS, proche de François Hollande. Plumer, figure de Solférino, ne supporte pas de voir son ancien petit protégé bénéficier d'un tel poste alors qu'aucun membre du service d'ordre n'obtiendra au cours du quinquennat de faveur semblable. « Je n'ai découvert qu'après coup sa nomination auprès de Montebourg. J'en étais très mécontent. J'ai alors eu une explication avec Alexandre, et je ne l'ai plus revu durant de nombreuses années, alors que j'étais proche de lui, et c'est lui qui a repris contact avec moi à l'automne 2017 quand il était à l'Élysée, et que j'étais en train de me faire licencier de Solférino », raconte Éric Plumer. De même, contrairement aux premières déclarations d'Arnaud Montebourg, Alexandre Benalla n'est pas resté qu'une semaine dans son cabinet de Bercy, mais trois mois, avant d'être écarté pour un délit de fuite selon l'ancien ministre...

C'est alors qu'entre 2014 et 2015 Alexandre Benalla devient salarié du groupe de renseignement privé Velours, qui dispose d'une filiale Velours International. Cette société n'est pas une banale société de gardes du corps, ses missions sont plus larges : « Les médias m'avaient façonné une image d'Arabe de service aux gros bras qui n'a rien dans la tête », remarque ainsi

Benalla en octobre 2018¹⁸, entre amusement et irritation. Surtout, cette société a plus de liens qu'on a pu le décrire jusqu'à présent avec l'Algérie. L'un de ses dirigeants, Ouali Aberkane, un ancien policier français, est d'origine algérienne. Et Velours avait comme client le groupe Cevital d'Issad Rebrab. C'est pour cette raison qu'Alexandre Benalla, bien que franco-marocain, connaît très bien l'Algérie. « Il pouvait très facilement laisser croire qu'il était d'origine algérienne. Avec lui, je crois avoir davantage parlé de l'Algérie que du Maroc. Il a fallu attendre l'article du *Monde* sur ses agissements du 1^{er} mai pour que je comprenne qu'il était en fait marocain », témoigne l'une de ses connaissances. Autre élément de brouillage : fin 2015, Velours ouvre une filiale au Maroc, Velours MENA, qui sera dirigée par Alexandre Benalla et José Bouillé, un ancien gendarme qui avait été garde du corps d'Arnaud Montebourg. Les projecteurs médiatiques se sont tournés vers le Maroc. Mais en Algérie, Macron a utilisé les réseaux de l'ancien ministre socialiste, notamment Issad Rebrab et son entourage... dont Alexandre Benalla est donc proche.

Un rapprochement, beaucoup moins anecdotique qu'il n'y paraît, interroge sur les liens d'Emmanuel Macron avec ces différents personnages et leurs réseaux algériens. En octobre 2018, le quotidien *Libération* annonce qu'Alexandre Benalla et le Franco-Algérien Alexandre Djouhri se sont rencontrés à Londres¹⁹. Dans un premier temps, Benalla dément la tenue d'une telle entrevue, avant de déclarer à *Mediapart* qu'il a bien vu au cours de l'automne l'intermédiaire dans la capitale londonienne, et ce, à plusieurs reprises²⁰. « Comme *Libération* avait écrit que j'avais vu Djouhri à une date où cela était faux, je l'ai effectivement fait pour qu'il y ait un soupçon de réalité à cet article », se justifie après coup Benalla à *Mediapart* d'une manière pour le moins obscure... On l'a vu, les deux hommes avaient de multiples raisons de se connaître précédemment. Se sont-ils croisés à l'hôtel El Aurassi lors du voyage d'Emmanuel Macron à Alger ?

À Londres, Djouhri attend de connaître son sort. Après plusieurs mois d'incertitude, la justice britannique vient de décider fin février 2019 son transfert en France, après son arrestation du 7 janvier 2018 à l'aéroport Heathrow à Londres, en vertu d'un mandat d'arrêt européen émis par les

juges d'instruction français fin décembre 2017 suite à la soirée à l'ambassade de France à Alger, pour « blanchiment d'argent », « détournement de fonds publics » et « corruption ». Djouhri a fait appel de la décision britannique. Pour l'instant, il reste donc à Londres sous contrôle judiciaire. Fin décembre, quand l'affaire des passeports diplomatiques de Benalla éclate²¹, ce qu'on ne savait pas jusqu'ici, et qui est particulièrement troublant, c'est que les deux hommes se revoient de nouveau à Londres. Les deux Alexandre, le protégé du président et l'intermédiaire au cœur des affaires Sarkozy, se donnent rendez-vous à plusieurs reprises au Goring, un hôtel chic, dans le quartier de Belgravia. La reine a l'habitude d'y prendre le thé. Autre fait qui interroge pour le moins : lors de ces rencontres, les deux hommes sont accompagnés d'un troisième personnage... Il s'agit d'Ahcène Haddad, ami d'Alexandre Djouhri, et directeur général du très stratégique Fonds national d'investissement (FNI) algérien. Avec la Banque nationale d'Algérie (BNA), le FNI contrôle une très discrète banque en Suisse, la Banque algérienne du commerce extérieur (BACE) à Zürich, la banque historique du régime algérien. Au même moment, *Le Canard enchaîné* rapporte dans ses colonnes les propos suivants du président Macron : « Benalla essaie de monnayer une prétendue proximité avec moi et il trouve preneur auprès de réseaux que j'ai toujours combattus et qui m'attaquent sans limite. Benalla n'est que leur idiot utile²². » Macron souhaite à l'évidence ne pas se voir associé à certains noms trop sulfureux. Étonnamment, pour quelqu'un qui aurait toujours combattu ces réseaux, Emmanuel Macron les a beaucoup fréquentés. Notamment en Algérie. Dans l'affaire Benalla, d'autres protagonistes à l'Élysée sont également en lien avec ces très vieux réseaux de la République... qui parcourent la gauche comme la droite.

-
1. Pierre Péan, *La République des mallettes*, Fayard, 2011.
 2. « Alexandre Djouhri, l’“apporteur d’affaires” proche de l’ex-président Sarkozy », *Le Monde*, 3 novembre 2016.
 3. *Mediapart*, 27 mars 2018.
 4. Selon *Le Canard enchaîné*, c’est à la délégation interministérielle pour l’égalité des chances des Français de l’outre-mer, pour laquelle il a travaillé, qu’Alexandre Benalla a obtenu un premier « passeport de service ». Ce type de passeport est délivré aux ressortissants du pays émetteur qui, n’ayant pas droit au passeport diplomatique, accomplissent des missions ou sont affectés à l’étranger pour le compte du gouvernement.
 5. Lire le chapitre « Mécomptes de campagne ».
 6. Lire le chapitre « Mécomptes de campagne ».
 7. Nicolas Beau, *Les Bourgeois de la République*, Seuil, 2016.
 8. Fin mars 2019, Ali Haddad démissionne de ses fonctions au FCE et tente de s’enfuir en Tunisie suite au soulèvement populaire contre le régime et le clan Bouteflika. Il est arrêté à la frontière.
 9. Lire le chapitre « Afrique *connection* ».
 10. Lire les chapitres « Big bang de l’énergie » et « Médias en stress ».
 11. Christophe Dubois, Marie-Christine Tabet, *Paris Alger, une histoire passionnelle*, Stock, 2015.
 12. Lire le chapitre « Le spectre de la Sarkozie ».
 13. Lire le chapitre « Business entre amis ».
 14. Charleville-Mézières est la ville natale de Kamel Benkoussa, l’un des plus proches conseillers de Rebrab et ancien trader de Londres, qui s’est lancé dans la politique en Algérie. En 2014, cet homme d’affaires s’est même présenté à l’élection présidentielle face à Abdelaziz Bouteflika. Il dirige aujourd’hui la start-up EvCon, détenue à 80 % par Cevital, et spécialisée dans une nouvelle technologie de purification d’eau.
 15. Ce fonds du Golfe avait pris 3 % du capital de Vivendi en 2007 avant de passer sous la barre de 1 %. Le fonds avait obtenu que son directeur général, Mehdi Dazi, fasse partie du conseil de surveillance de Vivendi, où il siégea de 2007 à 2010. À cette époque, Vivendi avait tenté de racheter avec Issad Rebrab l’opérateur Orascom Telecom Algérie au milliardaire égyptien Naguib Sawiris.
 16. *Le Point*, 6 février 2014.
 17. Ariane Chemin, Simon Piel, François Krug et Joan Tilouine, « Alexandre Benalla et les intermédiaires de la “Françafrique” », *Le Monde*, 1^{er} février 2019.
 18. *Valeurs actuelles*, 19 octobre 2018.
 19. Emmanuel Fansten, « Alexandre Benalla et Alexandre Djouhri se sont rencontrés à

Londres », *Libération*, 2 octobre 2018.

[20.](#) Fabrice Arfi, « Macron-Sarkozy, Benalla-Djoughri : les étranges alliances du “nouveau” monde », *Mediapart*, 19 décembre 2018.

[21.](#) Fabrice Arfi, Anton Rouget, « Alexandre Benalla voyage avec un passeport diplomatique », *Mediapart*, 27 décembre 2018.

[22.](#) *Le Canard enchaîné*, 2 janvier 2019.

L'ESPION DU PRÉSIDENT

Son nom n'apparaît sur aucun organigramme officiel. Et il ne fera l'objet d'aucune question lors de la commission d'enquête au Sénat sur « l'affaire Benalla », ni d'aucune convocation. Pourtant, quand *Le Monde* consacre à Ludovic Chaker, 38 ans, un premier portrait au cœur de l'été, quelques jours après l'enquête sur les agissements d'Alexandre Benalla lors du 1^{er} mai, les murs de l'Élysée tremblent. La déflagration est beaucoup plus importante que pour le cas Benalla, même si elle reste invisible de l'extérieur. C'est le signe que toute cette histoire est bien une affaire d'État, bien plus qu'un feuilleton d'été qui captive l'opinion pour seulement quelques jours. À la simple évocation de ce nom dans le quotidien du soir, la panique est totale dans l'équipe de communication du Château.

Car depuis l'élection d'Emmanuel Macron, Chaker est au centre du système. « Au cœur du cœur du régalien », nous confirme un haut fonctionnaire de la Défense. Ce jeune homme, quasiment inconnu jusqu'alors, est « chargé de mission » auprès de l'amiral Bernard Rogel, le chef d'état-major particulier du président de la République, personnage clé dans le dispositif de la défense nationale, chargé de faire la liaison entre le chef de l'État, chef des armées, et le chef d'état-major des armées. Dans cette tâche, il est habituellement secondé par des officiers supérieurs ou des généraux de chaque armée, chargés de différentes thématiques sensibles (dissuasion, opérations extérieures...) ¹. Bref, l'état-major particulier à l'Élysée est un véritable sanctuaire où règne le « secret défense », et même le

« très secret défense ». Nommer un « chargé de mission » à un tel endroit est une situation inédite sous la V^e République. Que fait donc Ludovic Chaker, un simple militaire réserviste, à un tel poste ? Et pourquoi les sénateurs ne se sont pas autorisés à poser des questions sur lui, ou n'ont même pas pensé à le convoquer dans le cadre de la commission d'enquête ?

Face à nos interrogations, certains interlocuteurs tentent de minimiser son rôle : « on ne le voit jamais dans les réunions de l'Élysée », « on l'a placé là car il fallait lui trouver un placard après les bons services qu'il a rendus durant la campagne »... Il est vrai que le patron de la nouvelle coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT), Pierre Bousquet de Florian, n'en a pas voulu dans son propre service. Pourtant, quelques jours avant le second tour de l'élection présidentielle, un expert en stratégie, interrogé par le site d'info Atlantico, n'hésite pas à évoquer le nom de Ludovic Chaker « pour occuper le poste » de cette fameuse « task force » souhaitée par Macron durant la campagne² : « C'est un proche de Macron, bon connaisseur des Chinois et de leurs réseaux. Mais ce jeune trentenaire peut-il incarner la lutte contre Daesh, s'imposer face aux poids lourds des services de renseignements et dialoguer au quotidien avec les Américains sur ces sujets ? » se demande alors cet « expert ».

Un proche de Macron... Chaker a été promu, en 2018, au grade de « commandant de réserve dans l'armée de terre ». Un poids lourd du renseignement nous présente les choses d'une manière différente. Il dénonce une « fusée à double étage » à l'Élysée. D'un côté, les responsables officiels, notamment le directeur de cabinet, Patrick Strzoda ; de l'autre, « un cabinet noir de six personnes, dans la continuité de la campagne ». L'homme vise Ludovic Chaker, mais également Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée qui a décidé de centraliser ces questions de défense dès le début du quinquennat³. « Sur le régaliens versant sécurité et défense, Macron bosse seul. » Un autre interlocuteur nous explique que Ludovic Chaker était « la porte d'entrée réelle de Macron sur ces questions sensibles pendant la présidentielle ». Au cours de la campagne, il participe ainsi au groupe de réflexion sur les questions de défense. « Dans le cadre de la V^e République, il y a toujours eu une zone grise. Et c'est parfois nécessaire », tente de justifier

une autre figure du renseignement.

Au nom du président, cet homme décidément bien mystérieux a d'ailleurs fait le tour de plusieurs hauts personnages de l'État en leur demandant de signer des accords de confidentialité. Étrange Chaker. À certains, il se présente parfois comme « un ancien des forces spéciales ». Dans des documents internes d'En marche !, dévoilés par WikiLeaks, il se décrit lui-même comme un « ancien militaire, 44^e régiment d'infanterie ». Les initiés du renseignement le savent, ce régiment permet de rattacher des militaires travaillant pour la DGSE, les services de renseignement extérieur. Par le passé, Ludovic Chaker a donc travaillé comme espion. Une information que l'intéressé n'a ni démentie ni confirmée. Ce que l'on sait, c'est que cette collaboration a cessé du fait de la DGSE⁴. Comme pour mieux oublier cet échec, Chaker n'hésite pas aujourd'hui à fanfaronner auprès de certains de ses proches sur ses anciennes missions...

Le CV de cet homme de l'ombre interroge. Originaire d'un petit village de l'Aveyron, Saint-Jean-du-Bruel, dans les Cévennes, à quelques kilomètres de Nîmes, il monte à la capitale dès ses 18 ans à la fin des années 1990. Dans le 19^e arrondissement, il fait la connaissance de Liang Chao Qun, un maître de Shaolin kung-fu, un art martial chinois. Il s'entraîne dans un gymnase près de la porte de la Villette et devient vite son disciple – il sera surnommé le « ninja » par ses camarades de la campagne présidentielle. Chaker se passionne alors pour l'Asie, et jeune étudiant, il obtient un diplôme en chinois mandarin et relations internationales à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), dit Langues O', puis un autre à l'école de communication du CELSA. C'est à cette époque qu'il s'intéresse aux questions de défense. À 24 ans, il devient ainsi officier de réserve, et assiste au cours de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale), manière efficace de développer son carnet d'adresses dans le domaine. C'est en tout cas un brillant étudiant, car, un an après, il décroche un master en affaires publiques à Sciences Po Paris.

Bardé de tous ces diplômes, il s'envole en 2007 pour la Chine. Sur place, il obtient un contrat au consulat général de France à Shanghai, chargé officiellement de la coopération universitaire : « Il connaissait bien la Chine et occupait un de ces postes qui servent parfois de couverture », se souvient le

journaliste Franck Renaud⁵. Au consulat, ses collègues sont parfois intrigués par son comportement. « Quand il partait en mission hors de Shanghai, on ne savait pas trop ce qu'il faisait », remarque l'un d'eux. Chaker traîne souvent avec l'officier de sécurité du Consulat. Il est d'ailleurs nommé « chef d'îlot » par le consul général, chargé de s'occuper des ressortissants en cas de crise. Autre étrangeté : Chaker a l'habitude de porter sur lui un couteau de kung-fu. C'est à cette période que le jeune homme décide de se pacser avec sa compagne bulgare. À Shanghai, il fait également la connaissance des réseaux France-Chine quelques mois avant l'exposition universelle de 2010. Il se rapproche notamment de Francis Nizet, conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger, basé à Pékin. Naviguant entre l'UMP et l'UDF, Nizet est un proche de Renaud Dutreil, l'un des premiers soutiens de droite de Macron. En Chine, Chaker rencontre aussi Jean-Pierre Raffarin et le maire de Tours de l'époque, Jean Germain, qui y multiplie les voyages pour promouvoir sa ville.

Un touriste à Joué-lès-Tours

Est-ce la raison pour laquelle il est recruté comme directeur de cabinet à la mairie de Joué-lès-Tours lors de son retour en France à l'été 2009 ? Au sein de l'équipe municipale de Joué, ce recrutement étonne et interroge. Chaker n'a aucune expérience en collectivité territoriale, et n'a pas sa carte au PS. C'est une décision personnelle du maire, le socialiste Philippe Le Breton, vice-président chargé du tourisme et du développement économique de l'agglomération, qui n'a guère expliqué comment il avait rencontré le jeune homme. Tout juste s'extasie-t-il au cours d'une réunion de son CV « impressionnant ». « Son hobby, c'est la pêche à la mouche », s'amuse-t-il devant ses adjoints éberlués.

Bientôt, tous s'aperçoivent que ce Ludovic n'est pas un directeur de cabinet habituel. « On a vite compris qu'il n'était pas le dir' cab' classique. On avait l'impression que c'était un peu un touriste, il n'était pas très investi, il faisait toujours autre chose », remarque un ancien adjoint. Un sentiment renforcé par ses absences répétées sur plusieurs jours tout au long de ses deux années de service. Durant cette période, il part par exemple une dizaine de jours, sans explications, au Pakistan, au niveau des zones tribales près de la frontière avec l'Afghanistan. Suite à ce périple, il rentre même à Joué en tenue traditionnelle sans donner beaucoup de précisions : « Il nous avait dit qu'il avait perdu ses bagages », sourit l'un de ses ex-collègues.

En plus de maîtriser le chinois, Ludovic Malik Chaker parle parfaitement arabe. « Il est d'origine algérienne », croit même savoir un ancien collaborateur du maire. Chaker est un nom d'origine yéménite qui s'est propagé au Moyen-Orient et dans tout le Maghreb. Le jeune homme connaît sur le bout des doigts toutes les traditions de l'islam. Localement, il travaille avec la DGSJ sur le fonctionnement de la grande mosquée du quartier

populaire de la Rabière. Car à la mairie, il s'occupe aussi du dossier de la police municipale et des « zones sensibles », au point de se retrouver pris à partie un jour devant le centre commercial de la Rabière.

On n'en saura pas plus sur ses activités à Joué. Car Chaker ne se confie presque jamais sur son travail, et encore moins sur sa vie personnelle, auprès des employés de la mairie ou des élus. Son seul loisir est alors de monter un club d'arts martiaux, l'association Wuxia. Pour ses jeunes disciples, il organise même un stage avec son grand maître, Liang Chao Qun. Sa passion pour l'Asie est intacte. Un sabre chinois trône dans son bureau à la mairie. Il participe aussi à une « soirée shanghaienne » dans un restaurant de Tours pour témoigner de son expérience en Chine.

« C'était quelqu'un de très secret », remarque un ancien policier qui l'a croisé de rares fois à Tours, lors de rencontres informelles avec des membres des services. À l'époque, la capitale de la Touraine intrigue le contre-espionnage. La DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) mène une enquête sur la Taïwanaise Lise Han, la conseillère en charge des relations franco-chinoises à la mairie de Tours, accessoirement la maîtresse du maire Jean Germain, ancien président de l'université de la ville. Car Tours est un site industriel sensible, avec la présence de STMicroelectronics, fabricant franco-italien de puces électroniques, et des usines de caoutchouc industriel Hutchinson et Michelin... Toutes ces entreprises travaillent avec les laboratoires de recherche particulièrement en pointe de l'université tourangelle. C'est alors que *Le Canard enchaîné* révèle le scandale des « mariages chinois », cette escroquerie organisée par Lise Han, pour laquelle elle sera jugée⁶, et qui conduira tragiquement Jean Germain au suicide.

Dans ce contexte, Ludovic Chaker part de Joué-lès-Tours, presque du jour au lendemain, à l'été 2011. A-t-il profité de son passage en Touraine pour se constituer un réseau politique ? Le jeune homme est déjà très « macronien » dans l'âme. Il s'affirme de centre gauche, mais a su tisser de nombreux contacts à droite. Et cela tombe bien, car la Touraine est une terre de réseaux, où la franc-maçonnerie est reine. Historiquement, l'Indre-et-Loire est de centre droit, tendance giscardienne. L'ancien maire de Tours, Jean Germain, était un proche de Gérard Collomb, le maire de Lyon, et ne cachait rien de son appartenance maçonnique, il n'était pas rare qu'il la mette davantage en avant que sa carte du PS. Il travaillait en bonne intelligence avec le député

UMP de l'époque, Philippe Briand, ancien trésorier de campagne de Nicolas Sarkozy, et aujourd'hui patron de l'agglomération. Germain était aussi proche de Jean-Pierre Raffarin, longtemps président de la région voisine, le Poitou-Charentes. Ils partageaient tous deux une passion pour la Chine. Tours, c'est aussi la ville d'adoption de Renaud Donnedieu de Vabres, ancien ministre de Raffarin et ancien collaborateur de François Léotard. Et entre 2011 et 2012, le département est dirigé par Marisol Touraine, engagée alors au cœur des réseaux Rocard et DSK qui rallieront par la suite Macron...

Des années plus tard, c'est donc presque naturellement que Ludovic Chaker devient le premier salarié d'En marche ! C'est son ami Ismaël Emelien, alors conseiller spécial d'Emmanuel Macron, qui lui demande de rallier l'aventure. Dans le livre d'Adam Plowright, on apprend que Chaker vient tout juste de revenir, à la fin 2015, d'un « travail temporaire aux côtés de l'armée française en Irak », quand il rejoint les réunions du groupe censé fonder le mouvement⁷. Dans le plus grand secret, Ismaël Emelien et Julien Denormandie, directeur adjoint de cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy, sont alors en train de monter, avec quelques autres, ce qui deviendra En marche.

Les rencontres se déroulent dans un bistrot bobo du 11^e arrondissement de Paris, le Square Gardette ; mais pas toujours, le groupe tient à ne pas avoir trop d'habitudes : « Nous étions tous un peu paranoïaques à l'époque », confie Ludovic Chaker. Pour assurer la pleine confidentialité de leurs échanges téléphoniques, ce dernier recommande à la petite troupe d'utiliser une application téléphonique cryptée, encore peu connue, Telegram. Dans les mois qui suivent, Chaker devient « secrétaire général » du mouvement, puis « directeur des opérations » au cours de la campagne. Des titres un peu ronflants, mais de réelles responsabilités. Chaker s'occupe notamment de l'organisation stratégique des meetings.

C'est lui qui embauche Alexandre Benalla comme garde du corps en décembre 2016 pour compléter l'équipe de sécurité de la campagne. Le candidat Macron ne dispose pas encore de renforts de policiers pour sa sécurité. Surtout, la trésorerie de sa campagne est pour le moins contrainte⁸. Résultat, une première société de sécurité approchée a préféré finalement abandonner. À l'époque, seul un ancien du GIGN, Christian Guédon, accepte

de travailler pour quasiment rien. Une abnégation payante : grâce à son passé dans l'unité d'élite, il intégrera après la victoire les effectifs du GSPR (Groupement de sécurité de la présidence de la République).

Dans ce contexte, Alexandre Benalla sait se rendre indispensable auprès du candidat. Il l'accompagne dans ses déplacements à l'étranger. Et il en profite pour faire embaucher son ami Vincent Crase, son supérieur dans l'Eure lorsqu'il effectue ses missions de réserviste pour la gendarmerie. Début 2017, il se permet de demander à la préfecture de police de Paris des autorisations de port d'arme pour les déplacements d'Emmanuel Macron. Selon *Le Monde*, Benalla en réclame pour lui-même et les cinq membres de son service d'ordre, dont son ami Vincent Crase, mais aussi pour... Ludovic Chaker.

Missions spéciales à l'île Maurice et chez un oligarque ukrainien

Ludovic Chaker et Ismaël Emelien se sont rencontrés au Caire début 2007⁹, où ils auraient partagé une colocation. Ils deviennent rapidement amis. Tous les deux sont très ambitieux, et ont le même goût pour les zones d'ombre et les dossiers *borderline*. À l'époque, le futur conseiller spécial d'Emmanuel Macron profite de son « année de mobilité » de Sciences Po pour apprendre l'arabe. Il voyage dans toute la région, et se rend même en Syrie pour implanter une succursale de l'entreprise d'équipements électriques de son père. Installé à Grenoble, Jean-Pascal Emelien veut en effet conquérir le Moyen-Orient¹⁰. De son côté, Chaker part au consulat de Shanghai.

Deux ans plus tard, Emelien est embauché par Havas, l'agence de communication et de lobbying appartenant au groupe Bolloré. Très vite, son patron Stéphane Fouks lui confie des dossiers difficiles. Le jeune Emelien va conseiller Henri Proglia, le grand patron d'EDF, empêtré dans un scandale de double rémunération. C'est alors qu'Ismaël Emelien et Emmanuel Macron se rencontrent pour la première fois. En septembre 2009, les deux hommes participent à un voyage au Chili organisé par la Fondation Jean-Jaurès avec Laurent Fabius et le communicant Gilles Finchelstein, dans le cadre du « Forum annuel du progressisme », qui rassemble alors plusieurs think tanks proches de partis sociaux-démocrates.

Peu de temps après, Emelien est envoyé par Havas à l'île Maurice, là encore en compagnie de son mentor Finchelstein, pour aider le Premier ministre Navin Ramgoolam à se faire réélire. Maurice est un terrain vraiment particulier. Emelien y rencontre un ancien communicant d'Havas devenu haut cadre de Veolia, Laurent Obadia, qui est depuis de nombreuses années un conseiller de Ramgoolam. Obadia navigue entre les milieux de la

communication et ceux du renseignement¹¹. C'est un proche d'Alexandre Djouhri, et d'un autre habitué de l'île, l'homme d'affaires irlandais Thomas Francis Gleeson, alias « Monsieur Sharp », qui a travaillé par le passé avec Monsieur Alexandre...

Comme le rappelle *La Lettre A*, les deux hommes ont travaillé ensemble à l'île Maurice dans le cadre de négociations entre Airbus et la compagnie Air Mauritius¹².

Après l'île Maurice, Havas envoie enfin son communicant tout terrain Emelien au Venezuela à deux reprises dans l'équipe chargée de faire élire Nicolas Maduro. Un responsable politique plutôt éloigné d'Emmanuel Macron... Mais quand on travaille chez Havas, la Mecque de l'influence et du lobbying, on ne fait pas dans les sentiments. De retour à Paris, le jeune communicant se met ainsi à conseiller aux côtés de Laurent Obadia, le nouveau P-DG de Veolia Antoine Frérot, qui s'oppose désormais... à Proglío.

Mais chez Havas, une ligne manque au CV d'Emelien. Aux côtés de Stéphane Fouks, le jeune communicant participe ainsi de près à la gestion d'un forum annuel économique en Ukraine, le « YES » (Yalta European Strategy Conference), monté par l'agence de communication française pour améliorer l'image de l'oligarque Victor Pinchuk, propriétaire de la société Interpipe, spécialisée dans les tubulures de pipelines. Ce milliardaire ukrainien est le gendre de l'ancien président Leonid Koutchma, balayé par la « révolution orange » de 2004. Depuis, Pinchuk s'est clairement rapproché du clan occidental. À son forum de Yalta, il a déjà invité Dominique Strauss-Kahn, Tony Blair, ou Bill Clinton, dont il a financé la fondation. Pinchuk est ami avec d'autres oligarques de sa génération, le banquier Mikhaïl Fridman, ou Viktor Vekselberg, basé dans le canton de Zoug en Suisse, tous deux en lien avec Marc Rich, l'ancien trader international (aujourd'hui décédé), fondateur de Glencore, spécialisé dans le négoce des matières premières, et ami de Thomas Francis Gleeson. Mais Pinchuk, un homme d'affaires redoutable, connaît aussi les oligarques russes qui apparaissent dans le dossier Benalla, Farkhad Akhmedov et Iskander Makhmudov. Le premier est tout simplement son voisin direct en France à Saint-Jean-Cap-Ferrat, où tous les deux ont investi dans des villas pour passer les beaux jours près de la Méditerranée. Le

second contrôle une société de charbon, Kuzbassrazrezugol, dans laquelle avait investi l'homme d'affaires ukrainien Oleg Rozenberg qui dirige depuis 2013 la société Interpipe, propriété de Pinchuk. Dans l'univers des oligarques de l'Est, entre Russie et Ukraine, l'argent n'a pas d'odeur.

Le tremplin de Sciences Po

C'est finalement dans les couloirs de Sciences Po que Chaker et Emelien vont de nouveau se retrouver. Après son départ de Joué-lès-Tours, le premier devient à l'automne 2011 responsable des échanges et partenariats de la grande école parisienne de la rue Saint-Guillaume avec l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le Moyen-Orient. C'est le directeur de l'école, Richard Descoings, qui a décidé de l'embaucher – quelques mois avant sa mort brutale à New York. Sur un blog, Chaker rend hommage à l'ancien patron de Sciences Po par ces mots : « Richard Descoings [...] a eu beaucoup d'influence dans mon parcours. Il aimait s'entourer de jeunes. Je me souviens encore du jour où il m'expliqua : “Ludovic, c'est des gens comme vous qui devraient être candidats, et des gens comme moi qui devraient les conseiller.” »

À Sciences Po, Ludovic Chaker se retrouve au cœur de la future nomenklatura de la macronie. La grande école a ouvert depuis 2007 son campus Asie au Havre, la ville d'Édouard Philippe. La femme du futur Premier ministre, Édith Chabre, est à la même époque la directrice exécutive de l'école de droit de Sciences Po. Par ailleurs, Jean-Pierre Jouyet, futur secrétaire général de l'Élysée sous François Hollande, et mentor d'Emmanuel Macron à l'Inspection générale des finances, est un membre influent du conseil d'administration de la Fondation nationale des sciences politiques, l'une des deux instances dirigeantes de Sciences Po. De son côté, Descoings avait repéré très tôt le jeune Macron, au point de lui donner au début des années 2000 la direction d'une « conférence de méthode » (l'équivalent d'un TD), alors qu'il n'était qu'un simple étudiant... L'ancien directeur des études de l'école, Laurent Bigorgne, devenu directeur général de l'Institut Montaigne, le think tank libéral, est aussi un proche de Macron.

C'est à l'adresse de sa compagne que les associations à l'origine d'En marche ! vont être domiciliées au départ. Les réseaux de la rue Saint-Guillaume, comme bien d'autres, ont joué leur rôle dans l'ascension d'Emmanuel Macron.

Chaker se détourne rapidement de Sciences Po. Tout juste nommé responsable de la zone Asie Moyen-Orient par Descoings, il s'engage dans la préparation d'une campagne électorale ! Et pas n'importe laquelle : la sienne. L'ancien chargé de mission au consulat de Shanghai se présente aux législatives de juin 2012 dans l'immense 11^e circonscription des Français de l'étranger, qui couvre les pays de l'ex-URSS, l'Asie et l'Océanie. À Sciences Po, il s'entoure d'une dizaine d'étudiants pour préparer cette aventure, et plusieurs de ses amis proches viennent l'aider... Ismaël Emelien participe alors à quelques réunions. C'est pourtant seul qu'il entame début 2012 un long voyage de plusieurs mois à travers une bonne part des pays de la 11^e circonscription, et notamment la Russie. « Sa campagne était uniquement destinée à se faire connaître sur la zone », juge un de ses anciens conseillers bénévoles. Si Ludovic Chaker finit avec 1,99 % des voix, et un an d'inéligibilité infligé par le Conseil constitutionnel pour des comptes de campagne non vérifiés par un expert-comptable agréé, il réussit à cette occasion à rencontrer le futur député de la circonscription, Thierry Mariani, qui préside la stratégique association Dialogue franco-russe.

Après la mort de Richard Descoings, Ludovic Chaker a quitté Sciences Po. Ensuite, il aurait travaillé au conseil régional d'Île-de-France. Il y fait la connaissance d'une future figure d'En marche !, le conseiller régional Patrick Toulmet, alors à l'UDI, qui gère la Chambre des métiers à Bobigny en Seine-Saint-Denis¹³, où travaille Sébastien Ménard, un ancien collaborateur de Roger Karoutchi, qui deviendra un proche de la bande de l'Élysée autour de Chaker et Benalla. Toulmet comme Ménard connaissent Renaud Dutreil et sont investis, en maçonnerie, à la GLNF, comme Benalla. En attendant, en 2014, on retrouve Chaker consultant. Il retourne régulièrement en Aveyron et dans le Gard pour se ressourcer. Il domicilie sa société Ooda-consulting à Milhaud, un petit village à quelques kilomètres de Nîmes et de son village natal. Ooda, pour « Observe Orient Decide and Act » (Observer, s'orienter, décider et agir), est encore un clin d'œil à ses activités militaires. C'est un

concept utilisé par les pilotes de chasse, et surtout pour la planification des opérations impliquant des forces spéciales...

Les réseaux de Ludovic Chaker sont plus divers qu'on pourrait le croire au premier abord. À cette période, il se met à travailler pour une société de marketing sportif créée par son oncle, Claude Atcher, un pilier des instances du rugby français, très proche d'une autre figure de l'Aveyron, Bernard Laporte, ancien sélectionneur du XV de France, ex-entraîneur du Stade français, et qui fut secrétaire d'État chargé des sports sous Sarkozy. Ancien troisième ligne du RC Nîmes et du Racing 92, finaliste du championnat de France en 1987, Claude Atcher est l'un des premiers à accompagner la professionnalisation du rugby. Il fait l'essentiel de son parcours dans le sillage de Bernard Lapasset, l'ancien patron de la Fédération française de Rugby, dont il a longtemps été le conseiller officieux. Par le passé, ce goût pour le rugby professionnel a attiré à Atcher de nombreuses critiques. L'Inspection générale de la jeunesse et des sports lui a consacré plusieurs rapports pointant l'existence de conflits d'intérêts entre toutes ses activités. Aujourd'hui pourtant, ils ne sont guère nombreux dans la planète rugby à oser le critiquer ouvertement, puisque l'homme est puissant : il est chargé de l'organisation de la Coupe du monde de 2023 en France. Atcher est un homme de coups. Après avoir lancé un club dans la cité phocéenne, le Marseille Vitrolles Rugby, en recrutant notamment l'international néo-zélandais Jonah Lomu, il s'intéresse au développement du rugby en Asie... Forcément, son neveu passionné par l'Asie peut lui être utile.

La touche-à-tout de l'avenue Foch

Mais la réciproque est vraie. Car les Aveyronnais Claude Atcher et Bernard Laporte connaissent bien une discrète femme d'affaires, Pascale Jeannin-Perez, domiciliée en Suisse, mais... originaire de Nîmes. Après avoir travaillé au sein du groupe Derichebourg spécialisé dans la collecte de déchets, Pascale Jeannin-Perez est désormais à son compte et travaille comme intermédiaire pour des sociétés en Afrique ou dans le Golfe. Par son oncle et Bernard Laporte, Ludovic Chaker fréquente Pascale Jeannin-Perez. À la fin 2016, elle a ouvert à Genève pour la Chine un bureau gérant le volet européen du pharaonique projet des « nouvelles routes de la soie ». Genève, où « Ludo » travaille justement quelques mois dans une petite école de commerce, chargé de dénicher des partenariats avec l'Asie, avant de s'engager plus activement pour Macron. Le futur « chargé de mission » de l'Élysée habite alors avec sa petite famille dans un village de Haute-Savoie à quelques kilomètres de la frontière suisse, qu'il franchit chaque jour.

Le carnet d'adresses de Pascale Jeannin-Perez est multiple. Sa vie l'est également. Véritable touche-à-tout, elle s'intéresse à la finance, à l'industrie, au sport, mais aussi au cinéma... C'est une amie de Gérard Depardieu qui l'a embarquée dans la coproduction de *Welcome to New York*, le film d'Abel Ferrara sur l'affaire DSK. Elle s'est essayée au business d'agent de joueurs dans le football. Elle connaît ainsi l'ancien footballeur George Weah devenu président du Liberia, ou s'occupe de la fondation de Didier Drogba. Dans sa jeunesse nîmoise, Pascale Jeannin-Perez fut également une militante du RPR. En 1995, elle devient vice-présidente du comité de soutien des jeunes à l'élection présidentielle de Jacques Chirac. De cette expérience politique, elle garde de profondes amitiés. Elle accompagne à de nombreuses reprises le

président Nicolas Sarkozy lors de voyages officiels à l'étranger, mais côtoie également Bernard Laporte ou Thierry Mariani, dont elle est proche. Elle est la trésorière de son association Dialogue franco-russe, et a même été son témoin de mariage...

Mais son CV serait incomplet si l'on n'y faisait pas figurer son ex-mari. Issue d'une famille protestante des Cévennes, les Jeannin, Pascale a épousé puis quitté Richard Perez, le roi de la poubelle à Nîmes, propriétaire des sociétés Sonevie et Soneco, l'un des derniers groupes indépendants dans le secteur des ordures ménagères dans les années 1990. Installé sur toute la façade méditerranéenne avec un portefeuille de marchés publics significatifs, ce groupe familial est alors présent à Nîmes, Lourdes ou encore La Seyne-sur-Mer. Une ascension fulgurante pour les Perez, famille modeste originaire d'Espagne, qui avait commencé dans le bâtiment dans les années 1980. Mais le jeune entrepreneur se lie au milieu nîmois et de la Côte d'Azur, en embauchant dans ses sociétés des membres éminents du grand banditisme.

À l'été 1996, c'est la fin de la saga du roi des poubelles. La justice a mis en examen pas moins de six personnes et placé en détention provisoire le P-DG du groupe, Richard Perez, et son père Roger. Richard est soupçonné d'avoir opéré d'importantes surfacturations au profit de sociétés d'intérim pour un montant de 20 millions de francs. La Compagnie générale des eaux en profite pour racheter le groupe Perez via sa filiale Onyx Méditerranée. Dans les mois qui suivent, Pascale demande le divorce et obtient la garde de son fils Lucas, né en 1992, dont le nom a été cité dans l'affaire Benalla. Pour les Perez, la descente aux enfers n'est pourtant pas terminée.

Car la guerre des poubelles continue de faire rage. À Nîmes, de nombreux camions poubelles ont été volontairement incendiés. Et le père de Richard, Roger, est assassiné en 2002, criblé de balles en sortant de sa villa près de la Grande-Motte. Une exécution qui ne sera jamais élucidée. Depuis, dans une autre affaire, Richard a été placé sous contrôle judiciaire, mis en examen pour une tentative d'assassinat que l'intéressé nie¹⁴. Son jeune frère Sébastien déclarait au tribunal à l'automne 2018. « Mon père Roger a été assassiné, mon frère Richard était le roi des poubelles à Nîmes. Eux ont monté un empire, avant de s'acoquiner avec le milieu et le grand banditisme, et de plonger. Moi je veux donner une autre image à mes enfants, j'essaie de me ranger pour eux, jusqu'à aujourd'hui, je n'étais pas très exemplaire mais je

veux juste profiter de la vie », expose-t-il à la barre du tribunal.

De son côté, Pascale Jeannin-Perez a refait sa vie entre Genève et Londres. C'est une proche de l'intermédiaire Alexandre Djouhri mais aussi de l'ancien responsable des mines d'Areva, Sébastien de Montessus, mis en examen depuis le printemps 2018 dans l'affaire Uramin. Djouhri et Montessus travaillent d'ailleurs avec un même avocat à Genève, Christian Fischele. PDG de la société minière Endeavour Mining – située à Londres, spécialisée dans l'extraction d'or, et dont l'actionnaire principal est le milliardaire égyptien Naguib Sawiris –, Sébastien de Montessus travaille dans différents pays d'Afrique. À Paris, cet homme d'affaires avait l'habitude de fréquenter Bernard Squarcini et Claude Guéant, deux proches de Nicolas Sarkozy, mais il a également voyagé avec Thierry Mariani. Voilà pourquoi un proche d'Emmanuel Macron nous confie au début de cette enquête : « À l'Élysée, Ludovic Chaker traite le dossier Djouhri. »

Au *Monde*, Pascale Jeannin-Perez explique que c'est Alexandre Benalla qui lui a fait rencontrer Ludovic Chaker... C'est en réalité l'inverse : c'est Chaker qui présente Benalla à Pascale Jeannin-Perez. Le 18 juillet, quand *Le Monde* révèle que l'adjoint au chef de cabinet du président de la République, Alexandre Benalla, a molesté un couple de manifestants le 1^{er} mai, les deux principaux interlocuteurs de celui-ci durant la nuit qui suit sont les deux compères de l'Élysée, Ismaël Emelien et Ludovic Chaker. Leurs conversations se poursuivent toute la nuit et le lendemain par textos, comme le démontre l'examen de leurs « fadettes » (relevés téléphoniques) par les enquêteurs.

Au même moment, la compagne d'Alexandre Benalla quitte avec leur bébé leur domicile d'Issy-les-Moulineaux pour se réfugier dans un appartement de l'avenue Foch dans le 16^e arrondissement... prêté par Pascale Jeannin-Perez¹⁵. La femme d'affaires explique au *Monde* avoir aidé le couple Benalla par « humanité ». Aujourd'hui, tout est bon pour éviter de relier cette aide soudaine à une demande de l'Élysée. Aux journalistes du quotidien du soir, elle affirme avoir rencontré Benalla plus tôt au printemps par l'intermédiaire d'un autre homme d'affaires, Jean-Louis Haguenaer, proche d'Iskander Makhmudov, cet oligarque russe qui a passé un contrat de protection en France avec le grand ami d'Alexandre Benalla, Vincent Crase, comme l'a révélé *Mediapart*. Tout est fait alors pour cacher aux journalistes les liens

préexistants entre Ludovic Chaker et Pascale Jeannin-Perez. Si l'Élysée tremble à l'évocation de cet autre personnage de l'affaire Benalla, c'est qu'il a joué un rôle central durant la campagne et dans la constitution des réseaux Macron, notamment à droite.

En septembre, quand Alexandre Benalla est vu à Londres avec Lucas Perez, qui a monté une agence de management sportif, à la gare internationale de Saint-Pancras, sa mère, Pascale, se vante devant certains de ses amis que « l'Élysée [lui] a demandé de l'aider [Benalla] et de lui trouver des contrats ». Lors de ce premier voyage à Londres, Alexandre Benalla a rencontré Sébastien de Montessus, l'ancien patron des mines d'Areva, bien que celui-ci le démente.

De multiples faits démontrent que les ponts entre l'ancien chargé de mission et l'Élysée ne sont pas coupés à l'automne. Il n'y a donc pas que les messages Telegram du président... Ismaël Emelien et Ludovic Chaker gardent contact avec lui. « Ismaël veille à ce qu'il ne manque de rien », nous confie alors un proche du président de la République. Lorsque les journalistes de *Valeurs actuelles* rencontrent à plusieurs reprises Alexandre Benalla pour un portrait qui sera publié le 19 octobre, ils ont d'ailleurs la surprise de constater qu'Ismaël Emelien comme le président de la République continuent d'appeler l'ancien chargé de mission par qui le scandale est arrivé.

Par ailleurs, Jeannin-Perez reconnaît avoir rencontré une autre connaissance de Ludovic Chaker, un certain Paul Soler, lui aussi chargé de mission à l'état-major particulier du président. Cet ancien du COS (Commandement des opérations spéciales, les forces spéciales) joue en effet un grand rôle en Libye pour l'Élysée¹⁶... Mais ce n'est pas le seul obscur « chargé de mission » à avoir été embauché à l'Élysée depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Au sein de la fameuse « task force » a été recruté le jeune Alexandre Carayon, spécialisé dans la sécurité informatique. Il avait été embauché à En marche ! dès juillet 2016 par Ludovic Chaker comme « responsable technique de l'association ». Les membres de la campagne s'amusaient à le présenter comme le « hacker » de l'équipe. Il est le neveu de Bernard Carayon, l'ancien député du Tarn, spécialisé dans l'intelligence économique et le renseignement, proche à la fois de Jean-Pierre Raffarin et de Thierry Mariani. Voilà probablement pourquoi son nom, comme celui de Ludovic Chaker, n'est jamais apparu lors des auditions de la commission

d'enquête du Sénat. Pour les sénateurs, s'attaquer à Chaker serait lever le voile sur ses réseaux France-Chine et de droite. À l'Élysée, Alexandre Carayon rencontre régulièrement les conseillers du président pour leur demander de mettre à jour leur iPhone pour que leur application Telegram soit plus difficilement piratable ; et que leurs secrets, comme ceux du président, soient le plus longtemps gardés à l'ombre. De son côté, Ludovic Chaker, se sentant de plus en plus menacé par les journalistes, cherche à se faire nommer préfet, et se place tout contre le président quand les membres de l'état-major particulier se font prendre en photo avec lui lors de ses vœux de bonne année au personnel de l'Élysée. Histoire de se rappeler à ses bons souvenirs.

1. En plus de l'amiral Rogel, l'état-major particulier du président de la République est composé d'un haut gradé (colonel ou général) de l'armée de terre, un autre de l'armée de l'air, et un autre de la marine. Chacun s'occupe de thématiques bien particulières, qui vont des opérations extérieures à la préparation et au suivi des conseils de défense, en passant par la question des industries d'armement, la dissuasion nucléaire, ou les affaires internationales. Un commissaire s'occupe également du budget de la Défense, et des questions juridiques. « Ce sont tous des quatre à cinq étoiles, tous des premiers de la classe, rien à voir avec un Chaker », remarque un haut fonctionnaire de la Défense.

2. Franck DeCloquement, « Nominations dans la sécurité et à l'international : Emmanuel Macron tisse sa toile », *Atlantico*, 31 mai 2017.

3. Lire les chapitres « Le spectre de la Sarkozie » et « Domaines réservés ».

4. Jean-Dominique Merchet, « Chargé de mission à l'Élysée, Ludovic Chaker ne travaille plus pour la DGSE », *L'Opinion*, 5 septembre 2018.

5. *Le Monde*, 20 janvier 2019. Franck Renaud est l'auteur du livre *Les Diplomates, derrière la façade des ambassades de France*, Nouveau Monde, 2011.

6. Condamnée par le tribunal et la cour d'appel, elle a formé un pourvoi en cassation.

7. Adam Plowright, *The French Exception Emmanuel Macron. The Extraordinary Rise and Risk*, Icon Books, septembre 2017.

8. Lire le chapitre « Mécomptes de campagne ».

9. Ariane Chemin et François Krug, « Après l'affaire Benalla, les hommes de l'ombre de l'Élysée en pleine lumière », *Le Monde*, 20 janvier 2019.

10. Sophie des Déserts, « Les hommes du président : la bande de copains qui a porté Macron à l'Élysée », *Vanity Fair*, décembre 2017.

11. Lire le chapitre « Le spectre de la Sarkozie ».

12. « D'Elf à Airbus, qui est le mystérieux ami d'Alexandre Djouhri à Londres ? », *La Lettre A*, 19 mars 2018.

13. C'est justement dans ce CFA de Bobigny qu'Emmanuel Macron annoncera sa candidature à la présidentielle.

14. Le 26 mars 2019, le juge d'instruction a estimé que Richard Perez devait s'expliquer devant les assises, la défense relève appel de la mise en accusation.

15. Lire le chapitre « Le clan de l'Élysée ».

16. Lire le chapitre « Afrique *connection* ».

LE SPECTRE DE LA SARKOZIE

Il y a foule ce soir à la Maison de l'Amérique latine, boulevard Saint-Germain à Paris. Comme chaque année, *Le Canard enchaîné* reçoit en ce début juin 2017 le Tout-Paris politique, médiatique et économique. Un soleil d'été éblouit les invités déjà rassemblés dans les jardins de l'hôtel particulier. « Macron a commis sa première erreur ! » lance tout à coup Laurent Obadia, directeur de la communication de Veolia. Ce haut cadre de la multinationale de l'eau, redouté sur la place de Paris, ne décolère pas : la décision du nouveau président de nommer Pierre Bousquet de Florian à la tête de la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT), censée améliorer le pilotage des services secrets, l'irrite particulièrement. Car Obadia, qui connaît bien Alexandre Djouhri et Bernard Squarcini, l'ancien chef du contre-espionnage sous Sarkozy, a la rancune tenace...

Entre 2002 et 2007, Bousquet de Florian fut le patron de la DST (Direction de la surveillance du territoire, l'ancien contre-espionnage), et s'est retrouvé, bien malgré lui, au cœur du scandale « Clearstream 2 », cette affaire de faux listings de comptes bancaires secrets, dans laquelle plusieurs responsables politiques sont mis en cause à tort. Nicolas Sarkozy, alors ministre, cité dans les listings, se présente comme victime d'une manipulation fomentée, selon lui, par Dominique de Villepin, qui lui dispute l'héritage chiraquien avant l'élection de 2007. « Je le pendrai à un croc de boucher », menace Sarkozy. Le futur président reproche aussi à Bousquet de Florian d'avoir enquêté sur

les fameux listings, sur demande de Villepin, en ne l'informant que trop tardivement. Obadia n'a pas non plus oublié que Bousquet avait alerté à la même période le pouvoir sur la position grandissante d'Alexandre Djouhri dans les contrats d'armement, dont Miksa, ce contrat qui devait être signé avec l'Arabie saoudite pour sécuriser ses frontières, et qui était alors disputé entre les sarkozystes et les chiraquiens. Résultat, après sa victoire de 2007, Sarkozy excommunie Bousquet, et le remplace par l'un de ses fidèles, Bernard Squarcini, qui deviendra le grand chef espion de son quinquennat, craint et décrié, initiateur de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur), fusion de la DST et des RG (Renseignements généraux)... Ces rivalités anciennes laissent manifestement des traces.

Pour prendre la tête de la CNRLT, cette « task force » qu'il a appelée de ses vœux lors de sa campagne, Emmanuel Macron fait donc confiance à un vieux briscard du renseignement d'obédience chiraquienne. Lors de la première cohabitation sous Mitterrand, Bousquet avait été le chef de cabinet d'Albin Chalandon, alors garde des Sceaux, et gaulliste historique. Promouvoir un chiraquien ? Une habitude que son prédécesseur avait eue avant lui. François Hollande, dans son combat contre Nicolas Sarkozy, avait choyé la Chiraquie anti-sarkozyste. Macron, lui, n'a aucun complexe à utiliser tout le monde à droite. Calculateur, il aime utiliser les clans opposés, et piocher sans complexe entre les différentes familles de droite qui se déchirent depuis trente ans. Une attitude qui peut se révéler périlleuse à l'usage...

Qui est vraiment Laurent Obadia ? Cet homme de réseaux a longtemps travaillé comme collaborateur de l'ancien juge antiterroriste Alain Marsaud, ce proche de Charles Pasqua devenu député UMP de la Haute-Vienne et haut cadre de la société Vivendi sous le règne de Jean-Marie Messier à la fin des années 1990. Marsaud et Obadia ont fréquenté l'intermédiaire Alexandre Djouhri, avant que l'ami de Nicolas Sarkozy et de Dominique de Villepin ne fasse les gros titres de la presse. Mais l'influence d'Obadia dépasse largement la droite française. Conseiller personnel d'Antoine Frérot, le grand patron de Veolia, c'est aussi un proche de Stéphane Fouks, le grand manitou de l'agence Havas, avec qui il a travaillé chez Euro RSCG. Il connaît donc bien Ismaël Emelien, le conseiller spécial de Macron qui a travaillé chez Havas notamment pour Veolia. Les deux hommes partagent un autre point

commun : leurs petits conseils donnés à l'ancien Premier ministre de l'île Maurice, Navin Ramgoolam, inquiété par la justice, depuis qu'il a perdu les élections en 2014, pour avoir accepté plusieurs paiements en espèces.

Cette proximité d'Obadia avec Emelien, l'un des plus proches conseillers de Macron, permet de mieux comprendre pourquoi ce communicant tout terrain ne s'attendait pas à voir Bousquet de Florian, l'un de ses ennemis historiques, être nommé par le nouveau président à une haute fonction dans l'appareil d'État. Comme s'il espérait autre chose du chef de l'État. Comme s'il avait cru au cours de la campagne que Macron était de son « camp ». Un réflexe compréhensible : les liens de la Macronie naissante avec la Sarkozie et les ex-strauss-kahniens sont multiples. Contre Hollande, Macron ne s'est pas gêné pour utiliser des hommes qui, par le passé, ont travaillé pour Sarkozy ou même Balladur. Le « en même temps » macronien n'a que faire des combats et des postures passés du vieux Parti socialiste ou d'un François Bayrou qui se sont construits durant près de dix ans dans l'anti-sarkozysme.

Hollande fait mal le ménage à Beauvau

À travers la réaction d'Obadia, on touche aussi du doigt l'existence des « réseaux transversaux ». En Afrique, cela fait bien longtemps que les filières Pasqua à droite sont en contact étroit avec les vieux réseaux socialistes de la MNEF et leurs héritiers, via les multiples activités des Corses¹... Laurent Obadia connaît bien Francis Perez – un ami d'Alain Orsoni, l'ex-leader nationaliste – qui est le patron de la Pefaco, basée à Barcelone, « leader des salles de jeu » en Afrique de l'Ouest, également exploitant de machines à sous et d'hôtels en Amérique latine. Chez Veolia, Obadia est aussi ami avec l'ancien policier Jean-Louis Fiamenghi, ex-patron du RAID, devenu, grâce à Stéphane Fouks, « directeur de la sûreté » au sein de la multinationale de l'eau. Ce grand flic est à la fois très proche de Frédéric Péchenard et de Bernard Squarcini, deux anciens policiers au cœur de l'écurie sarkozyste...

Cette écurie-là, François Hollande avait tenu à la « nettoyer » dès son arrivée au pouvoir. Il a ainsi mis fin, dès mai 2012, aux fonctions de Bernard Squarcini à la tête de la DCRI (qui deviendra la DGSI), de Michel Gaudin, préfet de police de Paris, et de Frédéric Péchenard, alors patron de la Direction générale de la police nationale. Après dix ans de pouvoir sarkozyste entre Place Beauvau, Bercy et l'Élysée, le chef de l'État de l'époque voulait faire place nette. Il n'y est pourtant pas totalement parvenu, tant le ministère de l'Intérieur est devenu ces dernières années la chasse gardée de la droite sarkozyste. Les socialistes n'ont pas réussi à prendre vraiment position dans la hiérarchie policière. Et malgré dix ans d'opposition, aucune nouvelle génération de gauche parmi les fonctionnaires de police et préfets n'a éclos sous Hollande. « Cazeneuve ou Valls ont systématiquement tranché contre les quelques réseaux socialistes dans le domaine, préférant mettre en avant des profils de droite ! » se désespère un ancien responsable

du PS.

Reste pourtant que Manuel Valls a mené la vie dure aux réseaux de l'ombre de la Sarkozie, en encourageant les investigations des policiers et des juges d'instruction contre de nombreux acteurs de cet univers opaque. Une enquête secrète, « l'opération Minotaure », menée à la fois par Bernard Petit, l'ancien patron de la PJ², et René Bailly, l'ancien patron de la DRPP (Direction du renseignement de la préfecture de police), a visé le Corse Michel Tomi, « le parrain des parrains », roi des casinos en Afrique, proche ami de Bernard Squarcini³. Ce dernier est également perquisitionné au printemps 2016, puis mis en examen dans un autre dossier pour « trafic d'influence » et « détournement de fonds publics ». Autre personne dans le viseur de Manuel Valls et ses amis : l'intermédiaire Alexandre Djouhri mis en cause par la justice dans le dossier d'un présumé financement illégal de la campagne Sarkozy de 2007 par la Libye.

Sarkozy et Macron, alliés objectifs

Au-delà du terrain purement judiciaire, l'affrontement entre les réseaux Valls et la Sarkozie atteindra son acmé au cours de l'année 2016, à quelques mois de la présidentielle. Sarkozy est alors candidat aux primaires de la droite, et Valls de son côté multiplie les voyages en Afrique, accompagné de son fidèle conseiller Ibrahima Diawadoh N'Jim, d'origine mauritanienne, ou bien du secrétaire d'État, ancien de la MNEF et de la Strauss-Kahn, Jean-Marie Le Guen. Un activisme sur le continent africain assez peu discret, mais vital pour le Premier ministre. Une partie de ses amis en France se laissent de plus en plus séduire par Emmanuel Macron. En coulisses, et sur tous les terrains, François Hollande et Manuel Valls s'affrontent à fleurets à peine mouchetés. De ces rivalités, le jeune ministre de l'Économie va immédiatement tirer profit.

Contrairement à Hollande en 2012, qui souhaitait d'abord installer des digues contre la Sarkozie, Macron en 2017 cherche à contenir en priorité les réseaux de Manuel Valls, et notamment ceux du criminologue Alain Bauer, un ami historique de l'ancien Premier ministre, au sein de Place Beauvau et du ministère de la Défense, permettant aux sarkozystes de souffler un peu. Macron et Sarkozy... devenus alliés objectifs !

À l'automne 2016, les réseaux police d'Emmanuel Macron sont encore bien mystérieux pour ses adversaires. « Le macronisme n'a pas de police ! s'exclame ainsi une ancienne figure socialiste. On a posé la question aux syndicats, à nos relais, ils étaient incapables de nous renseigner. » Et pour cause, dans ce domaine, comme dans d'autres, Macron a d'abord utilisé de vieux réseaux... Le « monsieur sécurité » de sa campagne s'appelle Gilles Sanson, un grand flic, classé à gauche, inspecteur général de l'administration (IGA) au ministère de l'Intérieur, passé par de nombreux postes dans la

maison depuis 1981, mais aussi un intello qui a fait l'ENA. Il est le « père » de la police de proximité mise en place sous Lionel Jospin, et tant décriée par Nicolas Sarkozy. Plusieurs mois avant la campagne, Macron multiplie les longues réunions avec Sanson, pour apprendre : « Vous m'expliquez, on en parle, je veux comprendre jusqu'au bout », lance le novice au policier.

Ce n'est qu'à partir de février 2017 – quand la candidature Macron devient sérieuse – que les contacts se multiplient avec les syndicats de la Place Beauvau. Quelques jeunes commissaires participent à l'écriture du programme. Les gendarmes envoient des émissaires officieux auprès du candidat pour prendre la température. De son côté, Sanson organise plusieurs réunions sur la lutte contre le terrorisme, notamment avec le magistrat Michel Debacq, chef du parquet antiterroriste, qui vient accompagné des juges d'instruction du pôle antiterroriste. « On s'attendait à une campagne sécuritaire axée sur cette question, mais finalement, ce ne fut pas le cas », se souvient un participant.

C'est dans le cadre de ces réunions que plusieurs anciens grands flics se mettent à apporter leurs conseils. Notamment Ange Mancini, premier chef du RAID dans les années 1980, devenu, sous Sarkozy, coordonnateur national du renseignement (CNR). Proche de Squarcini, Mancini travaille depuis 2013 au sein du groupe Bolloré, chargé notamment en Afrique de la sécurité de plusieurs projets. Macron l'a connu à l'Élysée lors de la première année Hollande. Le candidat reçoit aussi l'aide de René-Georges Querry, ex-chef de l'UCLAT (Unité de coordination de la lutte antiterroriste), passé dans le privé depuis 2003, travaillant successivement pour Accor, Bolloré et désormais pour Casino. Ce grand flic navigue entre réseaux sarkozystes et ceux de Pierre Joxe, dont il fut le conseiller à Beauvau au début des années 1990.

Couac pour le directeur de cabinet

À ce poste, Querry a rencontré le conseiller d'État Christian Vigouroux, qui est alors le directeur de cabinet du ministre. Ce haut fonctionnaire de gauche fait également partie des conseillers officieux d'Emmanuel Macron sur les questions régaliennes. Vigouroux est tombé sous le charme du jeune candidat, lui qui a été le directeur de cabinet d'Élisabeth Guigou sous Jospin (où il a travaillé avec le magistrat Michel Debacq), et de Christiane Taubira entre 2012 et 2013. L'entente est totale entre les deux hommes. À tel point qu'à la fin de la campagne, Christian Vigouroux est sollicité par le futur président de la République pour devenir son directeur de cabinet à l'Élysée. Macron a déjà fait la même proposition à l'autre conseiller d'État de son équipe police-justice-défense, Didier Casas. Les deux hommes s'en aperçoivent... à peine vingt-quatre heures avant l'investiture. Ce samedi-là, Vigouroux appelle Casas : « J'aimerais avoir tes conseils, le président me demande d'être son directeur de cabinet. » Casas est alors fou furieux. Il est reçu en urgence par Alexis Kohler. Le futur secrétaire général de l'Élysée douche ses espoirs : « Ça n'a jamais été envisagé. Tu pourrais être secrétaire général adjoint, ou directeur de cabinet d'un ministre, mais je m'occupe du régalien. » Casas comprend qu'il ne fera pas partie du dispositif. Il décide de revenir discrètement à Bouygues Telecom.

Mais à force de jouer plusieurs chevaux, on finit par mécontenter tout le monde. Vigouroux, de son côté, décline également la proposition présidentielle quand il comprend que le futur poste de directeur de cabinet à l'Élysée imaginé par Kohler et Macron sera réduit aux simples tâches de gestion du palais, et que les questions de sécurité et de défense seront entièrement prises en charge par le futur secrétaire général, le président, et par leurs hommes de l'ombre.

Le poste revient ainsi à Patrick Strzoda, ancien directeur de cabinet de Bernard Cazeneuve à l'Intérieur puis à Matignon, qui n'était donc pas prédestiné à arriver à l'Élysée. Ce préfet est issu, là encore, de l'école chiraquienne : avec Michel Barnier, il se charge de l'organisation des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville en 1992 ; il est proche d'une autre « casquette » de haut vol, Bertrand Landrieu, directeur de cabinet de l'Élysée lors du septennat de Jacques Chirac entre 1995 et 2002. Strzoda connaît bien Michel Delpuech, le préfet de police de Paris, nommé à plusieurs postes sensibles sous les présidences de Jacques Chirac⁴. Ces deux chiraquiens, canal historique, habitués de l'ombre des cabinets, se seraient bien passés de la publicité qu'ils vont connaître lors de l'affaire Benalla... La nomination de Strzoda comme directeur de cabinet de l'Élysée constitue une surprise dans les rangs macroniens de la campagne. Dès le jour de l'investiture, on le voit pourtant à la cérémonie de la mairie de Paris, aux côtés d'Alexis Kohler et d'Ismaël Emelien. C'est également lui qui va souffler le nom de Pierre Bousquet de Florian à Emmanuel Macron pour diriger la future « task force ».

La greffe Collomb n'a pas pris

De l'autre côté de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, place Beauvau, Macron a décidé de nommer son fidèle grognard, Gérard Collomb. Au départ, ce choix d'un homme d'expérience, de réseaux (Collomb est franc-maçon, et l'Intérieur est une place forte de la maçonnerie), et issu des territoires (maire de Lyon), apparaît à beaucoup comme une bonne idée : « C'est un peu son Gaston Defferre [l'ancien maire de Marseille qui fut le premier ministre de l'Intérieur de François Mitterrand] », explique l'un des conseillers de l'Élysée. Et Collomb, qui a toujours cherché à devenir ministre quand les socialistes étaient au pouvoir, peut être satisfait : il hérite d'un grand ministère de l'Intérieur, qui rassemble les questions de sécurité, d'immigration, des collectivités territoriales et, bien sûr, de l'organisation des élections. Très vite pourtant, Collomb démontre son insuffisance, tandis que l'Élysée prend le leadership, notamment sur les questions de terrorisme. Dans la maison police, c'est la continuité qui s'impose : en août 2017, après avoir été reçu par Macron en personne, le préfet Éric Morvan est nommé comme directeur général de la police nationale (DGPN). Il a été le directeur adjoint de cabinet du ministre de l'Intérieur Cazeneuve. Son homologue de la gendarmerie, le DGGN, Richard Lizurey, vient de la même écurie.

Durant près de dix-huit mois, le ministre Collomb ne décide d'aucun mouvement d'ampleur dans la haute hiérarchie policière. Macron procède lui-même aux nominations mais n'a pas imposé « ses » hommes... peut-être parce qu'il n'en a pas ! Résultat, le grand mercato des flics se retrouve bloqué durant de longs mois. Il faudra attendre décembre 2018, quelques semaines après l'arrivée de Christophe Castaner à l'Intérieur, pour que les premiers remplacements d'envergure soient décidés.

La greffe Collomb au ministère de l'Intérieur n'a pas pris. L'ancien maire

passé finalement plus de temps à Lyon qu'au sein d'un ministère qui nécessite pourtant une mobilisation de tous les instants. Il utilise sa secrétaire d'État, Jacqueline Gourault, pour le remplacer lors des séances de nuit à l'Assemblée nationale. Son propre directeur de cabinet apprendra sa démission dans la presse ! De même, son indifférence l'amène à se mettre à dos une bonne partie des préfets, qui n'ont pourtant pas une âme de rebelles... L'un d'eux confie, dépité : « La première fois qu'il nous a rencontrés, il n'a parlé que de Lyon ! » Un autre raconte, effondré : « Lors d'une réunion de préfets, qui sont réunis tous les mois et demi à Beauvau, il a appelé "Monsieur le préfet Calvar" Jean-Marc Falcone, le préfet du Centre-Val-de-Loire, ancien DGPN. Au bout d'un an, ça fait drôle. » Effectivement, pour un ministre de l'Intérieur, confondre l'ancien patron de la DGSI, Patrick Calvar, avec un ancien DGPN, fait carrément désordre. « Ce ministère fonctionne quand il y a une bande, Sarko l'avait compris », persifle un ancien grand flic.

Un couple pervers

Forcément, cette erreur de casting fait naître ambitions et convoitises. Et pas des moindres. Dès le printemps 2018, Nicolas Sarkozy et ses proches exercent une pression sur l'Élysée pour appuyer le remplacement du ministre. Lors de ses nombreux appels au président de la République, Sarkozy multiplie les conseils, et pousse son binôme idéal : comme ministre, un de ses soutiens de longue date, Gérard Darmanin, et pour le seconder, Frédéric Péchenard, ancien directeur général de la police nationale, et ancien patron des Républicains, mais surtout son ami d'enfance. Péchenard est bien le seul, dans l'entourage de l'ancien chef de l'État, à pouvoir appeler Sarkozy « le petit furieux ». C'est dire la proximité entre les deux hommes...

Les relations entre Sarkozy et Macron sont complexes. Le premier utilise le second pour se venger de la droite qui ne l'a pas choisi lors des primaires de 2016. Durant la campagne présidentielle, ils sont d'ailleurs nombreux parmi ses soutiens à se tourner vers En marche !, délaissant François Fillon englué dans les polémiques. Sarkozy apprécie que Macron ne l'ait jamais critiqué, et qu'il ait poussé François Hollande à jeter l'éponge. Dès mai 2017, Sarkozy propose son aide, au nom de la continuité de l'État, et de la courtoisie républicaine. De son côté, Macron joue le jeu, accepte les conseils, prend sans broncher ses appels intempestifs, l'écoute, prend du temps avec lui. Ce qui flatte Sarkozy, lui qui est en recherche constante de reconnaissance.

À certains de ses proches qui s'étonnent de cette proximité avec l'ancien collaborateur de François Hollande, Sarkozy aime se présenter comme son père spirituel. Une sorte de modèle dans l'art de l'énergie et de la transgression. Écouté par Macron, ce jeune ambitieux qui a réussi le plus grand hold-up de la République en se faisant élire président à moins de

quarante ans, Sarkozy se sent à nouveau important. De son côté, Macron trouve dans ce rapport apaisé avec l'ancien président une manière d'envoyer des signaux à l'électorat de droite. Bref, chacun instrumentalise l'autre.

Ce couple improbable est assez pervers. « Il est ambigu. Je ne comprends pas ce mec », dit d'ailleurs Sarkozy à propos de Macron. L'ancien président n'hésite pas à critiquer en privé la longueur des jupes de Brigitte, trop courtes à son goût. Le look de la première dame fait aussi l'objet de moqueries de la part de Carla Bruni. Entre les deux couples présidentiels, ce n'est donc pas le grand amour. Au fond, dans un jeu de billard à plusieurs bandes, Sarkozy se croit toujours en capacité de revenir au plus haut niveau en politique. Cette perspective est aussi pour lui une manière de se protéger des juges et autres magistrats qui n'ont pas abandonné les multiples enquêtes à son encontre.

C'est au nom de la courtoisie républicaine que Macron appelle Sarkozy après sa garde à vue du printemps 2018, alors interrogé dans le dossier des soupçons de financement illégal de sa campagne de 2007 par la Libye. Quelques semaines après, les deux présidents se rencontrent de nouveau. Fin juin, ils petit-déjeunent en tête à tête. Quelques jours plus tard, le 5 juillet 2018, Brigitte Macron organise un dîner avec le couple Sarkozy-Bruni à l'Élysée. Rien d'étonnant donc si, cinq mois plus tard, en pleine crise des gilets jaunes, Macron reçoit l'ancien président Sarkozy pour évoquer la situation politique. Et dans les semaines qui suivent, il n'hésite pas à utiliser Sarkozy comme représentant officiel de la France, comme lors de voyages en Géorgie, en Azerbaïdjan ou à Madagascar. « Il va le nommer ministre des Affaires étrangères bientôt ! » rit jaune un diplomate peu convaincu par cette lune de miel dont il ignore sans doute qu'elle date du tout début du quinquennat...

La rumeur d'un complot sarkozyste

C'est dans ce contexte qu'éclate l'affaire Macron-Benalla. Au cœur de la Macronie se développe alors une étrange rumeur. Selon celle-ci, les révélations du *Monde* auraient été suscitées par Bernard Squarcini, l'ancien patron du contre-espionnage sous Nicolas Sarkozy. L'ex grand manitou du renseignement n'entretient pourtant pas d'excellentes relations avec l'un des auteurs du papier qui a mis le feu aux poudres. Ariane Chemin lui a consacré de nombreux articles parfois féroces... « On m'a dit assez vite après la publication de l'article que j'aurais remis la vidéo à cette journaliste, j'ai bien rigolé ! » s'amuse Squarcini. L'idée fait pourtant son chemin dans l'entourage du chef de l'État, qui ne veut pas croire que les révélations du *Monde* soient d'abord le résultat d'une enquête journalistique... Il est vrai qu'au cœur du pouvoir les théories du complot ont toujours foisonné. Les hauts responsables politiques ont une sacrée tendance à la paranoïa.

Dans un premier temps pourtant, l'Élysée avait préféré pointer dans la révélation de l'affaire le rôle des militants de la France insoumise et des anarchistes et autres « black blocs », présents sur la place de la Contrescarpe durant la manifestation du 1^{er} mai. Manière, là encore, de politiser les éléments d'information afin de les minorer aux yeux du grand public. Une communication relayée très tôt sur les réseaux sociaux, qui essaye alors de faire de Benalla un « gentil » garde du corps face aux « méchants » et « dangereux » manifestants du 1^{er} mai. Les porte-flingue officiels de l'Élysée ne prennent pas le risque de dénoncer auprès des journalistes, même en off, un complot sarkozyste qu'aucun fait ne vient étayer. Mais dans la Macronie, c'est une tout autre histoire. En privé, quelques proches du président de la République n'hésitent pas à évoquer l'hypothèse d'un grand complot contre la présidence ! Courant août, Gilles Le Gendre et Richard Ferrand ne cessent

de pester contre la Sarkozie. Ils ne sont pas les seuls. À l'Élysée, Emmanuel Macron se tient au courant de la rumeur. À la fin de l'été, il reçoit discrètement un informateur, envoyé par l'un de ses amis et conseillers. Selon celui-ci, la Sarkozie aurait tendu un piège à Alexandre Benalla sur la place de la Contrescarpe, via ses réseaux de la Place Beauvau. Rien de moins ! Tout aurait été fait pour susciter l'énervement du conseiller de l'ombre sous les yeux des caméras de la préfecture de police installées sur la place de ce quartier touristique.

Mais quel intérêt la Sarkozie aurait-elle eu à s'attaquer de cette manière à Alexandre Benalla ? Selon les partisans de cette théorie du complot, le scandale aurait permis de fragiliser la présidence de la République au moment même où Alexandre Djouhri, arrêté à Londres depuis le début de l'année, fait l'objet d'une procédure judiciaire pour être éventuellement transféré en France, sous le coup d'un mandat d'arrêt européen déposé par le juge Serge Tournaire. Ce mandat émis en décembre vise l'homme d'affaires pour « faux et usage de faux, corruption active, corruption active d'agent étranger, complicité, recel et blanchiment de détournement de fonds publics, blanchiment de corruption et blanchiment de fraude fiscale ».

Djouhri, l'intermédiaire privilégié depuis trente ans dans les grands contrats internationaux connaît de nombreux secrets. À droite, comme à gauche, personne n'a intérêt à le voir interrogé par la justice française. En juin 2017, un mandat d'arrêt international via Interpol a été déposé à son encontre par le juge. Sans effet. D'où le scandale de son apparition à l'ambassade de France six mois plus tard en présence du président français. Quelques jours après la soirée d'Alger, un mandat d'arrêt européen est alors déposé par le juge Tournaire. Contrairement à un mandat d'arrêt international, un mandat d'arrêt européen est établi de juge à juge. Il ne s'agit pas d'une demande d'extradition classique dans laquelle les chancelleries ont leur mot à dire. Cette fois, ce sont les juges britanniques qui doivent se prononcer sur le cas de M. Djouhri. Comment le pouvoir politique pourrait-il alors intervenir ? Le report de l'audience depuis l'été 2018 entretient pourtant les rumeurs autour de ce dossier pour le moins sensible, désormais aux mains de la justice britannique. Une première décision est finalement rendue fin février 2019 : les juges britanniques acceptent le transfert de Djouhri en France. L'intéressé a fait appel. De son côté, Nicolas Sarkozy s'est fait bien

silencieux en privé. « Il semble attendre quelque chose. Il nous demande de rester prêts à toute éventualité », confie l'un de ses anciens collaborateurs. Quand l'affaire Benalla a éclaté au cours de l'été, il aura ces seuls mots : « Tout cela va mal finir ! »

À la rentrée politique, en septembre 2018, c'est l'ébullition. Les états d'âme publiquement affirmés de Gérard Collomb, puis sa démission surprise, remettent sur la table la question de sa succession. Une véritable campagne se déclenche pour promouvoir la nomination de Frédéric Péchenard, fidèle parmi les fidèles de Sarkozy. « On n'a pas été élu pour mettre des sarkozystes au pouvoir ! » s'emporte un député de la majorité issu des rangs du PS. Frédéric Péchenard rencontre Emmanuel Macron et Édouard Philippe. L'ancien grand flic accepte un binôme avec Christophe Castaner. Mais il pose ses conditions. Il veut pouvoir disposer, comme secrétaire d'État, d'un véritable cabinet. Il réclame des décrets d'attribution lui donnant autorité sur la police et la gendarmerie. La veille de la nomination du nouveau gouvernement, ils sont nombreux à croire que l'arrivée de Péchenard est imminente. « C'est bon, c'est fait », assure même Sarkozy devant un proche.

En réalité, d'autres candidats ont été approchés, comme Nicolas Revel, l'ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Hollande, que Macron apprécie. Ce haut fonctionnaire a préféré décliner. Le président envisage également de chambouler plus largement la forme du gouvernement, en nommant par exemple Florence Parly à la tête d'un grand Bercy, pour donner une coloration plus « à gauche » à sa politique économique, mais, à Matignon, Édouard Philippe refuse de perdre son influence sur Bercy. Pour ne rien arranger, Richard Ferrand et François Bayrou sont fermement opposés à la nomination de Darmanin ou de Péchenard à l'Intérieur... « Ça serait le retour de la Sarkozie ! » pestent-ils. Finalement est choisi un très proche du chef de l'État, Christophe Castaner, accompagné du « techno » Laurent Nuñez. Ce dernier n'a en réalité aucune marge de manœuvre. Il ne dispose ni de sa propre équipe ni de décrets d'attribution. Le vrai pouvoir à Beauvau est confié à un nouveau directeur de cabinet, le préfet Stéphane Bouillon, ami d'Emmanuel Macron et qui l'avait reçu dans sa résidence marseillaise à l'été 2017 quand il était en poste dans la région PACA. Bouillon fait l'unanimité à droite comme à gauche. Il a travaillé en cabinet sous les gouvernements

Rocard, Jospin, Fillon, et fut même nommé directeur de cabinet de Claude Guéant à l'Intérieur ! De quoi contenter à la fois les ex-socialistes et la Sarkozie très présente à Beauvau. Il faudra attendre mars 2019 et les débordements des gilets jaunes pour que le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, soit limogé. Manière pour le pouvoir de reprendre la main sur la préfecture de police après l'affaire Benalla.

Macron place ses pions à la justice

Sur le front de la justice, Emmanuel Macron a déplacé ses pions beaucoup plus vite qu'à Beauvau. Dès 2017, il reçoit personnellement les trois nouveaux directeurs d'administration centrale du ministère de la Justice : Rémy Heitz, directeur des affaires criminelles et des grâces, Stéphane Bredin, directeur de l'administration pénitentiaire, et Peimane Ghaleh-Marzban, directeur des affaires judiciaires. Un an plus tard, le président profite de la rentrée mouvementée pour recaler les candidats que les services de Nicole Belloubet, la garde des Sceaux, avaient présélectionnés pour le poste de procureur de Paris, en remplacement de François Molins devenu procureur général près la Cour de cassation.

Le chef de l'État décide alors de lancer un nouvel appel à candidature qui débouchera sur une nomination loin d'être anodine en la personne de Rémy Heitz, qui comme on l'a vu était à la tête de la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), chargée d'assurer la liaison entre les parquets, les parquets généraux et la chancellerie. Heitz, ancien conseiller du ministre de droite Pascal Clément en 1993, et du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin en 2002, était la courroie de transmission du ministère sur les dossiers sensibles. Sa nomination à la tête du parquet de Paris est donc pour le moins curieuse. Le choix est notamment critiqué par le Syndicat de la magistrature qui a déclaré qu'il ne devait « pas y avoir de rapport entre l'exécutif et l'autorité judiciaire. Ça s'appelle la séparation des pouvoirs. C'est une question basique ». De nombreux avocats dénoncent en off une « reprise en main ».

Comme procureur de Paris, Rémy Heitz a désormais la haute main sur le calendrier des audiences en fonction des différentes chambres spécialisées qui composent le tribunal de grande instance de la capitale (TGI), le plus

important de France. Au centre du nouveau bâtiment du TGI situé dans le quartier des Batignolles dans le 17^e arrondissement de Paris, sont enfermés dans une salle à la porte blindée les dossiers en attente de jugement. Toutes les semaines, c'est au procureur de Paris de décider du calendrier des différents procès, et notamment pour les 31^e et 32^e chambres, les plus sensibles, chargées des dossiers économiques et des affaires politico-financières. Tant que la date d'un procès n'est pas fixée, les juges ne peuvent pas aller consulter ces dossiers. C'est le parquet, seul, qui fixe les dates. Les présidents des tribunaux n'ont aucune maîtrise de la date ni du temps d'audience. Le procureur Heitz est le maître des horloges de la justice...

Ce n'est pas la première fois qu'Emmanuel Macron se frotte ainsi à la haute hiérarchie de la justice. Il fait connaissance avec l'institution judiciaire en compagnie de certaines personnalités de la Sarkozie. En 2008, le jeune banquier de chez Rothschild avait ainsi participé, comme rapporteur, à la commission sur les professions du droit. Cette mission avait été confiée par Sarkozy à l'avocat d'affaires Jean-Michel Darrois, que Macron avait déjà rencontré lors de la commission Attali. À l'époque, il avait été introduit dans cette commission par l'autre rapporteur, le magistrat Christophe Ingrain (aujourd'hui avocat chez Darrois), qui n'était autre que le conseiller justice de Nicolas Sarkozy à l'Élysée...

Lors de sa campagne présidentielle, en pleine affaire Fillon, de nombreux magistrats et avocats se sont empressés, à titre personnel, de participer aux travaux du groupe thématique « justice » pour formaliser le programme du candidat Macron. Cet atelier est alors managé par trois « marcheurs » : l'avocate Julia Minkowski, du cabinet d'Hervé Temime, mariée à Benjamin Griveaux ; l'ancien juge d'instruction Éric Halphen ; et l'ancien conseiller justice de Macron à Bercy, Xavier Hubert. Parmi les participants à cet atelier, on trouve alors des magistrats tels que le président du tribunal de Paris, Jean-Michel Hayat, mais aussi le procureur de Paris d'alors, François Molins, ou encore l'avocat médiatique Richard Malka et l'avocat d'affaires Jean-Michel Darrois. Des anciens conseillers du cabinet Taubira participent aussi aux travaux, comme Nail Bouricha devenu conseiller auprès de Nicole Belloubet ou le magistrat Jean-François Beynel, président de la cour d'appel de Grenoble, devenu en janvier 2019 patron de l'Inspection générale de la justice ; ainsi que d'anciens conseillers de droite : les conseillers justice de

François Fillon, comme Maryvonne Caillibotte, se sont tournés vers Macron quand l'avenir de leur candidat apparaissait définitivement compromis. « Tout le monde y était », se souvient un participant.

Certes, les milieux judiciaires sont presque « naturellement » acquis à l'idée du « ni gauche ni droite ». C'est une manière, pour eux, de conserver l'apparence de la retenue et de l'intégrité, tout en préservant l'avancée de leurs carrières. Macron leur apparaît comme un rempart contre les tumultes populaires d'un Jean-Luc Mélenchon, ou l'extrémisme droitier d'une Marine Le Pen. Bref, Macron ratisse large dans les milieux de la justice.

Depuis, Nicole Belloubet, la garde des Sceaux, a multiplié les prises de parole sur le dossier Benalla, sans aucun complexe. En pleine crise estivale, elle est même apparue en grande discussion avec ses collègues parlementaires et du gouvernement dans la cour de l'Assemblée nationale quand les oppositions menaient la charge contre cette « affaire d'État ». Pire, les différentes demandes de supplétifs déposées par le syndicat policier Vigi dans le dossier Benalla ont soit été refusées, par François Molins quand il était encore en poste à Paris, soit carrément ignorées par Rémy Heitz, depuis qu'il est le nouveau procureur. La justice n'enquête donc pas sur la disparition étrange du coffre-fort du domicile d'Alexandre Benalla quelques heures avant une perquisition. L'avocat de Vigi, Yassine Bouzrou, est consterné : « On a demandé au parquet d'élargir la période de l'enquête qui est pour l'instant restreinte au seul 1^{er} mai, ainsi qu'entre le 18 et 20 juillet, le nouveau procureur n'a même pas répondu alors qu'il doit normalement le faire ! »

L'année 2019 s'annonce également particulière pour la justice financière. La patronne du parquet national financier (PNF), Éliane Houlette, arrive à la fin de son mandat. Elle a encore la possibilité d'être renouvelée. Par ailleurs, une figure du pôle financier, le juge d'instruction Serge Tournaire, qui n'a cessé d'enquêter ces dix dernières années sur les turpitudes de la Sarkozie, doit passer la main à Bénédicte de Perthuis, une ancienne magistrate de la 32^e chambre. La fin d'une époque ? Nicolas Sarkozy et ses amis doivent l'espérer.

-
1. Lire le chapitre « Afrique *connection* ».
 2. Bernard Petit, *Secrets de flic*, Seuil, 2017.
 3. Michel Tomi, mis en examen en 2014 pour dix-sept délits financiers, est finalement condamné pour complicité et recel d'abus de biens sociaux à un an de prison avec sursis et 375 000 euros d'amende dans une procédure de plaider-coupable à la française.
 4. Michel Delpuech a notamment été directeur de cabinet du préfet de police de Paris, Philippe Massoni, durant de très nombreuses années, et récupère en 2007 le même poste auprès de la ministre Michèle Alliot-Marie à l'Intérieur.

LA VICE-PRÉSIDENTE

Il n'est encore qu'un inconnu aux yeux des Français. En mai 2012, Emmanuel Macron devient le collaborateur de François Hollande à l'Élysée, comme secrétaire général adjoint chargé de l'économie. L'ancien banquier de chez Rothschild a envie de se faire connaître. Cela tombe bien, chaque week-end à l'Élysée, François Hollande reçoit sondeurs et autres communicants pour évoquer son image dans l'opinion. Au début du quinquennat, Emmanuel Macron participe à quelques reprises à ces discrètes réunions, avant de cesser de s'y rendre. Car très vite, le jeune homme, vivement encouragé par son ambitieuse épouse, se soucie également de sa propre image. Dès l'automne 2013, il va lui aussi convier à l'Élysée communicants, chefs d'entreprise, sondeurs, pour parler avec lui, et sa femme Brigitte, de son avenir politique. Chaque dimanche soir, de secrètes réunions sont organisées par le couple dans une salle de l'aile est de l'Élysée. « Comment je fais en termes de com' pour me positionner dans quelques années ? » demande-t-il à l'un des participants. Officiellement bien sûr, le collaborateur du président Hollande sollicite ses hôtes pour qu'ils lui apportent des analyses sur la société française, ou sur la manière de redonner du souffle au quinquennat...

Petits conseils du sarkozyste Louvrier

« Comment je fais pour exister ? » Telle est au fond la question. Sur la table : sa popularité, sa stratégie médiatique et son rapport à la presse, ses relations avec les patrons. Sa femme Brigitte est presque toujours présente. La professeure de français n'est pas là pour meubler. Elle donne son avis, conduit le déroulement de la réunion, et répartit les tours de parole. Les quelques initiés présents à ces réunions s'aperçoivent très vite de son importance aux côtés d'Emmanuel. Tous restent cependant dans une forme de non-dit sur les réelles ambitions de celui qui est censé travailler pour le président Hollande. Pourtant, le jeune collaborateur ne peut s'empêcher, parfois, de dévoiler ses ambitions : « La prochaine fois que je reviens ici, c'est par la grande porte », lâche-t-il peu de temps avant son départ de l'Élysée. Pense-t-il déjà à 2017 ? Sûrement plutôt à 2022...

Le conseiller est du genre pressé. À l'époque, Macron brasse déjà de gauche... à droite. Car s'il convie à ses réunions du dimanche soir des proches du président comme les communicants Philippe Grangeon, Robert Zarader, le sondeur Brice Teinturier, ou encore les strauss-kahniens Ismaël Emelien et Gilles Finchelstein d'Havas, le collaborateur de François Hollande n'a aucun complexe à y inviter régulièrement... Franck Louvrier, l'un des grognards de Nicolas Sarkozy, dont il fut le fidèle conseiller en communication à l'Élysée de 2007 à 2012. Si Macron a toujours refusé de travailler en cabinet sous le précédent quinquennat, il dispose toutefois de nombreux relais dans la Sarkozie... Depuis son départ de l'Élysée, Louvrier travaille pour le groupe Publicis dirigé par Maurice Lévy, lui aussi très proche de Nicolas Sarkozy. Devant les autres participants à ces réunions, Louvrier et Macron ne cachent pas leur complicité. Ils se tutoient, tombent dans les bras l'un de l'autre. Alors, début 2016, quand le ministre Macron

cherche un directeur de communication pour sa future campagne présidentielle, il appelle naturellement Maurice Lévy pour débaucher Franck Louvrier qui dispose de très bons contacts parmi les journalistes politiques. Si l'affaire ne se fait pas à l'époque, on comprend mieux pourquoi Emmanuel Macron a tenté de nouveau, en janvier 2019, de convaincre le sarkozyste Louvrier de le rejoindre à l'Élysée¹.

Dès 2013, Macron organise également au Château des dîners avec des grands patrons, avec l'aide de Mathias Léridon², puissant directeur de Tilder, l'une des principales agences de lobbying de Paris. Il est le conseiller en communication de Pierre Gattaz, président du Medef, quelques mois avant la présentation par François Hollande du « pacte de responsabilité » qui reprend une bonne partie des propositions du patronat. Dans la discrétion de ces multiples agapes et rencontres, Macron n'hésite pas à critiquer le président socialiste auprès de ses interlocuteurs, tout en se félicitant de certains succès économiques dont il ne manque pas de revendiquer la paternité³. Dans ce petit théâtre, les rôles sont bien répartis : les échecs à Hollande, les succès à Macron.

À l'ombre de Saint-Louis-de-Gonzague

En réalité, le *power couple* s'attelle à ce « réseautage », intensément, bien avant son arrivée à l'Élysée. Depuis leur mariage en 2007, et leur installation dans un appartement du 15^e arrondissement parisien, Emmanuel et Brigitte aiment recevoir, ils multiplient les invitations à dîner, et rencontrent ad libitum. En devenant professeure de français à Saint-Louis-de-Gonzague, un établissement catholique très huppé du 16^e arrondissement, Brigitte Macron va démultiplier son carnet d'adresses personnel, pour en faire bénéficier son mari. Cette discrète institution scolaire gérée par des jésuites, que les initiés appellent entre eux « Franklin » (car installée rue Benjamin-Franklin), est un temple de la reproduction sociale, étudié par les Pinçon-Charlot, sociologues de la grande bourgeoisie. Dirigé un temps par la mère de Bruno Le Maire, Viviane Fradin de Belâtre, Franklin concentre une bonne partie des rejetons de la grande bourgeoisie de l'Ouest parisien. Le ministre Le Maire y fut élève, tout comme l'actuel gouverneur de la Banque de France, Villeroy de Galhau, les enfants Villepin, ou les enfants et petits-enfants Balladur.

Cet environnement particulièrement conservateur convient parfaitement à Brigitte Macron, issue de la bonne bourgeoisie d'Amiens et du Touquet. La future première dame assume ses préférences politiques et dit à qui veut l'entendre qu'elle a voté Nicolas Sarkozy pour les présidentielles de 2007 et de 2012. Emmanuel n'est pas en reste puisque c'est un an après les débuts de sa femme à Franklin qu'il devient banquier d'affaires chez Rothschild, établissement financier au cœur du capitalisme français, dirigé par David de Rothschild, qui dispose d'un imposant carnet d'adresses parmi la droite française⁴. Cette prestigieuse banque, dont le siège est situé avenue de Messine, à deux pas du parc Monceau, dans le 8^e arrondissement de Paris, a des allures de club anglais : les femmes s'y font rares.

C'est à cette époque que le couple Macron rencontre la puissante famille Arnault, plus grande fortune d'Europe, propriétaire du leader du luxe mondial LVMH et du groupe Carrefour. À Franklin, Brigitte est en effet la professeure de français des trois fils Arnault, Alexandre, Frédéric et Jean, issus d'un second mariage. « C'est une excellente prof pour les enfants », a l'habitude de se féliciter Bernard Arnault, très soucieux des résultats scolaires de sa progéniture. Les coulisses du capitalisme français sont un tout petit monde : naturellement, Brigitte, cette merveilleuse professeure de français des enfants Arnault va permettre à son mari de rencontrer le puissant milliardaire, lui-même ami de son patron David de Rothschild. Bernard Arnault n'a jamais caché ses préférences politiques ancrées à droite – il a été le témoin du mariage de Nicolas Sarkozy avec Cécilia, comme Martin Bouygues –, et il se laisse très vite séduire par le jeune Macron.

Bernard Arnault en 2012 : « Il faut l'aider ! »

Dans la tête de l'ambitieux, cette proximité est une chance tombée du ciel. Bernard Arnault n'est-il pas propriétaire de titres de presse influents, *Les Échos* et *Le Parisien*⁵ ? Il dispose d'un réseau politique de grande ampleur. À gauche comme à droite. Le directeur général du groupe Arnault est Nicolas Bazire, ancien directeur de cabinet d'Édouard Balladur à Matignon entre 1993 et 1995, et proche conseiller de Nicolas Sarkozy. Il fut un ancien associé-gérant de la banque Rothschild. Entre la banque d'affaires et – merci Brigitte – le groupe de luxe, le collaborateur de François Hollande est bien au cœur des réseaux de droite du grand patronat. C'est à cette époque qu'il multiplie les rencontres : Thierry Breton, P-DG du groupe informatique Atos, et ancien ministre de l'Économie, très proche de Bernard Arnault, comme des anciens ministres Hubert Védrine, administrateur du groupe LVMH, Renaud Dutreil, devenu patron de LVMH New York (et qui sera l'un de ses premiers soutiens de droite lors du lancement d'En marche !), ou encore Renaud Donnedieu de Vabres, administrateur de la maison Dior (appartenant au groupe LVMH) et de la Fondation Louis Vuitton.

Que du beau monde ! Dutreil et Donnedieu, anciens ministres des gouvernements Raffarin et Villepin, étaient tous deux des jeunes espoirs du Parti républicain dans les années 1990, dirigé par François Léotard, avant que ce mouvement politique ne soit rattrapé par la justice concernant son financement via la banque du Fondo. Léotard et Donnedieu sont aussi mis en examen dans « l'affaire Karachi », dans laquelle la justice soupçonne un financement occulte de la campagne d'Édouard Balladur de 1995, via de possibles rétrocommissions sur des contrats d'armement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite.

En 2009 et 2011, Emmanuel Macron va même travailler, comme banquier

conseil de chez Rothschild, avec Renaud Donnedieu de Vabres sur le projet de luxueuse reconversion de l'hôtel de la Marine, édifice monumental sur la place de la Concorde, porté par l'homme d'affaires Alexandre Allard qui avait transformé auparavant le palace Royal Monceau. Pour convaincre l'État, Allard s'adjoit les services de l'ancien ministre de la Culture, alias « RDDV », du banquier d'affaires Emmanuel Macron, et de l'avocat Frédéric Salat-Baroux, ancien secrétaire général de l'Élysée, et conjoint de Claude Chirac. Via RDDV, Allard va pouvoir rencontrer en direct Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée. Malgré ce lobbying intense, la commission Giscard d'Estaing, chargée de statuer sur l'avenir de l'hôtel de la Marine, se prononcera contre le projet très décrié. « Emmanuel semblait réceptif à mon projet de faire de l'hôtel de la Marine, place de la Concorde, une vitrine des talents et de la création », déclarera avec euphémisme Alexandre Allard dans *Paris Match* en 2014, au sujet de Macron, en se félicitant de son arrivée au ministère de l'Économie. Les liens ne semblent pas non plus rompus avec Renaud Donnedieu de Vabres. Celui-ci est reçu à l'Élysée en octobre 2017 par Brigitte Macron, quelques jours avant de participer au voyage officiel du président à Abu Dhabi, pour l'inauguration du nouveau musée du Louvre dans l'émirat, projet qu'il avait lancé comme ministre de la Culture dix ans plus tôt.

De son côté, Brigitte Macron est devenue amie avec Delphine Arnault, fille d'un premier mariage du milliardaire et patronne de Louis Vuitton. C'est à l'occasion d'un déjeuner à Los Angeles en août 2014, avec leurs conjoints respectifs (Delphine Arnault est mariée avec le milliardaire Xavier Niel, propriétaire de Free), qu'elles feront connaissance. Depuis, elles ne se sont plus quittées. Le futur couple présidentiel, désormais sponsorisé par le groupe de luxe, prend très vite goût à s'habiller en Vuitton et en Dior. Si l'homme de droite qu'est Bernard Arnault s'intéresse un temps à la candidature d'Alain Juppé aux primaires, il regarde aussi d'un très bon œil l'aventure politique d'Emmanuel Macron. L'un de ses proches, le mathématicien Cédric Villani, deviendra d'ailleurs député LREM.

En 2016, le couple dîne « chaque semaine, ou presque », chez Bernard Arnault⁶. Le milliardaire qu'on a connu plus discret sur ses affinités politiques, ira jusqu'à publier une tribune en faveur de Macron dans *Les Échos* entre les deux tours de la présidentielle : « C'est sans hésiter que je

vote pour Emmanuel Macron. » Un an plus tard, le patron de LVMH accompagne le jeune président aux États-Unis lors de son voyage d'État, et se dit également « très fier d'habiller la première dame ». Selon l'un de ses collaborateurs, il est même devenu « très proche » de Brigitte Macron, laquelle entretient aussi d'excellentes relations avec sa femme, la pianiste Hélène Mercier-Arnault, qui joue elle-même un rôle non négligeable, bien que non officiel, dans la galaxie LVMH. Ce n'est pas un hasard si, en janvier 2019, la première dame visite à Clichy-sous-Bois le village de l'Institut des métiers d'excellence LVMH, une manifestation chargée de faire connaître aux jeunes de ces quartiers populaires les formations en alternance proposées par le groupe de luxe. « Le lien est plus fort avec Brigitte, mais il s'est pris d'une passion terrible pour Emmanuel », remarque le haut cadre de LVMH. Passion, le mot est fort au regard de la froideur légendaire du grand patron. Leur proximité est en tout cas ancienne : Bernard Arnault avait très vite perçu l'ambition politique d'Emmanuel Macron. En juin 2012, alors que François Hollande vient d'être élu président de la République, et qu'il décide de taxer à 75 % la dernière tranche d'impôt sur le revenu, le milliardaire confie à son collaborateur de l'époque, Christophe Girard, par ailleurs maire adjoint à Paris : « Votre ami François Hollande et son Premier ministre Jean-Marc Ayrault ne connaissent pas l'entreprise, mais je connais un jeune homme très bien dans son équipe, Emmanuel Macron. Il faut l'aider ! »

Elle lui présente Jacques Attali

À Paris, Brigitte Macron s'épanouit. Il est loin le temps des épreuves à Amiens, quand son amour pour Emmanuel suscitait les critiques et les sarcasmes, y compris au sein de sa famille. Dans la capitale, la professeure de français sort énormément dans les milieux culturels et artistiques. « Dans le couple, c'est elle la mondaine ! » s'amuse l'un de ses amis. Son activité professionnelle et ses sorties ne lui apportent pas uniquement un plaisir personnel, elles lui permettent aussi d'élargir le champ des possibles de son couple. À Franklin, décidément vivier de connexions de pouvoir, elle fait la connaissance d'un autre parent disposant de contacts dans de multiples univers, l'avocat catholique François Sureau, ancien partisan de Nicolas Sarkozy, et passé lui aussi dans sa jeunesse par cette institution scolaire. Fervent défenseur des libertés individuelles et des migrants, Sureau deviendra un proche conseiller de l'ombre du président, notamment sur les questions de défense⁷. On n'est vraiment pas dans le domaine des bonnes œuvres...

Dès leur arrivée à Paris, les Macron partagent donc contacts et connaissances. Ces réseaux finissent par constituer une toile impressionnante. Le couple fréquente le grand patron Serge Weinberg (Sanofi), ex-collaborateur de Laurent Fabius et ancien haut cadre du groupe PPR (Pinault), mais également le puissant avocat d'affaires Jean-Michel Darrois, et sa femme, la photographe Bettina Rheims. Weinberg comme Darrois font partie des « parrains » d'Emmanuel Macron, qui lui ont permis d'entrer à la banque Rothschild⁸. Au Touquet, station balnéaire du Pas-de-Calais, à la fois chic et désuète, où les bourgeoisies d'Amiens, de Lille, et même de Paris ont leurs habitudes, Brigitte sympathise avec l'une de ses voisines, la communicante Anne Méaux, dirigeante de la puissante agence de communication Image 7, qui soutiendra François Fillon en 2017. Le contact

ne sera jamais rompu.

Autre connexion d'influence à inscrire au palmarès de Brigitte Macron, Jacques Attali, qu'elle fait rencontrer à Emmanuel. C'est elle aussi qui demandera personnellement à l'ancien conseiller de François Mitterrand de présenter son jeune mari à François Hollande. Durant toute cette période, le couple reçoit enfin le soutien indéfectible et l'aide financière d'Henry Hermand, un industriel de la grande distribution, pionnier dans l'implantation des centres commerciaux en France, devenu proche ami d'Emmanuel. Méconnu du grand public, cet homme né en 1924, fils de petits commerçants et devenu millionnaire, fut l'un des soutiens financiers de la « deuxième gauche » et de Michel Rocard. Macron l'a rencontré en 2002 lors de son premier stage de l'ENA à la préfecture de l'Oise à Beauvais. Les deux hommes deviennent très proches. « C'est mon meilleur ami », confie souvent Macron, malgré leur différence d'âge. Hermand ouvre en effet à son jeune cadet son carnet d'adresses et lui fait rencontrer quelques années plus tard Michel Rocard. En 2007, Emmanuel le choisit comme témoin de mariage lors de son union avec Brigitte. « Ces deux-là ont vécu des années difficiles. C'est moi qui ai convaincu Emmanuel de se marier avec Brigitte », nous confiait d'ailleurs le vieil homme en 2015. Étrange confession. Le mariage, qui n'était pas une évidence pour leurs familles respectives, est célébré au Touquet. La fête, qui se tient à l'hôtel de luxe Westminster, est en partie payée par le généreux mécène. C'est lui aussi qui prêtera de l'argent au couple, 550 000 euros précisément, pour l'achat de son premier appartement.

Les amoureux du pouvoir

« Brigitte est essentielle pour comprendre Emmanuel Macron. Elle joue un rôle particulièrement important à ses côtés », confie, dès 2014, Alain Minc, le conseiller des grands patrons, qui a rencontré le jeune inspecteur des finances quelques années plus tôt. À l'époque, seuls les vrais initiés du pouvoir perçoivent l'importance de Brigitte Macron. C'est lors d'un dîner chez Alain Minc, à l'été 2014, que la future première dame a estimé que son mari devait se jeter dans le grand bain de la présidentielle dès 2017, et ne pas attendre 2022, comme de nombreuses personnes lui conseillaient alors, car son âge, disait-elle, deviendrait un handicap indépassable pour le couple : « On ne peut pas attendre 2022. Car on a un énorme problème. Le problème, c'est moi, c'est ma gueule. Donc il faut accélérer. »

Brigitte et Emmanuel sont liés sentimentalement, mais aussi politiquement. Ils forment un couple de pouvoir. Les deux débattent de sujets politiques, échangent leurs idées, s'influencent mutuellement. Il leur est arrivé de disserter une nuit entière de la situation de la sécurité sociale. Mais quand Emmanuel Macron est au-devant de la scène, sa femme tient à ne pas lui faire d'ombre. Elle veille à rester en retrait. Quand elle était sa prof de théâtre au lycée de la Providence à Amiens, elle lui attribuait le premier rôle. Hors de l'arène médiatique et politique, Brigitte Macron n'a pourtant pas qu'un rôle de soutien ou de coaching. À Bercy, elle participe à la vie du cabinet, même si le ministre tient à expliquer au *Times* qu'elle « n'est pas rémunérée par le contribuable », et qu'elle « n'a aucune fonction officielle, parce que cela rendrait la vie impossible à tous ceux qui ont un poste au sein du cabinet ». Les communicants autour de Macron expliquent alors à la presse que la femme du ministre est présente aux réunions simplement pour mieux gérer son emploi du temps avec lui...

En réalité, Brigitte Macron a son mot à dire sur tout, sur les recrutements, mais aussi sur la stratégie politique. À l'été 2016, alors que la machine En marche ! est lancée et que le ministre de l'Économie est sur le point de démissionner, le doute s'insinue en lui : « Est-ce que j'y vais maintenant, et je gagne en six mois ? Ou est-ce que j'attends pour gagner plus tard ? » C'est alors Brigitte qui le convainc de présenter sa candidature dès cette présidentielle. La future première dame n'apprécie que modérément la pression médiatique ou les attaques personnelles et politiques qu'une telle aventure implique, mais selon un proche du couple, « ils sont vraiment amoureux, amoureux du pouvoir ».

Une drogue à vie

Cette ambition commune, cet appétit de conquête, cette volonté de revanche diront certains, les rend fusionnels : « Brigitte, c'est moi. Et moi, c'est elle », a l'habitude de dire Emmanuel Macron. « Ils sont un seul », remarque un intime du couple. « Elle a sûrement une ambition politique plus forte que lui », ose un autre. Ces confidences en disent long sur son véritable rôle, éloigné des « plans com' » élaborés pour la presse people et audiovisuelle. De nombreux participants à la campagne s'en sont vite aperçus. L'un d'entre eux va même encore plus loin dans l'analyse : « Brigitte a créé l'homme, l'envie, l'être qu'il est. Le phénomène, la machine Macron, elle l'a pensé. Elle a senti un potentiel quand il était jeune, et lui a donné un destin. Il lui doit tout. » Emmanuel Macron ne dit pas autre chose, lorsqu'il remercie sa femme le soir du premier tour par ces mots qu'on croirait sortis d'un *soap opera* : « À Brigitte, toujours présente et encore davantage, sans laquelle je ne serais pas moi », déclame-t-il sur la tribune de la porte de Versailles. À ces mots, l'un de ses soutiens se demande : « Macron est-il pilote ou copilote de son destin ? »

Sa femme est l'une des rares personnes qu'Emmanuel Macron écoute vraiment, et en qui il a confiance. Tous deux ont un caractère bien trempé et peuvent échanger leurs désaccords avec force. Sans filtres. Brigitte est le miroir dans lequel Emmanuel se regarde. Une drogue à vie. Dans les coulisses de la campagne, elle a joué un rôle politique central auprès de son mari. Autour d'elle s'est constituée une équipe bis de campagne, rassemblant des « amis » du couple, certains journalistes comme Bruno Roger-Petit, alors encore éditorialiste à *Challenges*, ou le documentariste politique Bertrand Delais. Via la messagerie électronique Telegram, chacun y va alors de son conseil sur la stratégie à adopter. Tous jugent les prestations médiatiques ou

les meetings de leur champion. À l'automne 2016, Brigitte relit, et parfois réécrit, le livre *Révolution* qui lance l'aventure présidentielle d'Emmanuel Macron. Un travail de réécriture qu'elle aura également sur de nombreux discours. « Elle était au cœur du dispositif de la campagne », confie un ancien bénévole. Même sur les dossiers de fond, elle prend alors de nombreuses décisions auprès du candidat, y compris dans le domaine ultra-sensible des affaires étrangères, capable d'annuler de sa propre autorité une rencontre avec un chef d'État étranger. Au QG de campagne, elle sait mettre du liant entre tous les membres de l'équipe. Peu de temps après le second tour, elle est bien sûr avec le président élu pour une dernière visite au QG, et elle a pris soin de remercier chacun pour toute l'aide qu'ils ont apportée.

Affronter la rumeur par une autre

C'est dire si Brigitte Macron n'a pas supporté « la rumeur » qui n'a cessé d'enfler au cours de la campagne... Dans les salles de rédaction, comme dans les dîners en ville, on rapporte que son mari serait en réalité... homosexuel ! Les bruits commencent à courir dès l'automne 2015, relayés par les entourages des ennemis politiques d'alors du ministre de l'Économie, notamment ceux de Manuel Valls et de Nicolas Sarkozy. Macron aurait eu une aventure au cours de l'été 2015 avec l'un de ses gardes du corps, issu du service de la protection (SDLP)... Un bruit qui court du côté des policiers, des services de renseignements, et de la place Beauvau sans qu'aucun fait vienne l'étayer, mais qui explique pourquoi la rumeur a repris de plus belle lors de l'affaire Benalla, alors même que le désormais célèbre chargé de mission de l'Élysée n'a jamais été policier du SDLP.

Début 2016, la rumeur a pris de l'ampleur, et ses colporteurs croient avoir trouvé l'amant du candidat. Il s'agirait du jeune et fringant Mathieu Gallet, le P-DG de Radio France ! Une histoire totalement fautive. Dans l'entourage du patron de la radio publique, on ne peut que constater les dégâts. La rumeur a dépassé les petits salons des palaces parisiens et même les limites du périphérique... Très vite, le sujet obsède le couple Macron. Il décide de faire front. Chaque dîner à Bercy est l'occasion pour Emmanuel et Brigitte d'aborder la question devant leurs convives. « Vous savez, on dit qu'Emmanuel est homosexuel... mais c'est totalement faux ! » s'indigne Brigitte Macron qui semble particulièrement affectée. Elle s'en ouvre auprès de ses proches dès qu'elle peut. Comme lorsqu'un soir elle raccompagne à l'ascenseur du ministère de l'Économie un écrivain venu dîner avec le couple : « La rumeur est relayée par les milieux gays vous savez... », se désespère-t-elle. De son côté, quand il reçoit en privé des éditorialistes ou des

patrons de presse pour préparer son envol, Macron n'oublie jamais d'évoquer « la rumeur » dans ces conciliabules politiques. C'est plus fort que lui : il est obligé d'en parler. Ses interlocuteurs l'écoutent alors, mi-amusés, mi-gênés, constatant que le jeune politique semble manquer de recul...

« Vous savez, comme Mitterrand, j'ai le cuir tanné », confie-t-il à l'un d'eux. « Ils croient m'affaiblir mais je tiendrai », lance-t-il à un autre. Cette obsession pour le démenti, dans un cadre privé, finit par être contre-productive, car elle relance de plus belle la rumeur : « Il a l'air vraiment de mal le prendre, il en a parlé plus de vingt minutes ! Si c'est faux, je ne vois pas pourquoi il prend autant de temps pour évoquer ça. Tout le monde s'en fout. On est en 2016 ! » témoigne l'un de ses invités. Ce qui semble gêner le plus Emmanuel Macron, c'est qu'il puisse être suspecté de falsification, de mensonge. « Je n'ai pas de double vie », affirme-t-il d'ailleurs à *Mediapart* en octobre 2016. Mais cela ne suffit pas. Pourtant, Macron préfère attendre avant d'évoquer ouvertement cette rumeur tenace.

Il le fait opportunément début février 2017 lors d'un meeting parisien au théâtre Bobino, où sont alors rassemblés des militants d'En marche. Macron s'essaye à l'humour pour démentir sa prétendue liaison avec le P-DG de Radio France : « Si dans les dîners en ville, si dans les boucles de mails, on vous dit que j'ai une double vie avec Mathieu Gallet ou qui que ce soit d'autre, c'est mon hologramme qui soudain m'a échappé, mais ça ne peut pas être moi ! » déclare alors le candidat devant des militants hilares. Effet immédiat : du jour au lendemain, le buzz diminue très fortement sur les réseaux sociaux. Étrangement, un ancien membre de la campagne Macron confiera plus tard : « Nous avons sciemment relayé l'histoire sur Mathieu Gallet qui était totalement fausse, pour piéger nos ennemis, et tuer la rumeur une bonne fois pour toutes ! » Quelque peu machiavélique, et sans égard pour Mathieu Gallet, mais depuis la campagne, les proches d'Emmanuel Macron n'ont pas été les derniers à développer un certain cynisme politique.

Pour éteindre l'incendie, Brigitte Macron va trouver des alliés inespérés parmi ses amis « people ». Les dîners qu'elle organise à Bercy attirent de nombreuses personnalités du spectacle. Se retrouvent à leur table la chanteuse Line Renaud, l'animateur de télévision Bernard Montiel, le directeur de théâtres Jean-Marc Dumontet, les comédiens Pierre Arditi et son épouse Évelyne Bouix, François Berléand, Fabrice Luchini. Le journaliste Marc-

Olivier Fogiel et l'écrivain Philippe Besson, ouvertement gays, amis de Claire Chazal, elle-même proche de Renaud Donnedieu de Vabres, vont ainsi expliquer à leurs connaissances professionnelles ou amicales que toute cette rumeur entre Gallet et Macron est totalement fantaisiste. Marc-Olivier Fogiel est l'un des amis de la reine des paparazzis, Mimi Marchand, patronne de l'agence photo Bestimage et co-actionnaire du site Purepeople, qui se mettra au service du couple Macron par l'entremise du milliardaire Xavier Niel⁹. Enfin, Brigitte Macron côtoie également l'ex-lobbyiste de TF1 Pascal Houzelot, ancien propriétaire des chaînes Numéro 23 et de Pink TV, ou la journaliste Béatrice Schönberg, mariée à Jean-Louis Borloo, et qui a coproduit avec Emmanuel Chain le documentaire de Pierre Hurel, *Macron, la stratégie du météore*, diffusé sur France 3 dès l'automne 2016. Désormais au pouvoir, Brigitte Macron continue de côtoyer tous ces « people » du spectacle et de la télévision. Une vraie société de cour ! Et si son mari a moins de temps à leur consacrer, il n'hésite pas à leur témoigner parfois de charmantes attentions. C'est ainsi que, dès le mois de mai 2018, il a décidé de nommer l'écrivain Philippe Besson comme consul de Los Angeles, au grand dam des diplomates de carrière du Quai d'Orsay¹⁰. Lors du dernier remaniement, il a également envisagé très sérieusement de nommer Stéphane Bern, à qui il a déjà confié une « mission patrimoine » à titre bénévole, à la tête du ministère de la Culture pour succéder à Françoise Nyssen.

Guerre en coulisses à l'Élysée

Dans pareil contexte, des tensions apparaissent entre Brigitte Macron, omniprésente et influente, et le jeune conseiller spécial du président, Ismaël Emelien. Une situation ancienne en réalité, ces deux-là ne se sont jamais appréciés. Pour l'un comme pour l'autre, les enjeux politiques et affectifs de la relation avec Emmanuel sont tels que ça fait des étincelles : « Qu'est-ce qu'il lui trouve à Emelien ? » se désole régulièrement Brigitte Macron auprès de ses proches. Dès son arrivée à Bercy comme conseiller, le stratège politique doit composer avec la première dame. Début 2016, celle-ci a été jusqu'à démarcher personnellement plusieurs profils de communicants, et à rencontrer certains d'entre eux, afin de remplacer Emelien qui devait partir du ministère pour lancer En marche. C'est le patron de Publicis, Maurice Lévy, qui conseille au couple Macron de rencontrer Sylvain Fort, un communicant passé par le cabinet DGM de Michel Calzaroni, qui travaille pour les groupes LVMH et Bolloré. Entre la future première dame et l'impétrant, le contact passe... pour l'instant.

Avant de devenir le conseiller « discours et mémoire » de l'Élysée, Fort rejoint la campagne comme directeur de la communication. La future première dame est alors séduite par sa culture classique. Chanteur d'opéra dans sa jeunesse, Fort, qui a réussi à intégrer la prestigieuse École normale supérieure, est également germaniste. Son profil politique est très droitier. En 2011, il fréquentait Laurent Wauquiez, le ministre de l'Enseignement supérieur de Nicolas Sarkozy, chouchou du conseiller de l'ombre Patrick Buisson. La même année, il participe au « groupe Fourtou », un petit groupe constitué autour de l'ancien patron de Vivendi, qui avait pour but de préparer la réélection de Nicolas Sarkozy, et qui se réunissait chez DGM. Il y croisait les animateurs de la droite forte, Guillaume Peltier et Geoffroy Didier, mais

également Camille Pascal, la plume de Nicolas Sarkozy, ainsi que les journalistes Charles Villeneuve et Étienne Mougeotte, deux anciennes figures de TF1. Ce choix de Fort est pourtant moins étonnant qu'on le croit. En juillet 2016, Emmanuel Macron confie au communicant Robert Zarader : « La campagne se gagnera à droite ». Quelques semaines plus tard, il rend visite tout sourire à Philippe de Villiers au Puy du Fou. Sylvain Fort semble donc avoir été parfaitement casté par la vice-présidente.

La guerre entre Brigitte Macron et Ismaël Emelien n'est pourtant pas terminée. À l'automne 2016, c'est cette fois-ci le conseiller qui, sur la foi d'enquêtes d'opinion qualitatives, recommande à son champion de mettre moins sa femme en avant. « Elle était considérée comme trop show off, limite trop bling bling pour Macron », décrypte un initié. Le candidat Macron ne tranchera pourtant jamais contre sa femme. Et au cours de la campagne, le meeting de Lyon, où le public l'acclame, finit par consacrer son retour sur le devant de la scène. Pour autant, le futur président ne peut plus se séparer de son conseiller spécial.

Entre les deux plus proches conseillers politiques de Macron – l'officiel et l'officieuse – c'est donc la guerre : « Emelien, qui est un fou de contrôle, n'a jamais supporté de ne pas avoir l'ascendant sur Brigitte », commente un intime du couple. Elle va d'ailleurs se rapprocher à Havas d'un ennemi d'Ismaël, le publicitaire mitterrandien Jacques Séguéla, pilier de l'agence, lui aussi en guerre ouverte avec le communicant Stéphane Fouks, l'un des anciens mentors d'Emelien. Le soir du premier tour, quand l'équipe de campagne se retrouve à la brasserie La Rotonde – une idée de Brigitte à l'origine –, Emelien ne pourra pas accéder à l'étage où dîne le futur président. Pas question pour Brigitte de faire monter celui qui a essayé de l'évincer en début de campagne... Quelques jours plus tard, la future première dame se plaint de l'amateurisme de l'entourage de son mari : « Il est seul dans la pampa ! » fulmine-t-elle devant un proche.

Un déjeuner de réconciliation ?

À l'Élysée, la répartition des bureaux symbolise les divers jeux d'influence autour du président. Emelien et Fort s'installent dans les étages du palais, du côté de l'aile ouest, près du conseiller parlementaire Stéphane Séjourné. Brigitte Macron, elle, s'installe dans l'aile est, en dessous des appartements privés du couple présidentiel, accompagnée de son directeur de cabinet, Pierre-Olivier Costa, issu des équipes de la mairie de Paris, et de son chef de cabinet Tristan Bromet. Lorsque Bruno Roger-Petit, un proche de Brigitte Macron, devient conseiller du président, il s'installe tout naturellement non loin des bureaux de celle-ci. Et Jean-Marie Girier, présenté un peu rapidement comme le « directeur de la campagne » par la presse, fera les frais de la puissance de la première dame, qui l'éjecte du dispositif dès les premières semaines. Son tort ? Il n'avait pas alloué suffisamment de place à Brigitte Macron et à ses équipes dans la première répartition des bureaux. Girier rejoindra finalement le cabinet de Gérard Collomb à l'Intérieur, son ancien patron à la mairie de Lyon.

Au pouvoir, la vigilance de Brigitte Macron se trouve démultipliée. Et contre toutes les convenances, elle n'hésite pas à être en contact direct avec certains ministres, notamment Jean-Michel Blanquer. L'Éducation nationale est son domaine réservé. « Macron s'en désintéresse totalement », confie un membre du gouvernement. C'est elle, également, qui a proposé de nommer Françoise Nyssen, l'ancienne patronne d'Actes Sud, à la rue de Valois. Elles s'étaient connues quand elle était enseignante à Franklin. À l'Élysée, une chose ne change pas pour l'influente première dame : sa détestation à l'égard d'Ismaël Emelien. Au printemps 2018, une timide tentative de réconciliation sera menée à l'occasion d'un déjeuner. L'ambiance sera glaciale.

[1.](#) Début janvier 2019, Franck Louvrier est en effet reçu durant une demi-heure à l'Élysée par Emmanuel Macron qui souhaitait le nommer comme son futur directeur de la communication pour remplacer son conseiller Sylvain Fort, démissionnaire. Le communicant refuse pourtant la proposition dont le périmètre correspondait à la direction du service de presse.

[2.](#) *Marianne*, 27 août 2014.

[3.](#) Dès le début du quinquennat de François Hollande, Emmanuel Macron saisit chaque occasion de se démarquer en privé du président de la République d'alors. C'est ainsi que, fin mai 2014, neuf jours avant de démissionner, le secrétaire général adjoint de l'Élysée, invité à Copenhague à une réunion du groupe Bilderberg, cercle rassemblant chaque année des dirigeants pour réfléchir à la globalisation, a pris la parole pour dire tout le mal qu'il pensait de la politique menée par François Hollande. *JDD*, 3 décembre 2017.

[4.](#) Lire *L'Ambigu Monsieur Macron*, *op. cit.*

[5.](#) En octobre 2017, la société des journalistes du *Parisien* a organisé une consultation pour savoir si l'éditorial avait encore sa place dans le quotidien. À 74,44 %, les 228 journalistes ayant pris part au vote ont répondu « non ». Cette consultation avait été organisée suite à la publication d'un éditorial jugé trop favorable aux projets d'Emmanuel Macron sur le Code du travail. On pouvait y lire : « Pour lui, l'opportunité comme la nécessité absolue de réformer n'ont jamais été aussi fortes. C'est sa chance, et cela doit être son ambition. »

[6.](#) Caroline Derrien, Candice Nedelec, *Les Macron*, Fayard, 2017.

[7.](#) Lire le chapitre « Domaines réservés ».

[8.](#) *L'Ambigu Monsieur Macron*, Flammarion, 2015.

[9.](#) Jean-Michel Décugis, Pauline Guéna, Marc Leplongeon, *Mimi*, Grasset, 2018.

[10.](#) Le Conseil d'État a finalement annulé cette nomination en mars 2019.

MÉCOMPTE DE CAMPAGNE

L'équipe de « com' » de Macron est sous pression. En cette fin mars 2017, des journalistes commencent à demander les chiffres des levées de fonds qui ont permis au candidat de concourir pour cette présidentielle alors qu'il ne disposait d'aucun parti. Le 25 mars, l'un des attachés de presse, Grégoire Devaux, interroge dans un mail (que nous avons retrouvé dans les MacronLeaks, cette fuite de documents issus de la campagne) : « Isma, Sylvain, est-on bien OK sur la ligne de com' ? Puis-je transmettre ces chiffres aux journalistes les demandant ? » Plus loin dans ce mail étonnant, on apprend que la « collecte totale » s'élèverait alors à 11 millions d'euros, mais il est proposé de minorer le chiffre : « on communique sur 10 ».

Le don moyen serait de 250 euros. Mais pas question de le dire aux journalistes : « On ne communique pas dessus », est-il spécifié. Les communicants de l'équipe, notamment Ismaël Emelien, préfèrent évoquer le « don médian » de 50 euros, manière assez grossière de gommer au maximum l'effet « candidat des riches ». De même, il est expliqué que les 631 grands donateurs de la campagne (dons supérieurs à 5 000 euros) ne représentent que « 1,7 % du total des donateurs ». Là encore, pour minorer leur importance dans le budget de la campagne. On apprendra deux ans plus tard, grâce au *JDD*, qu'à la fin de la campagne les grands donateurs sont en fait 913, et qu'ils ont rapporté 6,3 millions d'euros, soit 48 % de la totalité des dons... Un beau pactole.

C'est bien connu : on peut faire dire n'importe quoi aux chiffres. Les

communicants n'ont pas attendu l'ère des « fake news » pour en jouer. Manifestement, au cours de la campagne, l'équipe Macron s'en est donné à cœur joie. Dans des mails échangés entre le 14 mars et le 27 mars, les chiffres de la « collecte totale » varient ainsi entre 8 et 11 millions d'euros, selon l'humeur du correspondant. Benjamin Griveaux, devenu porte-parole du gouvernement, demande à Sibeth Ndiaye, la cheffe du service de presse de la campagne : « Sibeth, tu n'avais pas dit qu'on restait sur 8 millions avec l'accord de Christian [Dargnat, responsable de la collecte] ? » Réponse sans équivoque : « Oui tout à fait 8 millions et pas 9,3 (l'info n'a pas eu le temps de circuler dans le pôle), mais on conserve les chiffres dessous. » Les chiffres ? Quelques statistiques sur les dons qu'ils tripatouillent sans gêne.

Autre zone d'ombre : selon le *JDD*, la campagne de Macron a finalement déclaré un total de 74 702 donateurs à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), alors que, fin mars, il n'y en avait que 35 000... Que d'incohérences ! Il n'est guère étonnant que la justice ait décidé de s'intéresser à ces dons. En novembre 2018, le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire sur des irrégularités constatées, notamment sur 144 000 euros de dons reçus en 2017 par En marche ! et dont l'origine n'a pu être identifiée, comme l'exige pourtant la loi. Ce n'est pas la seule incohérence dans le financement de la campagne Macron.

Des financements à la peine

En politique, l'argent est le nerf de la guerre. Rien ne peut se faire sans. L'ancien banquier d'affaires Emmanuel Macron le sait. Cet argent est secret souvent, malgré les règles de financement des partis politiques et des campagnes électorales. Contrairement aux États-Unis, les dons et avantages en nature des entreprises privées sont interdits depuis 1995. Et les dons personnels sont limités à 4 600 euros pour la présidentielle, et 7 500 euros par an pour un parti politique. Alors, pour un candidat comme Macron, sans parti politique et qui ne dispose pas de financements publics, le défi est immense.

En septembre 2016, l'ancien banquier Christian Dargnat, président de l'association de financement d'En marche ! en charge de recueillir les précieux fonds, résume grossièrement la stratégie de collecte du mouvement dans un courriel : « Quand on sait que les dépenses de campagne présidentielle sont limitées à 22 millions d'euros, et que nous pourrions contracter un prêt bancaire (à hauteur de 9 millions) remboursé si le candidat dépasse le seuil des 5 % aux élections, il nous reste donc à “trouver” 13 millions. Si l'on arrondit à 10 millions le budget à trouver, il faut donc obtenir des dons de 1 333 personnes à 7 500 euros chacune. »

À l'origine, Christian Dargnat est le directeur de la banque d'investissement de la BNP. Il a tout plaqué pour rejoindre En marche ! C'est une connaissance commune qui l'a présenté à Macron, Stéphane Boujnah, un banquier proche de DSK, passé par le Crédit suisse et la Deutsche Bank (désormais patron de la bourse européenne Euronext), ex-membre de la commission Attali, ayant eu sa carte au PS et cofondé SOS Racisme. Dargnat dispose d'un réseau important qu'il a su mettre à profit pour son champion. Il est un proche de Serge Telle, le ministre d'État de la principauté de Monaco (l'équivalent du Premier ministre), haut fonctionnaire français

originaire de Nantes.

Dès le printemps 2016, le futur candidat à la présidentielle, encore ministre de François Hollande, n'hésite pas à multiplier les dîners de collecte de fonds. Dans ces véritables *speed dating* financiers, Macron excelle. Après un tour des invités pour faire connaissance, il balance un petit *speech*, pour se vendre, lui, et sa future aventure. Une activité qui va aller en s'intensifiant après sa démission du gouvernement. Le 8 septembre 2016, ses soutiens organisent ainsi un dîner à Londres chez le directeur général de la banque d'investissement d'HSBC, le Franco-Libanais Samir Assaf. Sont alors réunies une centaine de personnalités des médias, de la technologie et de la culture dans le vaste appartement du banquier, chez qui Macron a dormi. À un invité qui lui demande ce qu'il lui manque, le futur candidat d'En marche ! répond très directement : « Le temps, les talents et l'argent. » Ajoutant, tout aussi cash : « Sur ce point, je suis très décomplexé. » Manifestement, les traders et entrepreneurs de Londres apprécient ce langage sans pincettes : Macron va recevoir 872 000 euros de dons de la capitale britannique... davantage que l'ensemble des dons issus des dix plus grandes villes françaises de province. Macron est en effet sans complexe. Fin septembre, c'est carrément un de ses anciens collègues, Olivier Pécoux, directeur général de la banque Rothschild, qui organise, à titre personnel, un cocktail dînatoire de levée de fonds à la Terrasse 50, un restaurant qui surplombe l'avenue des Champs-Élysées. Au même endroit, le consultant Mathieu Laine et l'ancien ministre Renaud Dutreil vont inviter de nombreux cadres à un autre cocktail dînatoire le 15 novembre. Les mêmes vont organiser, avec Christian Deseglise, l'un des directeurs internationaux de la banque HSBC, chargé des banques centrales et des fonds souverains, le déplacement de Macron à New York entre les 4 et 6 décembre, où il enchaînera pas moins de six événements.

Début janvier 2017, une certaine inquiétude gagne pourtant l'équipe financière de Macron. Car malgré les multiples dîners de *fundraising*, le petit groupe chargé des levées de fonds constitué autour de Christian Dargnat n'a pas réussi, loin de là même, à récupérer suffisamment d'argent pour assurer une campagne présidentielle dans sa totalité. Dans un mail, on apprend qu'au 31 décembre 2016, seulement 3,482 millions d'euros ont été obtenus au

détour de « dîners/réseaux », selon un document transmis par l'un des responsables de l'équipe financière, Emmanuel Miquel, au trésorier du mouvement Cédric O, le 8 janvier 2017. Cette somme représente 69 % des dons (avec 400 grands donateurs à plus de 5 000 euros). Selon ce document, fin décembre 2016, l'équipe Macron a donc récupéré, si l'on ajoute aux fameux dîners de *fundraising* les dons de *crowdfunding* (le financement participatif via Internet), un total de 5 millions d'euros environ. Loin des objectifs de Christian Dargnat qui évoquait, en septembre, un minimum de 10 millions d'euros à trouver, hors prêts.

La campagne s'accélérait en début d'année, l'équipe financière est consciente que cette recherche de dons, qui nécessite une organisation importante de dîners pour toucher les plus riches, va nécessairement passer au second plan durant les mois suivants. Sur le document décidément fort instructif d'Emmanuel Miquel datant du début janvier 2017, on découvre que l'équipe financière ne prévoit qu'une levée de fonds totale de 2 millions d'euros pour les cinq mois suivants, un montant pour le moins modeste¹. Il est envisagé par Miquel et ses camarades que le reste du budget de la campagne (en comptant le second tour) doit être assuré, à partir du mois de février, par le versement de 11 millions d'euros via des prêts bancaires...

En ce début d'année, chez En marche ! ils sont peu nombreux à connaître l'état réel des finances du mouvement et de la campagne. Lors d'un échange téléphonique à l'époque, le directeur de communication, Sylvain Fort, confirme pourtant les difficultés de l'équipe pour récupérer suffisamment d'argent, ce qui lui permet alors de renverser la situation à son avantage : « Macron n'est pas le candidat du CAC 40 ! » Certes, la situation financière du candidat en ce début d'année 2017 est fragile, mais pour autant on est loin d'un financement citoyen, issu d'une large adhésion populaire. La majorité des dons que reçoit alors Emmanuel Macron provient de très hauts revenus, et cet argent est souvent issu, comme on l'a vu dans le cas de Londres, de Français établis à l'étranger et pour beaucoup travaillant dans la finance.

Les banques se font tirer l'oreille

Néanmoins, après le succès du meeting de la porte de Versailles, le 16 décembre, et les déboires de Manuel Valls lors des primaires du PS, Macron apparaît peu à peu en ce début d'année 2017 comme un recours pour certains sympathisants du centre-gauche. Des renforts arrivent au cœur de l'équipe Macron, y compris pour régler les questions financières. C'est le cas de Jean-Jacques Augier qui commence à travailler d'une manière informelle avec Christian Dargnat, Emmanuel Miquel et Cédric O. Augier n'est autre que l'ancien trésorier de campagne de François Hollande lors des primaires « citoyennes » de 2011. Homme de l'ombre, il peut s'appuyer sur des réseaux puissants et efficaces. Par le passé, ce social-libéral assumé a été directeur général de la compagnie de taxi parisienne G7, longtemps présidée par André Rousselet, directeur de cabinet de François Mitterrand, et grand argentier du PS dans les années 1970. Courant janvier, une discrète réunion est même organisée avec le candidat Macron et Christian Dargnat ; Jean-Jacques Augier et Bernard Cottin, ex P-DG de Numéricable, et autre ami de François Hollande – il a fait son service militaire avec lui – sont censés « aider sur le fundraising », comme le rappelle Cédric O dans un mail.

Même enrichie de renforts, cette équipe financière va devoir gérer un problème, et pas des moindres : l'argent collecté durant toute l'année 2016 a déjà été en partie dépensé. Au sein de l'équipe de campagne, ils sont peu nombreux à le savoir. Le 20 janvier, Cédric O envoie un mail à Ludovic Chaker, Ismaël Emelien et Grégoire Potton, dans lequel il leur explique : « Vous n'avez plus la possibilité (que vous aviez) d'engager les sommes inférieures à 1 000 euros, tout doit passer par la cellule tréso. » En interne, on continue à se rassurer en évoquant le succès apparent de la collecte de fonds², et de potentiels prêts bancaires pour boucler le budget. Plusieurs mois

auparavant, le 16 mai 2016, le trésorier d'En marche ! Cédric O exprimait ses doutes sur le fait de parier sur l'hypothèse de prêts pour boucler le budget de la future campagne alors que Macron n'apparaissait pas encore comme le favori : « Je suis très réservé sur la perspective d'un prêt. Les candidats qui y recourent le font la plupart du temps avec la perspective du remboursement de 50 % du plafond des frais de campagne aux candidats faisant + de 5 % au 1^{er} tour », écrit-il dans un courriel envoyé à Christian Dargnat, Emmanuel Miquel, Ludovic Chaker et Ismaël Emelien.

Pour ne rien arranger, les négociations entre l'équipe Macron et les banques pour obtenir ces prêts font du surplace. Contrairement aux prévisions optimistes d'Emmanuel Miquel qui envisageait disposer de ces prêts dès février, les banques sollicitées, notamment la Bred (groupe BPCE) et le Crédit mutuel Île-de-France, ne vont finalement autoriser et débloquer les prêts (à hauteur de 8 millions d'euros) que dans la dernière ligne droite, une vingtaine de jours avant le premier tour. Au cours de la campagne, entre janvier et avril, les équipes d'En marche ! doivent donc fonctionner avec une trésorerie contrainte, au moment même où le candidat multiplie les grands meetings comme à Lyon ou à Bercy. Dans ces conditions, comment ont-ils pu gérer les prestataires de la campagne ? Ces derniers ont-ils attendu la fin de celle-ci pour toucher leur dû ? Ont-ils tous procédé à des ristournes sur leurs prestations, comme a pu le faire le groupe lyonnais d'événementiel, GL Events³ ? Début janvier 2017, pour produire les futurs tracts et professions de foi de la campagne, Grégoire Potton, directeur des « affaires générales », négocie ainsi avec un imprimeur, Ivan Ginioux, de la société PGE, qui travaille aussi avec le PS. Dans un échange de mails, on apprend qu'il a réussi à négocier une avance de 100 000 euros : « Ginioux est OK pour une avance de seulement 100 000 euros lissés sur 3 mois [...]. Pour info, le PS avait avancé 1 million, de juin à novembre 2011. » Cédric O n'est pourtant pas satisfait : « Il peut voir ça avec son banquier non ? Franchement 100 k€ c'est problématique en tréso », répond-il. Après l'intervention du communicant Thierry Daguzan, l'imprimeur accepte finalement de ne pas disposer d'avance.

Ce candidat du « nouveau monde » doit gérer une faiblesse de taille : son mouvement En marche !, créé ex nihilo à peine neuf mois plus tôt, ne bénéficie pas de fonds suffisamment importants pour rassurer les banques.

« Et puis les grands patrons de banque ne se sont pas bougés pour Macron. Leur plan A, c'était Fillon », note un ancien collaborateur de la campagne. Une remarque à nuancer, car la Bred est une banque du groupe BPCE, dirigé alors par François Pérol, passé un temps chez Rothschild⁴, et le Crédit mutuel CIC est un des clients (comptes) historiques du banquier François Henrot, l'un des principaux soutiens de Macron dans la prestigieuse banque d'affaires de l'avenue de Messine. En réalité, les difficultés pour obtenir les prêts bancaires s'expliquent davantage par une certaine insouciance au sein de l'équipe Macron. Manifestement, les financiers de la campagne n'ont pas anticipé la question des négociations avec les banques. Tous pensaient que ce serait une formalité. Comment pourrait-il en être autrement ? Leur champion n'est-il pas auréolé par la presse française et internationale ? Certes, Christian Darnat avait pris contact assez tôt avec le Crédit mutuel, dès le début novembre 2016, avant l'annonce officielle de la candidature Macron à la présidentielle. Mais très vite, plusieurs questions pratiques se sont posées. En l'absence d'un parti constitué en bonne et due forme, les banques exigent que Macron contracte les prêts bancaires en son nom personnel. La question des assurances desdits prêts est également posée.

Des renforts de poids sur les contrats d'assurance

On en est là, lorsque l'équipe Macron reçoit soudain des renforts de poids pour débloquer la situation. Le cabinet d'avocat de Jean-Michel Darrois, un ami du couple Macron, vient apporter son aide avec des conseils juridiques sur les futurs contrats. Une autre aide est décisive : le courtier en assurances Siaci Saint Honoré, présidé par Pierre Donnersberg, va permettre à Emmanuel Macron de négocier un contrat personnel avec l'assureur Allianz pour plus de 200 000 euros. Né en Algérie à Oran en 1947, Donnersberg a été un temps journaliste avant de faire fortune dans le courtage en assurances avec l'aide du groupe Edmond de Rothschild. C'est un proche de Jean-Marie Le Guen, alors secrétaire d'État dans le gouvernement Cazeneuve. Après avoir soutenu Manuel Valls aux primaires du PS, Le Guen s'est rallié à Macron. Il deviendra en juin 2017 le conseiller spécial de Pierre Donnersberg à la tête de Siaci Saint Honoré⁵. Ce groupe stratégique est contrôlé depuis 2015 par Ardian, l'un des leaders mondiaux en capital-investissement, qui gère 82 milliards de dollars d'actifs en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Un poids lourd de la finance dirigé par Dominique Sénéquier, présentée par le magazine économique *Forbes* comme l'une des femmes les plus influentes du monde, et qui dispose d'un réseau considérable. Ardian est l'émanation de l'ancienne filiale d'Axa, Axa Private Equity, qu'elle a cofondée dans les années 1990 sous l'impulsion de Claude Bébéar, l'un des soutiens d'Emmanuel Macron. Sénéquier est également proche du banquier d'affaires François Roussely, qui fut directeur de cabinet de Pierre Joxe, patron de la police nationale et président d'EDF. En 2007, Dominique Sénéquier fait la connaissance d'Emmanuel Macron au sein de la commission Attali dont elle était membre. Mais les liens, en l'espèce, sont multiples. L'ancien diplomate François-Aïssa Touazi, qui a joué un rôle déterminant dans l'organisation du voyage de Macron en Algérie en février 2017, est l'un

des hauts cadres du groupe Ardian, gérant les zones du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est. Enfin, avant de rejoindre Macron pour assurer sa collecte de fonds, Emmanuel Miquel était aussi manager chez Ardian...

Grâce à ces aides multiples, le candidat Macron finit par obtenir début avril un prêt de la Bred à hauteur de 4 millions d'euros, et un autre du même montant auprès du Crédit mutuel Île-de-France. Mais cela ne suffit pas. Dès le 12 avril, Christian Dargnat reprend donc contact avec les deux banques pour négocier deux nouveaux prêts, pour un montant total de 2,7 millions d'euros, afin de préparer une éventuelle campagne de second tour. Heureusement, après la qualification du candidat d'En marche ! ces prêts supplémentaires seront plus facilement accordés. L'équipe financière de Macron peut souffler, un peu. D'autant plus que, contrairement aux prévisions de début janvier 2017, le candidat a finalement bénéficié d'une pluie de dons entre janvier et mars ! Près de 5 millions d'euros sont recueillis en trois mois, alors qu'il aura fallu neuf mois pour réunir la même somme avant décembre 2016⁶. Ces dons inespérés arrivent dans les caisses de la campagne, alors que les prêts se font attendre. Un miracle. Pour Christian Dargnat, Cédric O et Emmanuel Miquel, le challenge n'est pas encore terminé. Ils doivent mettre en forme les comptes de campagne avec les experts-comptables, et les faire examiner et valider par la Commission des comptes de campagne (CNCCFP), afin de pouvoir bénéficier des remboursements partiels de l'État. Malgré quelques irrégularités constatées – qui donnent lieu aujourd'hui à des investigations plus poussées de la part de la justice –, les comptes sont validés par ladite commission.

Récompensés ? Cédric O, qui s'est notamment occupé des dépenses de la campagne – un poste stratégique –, et Emmanuel Miquel sont nommés à l'Élysée, respectivement conseiller « participations publiques et économie numérique », et conseiller « entreprise, attractivité et export ». Deux chanceux puisque Macron abandonne après la campagne Christian Dargnat qui intègre tout de même le comité exécutif de La République en marche comme simple « adhérent ». Alors que ce haut cadre de BNP Paribas a tout lâché pour lui, le nouveau chef de l'État ne lui offre aucun poste. Plusieurs anciens soutiens de Macron ne comprennent pas cette décision. Dargnat lui a apporté son carnet d'adresses, et n'a pas ménagé sa peine. Il est aujourd'hui

professeur à Sciences Po en « géoéconomie » et consultant. Parmi tous les « marcheurs » des débuts, il ne sera pas le seul à rester sur le bas-côté de la route. Avec ou sans justifications. Avec Macron, le message est clair, c'est : qui m'aime me suive. Ou plutôt : marche ou crève.

1. En marche ! prévoit alors de recueillir 350 000 euros de dons en janvier, 800 000 en février, 500 000 en mars, 175 000 en avril et encore 175 000 en mai.

2. Cette belle histoire de la collecte de fonds a largement été utilisée au cours de la campagne Macron pour donner des réponses aux médias et aux responsables politiques concurrents, qui commencent à s'interroger de plus en plus sur les financements de Macron. Le candidat du PS, Benoît Hamon, demande ainsi de « rendre publique la liste des donateurs » de sa campagne.

3. Lire le chapitre « Le retour des barons ».

4. Ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Sarkozy, François Pérol était associé gérant chez Rothschild de 2005 à 2007. Après son départ de l'Élysée, il est devenu le président du groupe BPCE, avant de quitter ce poste en 2018, pour rejoindre de nouveau la banque Rothschild comme associé gérant, et comme coprésident du comité exécutif.

5. En octobre 2018, un autre strauss-kahnien, l'inspecteur des finances Bruno Mettling, un ancien du cabinet DSK à Bercy et qu'Emmanuel Macron connaît depuis longtemps, a lancé « Topics », un cabinet de conseil, avec Siaci Saint Honoré de Pierre Donnersberg et avec le groupe Havas présidé par Yannick Bolloré.

6. Si l'on en croit toujours les « affirmations » de l'équipe de communication du candidat en mars 2017, c'est près de 231 grands donateurs (chacun plus de 5 000 euros de dons) qui sont venus se rajouter aux 400 de 2016, et qui ont donc pu fournir, selon les estimations, entre 1,1 million d'euros et 1,7 million d'euros entre janvier et mars.

MARCHE OU CRÈVE

Comment pouvait-il en être autrement ? Comme Macron l'a admis lui-même, son élection est une « effraction ». Quand il déclare sa candidature en novembre 2016, les sondages officiels ne le créditent alors, au mieux, que de 9 % d'intentions de vote... S'il a raflé la mise, c'est qu'il a réussi à rallier de nombreuses personnalités de gauche comme de droite. C'est qu'il a su siphonner méthodiquement les troupes et les réseaux de ses adversaires. Au cours de son hold-up victorieux sur un Parti socialiste moribond, il n'a oublié aucune tendance, aucun clan, aucun réseau. Dans son entreprise, Macron a utilisé un levier pour le moins efficace : la haine à l'égard de Hollande qui ne cesse de croître au cours du quinquennat.

En juin 2016, quelques semaines après le lancement d'En marche !, Emmanuel Macron confie à Julien Dray, l'un de ses conseillers officiels, proche de Hollande : « François ne va pas être candidat, tu perds ton temps. » Ce dédain, le ministre de l'Économie l'affiche de plus en plus clairement. Début avril, quelques jours avant son premier meeting à Amiens, Macron ne participe pas au séminaire organisé à l'Élysée autour de François Hollande pour réfléchir à sa future campagne. Il n'assiste qu'au déjeuner. Surtout, ses proches font fuiter au *JDD* les noms des participants. Particulièrement fair-play.

Depuis le début de l'année, Macron n'hésite pas à multiplier les critiques à l'égard du président Hollande. En plein cœur de l'hiver, le projet de déchéance de nationalité est l'occasion de se différencier des deux têtes de

l'exécutif. Jamais en public, bien sûr ! Macron n'est pas Taubira. Mais le jeune ministre de l'Économie fait courir le bruit qu'il n'apprécie pas les positions martiales d'un Manuel Valls contre le terrorisme, à coups de mesures d'exception, ou contre le mouvement social, à coups de 49.3 et de canon à eau. Pure posture en réalité. À l'époque, Macron essaye d'abord de séduire le sympathisant socialiste déçu par le quinquennat Hollande. Une mécanique implacable. En réalité, la machine Macron a démarré bien plus tôt. Dès l'été 2015...

Discrètes rencontres au Lancaster

À l'époque, seuls quelques proches sont au courant. L'un de ses témoins de mariage, le millionnaire proche de Michel Rocard, Henry Hermand, pousse même Macron à se dévoiler le plus tôt possible. Durant de nombreuses années, ils déjeunent ou dînent en tête à tête au restaurant de l'hôtel Lancaster, à deux pas des bureaux d'Hermand, rue Lamennais dans le 8^e arrondissement. Un salon privé leur est réservé, dont le nom « la folie » évoque d'illustres habitués du lieu, Marlene Dietrich, Greta Garbo, ou encore Burt Reynolds. Ces deux hommes se tutoient, peuvent parfois s'engueuler vertement. Hermand excuse tout, y compris son insolence, de celui qu'il appelle parfois « le jeune loup ».

Ce social-libéral a longtemps financé Rocard, mais aussi la presse (*Le Matin de Paris* dans les années 1980, *Le Un*, fondé par Éric Fottorino), ou les cercles de réflexion proches du PS, comme Terra Nova. En dehors de Macron et de Rocard, Hermand déjeune régulièrement avec François Hollande ou Marisol Touraine, plus rarement avec Manuel Valls, mais il partage aussi le pain avec Christian Blanc, l'ancien ministre de Sarkozy, ou même des personnalités de droite comme Dominique de Villepin ou Jean-Louis Debré. Lors de ces repas, Hermand vient toujours avec un carnet de notes dans sa serviette Louis Vuitton noire gravée de ses initiales, et aime exposer un point du jour à son invité. L'homme a ses habitudes. Il rentre le vendredi soir dans sa propriété de l'Oise ou part dans son domaine de l'île de Bréhat, ou s'envole vers sa maison de Tanger. À une ou deux reprises, avec son épouse, Béatrice, une ancienne tennismen qu'il a épousée en secondes noces, il dîne avec le couple Macron. Quand les deux amis sont seuls, ils peuvent finir leur repas en fumant des cigares et en dégustant une liqueur de chartreuse verte. Leurs soirées s'éternisent parfois jusqu'à 2 heures du matin. Les deux

dénouent alors leur cravate et s’amusent à parler de l’avenir du « jeune loup ». Confidences et plans sur la comète sont au programme. Avec un secret jusqu’alors préservé : « Vous allez voir qu’un jour ou l’autre, il sera président », confie Hermand à un proche, dès le début du règne de Hollande.

Guère étonnant si Macron reprend, quand il devient ministre, une partie des réseaux du groupe de réflexion « À gauche en Europe », cofondé en 2003 par Michel Rocard, Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici. Cette association est présidée trois ans plus tard par Marisol Touraine, fille du sociologue sympathisant de la deuxième gauche. On y croise les jeunes de la « bande de la Planche¹ », qui soutiennent la candidature de DSK en 2006. Ismaël Emelien, Cédric O, Benjamin Griveaux et Stanislas Guerini sont déjà là. Ils rejoindront Macron à l’automne 2015 quand il lancera son projet En marche. En attendant, après les échecs de DSK et la victoire de Martine Aubry comme première secrétaire du PS en 2008, cette jeune génération, déjà acquise aux thèses libérales, soutient Pierre Moscovici, dans un esprit déjà très hostile à l’égard du vieil appareil de la rue de Solférino. Mais, Macron n’a pas que cette corde à son arc. Dans l’entourage hollandais, il connaît bien sûr Jean-Pierre Jouyet, patron de l’Inspection générale des finances, mais aussi le rocardien Jérôme Cahuzac. Celui qui est, depuis 2010, patron de la commission des finances à l’Assemblée nationale est assez proche du jeune ambitieux. Macron organise, dès juin 2011, un dîner entre Michel Rocard, Jérôme Cahuzac et le futur candidat à la présidentielle de 2012, François Hollande, accompagné ce jour-là de sa compagne de l’époque, la journaliste Valérie Trierweiler. « Macron n’a jamais construit un collectif, il a bénéficié de réseaux déjà constitués », constate, amer, l’un de ses anciens collègues de l’Élysée. Quand vient la présidentielle de 2017, tous ces réseaux socialistes, pas vraiment les plus à gauche, se mettent en marche plutôt que de soutenir Benoît Hamon.

Siphonner la concurrence

Lors du lancement de son jeune mouvement politique, Macron a mis dans la confiance deux hommes d'influence, rencontrés à la commission Attali en 2007 : le président de Sanofi, Serge Weinberg, et l'avocat d'affaires, Jean-Michel Darrois. Tous deux l'avaient recommandé auprès de David de Rothschild et de François Henrot, quand il n'était qu'un jeune inspecteur des finances. Darrois est marié à Bettina Rheims, la nièce de David de Rothschild. Weinberg et Darrois connaissent bien la politique. Ils sont des proches de l'ancien Premier ministre Laurent Fabius. L'un a été son chef de cabinet au début des années 1980, avant de se tourner vers l'industrie du luxe, l'autre est son avocat, et l'a notamment défendu dans l'affaire du sang contaminé.

En mars 2016, le ministre des Affaires étrangères de François Hollande devient le président du Conseil constitutionnel. Sa carrière politique est terminée. Ses réseaux sont à prendre. Cela n'a pas échappé à Macron. D'autant que Fabius n'a jamais avalé la victoire présidentielle de François Hollande, qu'il appelait « fraise des bois », il va donc se délecter de l'aventure politique du petit Emmanuel. Dans son ascension, le jeune ambitieux ne va pas manquer d'utiliser les protégés de l'ancien Premier ministre. Comme Florence Parly, la secrétaire d'État de Fabius dans le gouvernement Jospin, et de son mari, Martin Vial, patron de l'APE (Agence des participations de l'État). Muriel Pénicaud, qu'on présente souvent comme une proche de Martine Aubry (pour avoir été à son cabinet au ministère du Travail en 1991), fait partie elle aussi des réseaux Fabius. C'est ce dernier, lorsqu'il était au Quai, qui a demandé en 2014 au ministre de l'Économie Arnaud Montebourg de la nommer à la tête d'Ubi France, avec mission de fusionner cette agence avec l'Agence française pour les investissements

internationaux (AFII). De là naîtra Business France, chargée de promouvoir les entreprises françaises à l'étranger.

Les réseaux que Macron récupère dans la technocratie socialiste sont bien plus complexes que la présentation qui en est faite via le *storytelling* des jeunes strauss-kahniens de la bande de la Planche. Le futur secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, avant de devenir directeur de cabinet adjoint de Moscovici à Bercy, puis directeur de cabinet de Macron, fréquente aussi les réseaux Fabius. Avec Cédric O, il participe au groupe de travail dirigé par Laurent Fabius chargé de planifier les cent premiers jours du quinquennat Hollande et de chiffrer le programme. Les technocrates moscovicistes et fabiusiens partagent une même foi dans le néolibéralisme et la globalisation. Et cela remonte à loin : c'est bien Fabius, dans les années 1980, alors Premier ministre de François Mitterrand, qui libéralise les marchés financiers français et ouvre la France à la concurrence européenne.

Macron continue d'assécher la partie adverse en récupérant les Gracques, ce groupe de hauts fonctionnaires qui prône, dès l'élection présidentielle de 2007, une alliance du centre gauche et du centre droit. Il est notamment constitué de Jean-Pierre Jouyet (secrétaire général de l'Élysée sous Hollande), de Stéphane Boujnah (patron d'Euronext), de François Villeroy de Galhau (désormais gouverneur de la Banque de France), d'Éric Lombard (aujourd'hui patron de la Caisse des dépôts, nommé par Macron), de Nicolas Dufourcq (ancien DG de Capgemini, aujourd'hui président de la BPI, reconduit par Macron), de Bernard Spitz (président de la Fédération française des assurances), de Guillaume Hannezo (ex-associé de chez Rothschild) ou encore de Denis Olivennes (ancien patron de la FNAC, d'Europe 1, aujourd'hui patron de la branche médias du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky²). Sous le quinquennat de Hollande, ces hauts fonctionnaires habitués des passages dans le privé avaient un petit faible pour Manuel Valls. C'est devant cette vénérable assemblée d'hommes blancs de la haute technocratie française et du capitalisme hexagonal qu'Emmanuel Macron fait un discours remarqué, dès novembre 2015, quelques jours après les attentats à Paris. Ce groupe soudé, véritable motion de synthèse de la technocratie, s'est alors mis totalement au service d'Emmanuel Macron.

Les gays de pouvoir déçus par Hollande

Cette propension à naviguer entre tous les réseaux sans en constituer réellement un, Macron va la pousser au maximum au cours de l'élection présidentielle. Ces multiples réseaux de la République vont permettre au candidat de combler l'une de ses dernières faiblesses : l'absence de parti constitué. « À côté de Hollande, il a tout analysé, tout regardé, ce qui lui a permis de mobiliser autour de lui au moment clé », analyse l'un de ses anciens amis. En février 2017, Macron déclame un discours baroque à Lyon, dans lequel il réussit à mélanger de multiples références, de Charles de Gaulle à François Mitterrand. Quelques jours plus tard, il donne une interview à *Têtu*, le magazine gay, mais aussi au mensuel réactionnaire *Causeur* d'Élisabeth Lévy, tout en affirmant au chef du service culture de *L'Obs*, Jérôme Garcin, que la « Manif pour tous » a été « humiliée » sous Hollande...

Macron fait le plein : gays craignant un retour de la droite conservatrice, décideurs de la « nouvelle économie » empreints d'ouverture sur le monde, et peu réceptifs aux thèses droitières de François Fillon, notables socialistes de province effrayés par Jean-Luc Mélenchon, cathos plus ou moins progressistes, et francs-maçons qui agitent le chiffon rouge de l'extrême droite... Tous se mettent en marche, séduits alors par la campagne « participative » et « horizontale » de Macron. Bien peu écoutent réellement les discours dans lesquels le candidat annonce pourtant de grands bouleversements pour un modèle social français qu'il exècre.

Dans le monde médiatique et économique, les gays de pouvoir se mobilisent très fortement pour Macron. À l'image de l'homme d'affaires socialiste Jean-Jacques Augier, un temps actionnaire de *Têtu*, qui s'est rallié à Emmanuel Macron aussi parce qu'il n'a pas digéré la manière dont son ami

François Hollande a « instrumentalisé » le mariage pour tous à des fins politiciennes – il s’agissait de « fracturer la droite », comme le soulignaient les commentateurs –, entre le lancement d’un « grand débat » qui a débouché sur l’expression décomplexée de l’homophobie, et l’abandon de l’ouverture de la PMA aux couples de lesbiennes, pourtant une de ses promesses de campagne.

Dans ce contexte, Macron reçoit aussi le soutien actif de l’un de ses anciens professeurs de Sciences Po qui l’avait aidé à préparer l’ENA, Jean-Marc Borello, le patron du groupe SOS, leader de l’économie sociale et solidaire de 17 000 salariés. À l’origine, cet ancien éducateur, que l’on présente souvent comme le « Bernard Tapie du social », s’engage dans les années 1980 dans la lutte contre les toxicomanies et le sida, en lançant sa propre association SOS Drogue International, avec une figure de la nuit, son amie Régine. Borello dirige alors le Palace, boîte de nuit culte des nuits parisiennes gays, avant de devenir en 1998 salarié puis président du groupe SOS. Borello est aussi un militant socialiste, passé par le cabinet de l’ancien maire de Marseille Gaston Defferre et proche de la ministre aux Affaires sociales, Georgina Dufoix, mise en cause dans le scandale du sang contaminé. Le voilà désormais délégué national d’En marche. Deux anciens salariés du groupe SOS, Aurélien Taché et Pacôme Rupin, sont devenus des députés LREM.

La bande de Delanoë contre Hidalgo

Un peu plus à droite, les « amis » de Brigitte, les Marc-Olivier Fogiel, Philippe Besson, ou encore Pascal Houzelot, tous ouvertement gays depuis une bonne quinzaine d'années, vont également se mobiliser pour son mari. Les mêmes se sont ralliés en 2012 à Hollande contre Sarkozy, coupable de ne pas avoir mis en place l'« union civile » qu'il avait promise en 2007... Les deux premiers font aussi partie de la bande de Bertrand Delanoë, l'ancien maire de Paris, qui est ami de Bruno Julliard, l'ancien adjoint au maire d'Anne Hidalgo, qui a claqué la porte en septembre dernier en chargeant le bilan de cette dernière. Si Delanoë a refusé en mai 2017 la proposition d'être nommé ministre au Quai d'Orsay, il continue d'échanger régulièrement avec le président, et il peut compter aussi à l'Élysée sur deux anciens de l'Hôtel de Ville, dont il est proche, Pierre-Olivier Costa et Tristan Bromet – respectivement directeur de cabinet et chef de cabinet de Brigitte Macron –, pour faire passer les messages. Delanoë, comme ses amis, ne manquent pas une occasion pour critiquer Anne Hidalgo, dont le fauteuil à la mairie de Paris est convoité par de nombreux LREM.

Plus généralement, ces gays de pouvoir, habitant Paris et bénéficiant de hauts revenus, sont pour la plupart très libéraux, tant d'un point de vue politique et social qu'économique. En 2007, certains d'entre eux, jusqu'alors sympathisants du PS, s'étaient lancés dans le club politique de « La Diagonale », dont l'objectif était de réunir les « sarkozystes de gauche », et d'affirmer un libéralisme aussi bien économique que sociétal. Durant la présidentielle, ils avaient reçu le candidat Sarkozy aux Bains Douches, une boîte de nuit du centre de Paris. Dix ans plus tard, ces hauts fonctionnaires, avocats, chefs d'entreprise, voient d'un bon œil le discours pro-business de Macron. À l'automne 2018, c'est d'ailleurs un entrepreneur expatrié à

Londres, Albin Serviant, représentant de la « French Tech » dans la capitale britannique, qui va relancer le magazine *Têtu* avec Marc-Olivier Fogiel. Pour leur tour de table, ils sont aidés de Jean-Jacques Augier, ancien actionnaire de 2013 à 2015. Lors de la fameuse visite de Macron à Londres le 8 septembre 2016, Serviant avait organisé un petit déjeuner de *fundraising*... alors qu'il avait cherché aussi des fonds dans les mois précédents pour François Fillon ! « Chez les Républicains, à cause de Sens Commun, tous les mecs de Gay Lib sont passés chez Macron », constate une ancienne militante de droite.

Ironie du sort pour ces soutiens, Macron n'est ni Obama ni Trudeau. Le président est beaucoup plus conservateur et bonapartiste que son image de campagne ne pouvait le laisser penser. Quand il était secrétaire général adjoint de l'Élysée, en plein « débat » sur le mariage pour tous, Macron n'était pas au sein du cabinet présidentiel un ardent défenseur de cette réforme majeure du précédent quinquennat. Selon l'une de ses anciennes collègues, il y était même assez défavorable : le collaborateur de François Hollande considérait alors que le mariage pour tous n'était vraiment pas prioritaire par rapport aux enjeux économiques. Vis-à-vis de la PMA, le président aujourd'hui élu adopte le même comportement dilatoire, préférant attendre et consulter à tour de bras, avant de se prononcer réellement. Comme durant sa campagne présidentielle, il n'hésite pas à multiplier les signaux à l'égard des catholiques conservateurs, à rebours de sa communication sur le « progressisme ». L'ambiguïté toujours...

Les œillades à l'égard des francs-maçons

Pour préparer sa campagne *Blitzkrieg*, Macron ne va pas oublier les francs-maçons. Dès juin 2016, il participe ainsi à une tenue blanche fermée³ au grand temple Arthur-Groussier, l'un des plus importants du siège du Grand Orient de France, rue Cadet dans le 9^e arrondissement de Paris, d'obédience plutôt socialiste, et la plus impliquée dans la vie politique française. Macron planche alors sur un thème qui lui est cher : « La mondialisation peut-elle être synonyme de progrès ? » L'accueil y est très chaleureux. Dans les mois qui suivent, le candidat aurait également rendu de discrètes visites dans deux loges, notamment la loge Demain qui rassemble de nombreuses personnalités.

Dans son entourage, Macron ne fréquente pourtant pas beaucoup de maçons, en dehors des grands élus de province comme Gérard Collomb, Jean-Paul Delevoye, Jean-Yves Le Drian, Richard Ferrand, Jacques Mézard ou François Patriat. Brigitte Macron n'est pas non plus familière de ces réseaux. Ni le futur secrétaire général de l'Élysée, le techno Alexis Kohler, qui explique à son équipe vouloir organiser « une rencontre de tout le secteur », évoquant ainsi la maçonnerie, tradition philosophique et politique ayant contribué à soutenir la République, comme n'importe quel domaine de la sphère économique...

Mais, là encore, tout s'accélère au cours de cette présidentielle un peu folle. Une fraternelle En marche !, le cercle Camille Desmoulins, rassemble des maçons de toutes obédiences qui se reconnaissent dans la campagne d'Emmanuel Macron. Au Grand Orient, le grand maître d'alors, Christophe Habas, ne cache pas sa préférence auprès de son collègue. Lors des dernières présidentielles, l'obédience avait tenu à préserver une certaine neutralité en recevant l'ensemble des candidats républicains, excluant de fait Marine Le

Pen. Sauf qu'en 2017 ce traditionnel « grand O » n'a pas eu lieu. Faute à une désorganisation interne – un maçon évoque notamment un piratage informatique – mais également à une gêne grandissante à l'égard du candidat Fillon empêtré dans ses ennuis judiciaires, ou du candidat Dupont-Aignan qui regarde clairement du côté de l'extrême droite.

D'autres maçons expriment aussi un malaise à l'égard du « populisme de gauche » porté par Jean-Luc Mélenchon, pourtant maçon lui-même et farouche partisan de la laïcité. Ainsi, au sein de la loge République, qui rassemble des maçons très républicanistes, souvent proches des positions de Manuel Valls, beaucoup de frères préfèrent paradoxalement soutenir Emmanuel Macron, qui tient pourtant des propos assez iconoclastes à l'égard de la laïcité, au final très peu laïcards ; les mêmes accusant Jean-Luc Mélenchon de faire le jeu des « islamo-gauchistes »... Allez comprendre...

Sur les groupes Facebook qui rassemblent des maçons, on dénonce alors les « populismes », et les « extrêmes », sans faire de distinction entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Justement, une dizaine de jours avant le premier tour, sept obédiences maçonniques signent un « appel républicain », s'inquiétant des « égoïsmes nationaux et [des] pulsions identitaires », de la réapparition de « vieilles perspectives qui ont fait tant de mal dans le passé » ; et s'opposant « au racisme, à la haine de l'autre ». Un appel qui vise en creux le Front national comme l'ont reconnu les représentants des obédiences lors de sa présentation à la presse. « On ne vise pas que le FN », a ajouté toutefois l'un des signataires, comme le rapporte *La Croix* ⁴, citant sans les nommer « des courants régressifs pour les droits sociaux et d'autres mouvements, hors des partis ». Le mouvement qu'est la France insoumise est clairement visé. Habas déclarant d'ailleurs : « On ne peut pas servir de l'eau tiède qui renforce les extrêmes. » « Le GO [Grand Orient] a donné l'impression que Macron était un vote par défaut », nous confie aujourd'hui un maçon. On sent à présent en tout cas une gêne du côté des maçons du Grand Orient pour évoquer cette période. Dans certaines loges parisiennes, les agapes – ces dîners après le travail entre maçons – ont été l'occasion de rassembler des contributions financières pour En marche.

En fin de campagne, Macron a multiplié les clin d'œil à l'égard de la maçonnerie, utilisant à plusieurs reprises l'expression « en vos grades et qualités », notamment lors de son discours de victoire du second tour, mais

aussi un peu plus tôt, en commentant le soutien public de Manuel Valls : « Que toutes celles et ceux qui se retrouvent en leurs grades et qualités dans ce projet le rejoignent, c'est formidable. Ils sont simplement en train de démontrer que j'avais raison de ne pas subir les règles du système actuel. » Certains maçons vont tomber de haut après l'élection, notamment quand ils s'aperçoivent que Macron veut « aménager » leur totem, la loi sur la laïcité de 1905. Pour les maçons du GO, une véritable déclaration de guerre : « Le divorce entre Macron et la franc-maçonnerie est consommé. Quand il a senti le vent tourner, Macron a reçu les représentants des obédiences à l'Élysée, mais ses déclarations sur Pétain quelques semaines plus tard lui ont été fatales », estime l'avocat Emmanuel Pierrat, maçon déclaré. Si le désamour est perceptible chez les francs-maçons de gauche, les réseaux de droite, et notamment la GLNF (Grande Loge nationale française), très présente dans les milieux d'affaires et en Afrique, a le vent en poupe comme sous Sarkozy⁵.

Les gaietés du QG

Macron n'aime pas qu'on le dépeigne comme un homme des réseaux. Il préfère se présenter comme quelqu'un qui ne doit rien à personne, qui s'est fait tout seul, par sa seule énergie et sa seule volonté. À Hollande qui lui rappelait au printemps 2016 comment il en était arrivé là – « Il sait ce qu'il me doit », balançait le président d'alors à l'encontre de son ministre –, Macron avait d'ailleurs rétorqué qu'il n'était pas son affidé. Au cours de son aventure présidentielle, il en a pourtant utilisé des gens dans son équipe. À son siège de campagne, rue de l'Abbé-Groult dans le 15^e arrondissement de Paris, ils sont près de deux cents bénévoles, en plus des salariés, au plus fort de la campagne, à s'engager jour et nuit pour leur candidat préféré.

Dans le langage macronien, on les appelle les « helpers ». Jeunes étudiants, mais aussi jeunes actifs qui ont parfois pris des congés sans solde pour cette aventure. Ils sont tellement nombreux que les encadrants ont pris la décision de les badger pour assurer la sécurité du site. Pour les mêmes raisons, des dizaines de volontaires se verront refuser l'accès au QG. « Il y avait une énergie incroyable ! C'était une vraie ruche. Dans des locaux pouvant contenir une soixantaine de personnes, on pouvait se retrouver beaucoup plus... Nous étions tous rivés sur nos Mac pour nous occuper de la campagne numérique du candidat », témoigne un ancien volontaire. Au programme également : du *phoning* ou l'organisation des tractages. Façon campagne Obama. À petite échelle tout de même...

Cette énergie peine parfois à être contenue. Le stress de la campagne transforme parfois le QG en un chaudron incontrôlable. « Je n'ai jamais fait une campagne avec autant de débauche ! » s'exclame un autre helper, sorti épuisé de l'aventure. Pour se détendre, les helpers multiplient les beuveries, comme lors des fêtes d'écoles de commerce. Beaucoup tiennent à la cocaïne.

Les excès sont tellement nombreux que l'intendance finit par interdire alcool et autres drogues dans les locaux. Dans ce QG inadapté, il n'est pas rare de voir les volontaires dormir sur ou sous les bureaux. Un distributeur de préservatifs est installé. Car il semble que les moments de repos dans les quelques dortoirs improvisés se transforment parfois en orgies...

Il y a plusieurs campagnes simultanées. L'officielle, et les plus officieuses. « Chacun était chargé d'une tâche précise sans avoir la vision globale. Personne ne peut raconter l'histoire de A à Z », confie un participant. Peu de liens effectivement entre l'équipe sécurité du 4^e étage, organisée autour d'Alexandre Benalla et Ludovic Chaker, et la cellule communication installée quelques étages plus haut. De même, un peu comme chez Apple ou Google, avec les projets de recherche et développement, les groupes thématiques rassemblant les experts chargés de plancher sur le programme du candidat sont tous cloisonnés. Une cellule de communication de crise est chargée de produire des notes pour le candidat, une autre se constitue avec plusieurs avocats sous la houlette de Claude Serra. La plupart de ces professionnels volontaires ne sont alors pas payés... et bien peu seront remerciés.

Cette balkanisation de l'aventure présidentielle explique peut-être pourquoi LREM a eu du mal à se structurer après l'élection. Si certains journalistes ont écrit que Jean-Marie Girier, ancien chef de cabinet de Gérard Collomb à Lyon, est alors le directeur de la campagne, rien n'est plus faux : « En réalité, il n'y avait pas de directeur de campagne. Il n'y avait que Macron qui avait la totalité des infos sur la campagne. Tout lui remontait. Avec peut-être Brigitte et Alexis Kohler, devenu pour le temps de la campagne directeur financier de l'armateur italo-suisse MSC⁶... Ils ont divisé pour mieux régner. Les élus comme Richard Ferrand étaient souvent mis à l'écart de nombreuses décisions », nous explique un ancien marcheur.

« *Macron ne voulait pas se frotter aux ouvriers...* »

De son côté, Brigitte Macron s’amuse souvent à dire qu’En marche ! est « une start-up ». Alors forcément, avec ce rythme et cette organisation, il y a des ratés. Comme entre les deux tours de la présidentielle lors de l’épisode de l’usine Whirlpool à Amiens, ce site industriel menacé de délocalisation. À l’origine, Macron avait décidé de rencontrer l’intersyndicale représentant les salariés dans les bureaux de la chambre de commerce et d’industrie du département. Mais avec l’arrivée surprise de Marine Le Pen auprès des salariés en lutte dans l’usine sous l’œil des caméras, Macron doit se résoudre à se déplacer également sur le site. Dans le documentaire de TF1, *Les Coulisses d’une victoire*, réalisé par Yann L’Hénoret, on aperçoit Macron passer un savon à son équipe de communication qui a préparé son déplacement. On semble donc comprendre que l’erreur initiale – ne pas venir à l’usine – a été faite par son équipe. Belle mise en scène car, en réalité, les communicants autour de Macron lui ont tous conseillé, bien en amont, de se déplacer sur le site industriel menacé. L’ancien ministre de l’Économie, natif d’Amiens, connaît bien le dossier. À ses conseillers, le candidat répond pourtant, à de multiples reprises, qu’il refuse d’y aller. « En fait, au départ, il ne voulait pas se frotter aux ouvriers. Il n’avait pas validé la visite à l’usine. On n’a pas cessé de lui conseiller d’y aller, mais il a dit non dix fois ! Au final, on s’est débrouillés pour que Marine Le Pen perde la bataille des images, mais en fait, elle a réussi son coup », rapporte un ancien membre de l’équipe.

Ils sont nombreux à avoir été utilisés par le candidat, puis lâchés. Communicant proche de François Hollande, Robert Zarader, qui a pourtant conseillé Macron très souvent, et l’a même soutenu dans son aventure présidentielle, finit par prendre ses distances quelques semaines avant

l'élection. Venue rejoindre En marche ! après avoir été convaincue par Brigitte Macron, la journaliste Laurence Haïm a eu à subir de multiples vexations venant de l'entourage du candidat au cours de la campagne. Plus cruel, l'ancien collaborateur d'Arnaud Montebourg devenu le directeur de cabinet adjoint de Macron à Bercy – en réalité, le principal auteur de la loi Macron –, Emmanuel Lacresse, qui s'est investi dans la formalisation du programme du candidat, a été écarté avant la fin de l'aventure. Tout comme le responsable de la partie sécurité et défense du programme, Didier Casas, ancien cadre de Bouygues Telecom, et ancien collaborateur de Michel Destot, le maire de Grenoble : après la victoire, ce discret conseiller d'État est retourné à son poste au sein du géant des télécoms.

Deux jours avant le second tour, la campagne Macron est endeuillée par la mort tragique de la députée Corinne Ehrel. Cette ancienne socialiste, qui a rejoint l'aventure En marche ! dès novembre 2016, s'est écroulée sur scène en plein discours à l'occasion d'une dernière réunion publique organisée à Plouisy dans les Côtes-d'Armor. D'autres drames ont émaillé la campagne. Se lançant à corps perdu dans l'aventure Macron, un helper a perdu sa femme, son travail, et la garde de ses enfants. Des dizaines de volontaires et salariés ont fait des malaises plus ou moins graves. Entre les deux tours, Macron a pourtant commencé à moins venir au milieu des helpers, pour se « presidentialiser ». « Et une fois qu'il a gagné, il n'a plus vu personne », regrette l'un d'entre eux. Lors de la soirée de remerciement une semaine après sa victoire, le nouveau président ne restera que trois quarts d'heure. Jupiter est déjà ailleurs.

1. Du nom de la rue de la Planche, dans le très chic 7^e arrondissement, où Anne Sinclair avait loué un appartement pour y installer le QG de campagne de DSK, à deux pas du grand magasin Le Bon Marché.

2. Lire le chapitre « Médias en stress ».

3. Une « tenue blanche » est une conférence donnée devant des francs-maçons par un non-maçon.

4. 13 avril 2017.

5. Lire « Afrique *connection* ».

6. Lire le chapitre « Le clan de l'Élysée ».

LE RETOUR DES BARONS

La campagne d'Emmanuel Macron bat son plein. On est au mois de février 2017. Gérard Collomb, le maire de Lyon, est en visite dans la capitale. Quelques jours plus tôt, son champion a fait un tabac dans le palais des sports de sa ville. Le subterfuge technologique a fonctionné parfaitement : les militants d'En marche ! étaient « chauffés » par des consignes collectives délivrées via Telegram sur leurs smartphones.

Collomb a rejoint Emmanuel Macron dès le printemps 2016. L'élusocialiste apprécie chez l'ancien ministre de l'Économie son « social-libéralisme », mais également sa volonté de se payer le PS, un parti trop parisien et trop centralisateur à son goût, et qui n'a jamais su reconnaître, selon lui, ses talents politiques.

Ce jour-là, Collomb déjeune avec un jeune collaborateur de la campagne Macron au Mucha Café, une brasserie à deux pas de la rue de Villersexel, où se trouvent les locaux parisiens de la communauté urbaine de Lyon. Le sujet évoqué entre les deux hommes concerne les difficultés autour des finances de la campagne, et notamment les lenteurs des banques à accorder des prêts bancaires. « Je m'occupe de l'affaire, je vais aller les voir, on a besoin de passer à la vitesse supérieure », s'engage alors l'édile de Lyon, en évoquant les banques en question. Dans cette brasserie parisienne où les tables voisines sont proches, un permanent du Parti socialiste en train de déjeuner – le siège du PS est également à deux pas, rue de Solférino – écoute toute la conversation, et la rapporte à ses camarades...

Collomb offre ses réseaux lyonnais

L'action du maire de Lyon pour l'obtention des prêts ne sera pas décisive. Mais un coup de pouce sur une campagne est toujours le bienvenu. Collomb met ses réseaux à la disposition du candidat. La capitale des Gaules est connue pour être une ville organisée en cercles d'influence, où la franc-maçonnerie côtoie dans la concorde l'Église catholique. À Lyon, on est donc réceptif au projet politique d'Emmanuel Macron de faire disparaître les clivages politiques et sociaux. Dès septembre 2016, Collomb reçoit l'ex-ministre de Hollande au moment où est organisé dans sa ville un colloque des « réformistes européens ». En marche ! va faire aussi appel aux services de la société lyonnaise GL Events, l'un des leaders mondiaux de l'événementiel, implanté depuis 1997 à Dubaï, et qui a participé à l'organisation des Jeux olympiques de Rio en 2016. Cette entreprise est dirigée par Olivier Ginon, un proche de Gérard Collomb, et Emmanuel Macron va jusqu'à le présenter comme un « ami » lors d'une rencontre de grands chefs cuisiniers.

Depuis, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) a relevé les ristournes exceptionnelles consenties par GL Events, parfois « d'un pourcentage anormalement élevé », dont a bénéficié le candidat Macron sur la location de plusieurs salles, dont la société lyonnaise détient les concessions dans différentes villes. Certaines prestations de GL Events ont été rabotées à coups de - 30 %, - 50 %. En marche ! a même bénéficié d'une remise de 100 % pour la location de la Mutualité, lors du meeting de juillet 2016. Mais selon le patron de GL, toutes les procédures ont été respectées : « C'est une affaire commerciale qui a été gérée par un responsable de site qui a des obligations de rentabilité et qui ne reçoit aucune instruction de la direction », a-t-il expliqué¹. Coïncidence, le directeur des relations institutionnelles de GL Events, Bruno Lartigue, a

participé bénévolement à la campagne de Macron².

Parmi les autres connaissances de Gérard Collomb à suivre l'aventure En marche ! il y a aussi l'entrepreneur Bruno Bonnell, cofondateur des sociétés informatiques Infogrames et Infonie, propriétaire jusqu'à 2017 de la société Robopolis, spécialisée dans la robotique personnelle. À Lyon, Bonnell fait partie des entrepreneurs du numérique qui, comme Jean-Michel Aulas, fondateur de CEGID, société spécialisée dans les logiciels de gestion, ont participé à la restructuration du 9^e arrondissement frappé dans les années 1980 par les fermetures d'usines. Comme d'autres proches de Gérard Collomb dans le secteur, Bonnell est élu député LREM en juin 2017. Parmi les « marcheurs » du coin, on trouve aussi le député du Rhône Yves Blein, ex-vice-président de la communauté urbaine, et ex-maire de Feyzin. Cet ancien socialiste a travaillé au sein de la Fédération Léo Lagrange, puissante association d'éducation populaire longtemps dans le giron du PS et qu'il préside depuis 2017 tout en étant député LREM... À la Fédération Léo Lagrange, qui a obtenu pour la première fois un contrat avec la ville de Lyon en 2018, la base ne goûte guère le rapprochement de leur président avec le parti présidentiel.

Le « gégé » de Brigitte Macron apporte aussi une aide politique décisive, avec le ralliement de François Bayrou à Emmanuel Macron. Le patron du Modem ne négocie rien en direct avec le candidat d'En marche ! mais dialogue avec Collomb, « girondin » comme lui. Entre janvier et février 2017, les deux hommes se rencontrent cinq fois, dans le secret le plus total, la plupart du temps au Sénat dans le bureau de Jacqueline Gourault, la vice-présidente Modem de la Haute Assemblée. L'inquiétude de François Bayrou est de devoir se fondre dans la future majorité présidentielle. Après plusieurs allers-retours, il obtient d'En marche !, via Gérard Collomb, un futur groupe parlementaire dans l'Assemblée nationale à venir...

Est-ce également Gérard Collomb qui va permettre à Emmanuel Macron de pouvoir disposer rapidement de réseaux dans la ville de Marseille ? En 2008, le maire de Lyon présentait, en vue du congrès de Reims du PS, une contribution appelée la « ligne claire », rassemblant de nombreux « barons locaux » du PS, dont Jean Germain, maire de Tours, Manuel Valls, maire d'Évry, et surtout Jean-Noël Guérini, alors président du conseil général des Bouches-du-Rhône. Pierre Moscovici s'était également rapproché de

cette petite troupe. Le puissant sénateur de Marseille a ensuite perdu son immunité parlementaire, après avoir été mis en examen pour trafic d'influence et association de malfaiteurs, dans plusieurs dossiers de marchés publics. Il est poussé en dehors du PS en 2014, et fonde son propre mouvement, La Force du 13. Il regarde d'un bon œil l'aventure de Macron. Et pour cause ! Elle est dirigée contre son ancien parti.

Des soutiens très « ancien monde »

C'est tout un symbole : pour son premier déplacement de campagne, après l'annonce de sa candidature, le candidat d'En marche ! choisit Marseille. Les 17 et 18 novembre, il se rend dans la cité phocéenne et arpente les Bouches-du-Rhône. Sur place, il est accueilli par de nombreux élus proches de Jean-Noël Guérini. « La macronie, c'est le bal des frustrés », flingue un socialiste. Un meeting est organisé aux Pennes-Mirabeau, commune proche de Marseille, dont le sénateur maire Michel Amiel était numéro trois sur la liste Guérini aux sénatoriales (il deviendra sénateur LREM). Parmi le comité d'accueil, autre proche de Guérini : Jean-Pierre Maggi, député maire de Velaux, mis en examen début 2016 pour détournement de fonds publics, trafic d'influence et favoritisme. Dans les quartiers nord, Macron rencontre aussi la sénatrice socialiste Samia Ghali, une ancienne proche de Guérini. Face aux questions des journalistes, les organisateurs du déplacement, Corinne Versini, référente En marche !, mais aussi Christophe Castaner, ont du mal à cacher leur malaise. Macron, lui, fait mine de ne pas voir le problème : « M. Guérini n'a rien à voir avec mon déplacement et mon engagement, je ne l'ai jamais rencontré. Qu'il y ait des femmes et des hommes qui ont eu d'autres engagements, qui veulent rejoindre ce que nous représentons et nous portons ici, je m'en félicite, car ils ne rejoignent pas un intérêt, mais des valeurs [...] je veux rassembler. »

Pour l'un de ses derniers gros meetings d'avant premier tour, Macron retourne à Marseille. Sont alors présents l'ancien patron de fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, le maire d'Istres, François Bernardini, proche de l'ancien responsable de la MNEF, Olivier Spithakis, mais aussi et toujours les anciens alliés de Jean-Noël Guérini, Michel Amiel, Lisette Narducci, maire des 2^e et 3^e arrondissements de Marseille, ou Yves Vidal, le

maire de Grans. « Nous sommes en République, ils sont libres de venir, comme ils sont libres de soutenir Emmanuel Macron », justifie Christophe Castaner au site d'info Marsactu. Et d'ajouter (on croit rêver !) : « Il y en a peut-être trois ou quatre qui ont des ennuis avec la justice. Mais, vous savez, à Marseille, ce n'est pas facile de trouver des élus qui n'en ont pas. Et puis cela n'entame en rien notre volonté de renouvellement. » Comme tout cela est joliment dit !

Au cours de sa campagne, Macron ratisse donc large. Le jeune ambitieux a également ses habitudes dans le Sud-Ouest. Notamment dans le Lot où il fera de bons scores. Comme ministre de l'Économie, il est venu, dès octobre 2015, pour participer à une table ronde sur les « industries du futur » à Figeac, où est localisé un sous-traitant d'Airbus, Figeac Aero. Il reviendra plusieurs fois dans le département, ancien fief du radical socialiste Maurice Faure, ex-ministre et ami de Mitterrand, notamment fin février 2017 en pleine campagne présidentielle, et aussi en janvier 2019 pour rencontrer les maires de la région dans le cadre de son « grand débat », où il retrouve la « bande du Lot ». C'est que Macron a un soutien de poids dans ce département : l'ancien socialiste Jean Launay, député entre 1998 et 2017, devenu discrètement l'un des cadres d'En marche. Launay est l'un des membres de la commission nationale d'investiture (CNI) du parti, dirigée par un autre baron de la politique, l'ancien chiraquien Jean-Paul Delevoye, originaire du Pas-de-Calais et proche de Brigitte Macron. Launay est une figure du Lot mais dispose d'un réseau politique et économique au niveau national. Ancien questeur de l'Assemblée nationale, il a été rapporteur du budget de la Défense, trésorier de la puissante Association des maires de France (AMF). Il est surtout le président du Comité national de l'eau et coprésident du Cercle français de l'eau, un groupe rassemblant collectivités, représentants de l'État, et multinationales du secteur, comme Suez et Veolia. Pour les militants opposés à la privatisation de l'eau, ce cercle est une structure de lobbying.

En juillet 2017, Launay a coécrit un petit ouvrage, *L'Eau potable entre facture et fracture*, avec David Colon, responsable des relations institutionnelles de Veolia, autrement dit le lobbyiste de la multinationale aux multiples ramifications au sein de la droite et de la gauche française³. De par ces attributions, Launay a l'habitude d'intervenir auprès de décideurs internationaux, notamment en Afrique, dans le domaine de l'eau. En

février 2017, quelques jours avant la visite d'Emmanuel Macron dans le Lot, il fait ainsi un voyage au Sénégal. Une fois élu, le président lui confie la coordination des « Assises de l'eau », chargées de réfléchir au financement du renouvellement des réseaux d'eau, qui concerne des milliards d'euros d'investissements futurs. Guère étonnant si, le 14 juillet 2018, le Lotois est fait chevalier de la Légion d'honneur par le Premier ministre.

La vengeance des vieux contre les quinquas et quadras

Parmi les vieux de la vieille de la politique à avoir rejoint Macron, on trouve aussi le sénateur de la Côte-d'Or, François Patriat. Cet ancien partisan de DSK au PS est devenu l'un des premiers soutiens de Macron au Sénat. C'est tout naturellement qu'il devient le président du groupe LREM à la Haute Assemblée. Dans le Cantal, Macron séduit Jacques Mézard, figure du Parti radical de gauche (PRG), qui devient un temps son ministre de la Cohésion du territoire. Mézard et ses amis du PRG vont d'ailleurs tirer leur épingle du jeu lors des législatives : profitant de la présence de l'un des leurs, Samuel Deguara, à la commission nationale des investitures d'En marche !, ils vont se placer dans des circonscriptions sans candidats sérieux.

Les enjeux locaux sont nombreux, alors pour s'y retrouver, Macron va très vite faire appel à l'ancien ministre socialiste de la Défense, Alain Richard, sénateur du Val-d'Oise, devenu lui aussi un cadre de LREM, et auquel le gouvernement confie, avec le haut fonctionnaire Dominique Bur, un rapport sensible sur la fiscalité locale. Richard participe aussi au groupe de réflexion sur la réforme constitutionnelle. Selon de nombreux parlementaires d'En marche ! le discret sénateur joue un grand rôle au sein du mouvement. Sa maîtrise parfaite de la carte électorale fait que Macron ne manque jamais une occasion de l'interroger à ce sujet...

C'est méconnu, mais Macron admire Daniel Percheron, figure du Parti socialiste et longtemps président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Le président a donc parmi ses modèles un baron local dans toute sa splendeur.

Plus généralement, il est frappant de constater que le candidat du « nouveau monde » promeut avant tout dans les territoires des vieux notables. De droite, de gauche, mais aussi des radicaux ou des centristes, ils ont

souvent plus de 60 ans, ont connu les règnes de Mitterrand ou de Giscard. C'est tout un réseau d'élus mitterrandiens à gauche, ou giscardiens à droite, bien éloignés de la « start-up nation », qui se sont pris d'affection pour ce jeune Macron. Ce dernier pour faire exploser les deux grands partis traditionnels, PS et LR, s'est donc appuyé sur les anciennes générations, non mécontentes de continuer à se mouvoir dans le grand bain de la politique grâce à cet ambitieux, et de pouvoir faire la leçon aux quadras et quinquas, tous plus ou moins « technos », et issus des grandes écoles, qui trustaient ces dernières années les places et les postes dans leurs partis respectifs. Une alliance de circonstance qui va se révéler très utile par la suite... C'est ainsi qu'un ancien poids lourd de la droite, Jean-Pierre Raffarin, giscardien depuis toujours, va se rapprocher d'Emmanuel Macron entre les deux tours de la présidentielle, lui permettant de constituer de nombreux cabinets ministériels en piochant dans son réseau des collaborateurs de droite qui ont officié dans son gouvernement entre 2002 et 2005. À Matignon, le directeur de cabinet d'Édouard Philippe, Benoît Ribadeau-Dumas, a été le directeur de cabinet de Raffarin entre 2002 et 2004 ; et le conseiller Xavier Chinaud est également un proche de l'ancien maître du Poitou. Mais c'est aussi dans le champ économique que les anciens collaborateurs de Raffarin vont être promus par le « nouveau monde », comme Augustin de Romanet, le patron d'ADP (Aéroports de Paris), et ancien directeur de cabinet adjoint de Raffarin. Bref, avec Macron, rien ne change. Tout est dans le recyclage des perdants de ces dix dernières années. « C'est la revanche des nazes », s'irrite un ancien du PS.

La filière macronienne de l'Aveyron

« J'aime infiniment l'Aveyron », lance-t-il au journal local *Centre Presse*. Une manière pour Macron de se « territorialiser », de montrer aux Français qu'il n'est pas qu'un banquier d'affaires de chez Rothschild, ou un estivant en polo au Touquet, mais qu'il peut avoir aussi ses « fiefs » locaux. Cet imaginaire est nécessaire dans le cadre de la V^e République si verticale, où les présidents aiment instaurer directement un « dialogue » avec cette France aux milliers de villages l'Aveyron; mais tour de force en termes d'image pour un ministre de l'Économie qui n'a aucune expérience politique locale...

Le candidat s'y rend pour son dernier meeting de campagne avant le second tour, qu'il organise à Rodez. Dans cette préfecture, qui votera à 80 % pour le candidat d'En marche !, le maire Christian Teyssède est l'un de ses premiers soutiens. Son jeune directeur de cabinet, Thomas Mogharaei, est d'ailleurs devenu le référent LREM du coin. Mais si Macron aime ce département, c'est qu'il est entouré d'Aveyronnais dans sa garde rapprochée. Entre l'équipe du président et l'Aveyron, les connexions sont nombreuses. Son ancienne cheffe de cabinet à Bercy, Sophie Ferracci, femme de l'économiste Marc Ferracci, l'un de ses plus proches amis, est originaire du nord du département, dans le Carladez. C'est à l'occasion du mariage du couple dans le petit village de Brommat en 2005 qu'Emmanuel Macron découvre la campagne aveyronnaise.

Dans la ville de Millau, le futur couple présidentiel fait la même année la connaissance d'Ahmed Eddarraz, qui tient un bureau de tabac. Ce jeune trentenaire d'origine marocaine est depuis longtemps militant socialiste, et conseiller municipal. Dès 2015, cet admirateur de DSK se rapproche des « Jeunes avec Macron » (JAM), et devient l'année suivante le collaborateur personnel de Brigitte Macron durant toute la campagne. Il la suivra dans tous

ses déplacements jusqu'à la victoire, s'occupera de sa famille. Mais s'il fait partie des rares privilégiés du dîner de La Rotonde, et s'il accompagne le président Macron lors de son premier voyage au Maroc, il ne l'a pas suivi à l'Élysée, et il est de nouveau buraliste à Millau. Ce militant LREM de la première heure ambitionne de se présenter aux régionales.

Alexandre Benalla n'était donc pas la seule personne chargée du couple Macron durant la présidentielle. L'image de l'homme à tout faire du couple que certains ont voulu accoler à Benalla ne semble pas correspondre à la réalité de ses attributions...

L'Aveyron est aussi le département de Ludovic Chaker, qui grandit à Saint-Jean-du-Bruel, un village entre causses et Cévennes, dans la vallée de la Dourbie, où il va se ressourcer régulièrement. Son ami Ismaël Emelien, conseiller spécial à l'Élysée, s'il vient de Grenoble, a également des origines aveyronnaises. Comme l'un des piliers de la Macronie, désormais président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, né à Rodez en 1962.

Ferrand creuse le sillon breton

En septembre 2018, quand il prononce son premier discours comme président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand débute par ces mots : « Je suis un enfant de la campagne aveyronnaise. » Ce n'est pourtant pas dans cette région de naissance qu'il entame une carrière politique. Le jeune mitterrandien qu'il est (il a pris sa carte au PS en 1981), rejoint d'abord à Paris en 1991 le cabinet de Kofi Yamgnane, secrétaire d'État aux Affaires sociales et à l'Intégration, avant de le suivre à son retour en Bretagne. C'est en 1998 qu'il obtient son premier mandat électoral en étant parachuté à Carhaix dans le Finistère pour les élections cantonales. La même année, il est nommé directeur général des Mutuelles de Bretagne.

Sur ces terres bretonnes, Ferrand détonne. Carhaix est un ancien fief communiste. Et ses postures très rad-soc, républicanistes, tranchent avec l'esprit politique local, imprégné de régionalisme, d'autogestion et de culture catholique de gauche (des Jeunesses ouvrières chrétiennes à la troisième voie rocardienne). Sa figure de notable qui préfère vivre à Brest l'empêche de battre aux municipales de Carhaix, malgré ses multiples tentatives, le maire Christian Troadec, cofondateur du festival de musique des Vieilles Charrues, et l'un des leaders du mouvement des bonnets rouges en 2013. Ferrand est plus à l'aise dans l'entre-soi de la bourgeoisie brestoïse, celle qui s'engage dans la franc-maçonnerie locale, au sein de l'une des plus vieilles loges de France du Grand Orient, « les amis de Sully », créée en 1783. À des journalistes locaux, il confie d'ailleurs : « Je n'aime pas l'expression "nouveau monde". Je ne fais pas partie de ceux qui l'emploient, qui en sont fans. »

Celui que Kofi Yamgnane présente comme « très ambitieux » n'a pas hésité à se retourner contre son ancien protecteur pour se présenter aux

législatives en 2012, toujours sous étiquette socialiste. Sa 6^e circonscription s'étend du centre du Finistère à l'Atlantique, et couvre l'île Longue, une presque-île dans la rade de Brest qui sert de base à la marine nationale pour ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE). Ce qui explique pourquoi Ferrand participera un temps à la commission de la défense à l'Assemblée, présidée sous le précédent quinquennat par une autre députée socialiste de Brest, Patricia Adam, avant de s'engager dans la commission des affaires sociales. Ces dernières années, le patron des Mutuelles de Bretagne, ancien bastion du PCF, avait d'ailleurs « gauchisé » son discours, supportant Martine Aubry au PS, au point d'être considéré comme un « frondeur » face à François Hollande. D'où l'étonnement de Yamgnane devant le ralliement éclair de Ferrand au très libéral Macron dès 2015 : « Mon sentiment est bien qu'il a trahi idéologiquement le PS. On ne peut pas être dans l'aile gauche du PS, flirter avec les frondeurs, et partir dans un mouvement qui est plus à droite qu'à gauche », déclare l'ancien ministre de Mitterrand à *Ouest-France* ⁴.

Le début du quinquennat Macron commence d'ailleurs mal pour cet ambitieux. *Le Canard enchaîné* dévoile, dès mai 2017, que la société civile immobilière de sa compagne, Sandrine Doucen, loue depuis 2011 des locaux aux Mutuelles de Bretagne, alors qu'il en était le dirigeant jusqu'en 2012, et qu'il en est resté le salarié comme chargé de mission (pour 1 250 euros par mois) durant toute la mandature Hollande. Ferrand démissionne alors de son poste de ministre, et après de multiples rebondissements judiciaires, trois juges d'instruction sont finalement nommés à Lille pour enquêter sur ce dossier où Ferrand est soupçonné de « prise illégale d'intérêt ».

À Brest, le président de l'Assemblée nationale peut compter sur le soutien de deux « marcheurs » : l'ancien patron du PS dans le Finistère, Marc Coatanéa, et Pierre Karleskind, jeune vice-président chargé de la mer et des infrastructures portuaires à la région Bretagne, que Ferrand a nommé conseiller à son cabinet de l'Assemblée sur les « affaires maritimes ». Ces deux alliés ont été démis de leur fonction de vice-présidents à Brest métropole par le maire socialiste François Cuillandre qui ne goûte guère leur aventure avec La République en marche. Localement, Ferrand reçoit également l'aide de l'un de ses amis, l'entrepreneur Jacques Le Failler, promoteur immobilier et gestionnaire de piscines à Brest.

En vue des municipales de 2020, celui qui passe désormais une bonne partie de son temps au perchoir de l'Assemblée profite aussi des dernières révélations du *Télégramme*, le quotidien local, sur l'association « Vivre à Brest » qui cachait un système de redistribution des indemnités des élus socialistes de Brest. En novembre 2018, un proche du maire de Brest, Alain Masson, vice-président en charge des grands projets à la métropole, a démissionné de son poste après qu'il eut reconnu avoir perçu des sommes non déclarées aux impôts en plus de ses indemnités d'élus. Un coup dur pour le PS local qui tombe à point nommé pour LREM.

Michel Charasse, le conseiller du soir

Le quatrième personnage de l'État a pourtant du mal à rallier à lui des figures locales, d'autant que les deux autres macronistes de la région, les ministres Jean-Yves Le Drian et François de Rugy, ne sont pas ses amis. De son côté, l'ancien maire de Quimper, Bernard Poignant, reste fidèle à François Hollande. Celui qui fut conseiller à l'Élysée durant le précédent quinquennat garde néanmoins de bonnes relations avec Macron, dont l'ancien bureau était en dessous du sien au Château. Le 16 janvier 2017, il l'avait reçu chaleureusement pour un meeting à Quimper. Quelques heures auparavant, Macron avait téléphoné à son aîné : « Parle-moi de Quimper et de la Bretagne », lui avait-il demandé. « Quimper, ça veut dire “confluence” en breton, ça te va bien », avait répondu Poignant. Le vieux briscard avait tenu à prévenir Macron : « Tu sais tu as un engouement, mais fais attention, c'est la société qui est en recherche, et s'empare de toi. » Ajoutant : « Tu es jeune, plus jeune que Napoléon Bonaparte, il faut que tu construises un modèle, que tu épouses la France. » Et Macron de répondre : « C'est ce que je suis en train de faire. »

Cette inspiration ancestrale, Macron la trouve aussi auprès de l'ancien ministre du Budget, Michel Charasse, qui vient de terminer son mandat au Conseil constitutionnel. Ce compagnon de route de François Mitterrand n'est vraiment pas « nouveau monde ». Intime de l'homme du 10 mai 1981, il est incollable sur les arcanes de l'État et ses petits secrets. Le vrai disque dur de la V^e République. Guère étonnant si Chirac et Sarkozy, une fois à l'Élysée, buvaient ses paroles. De son côté, Hollande s'en méfiait comme de la peste. Car, en tant que conseiller spécial de Mitterrand, Charasse a connu l'Élysée et ses sous-pentes. Il a partagé les zones d'ombre de la Mitterrandie. C'est ainsi que dans les dernières années du règne de François Mitterrand, il s'est

rapproché de proches de Charles Pasqua et d'Édouard Balladur, alors Premier ministre de droite, en situation de cohabitation. C'est à cette époque que le conseiller de Mitterrand rencontre et sympathise avec Nicolas Sarkozy, mais aussi avec l'ancien magistrat Alain Marsaud, proche d'Alexandre Djouhri et du communicant de Veolia, Laurent Obadia. Ces dernières années, Charasse avait pris l'habitude d'un rituel « entre amis » : il déjeunait régulièrement avec ses connaissances de droite, Alain Marsaud donc, mais aussi le patron de presse Jean Miot (aujourd'hui décédé), le bras droit de Serge Dassault à Corbeil-Essonnes Jean-Pierre Bechter, le magistrat Jean-Claude Marin, ou encore l'ancien député Philippe Briand, mis en examen dans le dossier du financement illégal de la campagne de Sarkozy en 2012 en tant que trésorier. Des hommes qui savent rendre des services, comme Charasse...

Celui qui déclare dans la revue *Charles* en 2016 disposer d'un permis de port d'arme, et donc d'une arme, est devenu un proche conseiller du soir d'Emmanuel Macron depuis son élection. C'est lui qui a suggéré au président de nommer son ancienne collègue du Conseil constitutionnel, Nicole Belloubet, au poste sensible de ministre de la Justice. Avec Macron, l'ancien ministre et sénateur partage une même haine à l'égard du Parti socialiste, dont il a été exclu en 2008. « Un parti de notables de province », aime-t-il dire. Et malgré les difficultés de la maladie (il doit passer de longs séjours à l'hôpital), Michel Charasse garde constamment le lien avec l'actuel président.

En janvier 2018, à peine revenu du forum de Davos, le chef de l'État s'est rendu en Auvergne pour ses vœux aux agriculteurs. Après avoir déjeuné le premier jour de son voyage auvergnat avec Valéry Giscard d'Estaing à Chamalières, il rejoint ainsi le lendemain dans la plus grande discrétion Michel Charasse, et quelques-uns de ses amis, au lac de Chauvet, situé à 1 162 mètres d'altitude, une visite appréciée en son temps par François Mitterrand qui ne manqua pas d'y venir chaque année entre 1977 et 1996. Dans un chalet niché près de ce lac de 54 hectares dont Michel Charasse est copropriétaire, Emmanuel Macron déjeune en compagnie d'une dizaine d'invités, parmi lesquels le ministre Jacques Mézard – détesté par Charasse –, mais aussi André Gay, ancien maire de Besse, déjà fidèle des visites de Mitterrand, Jean-Yves Guttebel, président du Puy-de-Dôme et Alain Védrine, patron du groupe de presse *La Montagne*. Quand les deux hélicoptères Puma qui amènent alors le chef de l'État atterrissent près du chalet, les gendarmes

montent la garde pour empêcher curieux et photographes de s'approcher. Cette visite n'est pas inscrite au programme officiel. Macron aime conserver ses mystères.

-
1. BFM Business, 2 mai 2018.
 2. *Mediapart*, 3 mai 2018.
 3. Dans le gouvernement, la secrétaire d'État à l'Écologie, Brune Poirson, est d'ailleurs une ancienne salariée de la filiale de Veolia en Inde.
 4. 27 avril 2017.

LE CLAN DE L'ÉLYSÉE

Mai 2017. Macron entre à l'Élysée par la grande porte. L'ancien collaborateur de François Hollande a réussi son pari fou : devenir président de la République à moins de 40 ans. Pour ses ennemis, l'angoisse est maximale : que vont-ils devenir ? La V^e République n'est guère indulgente à l'égard des perdants. À l'inverse, ceux qui ont parié sur lui, ses nombreux « amis », sont aux anges. Tous croient leur heure arrivée. Ils pensent connaître Emmanuel Macron, se présentent à l'envi comme des « proches ». Mais rien n'est vrai là-dedans. Le jeune président, que certains courtisans comparent à Bonaparte, estime qu'il ne doit rien à personne, si ce n'est à sa bonne étoile. Il le fait comprendre dès ses premiers jours au Château...

Jean-Pierre Jouyet, l'ancien secrétaire général de l'Élysée, qui l'a tant soutenu durant le précédent quinquennat, ne trouve plus grâce à ses yeux. Au sein des élites, tout le monde le répète : Jean-Pierre est un affectif. C'est surtout l'ami de trente ans de François Hollande, estime désormais Macron. Or, Hollande a décidé de se venger. Une fois franchies les portes de l'Élysée, le jeune président décide de ne plus donner aucune nouvelle à son ancien protecteur devenu encombrant. Face à ce silence, Jean-Pierre Jouyet, désormais ambassadeur de France à Londres, loin, très loin de la scène parisienne, tente à de multiples reprises de relancer son ancien protégé par SMS et par mails. Sans succès. Macron ne joue plus. Macron ne répond plus. Il a ghosté Jouyet.

Sans prévenir, le jeune Emmanuel a coupé d'un coup le lien qu'il avait mis tant d'énergie à tisser avec son aîné. À l'heure des réseaux sociaux, c'est le triomphe des liens faibles. Période ingrate dans laquelle Macron fait des merveilles. Il séduit, utilise, et jette. Sans états d'âme. Forcément, le vieux Jean-Pierre ne comprend vraiment pas les raisons de ce silence brutal. N'a-t-il pas aidé Emmanuel dès son entrée à l'Inspection générale des finances, en lui faisant rencontrer de nombreux patrons ? Ne lui a-t-il pas permis de devenir Secrétaire général adjoint à l'Élysée en 2012, alors que Hollande n'envisageait de lui proposer qu'un simple poste de conseiller ? Et n'a-t-il pas poussé le même président à le nommer ministre de l'Économie en août 2014 ?

Macron est devenu amnésique. C'est pourtant Jean-Pierre Jouyet qui lui rendait discrètement visite à Bercy, dès l'automne 2015, pour l'aider dans sa nouvelle aventure politique. En décembre 2016, peu de temps après le renoncement de François Hollande, c'est encore Jean-Pierre Jouyet qui, avec sa femme Brigitte Taittinger, vient séjourner dans la maison du Touquet de Brigitte et Emmanuel, sous prétexte d'un mariage dans la région. Plus tard, il n'hésitera pas à payer de sa poche en signant des chèques, comme d'autres membres de sa famille, pour financer En marche !... Comment Emmanuel aurait-il pu oublier si vite ce soutien indéfectible ? Que justifie ce silence jupitérien ? Si ce n'est sa volonté de tirer un trait sur tout ce qui peut le rattacher à François Hollande ?

Dans les mois qui suivent l'élection, aucune réponse ne vient apaiser Jouyet. « Macron doit être débordé », tente-t-il d'expliquer. Puis, ce grand affectif finit par se plaindre auprès de ses amis ou relations, y compris à des opposants déclarés du nouveau chef de l'État, comme le banquier d'affaires Philippe Villin. Les mails et les SMS restés sans réponses s'accumulent. Cette indifférence le blesse. Plus le temps passe, plus ce silence l'obsède. D'autant qu'Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée, n'est pas plus réceptif à ses multiples messages. Le haut fonctionnaire devenu le deuxième personnage le plus important de l'État doit pourtant à Jouyet sa proximité avec Macron : comme secrétaire général de l'Élysée en août 2014, c'est Jouyet qui a poussé Macron, tout nouveau ministre de l'Économie, à prendre cet ancien collaborateur de Moscovici comme directeur de cabinet. Manifestement, Kohler a lui aussi la mémoire courte.

C'est à l'occasion d'une visite à l'Élysée pour préparer le sommet franco-britannique du 18 janvier 2018 à Londres, que Jean-Pierre Jouyet essaye une ultime fois de recueillir une explication. Ce jour-là, l'ambassadeur de France est finalement reçu par le président de la République dans son bureau. « Tu es content de ton nouveau poste ? » s'enquiert le chef de l'État, avec ce large sourire qu'il adore opposer à ses interlocuteurs pour mieux les décontenancer. Après lui avoir répondu par l'affirmative, Jouyet tente la remarque suivante : « Attends, Emmanuel, je t'ai envoyé de nombreux SMS et mails, mais je n'ai reçu en retour aucune réponse... » Macron le coupe avec aplomb : « T'es sûr ? » Et Jouyet de reprendre : « J'ai envoyé les mêmes mails à Alexis Kohler... » Le secrétaire général entre dans la pièce. Macron le prend à témoin : « Alexis, tu ne sais pas ce que m'a dit Jean-Pierre ? Il nous a envoyé des SMS, et des mails, mais nous n'avons rien reçu. » Devant une telle assurance, Jouyet est alors prêt à les croire : « Vous me rassurez, je croyais que vous ne vouliez plus me parler... »

De son côté, Brigitte Macron a tenu à conserver les liens avec son amie Brigitte Taittinger-Jouyet. Elle lui parle régulièrement au téléphone, histoire d'arrondir les angles avec un couple de pouvoir qui a toujours joué un rôle très important au sein de l'establishment politique et économique parisien. Brigitte n'ignore rien du comportement de son mari à l'égard de son ancien protecteur, et le réproouve. Elle estime que ce mépris ouvertement affiché, cette morgue de jeune premier, pourrait lui nuire un jour ou l'autre... Sur ce sujet-là, Emmanuel ne l'écoute pas.

Attali, « ce pipoteur »

Jean-Pierre Jouyet n'est que le premier d'une longue liste d'anciens soutiens à être aussi durement éconduit après la victoire. Un autre visiteur du soir de Bercy, Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de Lionel Jospin et ancien patron du FMI, n'est plus, lui non plus, dans les petits papiers du président. Si Macron a pu l'utiliser – lui et surtout ses réseaux et anciens collaborateurs – au cours de son ascension, DSK n'a donc plus de contacts depuis mai 2017.

Autre personnalité à avoir joué un rôle auprès d'Emmanuel Macron et qui n'a plus beaucoup de nouvelles : Jacques Attali. Il faut dire qu'entre les deux hommes aux ego bien développés, c'est un peu « je t'aime, moi non plus ». L'ancien conseiller de François Mitterrand ne supporte pas qu'on lui vole la vedette. Et dans ce domaine, Macron excelle. Rapporteur des « commissions Attali » sous Sarkozy, il s'attire la sympathie de l'ensemble des membres, qui louent alors ses initiatives et son sens du dialogue : « Son rôle a été d'écrire », répond sèchement Attali quelques années plus tard. Peu à peu, les liens se distendent. À l'été 2015, la rupture est consommée. Attali décide de soutenir Manuel Valls pour la future présidentielle. À l'inverse, Macron s'amuse de sa nouvelle « liberté ». Lors d'un entretien à Bercy, le ministre lâche au sujet de celui que la presse continue de présenter comme son mentor : « C'est un pipoteur ! » Bien sûr, une fois Macron élu, Attali essaiera de recoller les morceaux, en lui fournissant notamment une note sur les inégalités... Mais l'Élysée ne lui confiera aucune mission.

Hypercentralisme et embolie fonctionnelle

En ce début d'année 2018, l'équipe présidentielle, à qui tout réussit n'a pas conscience que ces multiples vexations constituent autant de pièges à venir. « On marche sur l'eau ! » s'exclame l'un des proches conseillers d'Emmanuel Macron. Aucun opposant politique ne leur semble à la hauteur de leur champion. À l'Élysée, Macron et Kohler dirigent tout. Obsédés tous les deux par le contrôle, ils veulent tout vérifier, régenter, décider, et bien sûr, nommer. Le président et son secrétaire général s'occupent personnellement de ces dossiers sensibles. Pour chaque poste, ils reçoivent eux-mêmes chaque candidat. Manière pour eux de tisser un lien de vassalité alors même que le vivier des hauts fonctionnaires, des préfets est encore très « ancien monde », partagé entre la gauche et la droite institutionnelles.

Résultat, le système finit par se gripper. La file des prétendants à auditionner s'allonge, et les mouvements de préfets et d'ambassadeurs se font largement attendre. Alors qu'Emmanuel Macron avait affirmé durant sa campagne présidentielle sa volonté de procéder à un vaste chambardement des nominations des directeurs d'administration en s'inspirant du *spoils system* américain¹, il finit par se résoudre à ne pas s'engager dans cette voie bien trop hasardeuse. Au cours de l'été 2017, il décide même de conserver à son poste un personnage clé du dispositif étatique : le secrétaire général du gouvernement, Marc Guillaume, qui avait été nommé lors du précédent quinquennat par... Manuel Valls. Il est conseiller d'État comme Édouard Philippe, et comme son directeur de cabinet, Benoît Ribadeau-Dumas. Ce pedigree, à l'évidence, le protège.

Présenté par la revue numérique *Contexte* comme « le vice-Premier ministre », Marc Guillaume préside ainsi de nombreuses réunions interministérielles, et auditionne tous les candidats que le gouvernement

envisage de nommer en Conseil des ministres. C'est un peu la tour de contrôle du gouvernement. Cet homme de 52 ans a été secrétaire du Conseil constitutionnel durant huit ans. Autant dire que l'appareil d'État n'a aucun secret pour lui. C'est justement pour cette raison que Macron a préféré le garder à ce poste pour mieux asseoir son autorité sur la haute administration. Pour bien officialiser cette alliance, le couple Macron décide même d'inviter Marc Guillaume et son épouse à un dîner privé dès le premier été du quinquennat.

Ce fonctionnement hypercentralisé va vite amener Emmanuel Macron à s'isoler à l'excès. Après l'hyper-présidence de Nicolas Sarkozy, il accentue encore davantage cette dérive en décidant de limiter les cabinets ministériels à dix collaborateurs. L'Élysée n'autorise que très rarement les ministres à recruter des conseillers aux compétences financières. Les voilà ainsi dépourvus face aux arbitrages budgétaires. Surtout, en limitant le nombre de conseillers techniques dans les cabinets, Macron diminue d'autant le poids politique de ses ministres sur les administrations.

Pour compenser l'absence d'expertise dans les différents cabinets ministériels, les conseillers officiels (et officieux) se sont multipliés au Château et à Matignon. Ils sont ainsi soixante à être rattachés rue de Varenne selon le Journal officiel, certains disposant de la double casquette Matignon/Élysée. Une nouveauté dans un océan de conformisme : beaucoup sont en effet passés par Bercy, la Direction du budget, l'Inspection générale des finances. Bref, cette organisation présentée comme révolutionnaire par les communicants est en réalité l'expression chimiquement pure de la technocratie française. Beaucoup de ceux qui ont participé de près ou de loin à la campagne Macron se sentent délaissés. Ainsi, l'économiste Elie Cohen déplore, dès juillet 2017, dans le magazine *Challenges* : « Emmanuel Macron a écarté les économistes qui avaient largement participé à l'élaboration de son projet. Sa garde rapprochée, notamment le secrétaire général de l'Élysée, n'a pas de contre-expertise pour contrebalancer le point de vue de technocrates, notamment ceux de Bercy. »

Dès les premiers mois de son mandat, Macron inaugure donc une hyper-

présidence dans laquelle les ministres n'ont pas leur mot à dire. Dans les réunions, il peut parfois les humilier, ou les contourner. Il n'hésite pas aussi à convoquer à l'Élysée les directeurs d'administration. Au gouvernement, aucune tête ne doit dépasser. Quand le ministre Bruno Le Maire accorde une grande interview au *Monde*, il est immédiatement rappelé à l'ordre par Kohler. En apparence efficace, cette hyperconcentration se révèle dans la pratique impossible à supporter pour l'ensemble des acteurs du système.

Car Macron exerce une pression constante sur ses collaborateurs. Jour et nuit. Une tension qui pèse sur tous, y compris Matignon. Il n'accepte aucun temps mort. Résultat, au bout de dix-huit mois à peine, les conseillers sont épuisés, proches du burn-out. Présenté souvent comme un bourreau de travail qui ne dort quasiment pas, Macron lui-même n'arrive plus à traiter les dossiers qui remontent jusqu'à lui. Il essayait de lire toutes les lettres qui lui étaient adressées, voilà qu'il n'y arrive plus. Submergé. « Au final, tout repose sur l'administration. Et l'administration a le pouvoir de ne pas faire », se plaint un conseiller.

Un techno sûr de lui et dominateur

Le jeune président avait pourtant fait le choix de s'entourer de conseillers d'un âge proche du sien, tous corvéables à merci, mobilisés pour la seule gloire de leur patron. L'historien Patrick Boucheron le compare à Machiavel qui « s'est engouffré dans l'action politique avec une *brigata*, une brigade de jeunes gens affamés de pouvoir et d'amitié ». Et pour exercer l'emprise au quotidien, Machiavel fonctionne en tandem. Avec Alexis Kohler, Macron partage le goût du secret et du cloisonnement.

Pièce maîtresse à l'Élysée, le secrétaire général est un pur produit de la technocratie d'État à l'heure de la globalisation. Énarque, il est également un ancien étudiant de l'Essec, la prestigieuse école de commerce. À Bercy, avant d'intégrer les cabinets ministériels, il est passé par le Trésor et l'Agence des participations de l'État (APE). Cet Alsacien a ensuite travaillé trois ans au Fonds monétaire international (FMI), avant de devenir directeur de cabinet adjoint de Pierre Moscovici à Bercy. « C'est un techno arrogant. On les fabrique comme des gaufres dans les moules de l'ENA », flingue un ancien de l'équipe Montebourg qui a dû subir ses arbitrages à Bercy.

Au départ, Kohler et Macron ne se connaissaient pas. « Avec Alexis, il a trouvé son double », se félicite un temps Brigitte. Mais très vite, la première dame décèle chez ce techno discret un appétit de pouvoir qui lui déplait : « Je n'aime pas quand Alexis se place au niveau de mon mari », confie-t-elle à l'un de ses amis. En effet, à l'Élysée, Kohler trouve rapidement ses marques. Le secrétaire général connaît parfaitement le Premier ministre Édouard Philippe, avec lequel il a milité étudiant sous la bannière des jeunes rocardiens. Il peut aussi compter sur Emmanuel Moulin, directeur du cabinet de Bruno Le Maire et ancien conseiller économique de Nicolas Sarkozy, qu'il a rencontré sur les bancs de Sciences Po. « Kohler est prolibéralisation sur les

biens et les services, et il a un agenda de droite en matière de fiscalité », juge un ancien conseiller de Macron à Bercy. C'est ainsi que durant la campagne, il a arbitré en faveur de la suppression de l'ISF sur les actionnaires, alors que les experts économiques tels que Philippe Martin ou Jean Pisani-Ferry y étaient défavorables. Pour contrebalancer cette mesure, Martin avait suggéré d'augmenter la fiscalité sur la transmission du patrimoine, une mesure proposée en son temps par un certain Emmanuel Macron, corapporteur de la commission Attali... L'idée est vite abandonnée après que des études d'opinion ont démontré son effet néfaste sur le plan électoral !

Comme son patron, Kohler est pétri de certitudes, et empreint d'une certaine arrogance. « Il a un humour très proche de celui de Macron, assure l'un de ses subordonnés. Je me souviens que, lors d'une réunion, il avait fait un topo, et personne n'avait de questions. Il a alors lancé : "Eh oui, quand on est intelligent, c'est l'effet de sidération." » À Bercy, Kohler n'avait d'ailleurs pas hésité à balancer à l'un de ses interlocuteurs : « Le ministre, c'est moi ! »

C'est effectivement à Bercy que se noue une alliance indéfectible entre les deux hommes. À Macron, la lumière, l'esbroufe, les effets de communication. À Kohler, la haute main sur les dossiers industriels. Car le ministre Macron sait bien qu'il n'a aucune marge de manœuvre vis-à-vis de Bruxelles, alors que les négociations budgétaires sont la chasse gardée de l'Élysée et du ministre des Finances, Michel Sapin. Macron se sait alors « de passage » à Bercy, et préfère se concentrer sur la suite. En dehors de sa « réforme » sur la libéralisation du transport en car, et de quelques autres mesures intégrées à la loi qui porte son nom², Macron concentre, dès le printemps 2015, toute son énergie à son prochain objectif : la présidentielle.

Les menteurs de Bercy

Comme directeur de cabinet, Kohler dispose alors d'une grande autonomie sur les dossiers de fond, Macron laisse à son numéro deux toute latitude pour pouvoir arbitrer. Il arrivera même au ministre d'assumer certains choix auxquels il n'a pas participé réellement. Finalement, Macron et Kohler en jouant chacun sa partition acceptent de se couvrir mutuellement. Derrière ses petites lunettes et ses costumes grisâtres, le directeur de cabinet ne laisse rien paraître des véritables ambitions de son ministre.

En tant que premier collaborateur de Macron, ce haut fonctionnaire si discret ment sciemment aux plus hautes autorités de l'État sur les projets politiques de son ministre et sur la réelle activité de son cabinet. C'est de ce mensonge originel que naît le lien entre ce pur produit de Bercy et le futur champion de la présidentielle. Voilà peut-être pourquoi Macron se porte garant pour Alexis Kohler en août 2016 auprès de la commission de déontologie quand ce dernier devient directeur financier de la Mediterranean Shipping Company (MSC), numéro deux mondial du fret maritime. Lorsqu'il était à l'APE, Kohler avait géré le dossier STX France, le chantier naval de Saint-Nazaire, l'un des principaux fournisseurs de bateaux de MSC... Sans compter que la famille Kohler a des liens anciens avec la famille Aponte, propriétaire de l'armateur italo-suisse.

Durant cette période particulière, d'autres premiers de cordée vont collaborer à ce mensonge originel en participant à la trahison de François Hollande. En premier lieu, le communicant Ismaël Emelien, ce jeune trentenaire bébé d'Havas, petit protégé de Gilles Finchelstein – l'un des dirigeants de la puissante agence de communication du milliardaire Vincent Bolloré, et directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, un des think tanks

historiques du Parti socialiste, présidé par un très proche d'Emmanuel Macron, l'ancien ministre Henri Nallet³.

À Bercy, Ismaël Emelien bénéficie du titre de « conseiller spécial ». Un titre qu'il conservera à l'Élysée. En off, certains collaborateurs le présentent volontiers comme un « solitaire », « ayant un gros melon », un « ultracynique », « rigide et hermétique ». Dès l'automne 2015, le jeune communicant s'active en toute discrétion pour préparer la future campagne présidentielle. À Bercy, la petite entreprise Macron tourne à plein régime. Le futur candidat dépense 325 643 euros en sondages d'opinion l'année précédant son élection. Le ministre profite aussi des frais de représentation qui lui sont accordés à Bercy, en consommant 80 % de son enveloppe allouée avant sa démission, soit 120 000 euros environ⁴. Macron bénéficie de sa participation à la soirée French Tech Night, à Las Vegas, le 6 janvier 2016. Ce rendez-vous chic a été mis au point par l'agence Havas pour Business France, cet établissement public dirigé à l'époque par la future ministre du Travail, Muriel Pénicaud, et rattaché à la fois à Bercy (Macron) et au Quai d'Orsay (Fabius), chargé de promouvoir les entreprises françaises à l'étranger. Cette soirée organisée dans un palace de Las Vegas, The Linq Hotel, réunit des jeunes entrepreneurs du numérique autour d'Emmanuel Macron qui ne cache plus guère à l'époque ses ambitions présidentielles. L'« événement » sur lequel la justice enquête désormais est facturé par Havas 118 054,50 euros pour la partie « conseil », et 147 217,75 euros en « frais techniques ».

Il faut dire que l'agence Havas est chez elle à Bercy. Dès 2012, Gilles Finchelstein avait effectué, selon *Challenges*, des missions rémunérées pour le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, et le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici. Et en 2013, un pool de huit agences est finalement constitué afin de conseiller les sept ministres de Bercy pour l'« élaboration d'éléments de discours et d'argumentaires », « formation et préparation à des prises de parole », « média training »... Havas Paris figure naturellement parmi les agences sollicitées. C'est pour éviter de prêter le flanc aux accusations de mélange des genres qu'Ismaël Emelien va devoir démissionner de ses fonctions au printemps 2016 pour pouvoir s'occuper du lancement d'En marche.

La Planche contre Poitiers

Véritable couteau suisse, Emelien ne fait pourtant pas l'unanimité dans les multiples cercles qui se mettent en place autour de Macron. Le futur « conseiller spécial » de l'Élysée doit gérer la concurrence des « Jeunes avec Macron » (JAM), le premier mouvement de soutien lancé dès juin 2015. Cette bande est composée principalement d'anciens étudiants de la fac de droit de Poitiers, des jeunes hommes propres sur eux, vingtenaires rasés de près aux costumes ajustés. Ces ex-camarades du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), tendance DSK, engagés dans le mouvement anti-CPE en 2006, ont partagé tous ensemble une joyeuse colocation.

Parmi ces jeunes ambitieux de la bande de Poitiers, on trouve les députés Pierre Person et Sacha Houlié, mais aussi Stéphane Séjourné, devenu, dès Bercy, le conseiller parlementaire de Macron (il l'a accompagné à cette fonction à l'Élysée avant de s'engager dans la campagne des européennes), ou Florian Humez, conseiller auprès du président de l'Assemblée nationale. Leur engagement passé au MJS, ou au syndicat étudiant UNEF, leur a permis d'apprendre toutes les techniques du parfait militant politique. De fait, ces admirateurs de DSK ont une culture du Parti socialiste bien plus prononcée, tendance Cambadélis, que ceux des anciens de la Planche, davantage parisiens et diplômés d'écoles prestigieuses (Sciences Po et HEC), qui, eux, se sont rapprochés du techno Pierre Moscovici. Les rivalités entre la bande de la Planche et celle de Poitiers ne s'expliquent donc pas uniquement par des questions d'ego ou d'ambition, mais aussi par des profils scolaires et de classe différenciés.

Pour la bande de Poitiers rien n'aurait été possible sans Anne Rubinstein, la première cheffe de cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy. C'est elle qui, en

octobre 2014, a recruté Stéphane Séjourné comme conseiller parlementaire. Cette militante socialiste historique, liée à Laurent Fabius, avait rencontré le jeune homme, ainsi que le futur député niortais LREM Guillaume Chiche, au cabinet de Jean-Paul Huchon, alors président de la région Île-de-France. Signe de grande proximité, il arrive que ces jeunes hommes appellent leur marraine « maman ». À ce premier noyau vient s'ajouter dès 2016 le futur député des Hauts-de-Seine, Gabriel Attal, par l'entremise de Stéphane Séjourné ; mais aussi le futur député de Haute-Garonne, Mickaël Nogal, alors tout jeune cadre à la direction de communication d'Orangina France, le futur député du Val-d'Oise Aurélien Taché, ex de l'UNEF de Limoges ou encore Pierre Le Texier, le geek de la bande, et qui gère le fameux compte militant sur Twitter la @TeamMacron. Tous vont se lancer à corps perdu dans le développement des « Jeunes avec Macron », une initiative présentée à l'époque comme indépendante, alors qu'elle est drivée directement depuis le cabinet du ministre par... Stéphane Séjourné. On a connu mouvement plus populaire.

Ces « Jeunes avec Macron » ont alors les faveurs du millionnaire Henry Hermand qui prend fait et cause pour eux dans une note envoyée à son candidat favori durant l'été 2016 : « Je travaille avec “les jeunes avec Macron”. Ils font un énorme boulot. Je les aide de mon côté au maximum et je crois qu'ils ont besoin d'avoir une meilleure considération de certains membres de tes communicants. » Par cette remarque, Hermand vise bien sûr Emelien et ses camarades de la Planche. À partir du printemps 2016, Pierre Person rencontre le millionnaire à plusieurs reprises. Dans une note préparatoire à l'un de ces rendez-vous, les JAM ne mâchent pas leurs mots sur le lancement d'En marche !, expliquant être « pessimiste[s] sur l'équipe d'En marche ! : essentiellement un réseau d'Ismaël Emelien (qui n'apprécie guère notre présence) : “Ismaël ne voit pas d'un bon œil notre influence sur Emmanuel et notamment l'engouement de ce dernier pour notre action” ». Ils regrettent la présence de « beaucoup de communicants mais peu de personnes aguerries », pointent un « manque de professionnalisme », et assènt : « Nous étions au lancement et dans les locaux, il y a clairement un manque de modestie face à l'enjeu et l'échéance : “La force d'Emmanuel est d'avoir une emprise sur le réel, c'est tout le contraire de son équipe.” »

Les membres du « clan » de la Planche s'en souviendront. Lors de la campagne pour la direction d'En marche ! à l'automne 2018, ils se vengeront en menant la vie dure au jeune député de Paris, Pierre Person – qui s'est présenté comme candidat à la tête du parti –, en multipliant les pressions pour qu'il abandonne, en allant jusqu'à passer des coups de fil à ses soutiens, ou à demander à certaines figures du mouvement de décommander leur venue à des événements de sa campagne. Pour Cédric O à l'Élysée et le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, le meilleur candidat est leur ami et ancien camarade d'HEC, Stanislas Guerini... C'est aussi l'avis du conseiller spécial Ismaël Emelien, qui préfère promouvoir à la tête d'En marche ! un ancien de sa bande...

Le testament d'Hermand

En mai 2016, Henry Hermand dîne une dernière fois avec son ami de toujours, l'ancien Premier ministre Michel Rocard (qui décédera quelques semaines plus tard). Le vieil homme de 92 ans s'inquiète de voir son très jeune ami Macron le délaissier pour cette équipe de trentenaires qui se constitue autour d'Ismaël Emelien. Il s'interroge très clairement sur leur profil de « communicants » et de « mercenaires ». Pense-t-il à Ludovic Chaker, très proche d'Emelien, qui devient alors discrètement le secrétaire général d'En marche ? Michel Rocard écoute son vieil ami mais s'interroge également sur l'éventualité d'une telle aventure, alors qu'Henry Hermand pousse Emmanuel à démissionner du gouvernement au plus vite afin de se présenter à la présidentielle.

Rocard n'est pas le seul à s'interroger. En juillet 2016, Hermand expose la situation à Macron dans une note écrite : « J'ai rencontré Jean Peyrelevade, Michel Destot, Alain Bergounioux, Pascal Lamy, François Patriat. Avant l'annonce du meeting du 12, tous étaient d'accord, malgré toute la sympathie, sur la difficulté de s'engager publiquement avant clarification. Clarification, c'est : ambiguïté sur la présidence 2017, ambiguïté sur la présence au gouvernement, ambiguïté sur le langage ni droite ni gauche. À partir du moment où ces ambiguïtés sont levées, tout le monde souhaite un comité politique avec une majorité d'élus et quelques représentants de la société civile, et un jeu beaucoup plus collectif. Même Anne Sinclair, qui m'en a parlé longuement, est sur cette position. »

Hermand meurt début novembre 2016 sans avoir pu assister à la victoire de son poulain à la présidentielle. Quelques jours avant de rendre son dernier souffle, il a toutefois la joie de revoir son jeune ami qui lui rend une dernière visite à l'hôpital après avoir pris ses distances avec lui, durant plusieurs mois.

Les communicants autour de Macron, et notamment Emelien, ne supportent pas qu'Hermand se mette en avant dans la presse, comme lorsque le journal *Les Échos* lui consacre un portrait en janvier 2016 : « Henry Hermand, l'homme qui veut faire de Macron un président », titre alors le quotidien économique. Cet éloignement volontaire blesse profondément le vieil homme, qui va jusqu'à critiquer vertement son ami dans *Le Figaro* en septembre de la même année : « Il a besoin d'être recadré sur des connaissances historiques. Les couvertures de *Paris Match*, c'était une erreur, et je lui ai dit. C'est people, c'est médiocre [...]. Même chose pour le Puy du Fou. Il n'avait pas besoin de s'afficher avec Villiers. Ce désir qu'il a de serrer toutes les mains est regrettable. Il perd son temps, c'est un peu ridicule. »

La campagne présidentielle laisse donc des traces entre les différents cercles macroniens. Dès les premiers mois du quinquennat, l'alliance des technocrates et des communicants à l'Élysée est la cible de nombreuses critiques venues des rangs macroniens. Des ministres, des députés ou de vieux compagnons de route se plaignent, mais toujours en off, des attitudes d'Ismaël Emelien ou d'Alexis Kohler. Les mois passent et l'incompréhension laisse place à des pensées plus malveillantes. Chacun y va ainsi de son pronostic : les affaires judiciaires Business France ou MSC vont-elles amener les deux chouchous du président à quitter l'Élysée ? Seront-ils inquiétés par la justice ?

Début 2018, personne n'ose encore s'en prendre publiquement aux plus fidèles serviteurs d'Emmanuel Macron. Ces derniers, qui se surnomment eux-mêmes « les mormons », vouent un culte au chef de l'État et se disent prêts à tout pour lui. En juillet 2017, sa conseillère presse, Sibeth Ndiaye, déclarait ainsi à *L'Express* : « J'assume parfaitement de mentir pour protéger le Président. » Comme leur chef, ces jeunes conseillers passent leur vie à travailler, en s'accordant quelques rares pauses dans la salle de gym de l'Élysée, tous boostés à l'adrénaline, comme des traders de salle de marché.

Les « mousquetaires » et les « gardes du cardinal »

Au printemps 2018, le système élyséen donne de nombreux signes de faiblesse. L'atmosphère au Château est devenue irrespirable. La paranoïa est à son comble. Au sein de la cour élyséenne, deux groupes se forment au gré des alliances de circonstance. D'un côté, les conseillers entourant Brigitte Macron, parmi lesquels son directeur de cabinet Pierre-Olivier Costa, son chef de cabinet Tristan Bromet, et le porte-parole et conseiller Bruno Roger-Petit, qui se rapprochent parfois des « régaliens » de l'Élysée, notamment le directeur de cabinet du président, Patrick Strzoda, ou son chef de cabinet, François-Xavier Lauch. De l'autre, les communicants Sibeth Ndiaye, cheffe du service de presse, Sylvain Fort, alors conseiller mémoire chargé des discours, Ismaël Emelien – et ses anciens camarades de la Planche, les conseillers Cédric O et Emmanuel Miquel –, qui font alliance avec le secrétaire général Alexis Kohler. D'un côté, la première dame Brigitte Macron, de l'autre, « le clan », « la secte », comme elle s'en désespère. Et façon cour d'école, les premiers s'appellent entre eux « les mousquetaires », et raillent « les gardes du cardinal ». Signe de cette fracture au cœur même de l'Élysée : dans les jours qui précèdent la convocation du Congrès par le chef de l'État à Versailles, Kohler et Emelien ne se donnent même pas la peine d'envoyer une copie du discours présidentiel à Patrick Strzoda, pourtant en deuxième position dans l'ordre protocolaire du cabinet...

Au début de l'été, Macron ne s'inquiète pourtant pas de ces rivalités. Il continue même de s'en amuser ouvertement, voire d'en jouer. Grand seigneur, il explique aux uns et aux autres que tout cela n'est « pas très important », et semble ne pas prêter attention aux critiques qu'il met sur le compte de rivalités affectives : « Tu ne l'aimes pas », répond-il à Brigitte qui

ne cesse de lui faire part de ses doutes à l'égard d'Ismaël Emelien. Emmanuel Macron est pourtant conscient qu'il y a besoin de sang neuf dans son équipe. Depuis le tout début de l'année 2018, il essaye ainsi de convaincre l'un de ses plus fidèles conseillers de l'ombre, le communicant Philippe Grangeon, de le rejoindre à l'Élysée. L'expérience politique de cet ancien militant de la LCR et du PS, engagé à la CFDT, est en effet inestimable. Par le passé, il a fait partie de nombreux cabinets socialistes (Quilès, DSK, Sautter) et fut un proche conseiller de Nicole Notat en 1995, ou plus tard de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris. En réalité, l'arrivée de Grangeon à l'Élysée est souhaitée par Macron depuis le mois de janvier. Dès cette époque, le président propose à son fidèle compagnon le poste de « conseiller spécial » et veut qu'il quitte toutes ses fonctions, mais Grangeon n'est pas prêt à le faire. Il préfère rester en dehors du palais, profitant de son poste d'administrateur chez Cap gemini, la société de conseils informatiques.

De mois en mois, l'influence de Grangeon va toutefois grandir à l'Élysée, ce qui conduit la presse à annoncer à plusieurs reprises son arrivée. Il souhaite marquer un « tournant social » au quinquennat d'Emmanuel Macron et ne cesse de critiquer le « technocrate » Édouard Philippe, coupable à ses yeux de faire la part belle aux comptables de Bercy⁵. Signe annonciateur : en juin, Grangeon, qui fait l'objet de toutes les attentions présidentielles, commence à se plaindre en off aux journalistes que la France ne peut être gérée en « mode commando », comme l'avait été la campagne, visant explicitement le petit cercle d'Emelien et Kohler. Il en a d'ailleurs fait part aux intéressés, leur expliquant qu'ils ne pouvaient pas tout savoir, tout contrôler ou tout gérer. De son côté, le président demande à son équipe, comble de l'ironie : « Ouvrez-vous ! » Vous avez dit injonctions paradoxales ?

War room à l'Élysée

Ce fonctionnement clanique va pourtant s'aggraver au cours de l'été. L'éclatement de « l'affaire Benalla » dans *Le Monde* amène Macron à se recroqueviller sur son ancienne équipe de campagne. Dès les événements du 1^{er} mai, il arbitre en faveur d'Ismaël Emelien, qui va jouer un rôle central dans la gestion de la crise. C'est le conseiller spécial qui décide, au lendemain de la fête du Travail, de couvrir Alexandre Benalla après ses dérapages à la place de la Contrescarpe. Auprès de Patrick Strzoda, le directeur de cabinet de l'Élysée, le conseiller spécial justifie de ne le sanctionner qu'à minima.

Cette mansuétude au sein même du palais ne cesse depuis d'interroger. Pourquoi Alexandre Benalla n'a-t-il pas été réellement sanctionné ? Officiellement, le « chargé de mission » est mis à pied durant une quinzaine de jours... Il ne subit pourtant aucune retenue sur salaire. Dès son retour, il réintègre même le cœur du dispositif élyséen. Dans l'équipe présidentielle, personne n'ose alors soulever la « question Benalla ». Un tabou qui explosera avec la publication de l'article du *Monde* du 18 juillet. Seul Pierre-Olivier Costa, le directeur de cabinet de Brigitte Macron, conscient de la présence problématique d'Alexandre Benalla auprès d'Emmanuel Macron, prend l'initiative, courant juin, d'une explication personnelle avec l'intéressé. Les yeux dans les yeux, Costa conseille à Benalla de partir de lui-même pour éviter un probable scandale. Benalla lui rétorque que personne à l'Élysée ne souhaite qu'il quitte son poste : « Le président m'a dit que... », se justifie-t-il alors.

De son côté, Ismaël Emelien continue de minimiser la situation dans les jours qui suivent le 1^{er} mai. Selon lui, si la presse n'évoque toujours pas le dérapage d'Alexandre Benalla dans les quinze jours, l'Élysée sera à l'abri. À

ce niveau de responsabilité, le recours à la méthode Coué est étrangement léger... Cette posture amène l'équipe présidentielle à ne rien anticiper. Aucune réponse n'est préparée en amont pour contrer un éventuel scandale médiatique. Dès les premières heures de crise, l'Élysée plonge dans une panique sidérante. Comme son équipe, le président Macron se réfugie dans un silence mystérieux, et n'intervient que plusieurs jours après devant ses fidèles dans les jardins de la Maison de l'Amérique latine, à deux pas de l'Assemblée nationale, rendant hommage à Alexandre Benalla, et lançant, tel un chef de gang : « Qu'ils viennent me chercher ! »

Au cours de l'été, le clan de l'Élysée tente tant bien que mal d'éviter le naufrage. À la manœuvre, on trouve Sibeth Ndiaye et Sylvain Fort, qui vont en profiter pour écarter l'ancien journaliste Bruno Roger-Petit, jusqu'alors « porte-parole » de l'Élysée, auquel Emelien demande de lire un communiqué officiel pour le moins cocasse à la télévision le lendemain de la publication de l'article du *Monde*. Durant près d'une semaine, la conseillère justice de l'Élysée, Sonya Djemni-Wagner, une ancienne magistrate, est également mise à l'écart du dossier. Seuls les plus fidèles et proches conseillers du président de la République sont alors dans la boucle. *Le Figaro* publie début août un article inspiré afin d'éclairer cette fameuse « gestion de crise » du clan, intitulé « Dans le secret de la "war room" de l'Élysée ». On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Chaker déménageur

La justice s'interroge aujourd'hui sur le rôle exact pris dans cette affaire par Ismaël Emelien mais aussi par son ami Ludovic Chaker, autre « chargé de mission » à l'Élysée. En étudiant les « fadettes » des différents conseillers du palais, les policiers se sont aperçus que dans la nuit du 18 au 19 juillet Ismaël Emelien est le principal interlocuteur d'Alexandre Benalla. Les deux hommes s'envoient frénétiquement des textos jusqu'à 2 h 28, puis à nouveau peu après 5 heures. Après une courte pause, les échanges reprennent de plus belle entre « Isma » et Alexandre à partir de 8 h 28.

Mais dans la même nuit, Benalla échange aussi énormément avec Ludovic Chaker. Dès le lendemain, c'est ce chargé de mission auprès du chef d'état-major particulier du président, « responsable des opérations » au cours de la campagne Macron, qui va mettre à l'abri des journalistes (mais aussi des enquêteurs dans les jours qui suivent...) la compagne de Benalla, Myriam B., et leur bébé, dans un appartement de l'avenue Foch, dans le 16^e arrondissement, appartenant à Pascale Jeannin-Perez, cette proche d'Alexandre Djouhri, que Chaker connaît bien⁶. « Le 19 juillet, ma femme m'a appelé pour me dire qu'il y avait plein de journalistes devant la maison et dans le couloir qui mène à mon domicile », déclare Benalla lors de son interrogatoire de première comparution, avant de préciser avoir « demandé à un ami d'aller chercher [sa] femme et de récupérer tout ce qui pouvait être volé, des objets de valeur et notamment les armes ». Cet ami, c'est Ludovic Chaker⁷.

Celui-ci aurait également joué un rôle dans un autre épisode rocambolesque de l'affaire Benalla, sur lequel la justice refuse d'enquêter : la disparition du coffre-fort du domicile d'Alexandre Benalla à Issy-les-

Moulineaux avant la perquisition des policiers le 21 juillet. Ceux-ci s'y rendent une première fois le soir précédent, mais échouent à entrer dans l'appartement. Benalla n'a pas les clés, et les policiers ne disposent pas d'un bélier suffisamment puissant pour enfoncer la porte... « Lors de la perquisition j'ai senti qu'il y avait un malaise avec les enquêteurs de la BRDP [brigade de répression de la délinquance à la personne]. En effet, ils n'ont pas trouvé le coffre dans lequel je conserve mes armes personnelles que je détiens de manière légale », explique Benalla devant les juges d'instruction. C'est en fait Chaker qui aurait demandé à plusieurs anciens membres du service d'ordre du PS, qui avaient prêté main-forte d'une manière informelle à Benalla au cours de la campagne, de procéder au déménagement du coffre. On comprend mieux pourquoi la justice refuse toujours d'enquêter sur cet épisode.

Les vidéos du 2 mai

Autre point obscur de l'affaire Benalla : l'Élysée a utilisé sur les réseaux sociaux, le 19 juillet, des images de vidéosurveillance venant de la préfecture de police de Paris sur la situation à la place de la Contrescarpe le 1^{er} mai. Ces images montrent notamment le couple de jeunes manifestants, peu avant que Benalla ne les moleste, lancer des projectiles sur les forces de l'ordre. De quoi décrédibiliser les victimes du chargé de mission de l'Élysée, et rééquilibrer le déroulement des faits. Le 19 juillet, un compte Twitter anonyme, géré par un salarié de LREM, Pierre Le Texier, @FrenchPolitic, diffuse la fameuse vidéo. Dans les heures qui suivent, des journalistes sont même alertés de la présence de ces images par des soutiens de Macron. Dans les heures qui suivent, le directeur de cabinet de l'Élysée, Patrick Strzoda, reçoit un coup de fil de la préfecture de police pour l'avertir de l'utilisation de ces images de vidéosurveillance. Tout s'arrête subitement.

Les soupçons des policiers se portent aujourd'hui sur Ismaël Emelien. Le communicant de l'Élysée a avoué aux policiers de l'IGPN (Inspection générale de la police nationale) être à l'origine de la diffusion frauduleuse de ces images. « Il ne s'agissait pas d'assurer la défense personnelle de M. Benalla, mais celle du président de la République, qui étaient pris à partie dans cette crise », a-t-il expliqué. Pour autant, les versions recueillies par les enquêteurs sont contradictoires. Des policiers de la préfecture de police sont accusés d'avoir fait une copie des images en question sur un CD-ROM. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, c'est Jean-Yves Hunault, officier de liaison entre la préfecture de police et l'Élysée, qui apporte le CD-ROM à Alexandre Benalla, qui se trouve alors au Damas Café, un bar à chicha à quelques rues de l'Élysée, en compagnie de son collègue Vincent Crase. Le chargé de mission assure ne pas avoir regardé le disque, être rentré chez lui à Issy-les-

Moulineaux, et l'avoir transmis seulement le lendemain matin à 8 h 30 à Ismaël Emelien, à l'Élysée. À moins que les événements se soient enchaînés d'une manière différente. Car, selon nos informations, ces images n'auraient pas été fournies à l'Élysée le 19 juillet au matin, mais dès le lendemain des événements de la place de la Contrescarpe. Que s'est-il passé durant tout ce temps ? À qui ces images ont-elles été fournies ? Dans le dossier judiciaire, il apparaît qu'au sein de la préfecture de police, l'extraction des fameux enregistrements vidéo dans les serveurs informatiques a bien été effectuée dès le 2 mai. Devant l'IGPN, Emelien fait d'ailleurs remonter son récit des événements à cette date, mais explique qu'il a été alors alerté par des proches « qui pensaient avoir identifié M. Benalla sur une vidéo en ligne sur les réseaux sociaux ». Dans la même journée, M. Benalla serait venu le trouver dans son bureau pour lui confier une autre vidéo, « des images filmées sur Internet », montrant un individu violent qu'il présente comme celui contre qui il est intervenu. Ce qui est faux. Ces images seront pourtant intégrées à des montages vidéos mensongers, diffusés par les comptes Twitter anonymes gérés par LREM⁸, comme l'a admis et justifié Ismaël Emelien à la télévision : « Vous savez, sur Twitter c'est un peu la règle⁹. »

Les « capitulards » du Château

Macron est totalement sous le choc après ces révélations du *Monde*. Il faudra plusieurs jours à l'Élysée pour produire des « éléments de langage » permettant aux troupes macroniennes d'expliquer qu'il s'agit d'une « affaire d'été », et pas d'une « affaire d'État ». Tout laisse pourtant penser le contraire. Dans un premier temps, Brigitte Macron semble ne pas percevoir l'ampleur du scandale. Dès le lendemain de la publication de l'article du *Monde*, la première dame déjeune avec son équipe, et continue de défendre le jeune chargé de mission. À l'un de ses amis, elle explique aussi que Benalla a toujours réussi à « rendre possible ce qui est impossible ».

Au cours de l'été, Emmanuel Macron préfère se réfugier derrière les vitres fumées de sa berline présidentielle, refusant toute déclaration officielle. À l'automne, le jeune président apparaît épuisé. Même ses collaborateurs s'interrogent. Il ne dort quasiment plus, nage dans ses chemises, des boutons de fatigue apparaissent sur son visage. Il ne cesse de vouloir se maquiller le visage mais également les mains. Et surtout, Macron continue de s'isoler. Comme le confie Gérard Collomb à des journalistes de *La Dépêche du Midi*, début septembre, quelques jours avant son départ du gouvernement : « Nous ne sommes pas nombreux à pouvoir encore lui parler [...]. Si tout le monde se prosterne devant lui, il finira par s'isoler, car par nature l'Élysée isole. »

Pour ne rien arranger, durant la même période, les tensions se multiplient dans l'équipe présidentielle. Après Bruno Roger-Petit, c'est la conseillère presse internationale, Barbara Frugier, qui avait travaillé au cabinet de Moscovici à Bercy, mais aussi dans celui de Macron, aux mêmes fonctions, qui fait les frais de la crise de l'été. Dès juillet, Kohler lui explique qu'« il va falloir réfléchir à la suite », sans plus de précisions. En privé, Kohler n'hésite

pas à dire que Barbara Frugier « est nulle ». Ambiance. À son retour à la mi-août, la conseillère s'aperçoit alors qu'elle ne fait pas partie de la délégation du voyage présidentiel à l'ONU à New York un mois plus tard. Personne ne l'a prévenue. C'est finalement Sibeth Ndiaye qui le lui annonce, ajoutant qu'elle doit partir du cabinet. Barbara comprend alors qu'elle ne fait pas partie du clan. Pour cette fidèle conseillère qui a donné tant d'énergie et tant sacrifié sur le plan personnel, c'est le choc. Elle sollicite alors un rendez-vous auprès du président. Devant lui, elle s'effondre en pleurant. Et Macron décide finalement qu'elle pourra rester à l'Élysée, bloquant par la même occasion toutes les nouvelles nominations au Journal officiel.

On informe pourtant les journalistes que Sylvain Fort, jusqu'à présent en charge des discours, devient le grand chef de la communication à l'Élysée. Malgré ce changement, les couacs se multiplient. C'est désormais comme si le président n'écoutait plus personne, même ses plus proches. Pour accompagner l'annonce tant attendue du remaniement gouvernemental, Macron décide de procéder à une allocution télévisée traditionnelle le soir même, le 16 octobre. Sibeth Ndiaye et Sylvain Fort sont tous les deux opposés à une telle initiative. Ils ont déjà négocié une grande soirée à la télévision dans les jours qui suivent. Mais Macron persiste, et tranche au cœur de l'après-midi. Depuis l'éclatement de l'affaire Benalla, c'est sa première intervention officielle, et il pense montrer aux Français que c'est encore lui le patron, et non Édouard Philippe. Mais rien n'est prêt techniquement. Sylvain Fort comme Sibeth Ndiaye n'ont rien prévu, et il est trop tard pour faire venir toute une équipe technique et un car régie à l'Élysée. Dans la plus totale improvisation, c'est finalement un cameraman de TF1, de permanence au pool presse, qui s'y colle. Il fait un point lumière deux heures avant l'enregistrement de 18 h 30, ce qui expliquera l'effet désastreux à l'antenne d'un président plongé dans la pénombre. En ces journées d'automne la nuit tombe vite, et aucun des réglages effectués dans l'après-midi n'est satisfaisant. Autre incongruité, l'enregistrement ne sera pas envoyé à la chaîne par faisceau satellite mais par la route. À TF1, Thierry Thuillier, patron de l'info, est furieux du résultat. Il estime que la réputation de la chaîne est écornée. La faute en incombe pourtant à l'Élysée. Le lendemain, la presse ironise sur ce président mal éclairé. Calamiteuse gestion de crise...

Aussi étonnant, trois jours avant le remaniement, Ismaël Emelien se marie en grande pompe au château de Giscours, à quelques kilomètres de Bordeaux. Sont présents le député Gabriel Attal, le conseiller politique Stéphane Séjourné, mais aussi Alexis Kohler, le ministre Julien Denormandie, ou encore le communicant Gilles Finchelstein. Tous ont la tête ailleurs, mais Ismaël plus encore : il a en effet décidé de partir trois semaines en voyage de noces, loin de l'Élysée... Le conseiller semble éloigné du président de la République. Serait-il en disgrâce ?

En novembre, le mouvement des gilets jaunes s'étend un peu partout en France. Les rassemblements s'enchaînent à Paris. La panique redouble dans le palais de l'Élysée quasiment assiégé par les manifestants. Macron se renferme alors encore un peu plus. Au sein de la Macronie, les reproches se multiplient à l'encontre du clan de l'Élysée. Les élus LREM commencent à critiquer de plus en plus ouvertement Ismaël Emelien et Alexis Kohler. Après plusieurs couacs de communication, Sylvain Fort se sait également sur la sellette. Les déclarations polémiques d'Emmanuel Macron sur Pétain, lors de son « itinérance mémorielle », sont mises à son débit. Des pré-annonces sur les gilets jaunes font encore monter la pression. Furieux, Michel Charasse décroche son téléphone pour fustiger auprès de Macron les « capitulards » du Château. En réunion de cabinet, Bousquet de Florian, patron de la coordination nationale du renseignement, fait la leçon à Emelien.

À Noël, le deuxième épisode de l'affaire Benalla, avec passeports diplomatiques et échanges de SMS présidentiels, amène Sylvain Fort à jeter l'éponge. Le directeur de communication démissionne début janvier. Emmanuel Macron confie alors à un proche que Fort « n'est pas loyal », et que celui-ci a « des gens pas clairs autour de lui ». C'est la disgrâce. De son côté, Benalla, très au fait des rapports de force au sein de l'Élysée, s'amuse à dénoncer auprès de *Mediapart* les « technocrates » de l'Élysée, qui appartiennent « à une famille pire que la mafia, où tout le monde se tient, où tout le monde doit sa carrière à l'autre ». Il vise notamment Patrick Strzoda et Alexis Kohler, « archétypes des gens qui n'aident pas [Macron] et lui font prendre de mauvaises décisions ». « C'est plutôt bien vu », confient plusieurs macroniens. À l'Élysée, c'est l'hémorragie. Plusieurs conseillers, dont Ismaël Emelien, sont sur le départ. Macron aurait également décidé de se séparer

d'ici l'été d'Alexis Kohler. Le président est plus que jamais seul et ne le doit qu'à lui-même.

1. Le système des dépouilles (spoils system) est un principe selon lequel un nouveau gouvernement, devant pouvoir compter sur la loyauté partisane des fonctionnaires, remplace ceux qui sont en place par des fidèles.

2. Sa loi lui permettra de s'attirer les bonnes grâces des propriétaires de centres commerciaux, comme le groupe Unibail-Rodamco, dirigé par l'une de ses anciennes conseillères de Bercy, Astrid Panosyan, ou encore le groupe Madar, propriétaire du centre Beaugrenelle à Paris.

3. Henri Nallet fut l'ancien trésorier de la campagne de François Mitterrand en 1988, et il a été consultant du groupe pharmaceutique Servier de 1997 à 2008.

4. Marion L'Hour, Frédéric Says, *Dans l'enfer de Bercy*, JC Lattès, 2017.

5. Lire le chapitre « L'heure des comptes ».

6. Lire le chapitre « L'espion du président ».

7. *Libération* assure le 14 février 2019 qu'il s'agit au contraire de Chokri Wakrim, un militaire embauché sur le contrat de protection passé avec l'oligarque Iskander Makhmudov, et dont la compagne, une commissaire divisionnaire, a dû démissionner de son poste de cheffe de sécurité de Matignon. C'est au domicile de cette dernière qu'aurait eu lieu la rencontre entre Alexandre Benalla et Vincent Crase le 26 juillet alors qu'ils étaient placés sous contrôle judiciaire.

8. *Le Monde*, 29 mars 2019.

9. « C à vous », France 5, 28 mars.

DOMAINES RÉSERVÉS

Ce n'est plus qu'une question de jours, et Jean-Yves Le Drian est sûr de lui : après la victoire de Macron à la présidentielle, il restera à l'hôtel de Brienne. Dès ses débuts en politique, l'ancien maire de Lorient s'est consacré aux questions de défense. Avec Brest et l'île Longue, Cherbourg, Toulon, le port breton est une des bases navales de la marine française en métropole. C'est aussi l'un des chantiers navals de Naval Group (ex-DCNS). Seul ministre de Hollande à avoir conservé son portefeuille pendant cinq ans, le Breton pense rempiler à la Défense. Au cours de la campagne, Macron lui en a fait la promesse, avec son large sourire habituel. Une juste récompense, doit se dire Le Drian, après son ralliement de poids en mars 2017. Le Drian, c'est la Bretagne, devenue en moins de trente ans un des fiefs du PS.

À deux jours de l'annonce du premier gouvernement de l'ère Macron, le lundi 15 mai 2017, Le Drian reçoit pourtant un coup de fil inquiétant du nouveau président : « Bon, Jean-Yves, j'ai un problème, Nathalie Kosciusko-Morizet veut absolument la Défense, passe me voir demain. » L'ancien ministre de François Hollande s'exécute. Comme un bon élève, soumis à la nouvelle autorité présidentielle. Familier des arcanes de la V^e République et de ses secrets, Le Drian n'a aucun mal à se faire petit garçon face au nouveau monarque républicain, pourtant si juvénile. Une fois arrivé au Château, il lui faut néanmoins prendre son mal en patience. L'attente s'éternise. Point de président à l'horizon. Assis sur une banquette inconfortable, Le Drian s'interroge : pourquoi cette mise en scène ?

La porte s'ouvre soudain, d'un coup sec. Macron déboule, virevoltant, encore électrisé par la victoire. À peine Le Drian s'est-il levé pour le saluer que le président l'entraîne. Là, sans attendre, il le fixe : « Si c'est le Quai d'Orsay, ça va ? » Le Drian fait un petit signe de tête, bredouille quelques mots. Voilà Macron déjà reparti. Quelque temps plus tard, François Roussely, l'un des proches de Le Drian, dira, amer, que son ami s'est « vendu pour un plat de lentilles » à Macron. Hollande est du même avis.

Grandes manœuvres à la Défense

C'est une vraie désillusion pour Le Drian qui pensait avoir mis Macron dans sa poche. Le rapprochement entre les deux hommes est précoce. Fin août 2016, le puissant ministre de la Défense ne décolère pas contre François Hollande. En cette rentrée politique, *Le Monde* a publié plusieurs longs articles des journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, qui annoncent leur futur ouvrage *Un président ne devrait pas dire ça*¹... Le Drian n'apprécie pas la publication dans le quotidien du soir de documents secret défense qui dévoilent les discussions entre l'Élysée et la Maison-Blanche au sujet d'une éventuelle intervention militaire en Syrie.

Dans sa tête, Le Drian vient de rompre définitivement avec Hollande et ce n'est pas un détail anecdotique... Les deux hommes sont de vieux amis politiques. Au début des années 1990, ils ont lancé ensemble à Lorient le club Témoin afin de soutenir Jacques Delors. Surtout, Le Drian a de sacrés arguments logistiques : il dispose de puissants réseaux dans les industries de défense, et aussi de contacts haut placés en Afrique et au Moyen-Orient. Dans une présidentielle, ce sont des choses qui comptent...

Courant octobre, alors que Valls se déchaîne contre le président qui « n'aurait pas dû dire ça », des brèves dans la presse annoncent que la préférence de Le Drian va désormais à Macron... Elles sont sèchement démenties par son entourage. Tout cela va trop vite alors que les dés n'ont pas fini de rouler. Hollande, à l'époque, n'a pas encore renoncé à la présidentielle, et quand il le fera, en décembre, Le Drian préférera jouer la carte de la loyauté à l'égard de son vieux parti en soutenant Manuel Valls dans le cadre des primaires. En janvier, un déplacement en Bretagne avec ce dernier finit de le convaincre que cette carte sent sérieusement le roussi. À Lamballe, les habitants ne font pas le meilleur accueil à l'admirateur de

Clemenceau. Un jeune homme ose même le gifler.

À petits pas, les équipes de Le Drian se rapprochent de celles de Macron... Celui-ci n'est pas dupe, et s'en souviendra : « Il considère que ce soutien n'était pas sincère », confie l'un de ses intimes. Macron exige toujours des autres une « sincérité » qu'il n'a pas, puisque sa seule boussole est celle du rapport de force. Cela dit, il est vrai qu'au nom de la continuité de l'État, et aussi pour ne se fermer aucune porte, le cabinet Le Drian s'est rapproché au même moment des équipes Fillon. À l'hôtel de Brienne, le puissant directeur de cabinet Cédric Lewandowski, qui a su se rendre indispensable auprès de son ministre, dispose de réseaux politiques tant à gauche qu'à droite, du criminologue Alain Bauer à l'ex-patron de la police nationale Frédéric Péchenard, en passant par l'ancien secrétaire général de l'Élysée Claude Guéant, avant ses ennuis judiciaires. Durant tout le quinquennat Hollande, Le Drian a fait l'objet d'articles élogieux dans *Le Figaro* et dans *Valeurs actuelles*, deux journaux appartenant à des industriels de l'armement (Serge Dassault et Iskandar Safa). Le ministre n'a aucun scrupule à accorder des interviews à VA, dont le conservatisme revendiqué lui permet d'envoyer des messages à la partie la plus droitière de la hiérarchie militaire. D'autant que, en 2012, Gérard Gachet, ancien de *Valeurs actuelles* passé à la communication au cabinet de Gérard Longuet alors ministre de la Défense, avait assuré la transition avec les équipes Le Drian.

Prudent, Le Drian attend début mars 2017, un mois et demi avant le premier tour, pour officialiser son soutien à Macron. Quelques semaines plus tard, le candidat d'En marche ! prononce à l'hôtel des Arts et Métiers de Paris son discours sur la défense qui a été entièrement préparé et écrit par Cédric Lewandowski et le conseiller spécial de Le Drian, Jean-Claude Mallet. Les deux hommes, piliers de l'équipe de Brienne, essaient de se faire bien voir auprès des macroniens. Mallet obtient même l'assurance d'être nommé coordinateur national du renseignement, ce qui en fait ne se produira pas. Plus roué, Lewandowski fait le forcing, notamment auprès de Hollande, pour se retrouver à la tête de la DGSE avant l'élection. Mais le président sortant préfère laisser le choix à son successeur. Le directeur de cabinet de Le Drian a compris qu'il était potentiellement menacé par les équipes Macron. Il cherche donc une porte de sortie. On évoque même son arrivée à la tête d'Areva.

Tous contre « l'État dans l'État »

Car c'est l'autre condition que met déjà Macron au transfert de Le Drian au Quai d'Orsay : pas question que Lewandowski l'accompagne. Il lui faut donc retourner dans l'urgence à EDF, une maison qu'il connaît bien pour avoir été, durant six ans, directeur de cabinet de François Roussely. Quelques semaines après la présidentielle, il y est nommé directeur exécutif chargé de « l'innovation, la stratégie, la programmation », et intègre par la même occasion le comité exécutif du groupe. Originaire de Lyon, Lewandowski a un parcours détonnant dans les hautes sphères de l'État : ni énarque, ni issu d'une grande école d'ingénieur, ni ancien d'HEC. Après Sciences Po, il a préféré s'orienter vers la recherche universitaire en obtenant un DEA de géopolitique à Paris VIII, la fac où survit l'esprit de 68, sous la direction du géographe Yves Lacoste. Dans les années 1990, il enchaîne les postes de conseiller à l'Assemblée nationale auprès du groupe socialiste, puis devient l'assistant parlementaire et le conseiller d'Alain Richard, ministre de la Défense sous Lionel Jospin durant cinq ans.

Sous Hollande, Lewandowski est craint, mais également critiqué. Le cabinet de la Défense dispose alors d'un pouvoir unique sous la V^e République. Contrairement à ses prédécesseurs, Hollande délègue une partie du « domaine réservé » – défense et diplomatie – aux ministres concernés : deux poids lourds, Le Drian et Fabius. Dans ces conditions, le cabinet civil de l'hôtel de Brienne dispose d'une grande marge de manœuvre dans la gestion des opérations extérieures de l'armée française, notamment au Mali. Au sein de l'armée, certains gradés toussent. Cette mainmise des civils sur les prérogatives présidentielles les indignent... Le président est le seul chef des armées, rappellent-ils.

Lewandowski s'attire également les critiques de la haute technocratie

d'État. L'homme, pugnace, gagne tous ses arbitrages budgétaires face à Bercy. À chaque fois, Hollande préfère Le Drian à Sapin, ministre des Finances, son autre ami de trente ans. Les choses s'enveniment lors de la préparation de la loi de programmation militaire de 2015. Sur le volet industriel de la loi, le titre V qui évoque les investissements en équipements militaires, de grosses tensions éclatent entre Cédric Lewandowski, Emmanuel Macron et son directeur de cabinet, Alexis Kohler. Le conflit devient personnel. Les réunions d'arbitrage virent à la baston. Kohler dénonce « l'État dans l'État » que constitue selon lui le cabinet Le Drian. Peine perdue, l'Élysée et Matignon soutiennent Brienne. « Au ministère, il y a alors la reine, Le Drian, la tour, Lewandowski, et le fou, Mallet », s'amuse un initié. À tous les coups, c'est échec et mat pour Bercy.

L'entregent de Lewandowski lui permet d'avoir un accès direct au président Hollande et au Premier ministre Valls. Il se croit donc autorisé à sécher les réunions de directeurs de cabinet à Matignon, auxquelles il préfère envoyer son adjoint. Au cours du quinquennat, les relations deviennent exécrables entre Cédric Lewandowski et le patron de la DGSE, Bernard Bajolet. Ce dernier privilégie son contact direct avec son vieil ami Hollande alors que la DGSE est sous la tutelle de Brienne. De son côté, Lewandowski a pris l'habitude de contourner la direction du renseignement extérieur sur des dossiers sensibles, notamment l'affaire des otages du Mali. Au printemps 2017, dans les semaines qui précèdent la présidentielle, le précieux Bajolet ne manquera pas de faire savoir à Macron qu'il sera nécessaire de neutraliser Lewandowski après la victoire.

Le « chef » Macron prend position

Macron sait que la défense est pour lui un enjeu politique majeur. Élu à 39 ans, il est le premier président à ne pas avoir fait son service militaire. Il lui faut vite montrer aux Français et aux armées que, malgré son inexpérience, il peut imposer son leadership. C'est dans cet esprit qu'il décide de rétablir dans sa plénitude le « domaine réservé ». Dans le plus pur style de la V^e République gaullienne, il procède comme on dit aux échecs à un véritable « roc » entre le Quai d'Orsay et la Défense afin d'asseoir totalement son pouvoir.

En partie émasculé de son équipe de choc, Le Drian est nommé au Quai, qu'il connaît mal. À la tête de Brienne Macron pousse de pures gestionnaires sans vrai poids politique : d'abord, Sylvie Goulard, l'ancienne eurodéputée, polyglotte, qui aurait été parfaite au Quai justement, et qui ne connaît rien aux armées ; puis, après la démission de celle-ci suite à l'affaire des attachés parlementaires du Modem, la très « techno » Florence Parly, ancienne secrétaire d'État du Budget de Laurent Fabius sous Lionel Jospin. Pour que les choses soient claires, Macron décide de renommer Brienne « ministère aux Armées », comme du temps de De Gaulle, pour bien signifier que la défense, et la doctrine qui l'inspire, est bel et bien décidée à l'Élysée. La communication présidentielle en fait des tonnes. Le jour de son investiture, le dimanche 14 mai 2017, Macron remonte les Champs-Élysées en command-car, ce véhicule militaire pour officiers, en adoptant une posture martiale, puis se rend à l'hôpital militaire Percy, à Clamart dans les Hauts-de-Seine, au chevet de soldats blessés. Le président est sur tous les fronts : avec les militaires de l'opération « Barkhane » qui vise à lutter contre les groupes djihadistes au Sahel ; hélitreuillé sur un sous-marin nucléaire en combinaison verte de pilote de chasse devant les caméras...

À la Défense, Lewandowski n'est pas la seule victime du nouveau roi Macron et de son opération « place nette ». Dès juillet 2017, Pierre de Villiers, chef d'état-major aux armées, est limogé. Macron avait initialement décidé de le renouveler pour un an. Mais le haut gradé ne peut s'empêcher de critiquer l'exécutif devant la commission défense de l'Assemblée nationale, en réclamant davantage de budgets pour l'armée. Cette réunion était à huis clos, mais elle fuite dans la presse, déclenchant la fureur de l'Élysée. Macron recadre vertement Villiers lors de son premier discours aux armées la veille du 14 juillet dans les jardins de l'hôtel de Brienne. La manière est brutale et puérite à la fois : « Je suis votre chef ! »

Quelques jours plus tard, alors que Villiers lui présente sa démission, Macron place le général François Lecointre à la tête de l'état-major des armées. En nommant ce haut gradé de 56 ans, il saute une génération et court-circuite la hiérarchie traditionnelle. Lecointre, passé par Saint-Cyr, engagé en Irak, en Somalie, au Rwanda, avait été nommé sous le précédent quinquennat chef du cabinet militaire du Premier ministre, un poste stratégique. Les années précédentes, Lecointre avait été missionné officieusement par sa hiérarchie pour aller à la rencontre des hauts fonctionnaires, jeunes énarques, ou dirigeants politiques, de gauche comme de droite, pour les sensibiliser aux questions de défense. Un discret lobbying que cet intellectuel a mené tout en séduction.

Macron a rencontré Lecointre avant même la présidentielle, et il avait prévu de le nommer chef d'état-major à partir de 2018. C'est l'avocat et écrivain François Sureau, futur visiteur du soir du président, qui a mis les deux hommes en relation. Officier de réserve de la Légion étrangère, Sureau est un ami de longue date de Lecointre. Ils ont combattu côte à côte et partagent les mêmes valeurs. Ce sont des catholiques ouverts, critiques à l'égard du repli identitaire de nombre de leurs coreligionnaires. Pipe à la bouche et look british, Sureau a eu de multiples vies. Conseiller d'État, il s'investit dans les années 1980 dans le monde des affaires auprès d'Alain Minc, comme directeur général adjoint de Cerus, le fonds d'investissement du businessman italien Carlo De Benedetti. Aujourd'hui avocat, cet homme de droite s'investit dans la défense des libertés publiques et dans le droit des migrants. Ce qui ne l'empêche pas de bénéficier de puissants réseaux dans les milieux militaires. En 2007, sur demande de Nicolas Sarkozy, il participe

ainsi à la commission du livre blanc défense, auprès de Nicolas Baverez et de Philippe Debouzy. Et lors de l'élection présidentielle, il conseille son ami Fillon tout en faisant de même avec Macron². On peut être militaire et équilibriste à la fois !

Le général Lecointre a un autre atout : il connaît bien le Premier ministre Édouard Philippe, qu'il a rencontré quand ce dernier était jeune énarque.

Dans un premier temps, Macron a envisagé de changer tous les chefs militaires, dès son arrivée, avant de se raviser. Sur les questions de défense, en plus du cabinet Le Drian et de François Sureau, Macron a rencontré différents militaires au cours de la campagne, notamment Benoît Durieux, un officier de Légion auteur d'une thèse sur le stratège Clausewitz, ou Bertrand Ract-Madoux, l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre passé par la DGSE ; mais aussi l'ancien chef d'état-major de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, Benoît Puga³. Contrairement aux questions de police et de sécurité intérieure dont il semble se désintéresser, Macron ne veut rien laisser au hasard vis-à-vis de l'armée.

Violente diatribe contre les industriels

Après la crise du 14 juillet, le chef de l'État veut adresser des preuves d'amour aux militaires. Il annonce la réorganisation de la mission « Sentinelle », déployée après les attentats de janvier 2015, dont les effectifs vont progressivement être divisés par trois. Il confirme surtout les futurs budgets de l'armée avec l'objectif des 2 % de PIB en 2025. Voilà pour les discours. Car, comme toujours, le flou plane sur la réalité de ces engagements. Quant au projet d'instaurer un service militaire universel, il inquiète la hiérarchie.

En septembre 2017, Macron reçoit dans la salle des fêtes de l'Élysée les députés LREM de la commission défense, et plusieurs hauts cadres du monde du renseignement. Sous les dorures du palais, le président se lance dans un monologue pour présenter à ses troupes « sa » conception des questions militaires, ainsi que sa vision géostratégique. Dans l'entre-soi élyséen, Macron s'exprime sans filtre ni précautions oratoires : « Je suis pour le débat, mais dans le cadre que j'ai donné. J'ai viré le chef d'état-major, on a cru que j'étais contre le débat, c'est faux ! Je suis dans le dialogue, mais c'est moi qui commande ; et j'ai besoin de vous, et vous allez faire ça... » Puis il se lance dans une diatribe contre les industriels de l'armement : « Avant moi, on a désinvesti le champ de la doctrine militaire, laissé aux industriels. Avec moi, cette période-là est terminée. Personne n'imposera des matériels dont on n'a pas besoin. » Ces roulements de tambour impressionnent les novices. Au final, près de quarante-cinq minutes de mise au point présidentielle, à la manière d'un cours de Sciences Po. Un vieux routier du circuit grommelle dans son coin : « Macron maîtrise la forme, mais quand il entre dans les détails, c'est du pipeau de A à Z ! Au secours ! » Comme à son habitude, Macron décide ensuite de répondre longuement à chaque question de ses

députés, en leur expliquant à chaque fois ce qu'il attend d'eux, et ce qu'ils devraient dire... À défaut de corpus idéologique et de réflexions articulées, ceux-ci reçoivent un « prêt à penser » comme on dit à Sciences Po. Parfois, à l'Élysée, on se contente de peu.

Le complexe militaro-industriel au pas

Dans le viseur de Macron donc : le complexe militaro-industriel français, au cœur de tous les secrets de la République depuis une quarantaine d'années. Le nom de Jean-Yves Le Drian n'apparaît-il d'ailleurs pas au tout début des années 1990 dans le dossier des frégates de Taïwan⁴ qui éclabousse alors le pouvoir mitterrandien mais également la droite française ? Depuis des années les industries de défense sont en effet au cœur des réseaux « transversaux », où droite et gauche font affaire en commun. Pour Macron, il est donc stratégique et vital de prendre pied dans ce secteur généralement à l'abri des investigations judiciaires et médiatiques, car protégé par le secret défense. Trois semaines avant le limogeage de Villiers, une décision ne fait pas les gros titres de la presse alors qu'elle est particulièrement importante : pour faire place nette, Macron et Kohler ont décidé de mettre à la retraite Laurent Collet-Billon le patron de la Direction générale de l'armement (DGA). Un poste central au sein du complexe militaro-industriel. À 67 ans, et après neuf années de bons et loyaux services, l'homme paye, comme le général Villiers, sa proximité avec les équipes Le Drian. Il cède la place à Joël Barre, 64 ans, qui a fait une partie de sa carrière dans l'industrie spatiale. Forte de 9 800 agents, la DGA est à la fois chargée de l'équipement des armées, qu'elle conçoit, commande et teste, du pilotage de la recherche sur les armements du futur, et du soutien des exportations de matériels militaires (en accordant le sésame des autorisations d'exportation). Sans compter que, chaque année, l'armée française commande un véritable pactole de 15 milliards d'euros aux industriels du secteur.

Macron ne cache pas sa volonté de s'imposer aux industriels de la défense. Dans une interview donnée au *Point* à la fin de l'été 2017, le président revient sur la crise du 14 juillet en visant clairement, cette fois, Serge Dassault,

propriétaire du *Figaro*, et Iskandar Safa, propriétaire de *Valeurs actuelles* : « La consanguinité entre une partie des industriels du secteur et la presse pose question », dénonce-t-il. Ajoutant : « J'ai été surpris que personne ne relève que des journaux financés par les contrats de défense ont mené une campagne de plusieurs semaines pour protéger ces derniers. » Macron n'oublie pas que Hollande et Le Drian ont réussi à vendre l'avion de combat, le Rafale, pour la première fois à l'étranger. Notamment au Qatar, en Égypte, mais aussi en Inde. Serge Dassault n'est pas prêt de l'oublier. N'est-ce pas lui qui déclarait, en janvier 2016, sur Public Sénat : « François Hollande et le ministre de la Défense sont excellents pour la vente de nos avions et d'autres choses d'ailleurs. » Expliquant alors que Jean-Yves Le Drian est « le meilleur ministre de la Défense qu'on ait jamais eu ». Il conclut : « Merci monsieur Le Drian, merci monsieur Hollande pour tout ce que vous faites, pas seulement pour nous, pour toutes les exportations. » Dans les mois qui suivent la victoire de Macron, Serge Dassault veut continuer à avoir Le Drian comme seul interlocuteur sur les dossiers de défense... Le vieil homme a ses habitudes. Il ne connaît pas bien Kohler, le nouveau secrétaire général. Il meurt en mai 2018 sans avoir repris le chemin de l'Élysée.

Les maçons de l'armement

Quand ils étaient à Bercy, Macron et Kohler se sont intéressés de près au complexe militaro-industriel français. Comme son patron, le futur secrétaire général de l'Élysée s'oppose, début 2015, à la nomination d'Henri Proglia, ancien dirigeant de la Générale des eaux puis d'EDF, à la présidence de la société Thales, l'un des fleurons de l'électronique et de l'industrie de défense⁵. Kohler se heurte, une fois encore, à Cédric Lewandowski. Soutenu à l'Élysée par Jean-Pierre Jouyet, qui s'oppose à une telle nomination, Macron ne rompt pas. Son inflexibilité à l'égard d'un homme de réseaux aussi puissant que Proglia – ses anciennes fonctions à la Générale des eaux lui permettent de connaître de nombreux secrets de la gauche et de la droite – est alors saluée par une partie du CAC 40. D'une manière très utilitariste, Macron va se servir de cet épisode comme un levier démultiplicateur de popularité dans les milieux d'affaires parisiens. En s'opposant à Proglia, le ministre de l'Économie s'attire les bonnes grâces des réseaux cathos du patronat, qui jubilent de pouvoir remettre à leur place, croient-ils, les réseaux de la franc-maçonnerie dans le secteur de la défense. Un sentiment d'ailleurs partagé par Alexis Kohler. Au cours de la campagne, il va jusqu'à recadrer le conseiller d'État, Didier Casas, responsable du pôle sécurité et défense dans la préparation du programme, quand ce dernier envoie à plusieurs interlocuteurs un courriel accompagné d'une formule de salutation maçonnerie...

À l'occasion de l'épisode Proglia, Macron et Kohler font la connaissance de Patrice Caine, celui auquel revient la présidence de Thales. Ingénieur du prestigieux corps des X-Mines, il fut conseiller au sein du gouvernement Jospin, d'abord au cabinet de Christian Pierret, secrétaire d'État à l'Industrie, puis à celui de Laurent Fabius, ministre des Finances et de l'Économie. Son

frère, Stéphane Caine, X-Mines également, était lui conseiller d'Alain Richard, ministre de la Défense. Là, il a côtoyé... Cédric Lewandowski. Peu connue des milieux d'affaires parisiens et des grands patrons du CAC 40, la famille Caine joue un rôle crucial dans le secteur de l'armement. Patrice a passé une bonne partie de sa carrière chez Thales. Surtout, son père, Yves Caine, fut l'ancien directeur général de la Sofinfra, discrète filiale BTP de la Sofresa (devenue Odas), structure parapublique longtemps chargée des ventes d'armes entre la France et l'Arabie saoudite⁶. Yves Caine est connu de la gauche pour avoir travaillé pour Bouygues dans les années 1970, où il s'occupait notamment des relations avec le PS. Avant l'élection de François Hollande en 2012, son fils, Patrice Caine, a participé à un groupe de travail sur les questions de défense, intitulé « Sémaphore », dans lequel il retrouve François Roussely, Cédric Lewandowski et Jean-Claude Mallet.

Au cours de sa campagne, Emmanuel Macron reçoit enfin les conseils de deux figures de l'industrie d'armement, Jean-Paul Perrier, l'ancien patron de l'international chez Thales (et Thomson-CSF), qui connaît le groupe comme sa poche, mais aussi Hervé Guillou, patron de Naval Group. Les deux hommes sont présents lors du discours du candidat à l'hôtel des Arts et Métiers. Grâce à son épouse Brigitte, le candidat fait aussi la connaissance de Bruno Durieux, ancien ministre délégué sous Mitterrand et ex-patron de DCI (Défense Conseil International), une société stratégique, opérateur du ministère de la Défense, qui assure notamment les contrats de formation auprès des armées étrangères partenaires de la France. Ces missions à l'étranger sont souvent liées aux grands contrats d'armement signés par l'industrie française. Durieux est marié à Sylvie Dumaine, une communicante de la société Image 7, dirigée par Anne Méaux. Dans l'entourage de Macron, l'industrie de la défense est bien représentée. Plusieurs de ses proches ont travaillé dans ce secteur. Son ancienne cheffe de cabinet, Sophie Ferracci, était chez Dassault Systèmes. Cédric O, conseiller à l'Élysée, puis nommé secrétaire d'État, ancien de l'équipe financière de la campagne, a été un haut cadre de Safran. À l'Élysée, le secrétaire général Alexis Kohler s'occupe de tous les dossiers de défense. Il s'intéresse autant à l'emploi des forces spéciales en Irak qu'aux dossiers industriels. Présent aux conseils de défense, il préside de nombreuses réunions sur le secteur ; tout remonte à lui. En

janvier 2019, une décision suscite de multiples spéculations parmi les initiés des contrats d'armement : l'ancien chef adjoint de cabinet de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, Samuel Fringant, a été nommé P-DG de DCI, après être passé par Veolia et Morpho (Safran). Faut-il y voir un signal du pouvoir macronien à l'égard des réseaux de l'ancien président de droite ?

Le Drian se pose en recours

Pendant ce temps-là au Quai d'Orsay, Le Drian ronge son frein. Ses relations avec Macron se sont dégradées les premiers mois du quinquennat. Des rumeurs de démission sont mollement démenties par son entourage. Officiellement, les deux hommes s'entendent à merveille. En visite au Vatican, Macron lance pourtant une plaisanterie d'un goût douteux au sujet de son ministre : « Les Bretons, c'est la mafia française », balance-t-il devant le pape François sous l'œil des caméras. « Mais on a une morale », répond immédiatement Le Drian. Le ministre évoque-t-il par cette réplique le comportement cynique d'Emmanuel Macron ? Il semble en tout cas attristé par la situation. Son entourage le presse cependant d'attendre son heure. À EDF, Cédric Lewandowski continue de s'occuper à distance de son ancien patron. Le clan Le Drian est sûr de sa valeur, et se dit qu'un jour ou l'autre Macron aura besoin de ses services... En attendant, à l'Élysée, Macron ne reçoit bien souvent en tête à tête que le chouchou de sa femme Brigitte, Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur jusqu'en septembre 2018. Alors que le ministre des Affaires étrangères, lui, est souvent mis devant le fait accompli par l'Élysée, et par la cellule diplomatique dirigée par Philippe Étienne, ancien ambassadeur à Berlin. Dans la plus pure tradition de la V^e poussée à son paroxysme, toutes les décisions sont prises au Château. De surcroît, Macron adore instaurer des relations personnelles avec les chefs d'État étrangers, en échangeant de nombreux messages avec eux. Le Quai n'est pas sa priorité. Pas facile, dans ces conditions, pour le ministre de se faire une place au soleil. Pour ne rien arranger, quand Macron a des contacts avec le ministère, c'est plus souvent avec le secrétaire général, le diplomate Maurice Gourdault-Montagne, dont il a imposé la nomination dès son arrivée au pouvoir. Il arrive ainsi que le ministre découvre dans le journal des décisions prises à l'Élysée. Et sur certains terrains sensibles, notamment en

Afrique, les émissaires plus ou moins officiels se multiplient...

-
1. Stock, 2016.
 2. *Déflagration*, entretiens de Patrick Stefanini, ancien directeur de campagne de François Fillon, avec la journaliste Carole Barjon, Robert Laffont, 2017.
 3. Nathalie Guibert, *Qui c'est le chef ?*, Robert Laffont, 2018.
 4. L'affaire des frégates de Taïwan est liée à un contrat d'armement signé en août 1991 qui prévoyait la vente par des industries françaises (menées par Thomson-CSF, l'ancêtre de Thales) de six frégates devant servir à la marine taïwanaise. À cette occasion, plus de 500 millions de dollars furent versés sous la forme de commissions aux autorités chinoises et taïwanaises. Et parmi celles-ci, une partie est revenue en France sous forme de rétrocommissions.
 5. Chapitre « Bataille contre Proglia », *L'Ambigu Monsieur Macron*, *op. cit.*
 6. Dans les années 1990, la Sofresa orchestre la mise en place de ces contrats sensibles, encaissant les commissions (alors légales), et les redistribuant aux intermédiaires, notamment dans le cadre du contrat Sawari II, la vente de frégates entre Paris et Riyad, dans laquelle apparaît l'intermédiaire franco-libanais Ziad Takieddine, renvoyé par la justice sur ce dossier, comme d'autres personnalités, devant le tribunal correctionnel.

AFRIQUE CONNECTION

Paris est un village. Et Brigitte Macron aime en profiter, multiplier les rencontres. À ces mondanités la future première dame excelle, et assume totalement d’y trouver un côté utilitaire. En 2016, elle s’active pour aider son mari dans la bataille de la présidentielle qui approche. À cette époque, elle déjeune à plusieurs reprises avec la productrice Yamina Benguigui, ancienne ministre déléguée à la Francophonie de François Hollande. Véronique Morali, présidente de Fimalac Développement, les aurait mises en contact. Son mari, le milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière, a créé avec Yamina Benguigui une société de production, Elemiah, afin de financer des projets pour mieux représenter à l’écran la société multiculturelle. À ce titre, la productrice franco-algérienne s’investit aussi dans la fondation « Culture & Diversité », créée par Ladreit peu de temps après les émeutes de banlieue de 2005, et dont la mission est de « favoriser l’accès des jeunes issus de l’éducation prioritaire aux arts et à la culture ».

Les deux femmes auraient pu se rencontrer d’une autre manière, car elles ont plusieurs connaissances communes : l’ancien animateur de télévision Bernard Montiel est aussi un ami de Yamina Benguigui, avec laquelle il part régulièrement en vacances, et fait partie, comme d’autres personnalités du petit écran, des intimes du clan Macron ; la productrice Benguigui est aussi proche d’une nouvelle venue dans l’univers des Macron, la papesse de la presse people, Mimi Marchand, patronne de l’agence de photos Bestimage. Ensemble, elles veillent à l’image d’Isabelle Adjani. Et Mimi, ce « bouclier »,

comme la surnomme son ami Marc-Olivier Fogiel, fréquente régulièrement Marc Ladreit de Lacharrière, qui lui a racheté en 2013 le site Internet Purepeople qu'elle avait cofondé.

Petits conseils sur l'Afrique

2016, c'est aussi l'époque où Brigitte Macron rencontre l'ancienne journaliste Béatrice Schönberg, qui a décidé de produire avec Emmanuel Chain le documentaire de Pierre Hurel sur l'ascension de son mari : *Emmanuel Macron, la stratégie du météore*. Une belle histoire diffusée en novembre 2016 sur France 3, quelques jours à peine après l'annonce officielle de sa candidature à la présidentielle. Brigitte Macron y est longuement interviewée. Là encore, Paris est un village, où Béatrice Schönberg est mariée à Jean-Louis Borloo, qui a créé et préside la fondation « Énergies pour l'Afrique », qui vise à promouvoir l'électrification du continent africain, et dont la vice-présidente n'est autre que... Yamina Benguigui.

Cela n'empêche pas cette productrice d'être parfois regardée de haut. Par « néocolonialisme » a-t-elle l'habitude de dire. Son réseau en Afrique est pourtant puissant. C'est en quelque sorte son jardin secret. Depuis longtemps, cette redoutable femme d'affaires aime se retrouver à la croisée des univers de la politique, de l'économie et de la culture. Yamina Benguigui est née à Lille de parents algériens, au sein d'une fratrie de six enfants. Son père était l'un des responsables clandestins du Mouvement national algérien (MNA). Après ses débuts à la télévision à la fin des années 1980, sa rencontre avec Danielle Mitterrand va changer sa vie. Cette femme qui a porté durant les deux septennats de son mari sa propre diplomatie, mâtinée de tiers-mondisme et de défense des droits de l'homme, va en effet lui ouvrir une bonne partie de son carnet d'adresses international. Dès 1994, Yamina Benguigui participe activement à sa fondation France Libertés. Cela lui permet de rencontrer Nelson Mandela. La productrice profite aussi des réseaux africains d'Hervé Bourges, alors patron des chaînes publiques, et ancien militant de

l'indépendance de l'Algérie. En Afrique, ces relations lui permettent d'avoir très facilement accès à de nombreux chefs d'État. C'est une amie de Denis Sassou N'Guesso, inamovible président du Congo-Brazzaville. Ce parfum de « Françafrique », terme qu'elle exècre, est, selon elle, un moindre mal. L'Afrique et la France, puissance moyenne sans pétrole ni gaz, ont leur destin indissociablement lié, estime-t-elle.

Quand elle fait la connaissance de Brigitte Macron à quelques mois de la présidentielle, elle lui parle bien sûr de son enfance dans le Nord et en Picardie, des difficultés des jeunes des quartiers à trouver un boulot, mais également des pays africains au XXI^e siècle. Elle lui explique le rôle important de l'Algérie vis-à-vis des autres États africains, ou lui décrypte la diplomatie marocaine. Elle lui montre comment les Africains s'organisent aujourd'hui entre Africains. Elle s'inquiète également de la montée de l'influence chinoise, russe et américaine sur ce continent. Elle évoque le rôle stratégique de la francophonie alors que la langue française comptera jusqu'à 850 millions de locuteurs à l'horizon 2050. Brigitte Macron est charmée. Car les Macron connaissent peu l'Afrique. Certes, début 2002, le futur président a fait son premier stage de l'ENA au Nigeria, à l'ambassade de France. Pendant six mois, il s'est retrouvé aux côtés de l'ambassadeur Jean-Marc Simon, un diplomate de la vieille école, qui se satisfait largement du statu quo en Afrique. Plus tard, chez Rothschild, il fait la connaissance de l'homme d'affaires franco-béninois Lionel Zinzou. Ce proche de Laurent Fabius se veut « afroptimiste ». Il deviendra en 2015 Premier ministre du Bénin durant quelques mois, avant d'échouer à la présidentielle.

Plus symbolique, en 2002, ses camarades de l'ENA choisissent le nom de Léopold Sédar Senghor, chef d'État sénégalais, poète, écrivain, et membre de l'Académie française, qui s'est éteint quelques mois plus tôt, pour dénommer leur promotion. Selon eux, une manière de répondre à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle. Une fois à l'Élysée, Macron mobilise sur l'Afrique trois de ses anciens camarades de promo de l'ENA : Aurélien Lechevallier, le numéro deux de la cellule diplomatique, Franck Paris, le conseiller Afrique, ancien membre du cabinet Le Drian sous Hollande et ex-agent de la DGSE, et Jules-Armand Aniambossou, un Franco-Béninois, proche du sarkozyste Claude Guéant, et nommé à la tête du tout nouveau Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) censé renouveler les

relations entre la France et le continent... En rassemblant des femmes et des hommes d'affaires !

Alger revient dans le jeu

Originellement, les réseaux africains de Macron sont donc particulièrement faibles. Sur l'Afrique, comme sur bien d'autres sujets, Macron a une page blanche devant lui. C'est à la fois sa force et sa faiblesse. Alors, quand Yamina Benguigui rencontre Brigitte Macron, elle lui propose son aide pour développer les réseaux de son mari sur le continent. Comme souvent avec les Macron, cette proposition est acceptée poliment. Il s'agit de ne pas se faire d'ennemis à quelques mois de la présidentielle. Et puis, de nouveaux amis sont toujours les bienvenus, surtout quand ils représentent des réseaux déjà installés. Discrètement, Yamina Benguigui se met ainsi à préparer de son côté le voyage du candidat en Algérie. La productrice, qui fréquente Jean-Louis Borloo et Arnaud Montebourg, connaît très bien le trader franco-algérien Farid Belkacemi, ami d'Alexandre Benalla et de l'homme d'affaires franco-israélien Philippe Hababou Solomon. En Algérie, elle est proche du patron des patrons, Ali Haddad, qui recevra Macron quelques semaines après.

À l'automne 2016, Yamina Benguigui se déplace ainsi à deux reprises à Alger en compagnie de Jean-Louis Borloo pour leur fondation « Énergies pour l'Afrique »¹. D'abord le 8 novembre, dans le cadre du « forum de l'énergie renouvelable » organisé par le Forum des chefs d'entreprise (FCE), le Medef algérien dirigé par Ali Haddad. Puis un mois après, entre les 3 et 6 décembre, les deux amis se rendent de nouveau dans la capitale algérienne pour le « forum africain d'investissements et d'affaires », organisé par le FCE et par les ministres de l'Énergie, Noureddine Boutarfa, et de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb, que Macron rencontrera aussi lors de son voyage à Alger.

En Algérie, Yamina Benguigui connaît bien le futur ministre des Affaires

étrangères, Abdelkader Messahel, qui est alors le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes. Originaire de la ville historique de Tlemcen, située dans le nord-ouest de l'Algérie à quelques kilomètres du Maroc et dont sont issus nombre de hauts responsables du régime algérien, Messahel a débuté comme journaliste pigiste à *La République d'Oran*, avant de faire carrière dans les services de renseignement algériens. Ce proche du clan Bouteflika connaît le Sahara par cœur, notamment le Sahara libyen, dans la guerre menée contre les islamistes.

Cela tombe bien car Macron, dès son voyage en Algérie des 13 et 14 février 2017, évoque sa volonté d'intervenir avec les Algériens pour améliorer la situation malienne et libyenne, annonçant officiellement des « axes de développement stratégique », parmi lesquels le renforcement de la coopération « sur le plan diplomatique et sécuritaire », notamment en « Libye d'une part [...] et au Mali d'autre part ». Dès la campagne présidentielle, le futur président cherche donc des contacts pour s'investir sur le dossier libyen. Car la Libye est devenue une véritable pétaudière depuis l'intervention armée occidentale de 2011 décidée par Nicolas Sarkozy, James Cameron et les Américains. Intervention qui a abouti à la chute du dictateur Mouammar Kadhafi, au prix d'une fragmentation du pays, et pour le plus grand profit des milices djihadistes. De son côté, l'Algérie surveille ce dossier comme le lait sur le feu, mobilisant secrètement des forces armées en Tunisie pour aider ce jeune voisin démocratique à protéger ses frontières communes avec la Libye.

Dès l'automne 2016, Yamina Benguigui s'active donc pour prendre des contacts avec la Libye, pays qu'elle connaît en réalité assez mal. À certains de ses interlocuteurs, elle n'hésite pas alors à se présenter comme travaillant pour Emmanuel Macron. « C'est par elle qu'est passée l'invitation de Macron à Alger. Elle a annoncé qu'elle serait la grande manitou de Macron en Algérie et en Libye après les élections », assure l'un de ses proches. S'est-elle poussée du col ? Aujourd'hui, la productrice dit n'avoir joué aucun rôle. Après avoir répondu à nos questions, elle s'est pourtant empressée d'alerter Brigitte Macron sur notre enquête comme nous l'indique un conseiller de l'Élysée. Ce qui provoque un vent de panique au Château et l'« inquiétude » du président.

Benguigui s'est donc très fortement mobilisée sur le dossier avant et après l'élection d'Emmanuel Macron. Son ami Sassou N'Gusso a en effet été

désigné pour diriger le Comité de haut niveau sur la Libye de l'Union africaine. Par ailleurs, elle a pris des contacts avec le ministère des Affaires étrangères algérien sur ce dossier, qui dispose de liens avec les islamistes libyens, Abdelhakim Belhadj, un ancien djihadiste devenu homme politique, et Ali Al-Sallabi. Tous deux sont supporters du gouvernement de Tripoli de Favez Al-Sarraj, dit « d'union nationale », formé sous l'égide de l'ONU, mais qui ne contrôle qu'une petite partie ouest de l'ancienne Libye, aujourd'hui écartelée en plusieurs tribus.

Le Quai hors jeu en Libye

Après l'élection d'Emmanuel Macron, les intermédiaires étrangers vont se bousculer en Libye. Sarraj, comme son concurrent le maréchal Khalifa Haftar – commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, contrôlant l'est du pays, et soutenu par l'Égypte et Abu Dhabi – vont faire l'objet de nombreuses sollicitations. Dans ce contexte, Yamina Benguigui devient la présidente d'un obscur think tank à Bruxelles, l'« Institut Robert-Schuman pour l'Europe », à ne pas confondre avec la prestigieuse Fondation Robert-Schuman. Parmi les dirigeants de ce groupe de pression, on trouve l'Algérienne Soumeya Abdelatif, proche d'Abdelaziz Bouteflika, ancienne auditrice à Paris de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Cette dernière navigue entre les milieux diplomatiques et de renseignement. En réalité, l'Institut Robert-Schuman pour l'Europe est surtout utilisé par Denis Sassou N'Guesso pour faire valoir son point de vue en Europe. Bref, cet institut est un instrument de lobbying aux mains du maître du Congo-Brazza.

Au sein de cette structure étrange, Yamina Benguigui va très vite nommer, après avoir pris ses fonctions, un intermédiaire, Benabderrahmane Tayeb, comme « conseiller Afrique et Moyen-Orient ». Cet homme discret devient son envoyé spécial en Afrique dans les jours qui suivent l'élection de Macron. En parallèle de cette activité, Tayeb est le président d'un autre think tank, le « Club géopolitique ». Tout au long de l'année 2017, et plus encore avant l'été, il va alors multiplier les voyages entre le Congo-Brazzaville, la Tunisie et le Moyen-Orient. Dans le cadre de ces différentes missions, l'intermédiaire réussit à entrer en contact avec le maréchal Haftar, via les réseaux de « Sassou ». Les contacts auraient même été établis dès septembre 2016. L'objectif de ces voyages est officiellement de faire avancer

la paix en Libye sous l'égide de l'Union africaine, organisation fondée à l'origine par Mouammar Kadhafi, et qui rassemble l'ensemble des pays africains.

Dès son arrivée au pouvoir, le président Macron ambitionne de jouer le « faiseur de paix » en Libye. Dans le plus grand secret, il prépare à l'Élysée avec ses quelques hommes de l'ombre un « coup diplomatique ». Il souhaite mettre autour d'une table les principaux protagonistes de la crise libyenne, notamment Sarraj et Haftar. Les planètes diplomatiques sont alors alignées, avec l'absence des États-Unis sur la scène européenne et africaine, et la fragilisation de l'Italie du fait de son soutien indéfectible au gouvernement de Tripoli, une posture qui joue en la défaveur du pouvoir rival de Benghazi (celui de Haftar). Il faut aussi se replacer dans le contexte des premiers jours du quinquennat : Macron est alors au faîte de sa gloire. À moins de 40 ans, il a réussi à gravir les marches de l'Élysée. La presse internationale loue ses premières actions symboliques. *The New York Times* et *The Washington Post* voient en lui pour quelque temps encore un rival libéral à Donald Trump. Macron pense donc pouvoir frapper un grand coup.

À l'Élysée, les deux « chargés de mission » qu'il a placés auprès du chef d'état-major particulier, Ludovic Chaker et Paul Soler, sont mandatés pour gérer ce dossier, ainsi qu'Aurélien Lechevallier de la cellule diplomatique. Soler comme Lechevallier vont multiplier les déplacements en Libye, sans en référer dans un premier temps au Quai d'Orsay. La diplomatie sous Macron est redevenue clairement un « domaine réservé ». Le nouveau chef de l'État compte gouverner dans le secret, ce qu'il avait fait durant la campagne, en multipliant les interlocuteurs sans forcément tenir au courant les uns et les autres. Macron adore cloisonner. Comme lui, ses fidèles serviteurs à l'Élysée, qui partagent une part des secrets de la campagne, aiment agir dans ce culte du secret, quitte à se complaire dans une zone grise...

Embrouillaminis sur la Libye

Mystérieux Paul Soler : ce militaire de carrière compte une vingtaine d'années de service. Ancien des forces spéciales, il était rattaché au 13^e régiment de dragons parachutistes, et est intervenu sur de nombreux terrains d'opération : en Afghanistan, au Kurdistan irakien, au Mali et en Libye, lors de l'offensive contre Kadhafi en 2011. Cinq ans plus tard, il s'est vu décerner la Légion d'honneur. Puis en mai 2018, un décret du président de la République l'a promu « à titre exceptionnel » au grade de commandant. Soler est entré dès 2016 dans les cercles de la Macronie via Ludovic Chaker. Comme son entremetteur, le « chargé de mission » Paul Soler n'apparaît pas dans les organigrammes officiels. À l'Élysée, « Monsieur Paul » s'est imposé comme une figure centrale du dispositif, multipliant les déplacements en Libye, où il rencontre, dès les premières semaines du quinquennat Macron, de nombreux acteurs du conflit mais aussi des « sociétés françaises de sécurité opérant sur place », selon une lettre confidentielle². Il travaille également sur des dossiers concernant le Golfe, où on l'a vu à quelques reprises, notamment en Irak. Le collaborateur de Yamina Benguigui, Benabderrahmane Tayeb, connaît bien Paul Soler. Il l'a croisé plusieurs fois. Et selon une source, les deux auraient travaillé ensemble sur le dossier libyen... Les premières prises de contact avec le maréchal Haftar initiées par Tayeb au nom du Comité de haut niveau sur la Libye de l'Union africaine, dirigé par Sassou N'Guesso, ont-elles été l'occasion pour Soler de convaincre le maréchal de participer à l'initiative française ?

Une chose est sûre : pour le solliciter, l'Élysée sous Macron n'est passé ni par les voies diplomatiques officielles (le Quai d'Orsay), ni par celles qui avaient été instaurées sous le précédent quinquennat, c'est-à-dire par les équipes de Jean-Yves Le Drian³. Ainsi, quand l'Élysée annonce, à peine

quelques jours avant, la tenue d'une conférence diplomatique sur la Libye à la Celle-Saint-Cloud (Yvelines) à la fin juillet 2017, c'est la surprise totale au Quai. Même Jean-Yves Le Drian n'était pas au courant d'un tel projet. Sur le papier, c'est un très beau coup pour Macron, car il réussit alors à mettre autour de la table de négociation dressée par la France les deux principaux leaders libyens, Sarraj et Haftar. Pour respecter le protocole, le ministre des Affaires étrangères est toutefois invité le jour J : « J'ai juste fait l'intendant », se désole-t-il auprès d'un ami. « Sur la Libye, on était au mieux les exécutants », témoigne un diplomate. Cette mise à l'écart de Le Drian est tellement difficile à supporter pour ses fidèles conseillers que l'un d'eux nous assure que le ministre est bel et bien à l'origine de la présence de Haftar autour de la table en ce mois de juillet 2017 : « Il lui a téléphoné avant », argue-t-il. Le même toujours, quelques mois plus tard, persiste dans son déni de réalité en nous affirmant : « La Libye, c'est Le Drian de A à Z ! » Au Quai, les diplomates de carrière, mis bien de côté sur ce projet élyséen, ne cessent pourtant de dénoncer depuis une « diplomatie parallèle ».

De son côté, Sassou N'Gusso, lui aussi absent de la photo à la Celle-Saint-Cloud, est furieux, et le fait savoir bruyamment. Début août 2017, plusieurs articles sont publiés ici ou là pour relayer la déception du représentant de l'Union africaine sur le dossier libyen de ne pas avoir été associé par l'Élysée malgré l'aide apportée. Mêmes réactions outrées du côté de l'Algérie. Critiqué par les ONG ou par la presse internationale, empêtré dans le scandale des biens mal acquis, « Sassou » compte sur le dossier libyen pour se présenter, à l'instar de Macron, comme un « faiseur de paix ». Et pour bien faire passer le message à l'Élysée, un colloque est alors organisé par ses « amis » le 26 septembre 2017 à la Maison de l'Amérique latine tout près de l'Assemblée nationale. Coorganisé par l'Institut Robert-Schuman pour l'Europe, l'Institut Prospective et sécurité en Europe et par le Club géopolitique, son intitulé laisse peu de doutes quant au mobile de la manifestation : « L'Union africaine, un avenir pour la paix en Libye ? » Le colloque est introduit par... Yamina Benguigui. Différents intervenants y participent dont Ajili Abdussalam Brini, chef des « tribus et villes libyennes », un proche de Saïf Al-Islam, le second fils Kadhafi, qui vit dans le sud de la Libye, ou encore Emmanuel Dupuy, ancien conseiller sous Sarkozy, mais également la députée LREM Delphine O, membre de la

commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, et sœur de Cédric O, conseiller du président à l'Élysée, et désormais secrétaire d'État, qui a participé au financement de la campagne...

Cela n'empêche pas l'Élysée, en décembre 2018, en pleine affaire des passeports d'Alexandre Benalla, d'assurer au *Monde* « vouloir rompre absolument avec la République des intermédiaires, notamment en Afrique ». Ajoutant : « L'état-major particulier comme la cellule diplomatique n'ont pas recours à des intermédiaires dans le travail qu'ils réalisent en Libye ou en Afrique », affirme la présidence en maintenant que l'époque a changé : « L'agitation médiatique qu'entretiennent certaines personnes est bien la preuve de leur frustration face au fait qu'elles ne soient plus sollicitées. »

Le retour en grâce de « Sassou »

En Libye, la paix n'est pas la seule motivation de toute cette agitation. Certains acteurs ont surtout en tête le trésor de Kadhafi qui n'a toujours pas été retrouvé, ces millions de dollars que l'ancien dictateur et son clan sont suspectés d'avoir détournés. L'ex-conseiller de Kadhafi, Béchir Saleh, qui se retrouve au cœur du dossier sur les soupçons de financement libyen de la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy, souhaite ainsi jouer un rôle diplomatique de premier plan dans la Libye de l'après Kadhafi. Il reçoit alors le soutien d'un conseiller de l'ombre de « Sassou », l'homme d'affaires français Jean-Yves Ollivier, intermédiaire historique de la Françafrique, qui s'investit dans la Fondation Brazzaville. Saleh semble pourtant utiliser une autre carte que celle de Sassou : il souhaite organiser son sommet sur la Libye en Guinée équatoriale, dirigée d'une main de fer par Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

En septembre 2017, Béchir Saleh entame une tournée « promotionnelle » en Afrique, mais il n'oublie pas de s'adresser à la France en accordant une longue interview à *Jeune Afrique* ou en jouant le jeu d'un long portrait dans *Le Monde*⁴. Quelques jours plus tôt, il essaye même de transmettre discrètement un courrier à Emmanuel Macron. Ne sachant qui solliciter dans l'entourage du président pour s'assurer de la confidentialité d'une telle initiative, l'ancien conseiller de Kadhafi tente de passer par... les équipes de Mathieu Gallet à Radio France, car il croit savoir – à tort – qu'il est le compagnon caché du président ! Les projets du Libyen n'aboutiront pas. Quelques mois plus tard, fin février 2018, Béchir Saleh est blessé par six balles en Afrique du Sud, avant d'être exfiltré à Abu Dhabi. De son côté, « Sassou » participe bien à la seconde conférence diplomatique sur la Libye organisée par Macron à l'Élysée le 29 mai 2018. Cette fois-ci, le président du

Congo-Brazzaville apparaît en bonne place sur les photos. Et il vient de nouveau régulièrement à Paris où il est sollicité comme à la grande époque.

Sassou N’Guesso revient de loin. S’il ne l’a jamais condamné directement, l’ancien président François Hollande ne le portait pas dans son cœur. Surtout, en mars 2016, après trente-cinq ans au pouvoir, les conditions de sa « réélection » sont contestées par ses opposants. Face à la fronde naissante, « Sassou » décide d’arrêter en juin 2016 le général Mokoko, celui qui aurait véritablement gagné l’élection. Deux ans plus tard, cet opposant est condamné dans l’indifférence la plus totale à vingt ans de prison. Sans susciter le moindre commentaire de Macron... « Sassou a réussi à se placer sous sa protection », dénonce, dépité, l’un des soutiens de Mokoko.

Le président inamovible du Congo-Brazzaville a su placer ses pions. Dès août 2016, l’un des futurs piliers de la Macronie, proche de Brigitte Macron, l’ancien ministre chiraquien Jean-Paul Delevoye, qui sera le président de la commission nationale des investitures En marche ! pour les législatives, rejoint ainsi discrètement le conseil consultatif de la Fondation Brazzaville⁵. D’autres Français se pressent à Brazzaville pour sauver le soldat Sassou. C’est le cas de l’ancien patron de la DCRI, Bernard Squarcini, qui le conseille en matière de renseignement. « Le président Hollande ne voulait pas voir Sassou N’Guesso. L’Etat français ne faisait rien pour l’aider, alors les sarkozystes, comme Squarcini, sont venus lui prêter main-forte pour se maintenir au pouvoir », commente un ancien patron de la DGSE. L’ancien Premier ministre Dominique de Villepin prodigue aussi ses précieux conseils au roi de Brazza, qui est également un proche de Jean-Louis Borloo, dont il soutient la fondation pour l’électrification de l’Afrique. Depuis 2017, alors que le pays traverse une grave crise économique et financière, l’ancien patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn, via « Parnasse International » sa société de conseil domiciliée à Casablanca au Maroc, apporte ses expertises au gouvernement congolais, comme la banque d’affaires Lazard via Matthieu Pigasse. Et leur ami Stéphane Fouks chez Havas s’occupe de la communication du pays.

Tous sont donc au chevet de « Sassou ». À l’Élysée, le président français est en lien constant avec son homologue congolais sur ce dossier épineux des finances. Et pendant que le Trésor français est mobilisé pour combler en urgence la dette du pays africain, le Fonds monétaire international reporte de

mois en mois l'imposition d'un plan d'aide. Car un tel plan concocté par les experts du FMI signifierait en réalité l'obligation pour le Congo-Brazzaville de se conformer aux règles internationales anti-corruption, ce qui ne serait pas forcément une bonne nouvelle pour le pouvoir actuel, ni pour ses amis européens. « Tout cela se fait avec l'accord tacite de la France », dénonce un connaisseur du dossier. À l'automne 2017, les relations se tendent entre Sassou N'Guesso et Macron, mais très vite, c'est de nouveau l'apaisement. Et fin 2018, il n'y avait toujours pas de solution trouvée avec le FMI... Car, de son côté, Macron semble n'avoir qu'un objectif : aboutir à un plan de paix en Libye. À l'automne, le chef de l'État est encore pleinement convaincu qu'il réussira avant la fin de l'année à organiser les premières élections dans ce pays dévasté par la guerre. Une certitude qui frôle l'inconscience, ou la mégalomanie.

La continuité pour le business

Peu importe, faire des « coups » semble être la priorité du chef de l'État. Comme celui de soutenir l'élection à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) de la Rwandaise Louise Mushikiwabo en octobre 2018. Le Rwanda a pourtant fait de la langue anglaise la langue obligatoire à l'école et a rejoint le Commonwealth, et le président rwandais, Paul Kagamé, réélu le 4 août 2017 avec 98,7 % des voix, est régulièrement accusé de violations des droits de l'homme.

Pour Macron, l'essentiel est ailleurs : pouvoir apaiser, vingt-cinq ans après le génocide, les relations avec le pouvoir rwandais. Dans une perspective plus utilitaire, le président français veut aussi ouvrir les pays anglophones aux entreprises françaises. Et orienter les projecteurs sur l'Afrique de l'Est lui permet de faire oublier ses silences à l'égard des vieux dirigeants de la traditionnelle Françafrique. « Macron n'a pas vraiment de politique africaine », déplore ainsi un diplomate. À l'image de sa politique étrangère faite principalement d'opportunisme et d'intérêt, « sa vision des pays africains repose beaucoup sur le cynisme », remarque un habitué des arcanes de la Françafrique. Car seul compte pour lui, et ses collaborateurs, le « business » : « Ils s'en foutent des droits de l'homme. Pour les dictateurs, c'est plutôt l'aubaine », dénonce un connaisseur du Congo-Brazzaville.

Cette approche purement économique vient de loin. Car, en dehors du Nigeria, l'autre pays africain que Macron connaît un peu est le Maroc. Son ami, le millionnaire Henry Hermand y avait ses habitudes, à Tanger où il avait une propriété. Ce pays, traditionnellement tourné vers l'Atlantique et les États-Unis, est également lié à la banque Rothschild. Quand Macron y travaillait, il a finalisé au Maroc le rachat en février 2012 de la marque marocaine Lesieur Cristal, par Sofiprotéol, un énorme groupe coopératif de

l'agriculture française, à la holding royale du Maroc, la SNI, pour 130 millions d'euros.

Une posture « business » qui se révèle au grand jour lorsque Macron s'exprime longuement en novembre 2017 devant huit cents étudiants réunis à l'université de Ouagadougou au Burkina Faso. Dès le début de l'allocution, il prétend qu'« il n'y a plus de politique africaine de la France ». Des paroles de rupture qui se veulent « modernes ». Ses prédécesseurs s'étaient déjà essayés à une telle communication. Sarkozy avait annoncé la fin de la Françafrique, et François Hollande avait proposé la « normalisation » des rapports entre la France et l'Afrique. Face à Macron, les étudiants burkinabés ne sont pas dupes. Lors de son discours, le président français élude d'ailleurs opportunément la question du soutien de la France à certains dictateurs : « Je ne vous donnerai pas de leçon. Le président de la République français n'a pas à expliquer dans un pays africain comment on organise la Constitution, comment on organise des élections ou la vie libre de l'opposition », affirme-t-il, comble de l'ironie.

À Ouagadougou, Macron préfère évoquer la conquête de nouveaux marchés, et le rôle des investisseurs français. Exemple sur la santé : « Ce dont l'Afrique a besoin, ce sont des financements pour ouvrir des structures de soins [...] je demanderai pour cela aux fonds d'investissements privés français, aux assureurs français, de proposer aux pays africains de devenir les actionnaires privilégiés des champions africains de la santé. Concrètement, je veux que des financements privés français servent demain à ouvrir des cliniques de qualité à Abidjan, Dakar, Ouagadougou. La France doit aussi avoir ce rôle », expose-t-il dans son discours, soudain moins soucieux d'être interventionniste. C'est d'ailleurs dans cette perspective d'aider les investisseurs français que Macron souhaite augmenter l'aide au développement d'ici à la fin du quinquennat, en multipliant les cofinancements avec les entreprises privées. Dans la novlangue macronienne, on parle désormais d'« investissements solidaires ». À la manœuvre, l'Agence française de développement (AFD), pilotée par l'énarque Rémy Rioux, ancien directeur de cabinet de Pierre Moscovici, et qui connaît une bonne partie de la Macronie. « L'AFD devient tellement puissante de mois en mois qu'elle s'impose dans certains pays à la logique diplomatique. L'argent fait la loi. Et tout est piloté par l'Élysée », s'exaspère un diplomate du Quai

d'Orsay.

Après son discours, Macron se fait moins « moderne ». En répondant aux étudiants burkinabés, il multiplie les remarques paternalistes. À celui qui l'interpelle sur l'esclavage qui prospère dans le chaos libyen, il répond : « Mais qui sont les passeurs ? Ce sont les Africains mon ami ! » À une étudiante qui critique le grand nombre de militaires français au Burkina, la réponse fuse : « Vous ne devez qu'une seule chose aux militaires français : les applaudir ! » Et puis, il y a le fameux incident de la climatisation. À une étudiante qui demandait si l'amphi allait continuer à être climatisé après son départ – l'ambassade de France avait décidé de louer deux gros climatiseurs pour l'occasion –, Macron a renvoyé la balle à son homologue, le président Kaboré, d'une manière peu élégante. Au point que celui-ci est sorti de la salle, et le président français de lancer, hilare : « Du coup, il est parti réparer la climatisation ! » Quelques heures après, les deux parties expliquent qu'il n'y a pas eu d'incident diplomatique, et Macron de déclarer à RFI : « L'humour, c'est le signe d'une relation d'égal à égal. »

Les « Africains » de la DGSE

Cette attitude, au minimum désinvolte, est alors très mal vécue par les chefs d'État africains, même si aucun n'ose réagir publiquement. « Les dirigeants sont peu préparés à une logique aussi cynique. Il existe un sentiment encore assez filial à l'égard de la France chez eux », estime un cadre dirigeant dans une entreprise publique française. « Ils ne comprennent pas Macron. Ces hommes de 80 ans ont deux générations d'écart avec lui. Le temps long, l'importance de la palabre, l'Élysée s'en désintéresse totalement », remarque un ancien membre de cabinet socialiste.

À l'Élysée, les conseillers Aurélien Lechevallier et Franck Paris ont multiplié les voyages un peu partout en Afrique dès le début du quinquennat. Une nécessité pour tenter de développer des relations de confiance avec les différents chefs d'État. Et tout est à faire. Car, au fil des années, les diplomates en Afrique ont laissé peu à peu la place aux espions de la DGSE et aux sociétés de renseignement privées⁶ : « Franck Paris est l'ancien responsable Afrique francophone de la DGSE, cela montre l'angle actuel de la relation franco-africaine », s'exaspère un vieux routier de l'aide au développement. Au Quai, le patron de la direction Afrique et Océan indien, Rémy Maréchaux, un proche de Nicolas Sarkozy, est aussi un ancien agent de la DGSE... « À l'Élysée, ils sont surtout à l'affût des petites informations qui peuvent intéresser la défense de la France. Ils sont complètement hors sol vis-à-vis des populations. » Pour ne rien arranger, les discours du président en Afrique sont alors préparés par Sylvain Fort, son ancien directeur de communication de la campagne, qui ne cache pas ses convictions droitières et conservatrices. Fort a alors de bons rapports avec le nouveau directeur de la stratégie de la DGSE, Nicolas Niemtchinow, ancien directeur adjoint d'Alain Juppé aux Affaires étrangères. Autant dire des profils très « modernes ».

De son côté, le président français entretient des relations plus ou moins proches avec les dirigeants africains. S'il affiche sa proximité avec le très redouté Paul Kagamé, Macron est aussi en excellents termes avec Macky Sall, le président du Sénégal, auquel il a longuement rendu visite en février 2018 en compagnie de Xavier Niel. Mais d'autres dirigeants ont beaucoup plus de mal avec le jeune président. Alpha Condé en Guinée reste un fan absolu de François Hollande. En Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara est très proche de Nicolas Sarkozy. Le gendre de Laurent Gbagbo, Stéphane Kipré, qui se positionne comme l'un des opposants au président actuel, a soutenu financièrement Emmanuel Macron durant sa campagne ; en juin 2018, Kipré, président de l'Union des nouvelles générations (UNG), rencontre d'ailleurs discrètement à Paris Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, pour mieux se rappeler aux bons souvenirs de la Macronie.

Les voyages de Benalla en Afrique

Dans ce contexte, les réseaux traditionnels de la Françafrique semblent se porter à merveille. La GLNF, loge franc-maçonne très présente en Afrique, fait son retour en force sur le continent. « Avec l'arrivée de Macron, toutes leurs références vis-à-vis de la politique française ont volé en éclats. Les dirigeants africains recherchent des capteurs », analyse un intermédiaire. « Les Africains savent trouver Le Drian quand il y a un sujet », remarque un proche du ministre. Mais ils se sont aussi rapprochés d'Alexandre Benalla, comme l'a démontré la médiatisation de ses voyages au Cameroun, au Congo-Brazzaville, et au Tchad. Par l'ancien « chargé de mission », ils espèrent pouvoir décrypter les clés du nouveau pouvoir macronien. « Sassou l'a invité à dîner d'abord pour se faire expliquer Macron », pointe un proche du président congolais. Pour Benalla, initié de la GLNF, ce n'est pourtant pas une première. Dès 2017, il s'était déjà déplacé au Tchad, avant et après l'élection d'Emmanuel Macron, et en juin de cette même année, il s'était également rendu en République démocratique du Congo avec d'autres conseillers de l'Élysée. Ce n'est donc guère un hasard si on le retrouve en août 2018 en Dordogne dans le château de l'homme d'affaires Vincent Miclet, en compagnie d'Antoine Ghonda, ancien conseiller de Joseph Kabila. L'ancien « chargé de mission » s'est rendu aussi à l'île Maurice. Comme on l'a souligné avec l'Algérie durant la campagne présidentielle, Alexandre Benalla a donc voyagé en Afrique d'une manière non officielle avant l'élection d'Emmanuel Macron, comme après.

Ce n'est pas non plus une surprise si Alexandre Benalla se rend au Tchad début décembre 2018 quelques jours avant Emmanuel Macron. L'homme par qui le scandale est arrivé sait pertinemment que le président français entretient des relations étroites avec Idriss Déby. En s'y déplaçant, il met un

coup de projecteur sur cette proximité qui fait particulièrement tache dans la communication présidentielle qui souhaite afficher une « rupture » avec les anciennes pratiques de la Françafrique. Le Tchad est pourtant le symbole même de la continuation du « pré carré » français en Afrique, au nom de la lutte contre le terrorisme. Imposant une dictature implacable au Tchad depuis vingt-huit ans, Déby avait en effet été installé en 1990 avec l'appui opérationnel de la DGSE. Depuis, l'homme fort du Tchad, ancien élève de l'École de guerre de Paris, n'a aucun mal à donner des forces militaires à l'armée française dans toutes ses interventions en Afrique. Le QG de l'opération Barkhane est situé à N'Djamena, la capitale tchadienne. Pour toutes ces raisons, malgré la répression à tout-va, la corruption généralisée et la misère de la population, la France continue de soutenir ce dictateur.

Macron ajoute l'indécence à cette compromission traditionnelle. En octobre 2018, lors du 17^e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie, organisé à Erevan, en Arménie, lui et sa femme se sont mis à danser avec Idriss Déby. Le couple Macron et Idriss Déby tout sourire, cette vidéo tourne depuis sur Internet. Et début février 2019, l'armée française intervient contre une colonne de rebelles tchadiens faisant route vers la capitale N'Djamena. Comme le révèle *Le Canard enchaîné*, les combattants de l'Union des forces de la résistance ont essuyé pendant cinq jours les raids de sept Mirage 2000. En tout, une « vingtaine de frappes » selon l'état-major. La realpolitik est décidément de mise avec Macron. Fin janvier, il s'était rendu en Égypte avec Jean-Yves Le Drian, pour rencontrer le maréchal Sissi. Quelques jours plus tard, il était en Angola, là encore avec Le Drian, reçu par le président Lourenço. Au programme des discussions entre les deux chefs d'État : l'équipement de l'armée angolaise. L'argent n'a décidément pas d'odeur.

1. « Yamina Benguigui, éclairceuse de Jean-Louis Borloo », *Africa Intelligence*, 10 novembre 2016, et « Borloo, meilleur ami du FCE », *Africa Intelligence*, 24 novembre 2016.

2. *Intelligence Online*, 24 octobre 2018.

3. Sous la présidence Hollande, autant Laurent Fabius au Quai soutenait la solution Sarraj, autant le ministère de la Défense soutenait Haftar, comme le président égyptien Sissi, en envoyant secrètement des forces spéciales du côté de Benghazi. À Brienne, les conseillers de Le Drian étaient alors en lien direct avec Haftar et ses hommes. (Le contact avait été établi dès l'automne 2014 par différents émissaires.) En ce début de quinquennat Macron, ce n'est plus le cas. Désormais au Quai, Le Drian n'est pas à l'origine du rapprochement entre l'Élysée et Haftar qui a permis à Macron d'organiser son premier sommet sur la Libye en juillet 2017. Le ministre des Affaires étrangères et ses équipes ont été mis devant le fait accompli par l'Élysée, même s'ils affirment le contraire. Toutefois, ils ont été remis dans la boucle pour la réalisation du deuxième sommet en mai 2018.

4. Simon Piel, Joan Tilouine, « Béchir Saleh, le Libyen qui en savait trop », *Le Monde*, 29 septembre 2017.

5. Jean-Paul Delevoye quittera la Fondation Brazzaville le 8 mai 2017 après la victoire d'Emmanuel Macron.

6. Antoine Glaser et Thomas Hofnung, *Nos chers espions en Afrique*, Fayard, 2018.

BUSINESS ENTRE AMIS

Entre ces deux-là, c'est de l'amour. Homme d'affaires qui pèse des milliards, Xavier Niel ressemble à une groupie quand il parle d'Emmanuel Macron. « Je crois qu'on a un super-président, qui est capable de réformer la France », affirme-t-il au micro d'Europe 1 début décembre en plein conflit des gilets jaunes. « Il est en train de faire des lois fantastiques ! » ajoute-t-il. Leur rencontre remonte à 2010, au moment où Niel rachète *Le Monde* avec le banquier Matthieu Pigasse et le millionnaire de la gauche morale, Pierre Bergé. Macron était alors chez Rothschild et il s'intéressait de près à cette vente stratégique, conseillant à titre bénévole la Société des rédacteurs du *Monde*, tout en travaillant en parallèle (et de manière cachée) pour Alain Minc, conseiller de l'actionnaire espagnol Prisa qui proposait une autre offre de reprise. C'est le lobbyiste Pascal Houzelot qui fait les présentations. Très vite s'instaure une « proximité de copains », reconnaît Niel. « Ni ami ni conseiller de l'ombre », précise-t-il... Une nuance qui peut sembler négligeable face au poids financier de notre interlocuteur. En 2018, Xavier Niel, le fondateur d'Iliad/Free, dispose d'une fortune estimée à 7 milliards d'euros selon le magazine américain *Forbes*.

Ces deux copains donc, qui ont l'habitude de faire les couvertures des magazines internationaux, aiment se voir comme des rebelles de l'establishment économique. Certes, avec Free, Niel a chamboulé le marché des télécoms et de l'Internet en France, de même Macron est entré à l'Élysée par « effraction ». Mais n'est-il pas important de rappeler que les télécoms

constituent un marché réglementé, avec des licences d'exploitation accordées par l'État ? Les bonnes relations avec le pouvoir sont donc une condition nécessaire de toute réussite dans ce secteur, même si cela ne suffit pas forcément... C'est ainsi que Macron présente Niel au candidat Hollande quelques mois avant la présidentielle de 2012.

Deux ans plus tard, été 2014, le grand patron prend quelques heures à Los Angeles, avec sa femme Delphine Arnault, pour déjeuner avec le couple Macron et le mettre en relation avec plusieurs de ses amis de la Silicon Valley. Au printemps 2016, à quelques mois de la présidentielle, c'est à Xavier Niel que Brigitte Macron fait part de ses inquiétudes concernant une rumeur sur l'imminence d'une parution de photos compromettantes pour son mari dans la presse people, au moment même où les dîners mondains parisiens bruissent d'hypothèses sur sa sexualité... Niel appelle alors quelques directeurs de rédaction de sa connaissance, qui l'assurent de l'inexistence de telles photos. Et peu de temps après, il organise un goûter dans le jardin de l'un de ses hôtels particuliers parisiens pour présenter à Brigitte Macron la papesse des paparazzis, Michèle Marchand, alias Mimi, propriétaire de l'agence de photos Bestimage, afin qu'elle gère l'image de l'ambitieux couple. Le milliardaire et l'enfant terrible de la presse people ont la même avocate, Caroline Toby, et connurent tous deux la prison.

Des mots doux pour les milliardaires

La proximité entre les deux hommes n'est donc plus à prouver. Depuis son élection, le président Macron adore rendre visite aux *startuper*s de la station F, cette vaste structure d'accueil pour jeunes entrepreneurs du numérique créée par Xavier Niel dans le 13^e arrondissement. Cet investissement du géant des télécoms dans la capitale donne des idées à Alain Minc, le conseiller des grands patrons. Dès l'automne 2017, ce dernier émet auprès de Macron l'hypothèse d'une candidature Niel à Paris pour les municipales de 2020 : « Il te faut un Bloomberg », lui explique-t-il, en faisant référence à l'ancien maire de New York fondateur de la société d'informations financières du même nom. Mais quand la nouvelle sort dans la presse, au printemps 2018, Xavier Niel explique qu'il n'a jamais sérieusement envisagé une telle éventualité. Un peu plus tôt, il a même tenu à prévenir la maire de Paris, Anne Hidalgo, via son ami Jean-Louis Missika, adjoint à Paris et ex-vice-président d'Iliad, qu'il a bien sûr décliné la proposition présidentielle...

Car Emmanuel Macron, séduit par l'idée d'Alain Minc, tente bien à plusieurs reprises de convaincre le magnat des télécoms de se lancer en politique à Paris. C'est au cours de deux voyages officiels à l'étranger – en Algérie, début décembre 2017, puis au Sénégal et en Tunisie en février 2018 – que le président évoque le sujet avec Xavier Niel. Preuve de son intérêt pour une telle idée, Macron lui demande même de l'accompagner dans l'avion présidentiel afin de pouvoir discuter sérieusement du projet. Contrairement à ses dires, Niel n'aurait donc pas opposé immédiatement un refus à une telle proposition. « Le président a abordé l'idée une fois, sur le mode "Qu'est-ce que tu penses de l'idée d'Alain Minc ?", et la conversation a duré quarante secondes », tente-t-il aujourd'hui de minimiser. De son côté,

Minc, convaincu qu'il faut renouveler l'image de la politique à Paris, n'en reste pas là et propose alors à Macron un autre candidat issu de la « société civile », le mathématicien Cédric Villani...

Xavier Niel jouit donc d'une attention toute particulière de la part du chef de l'État. « J'ai donné zéro euro à la campagne [de Macron] ! » assure pourtant le milliardaire. Au contraire, il a même fait un don personnel, dans les limites légales, à... François Fillon. Le grand patron de Free n'oublie pas que c'est l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy qui lui a accordé la quatrième licence de téléphonie mobile en 2010. Mais d'autres membres de la famille Niel auraient toutefois donné à Macron... Mieux vaut ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier.

Au cours de la campagne présidentielle, certains milliardaires ont cherché à s'attirer l'attention du candidat « disruptif ». C'est le cas de Vincent Bolloré et sa famille. Et l'attention est réciproque : « Un grand industriel », flattait ainsi Macron à son propos à l'été 2015 quand il était à Bercy. À l'époque, les deux hommes ne se connaissaient pas. Chez Rothschild, le groupe breton est la chasse gardée du banquier Sébastien Proto, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy et ex-camarade de Macron à l'ENA. Cinq mois plus tard, c'est chose faite : le ministre de l'Économie se rend dans le Finistère pour visiter une usine Bolloré et assister à la traditionnelle réception annuelle organisée en la mémoire du grand-père, fondateur du groupe, chaque 16 janvier au manoir familial d'Odet. C'est le socialiste Bernard Poignant, ancien maire de Quimper, ami de Vincent Bolloré et conseiller personnel de François Hollande, qui fait les présentations. Six mois après, l'un des fils Bolloré, Yannick, patron d'Havas, assiste au premier meeting de Macron à la Mutualité à Paris. Il dînera dans les mois suivants à deux reprises avec le candidat, invité par le publicitaire Jacques Séguéla, vice-président d'Havas, et proche de Brigitte Macron.

La fureur de Macron contre Pinault

D'autres grands patrons expriment publiquement leur soutien, espérant ainsi peut-être faire partie de la future cour du roi. C'est le cas de Claude Bébéar – président d'honneur d'Axa et cofondateur de l'Institut Montaigne, le think tank libéral –, qui publie une tribune dans *Les Échos* intitulée « Pourquoi je vais voter pour Emmanuel Macron », cinq jours avant le premier tour. Mais c'est également la plus grande fortune de France et d'Europe, Bernard Arnault, patron du groupe LVMH et du groupe de distribution Carrefour, qui annonce à deux reprises avant le second tour son vote pour Macron, via une interview au *Figaro* et une tribune dans *Les Échos* (dont il est le propriétaire). En retour, Macron invitera le milliardaire, ainsi que son ami Thierry Breton, patron d'Atos, à participer à la délégation officielle française lors de son voyage d'État aux États-Unis.

Mais si le magnat du luxe affirme un tel soutien public en pleine campagne présidentielle, alors qu'il connaît le couple Macron depuis longtemps¹, c'est qu'il n'a pas supporté d'apprendre que, trois semaines avant l'élection, son ennemi de toujours François Pinault, fondateur du groupe Kering (Gucci, Yves Saint Laurent...), a dîné avec le candidat d'En marche ! et son épouse. C'est l'actrice Line Renaud, amie du futur couple présidentiel, qui organise alors la soirée. Soutien historique de Jacques Chirac, François Pinault avait voté en 2012 pour François Hollande, et était devenu l'un de ses visiteurs à l'Élysée. Cinq ans plus tard, en pleine campagne présidentielle, le Breton semble se laisser attendrir, lui aussi, par le jeune premier.

Une séduction qui sera de courte durée. En juin 2018, dans le cadre d'un portrait que *Le Monde* lui consacre, Pinault affirme, à quelques mois du mouvement des gilets jaunes, que le président Macron « ne comprend pas les petites gens ». « J'ai peur qu'il mène la France vers un système qui oublie les

plus modestes », ajoute même le milliardaire breton. « Pinault n'aime pas du tout Macron, il n'aime pas son mépris », nous confie l'un de ses proches. Ce jugement, qui tranche tant avec celui du reste de l'establishment économique, suscite alors un déchaînement d'attaques venues des rangs macronistes, de Richard Ferrand à Benjamin Griveaux, en passant par le député de Rennes Florian Bachelier. C'est que les critiques exprimées par ce grand patron ont rendu furieux Emmanuel Macron.

Jusqu'alors habitué aux courbettes patronales, le chef de l'État a tenté de faire comprendre à cette figure du capitalisme français que c'était bien lui le patron de l'entreprise France. Ses courtisans dans le monde économique ne sont pas en reste : tous font pression sur François Pinault pour qu'il publie un démenti officiel de ses propos, ce qu'il refuse en bloc dans un premier temps. Devant le tollé suscité au sein du microcosme, le grand patron accepte néanmoins de faire passer une brève dans le *JDD*, dans laquelle il déplore une polémique « excessive », et évoque une « petite phrase largement tronquée ».

Voilà pour les courtisans. Car, au cours de la présidentielle, le cœur du grand patronat a plutôt soutenu François Fillon, le candidat de la droite, favori de l'élection. C'est le cas par exemple d'Antoine Frérot, patron de Veolia, d'Henri de Castries, ancien P-DG d'Axa, soutien officiel de Fillon, ou encore de Jean-Laurent Bonnafé, DG de BNP-Paribas... Autant Macron a séduit les quelques grands entrepreneurs du numérique et de l'Internet, promoteurs de la « nouvelle économie », autant le candidat n'a pas réussi à convaincre, à l'époque, les patrons traditionnels du CAC 40. Dans le domaine de l'armement, Serge Dassault, patron du *Figaro*, est resté loyal à l'égard de Hollande.

Friture dans les télécoms

C'est en fait sur le dossier des télécoms que Macron va s'attirer la sympathie de cette « nouvelle économie » à la française, et en particulier de Xavier Niel. Fin 2015, Orange entame en effet des négociations avec Bouygues pour le rachat de la filiale télécoms du géant du BTP. Au sein du petit monde du capitalisme français, c'est l'ébullition. La banque d'affaires historique du groupe Bouygues est Rothschild, et son cabinet d'avocat est celui de Jean-Michel Darrois. Durant des semaines, les négociations impliquent des centaines et des centaines de cadres. D'autant que les deux autres opérateurs, Free et SFR, participent également aux négociations pour racheter des actifs de Bouygues Telecom au passage. Alors que tout semble se dérouler au mieux, les discussions s'enlisent dans la dernière ligne droite.

Xavier Niel et Martin Bouygues, qui ne s'apprécient guère, ont du mal à trouver un terrain d'entente. Mais surtout, le ministre Macron n'est pas partisan d'une « consolidation » du secteur en trois opérateurs. Il considère que la concurrence à quatre permet de tirer les prix à la baisse, malgré les difficultés économiques qui touchent les opérateurs actuels. Et c'est justement lors d'une réunion à Bercy avec Martin Bouygues, le 24 mars 2016, que Macron va exprimer fortement son point de vue en imposant au grand patron du BTP des conditions inacceptables : le ministre veut que Bouygues renonce à faire valoir les droits de vote double auxquels il peut prétendre à terme, et il lui demande aussi de s'engager à ne pas acheter d'actions supplémentaires pendant sept ans. Sans cela, estime Macron, Bouygues pourrait bénéficier à court terme d'une position dominante dans la fusion.

Selon une enquête du *Financial Times*², cette réunion, qualifiée de « tragique » par le quotidien économique britannique, aurait provoqué la

fureur de Martin Bouygues, qui considère les conditions posées par le ministre comme « un manque de respect », et se sent même « traité comme un citoyen de seconde classe ». Comme « mordu par un chien enragé », Martin Bouygues abandonne le projet de fusion, malgré les pressions de Manuel Valls à Matignon pour aboutir à une solution à trois opérateurs. Suite à cet échec monumental, il n'est guère étonnant, en tout cas, que Martin Bouygues souhaite la victoire de François Fillon à la présidentielle...

D'autant que ce n'est pas la première fois que Macron joue contre le géant du BTP. Un autre épisode clé permet d'expliquer la suite des événements. En 2014, quand Vivendi met en vente l'opérateur téléphonique SFR, Bouygues Telecom est sur les rangs. Le ministre de l'Économie de l'époque, Arnaud Montebourg, soutient un tel scénario, comme le reste du gouvernement. Depuis le début du quinquennat, François Hollande tient à remercier Martin Bouygues, propriétaire de TF1, de sa bienveillance lors de la présidentielle de 2012. Or, contre toute attente, c'est le milliardaire Patrick Drahi qui remporte le morceau SFR. À l'Élysée, Macron, comme secrétaire général adjoint, peut être satisfait : ses notes à François Hollande sur le dossier étaient toutes favorables au rachat de SFR par... Patrick Drahi. Une position intéressée ?

Drahi via Rothschild

À l'époque, le milliardaire n'a pourtant pas encore racheté *L'Express* ou le groupe de médias NextRadioTV, propriétaire de BFM TV, mais il saura s'en souvenir. Même si, lors de la présidentielle, sa préférence va dans un premier temps à Manuel Valls, dont il partage les positions sur le conflit israélo-palestinien. Et que depuis le début du quinquennat, le patron du groupe Altice, qui carbure à la dette, n'entretient pas les meilleures relations avec le pouvoir – il s'oppose même très fortement à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, car il souhaite se fournir chez le géant chinois de l'électronique, Huawei, plus compétitif, pour remplacer les équipements obsolètes de son réseau SFR, contre l'avis du gouvernement.

À l'origine, c'est le banquier d'affaires François Henrot, mentor de Macron chez Rothschild, qui présente le futur président à Drahi. Le milliardaire franco-israélien n'est pas un client officiel de la banque d'affaires (car Bouygues l'est déjà), mais il arrive à Henrot de travailler parfois avec lui, et il transmet alors au jeune Macron certains de ses dossiers. Entre le jeune banquier issu de l'Inspection générale des finances et le milliardaire, le contact passe très vite. Tous deux partagent une même aversion pour les grandes familles historiques du capitalisme français. Finalement, ce qu'apprécie Macron chez Drahi, c'est son côté enfant terrible qui ne respecte pas les convenances habituelles du CAC 40, un peu comme Xavier Niel...

Deux personnes jouent également un rôle dans ce rapprochement : d'abord, Bernard Mourad, ancien banquier d'affaires chez Morgan Stanley, qui travaille un temps pour Drahi, et qui rejoint Macron pour sa campagne ; et Philippe Guez, alors banquier d'affaires chez Rothschild, et président du conseil des chefs d'entreprise France-Israël du Medef. Ce dernier se passionne pour ce jeune homme si volontaire et lui ouvre en grand son carnet

d'adresses. Avant 2015, il lui organise aussi plusieurs voyages en Israël. Et au moment du lancement d'En marche ! il lui paraît évident de convier à son domicile de l'avenue Foch à Paris une quinzaine d'invités pour susciter des dons. Après la victoire, Guez restera pourtant sans nouvelles de son champion...

Dans le monde économique, il est loin d'être le seul. Depuis son arrivée à l'Élysée, Macron a choisi de ne pas répondre à toutes les sollicitations des patrons. « En dehors des inaugurations à l'extérieur, très peu de patrons français voient Macron à l'Élysée », témoigne un initié du CAC 40. Le président préfère recevoir en son château de la rue du Faubourg-Saint-Honoré des patrons étrangers, américains notamment, tels Tim Cook, d'Apple, Satya Nadella de Microsoft ou Mark Zuckerberg de Facebook. Et puis Macron a désormais l'habitude de recevoir à Versailles, chaque année, plus d'une centaine de P-DG de multinationales étrangères.

Cet ami patron très bien renseigné...

Les exceptions françaises se comptent sur les doigts de la main. Parmi les privilégiés, on trouve Serge Weinberg, le président de Sanofi et patron d'un fonds d'investissement, qui connaît Macron depuis la commission Attali, et qui l'avait aidé à entrer chez Rothschild. Proche de Laurent Fabius, Weinberg a travaillé pendant une quinzaine d'années pour le groupe PPR (François Pinault). À l'Élysée, il voit aussi régulièrement le secrétaire général, Alexis Kohler. « Quand Macron a un problème, il passe par Weinberg qui se veut le nouveau parrain du capitalisme français, à la manière par le passé d'un Ambroise Roux ou d'un Claude Bébéar », nous explique un grand patron. Dans l'univers du CAC 40 et des multinationales françaises, Weinberg est d'autant plus craint qu'il a investi discrètement à la fin 2015 dans l'ADIT, l'Agence pour la diffusion de l'information technologique, organisme créé à l'origine par Michel Rocard en 1992 pour établir des passerelles entre le monde des affaires et celui du renseignement, avant d'être privatisé en 2010.

Cela fait bien longtemps que cette discrète agence s'est mise à faire du renseignement offensif pour ses clients, ouvrant des bureaux à Pékin ou à Bagdad. En novembre 2015, avec l'accord du ministre de l'Économie de l'époque, un certain Emmanuel Macron, Weinberg Capital Partners (WCP) acquiert ainsi 66 % du capital de l'ADIT (l'État conserve 10 % du capital, via l'APE, et la BPI acquiert 24 % du capital). Dans le petit microcosme du renseignement parisien, ce rachat suscite alors de nombreuses interrogations. Chez les cadres d'entreprises stratégiques, comme Thales ou Airbus, tous connaissent la proximité de Weinberg avec Macron. Généralement, le sujet est évoqué à voix basse, sur le ton de la suspicion. D'autant que le directeur général de l'ADIT, Philippe Caduc, est connu dans le secteur du renseignement comme le loup blanc, capable de se fondre depuis une

vingtaine d'années, tel un caméléon, dans les réseaux de gauche comme de droite. Il connaît ainsi très bien Bernard Squarcini, et d'autres grands flics corses comme Fiamenghi (qui travaille désormais chez Veolia), qu'il retrouve régulièrement au café Max près des Invalides pour partager un repas. L'ADIT dispose par ailleurs d'une filiale « Entreprise et diplomatie » qui emploie un très proche d'Emmanuel Macron, le diplomate et homme de renseignement Jean-Claude Cousseran (ex-patron de la DGSE sous Jospin, ancien membre des cabinets de Charles Hernu et de Pierre Bérégovoy sous Mitterrand), qui l'a conseillé au cours de la campagne. Dans cette filiale travaille aussi un autre mitterrandien : le diplomate Bruno Delaye qui a appelé officiellement à voter Macron. Pour Serge Weinberg, cet investissement dans l'ADIT, en plus de lui avoir ouvert les portes du renseignement privé, est une bonne affaire. En février 2019, le grand patron a annoncé avoir mandaté la banque Lazard pour vendre sa participation dans l'ADIT... Une vente potentielle estimée à 120 millions d'euros par *Les Échos*.

Weinberg participe également au « comité stratégique » d'une autre boîte de renseignement économique, ESL & Network, dirigée par un autre fabiusien historique, Alexandre Medvedowsky, ex-socialiste d'Aix-en-Provence, mis en examen dans le dossier Guérini à Marseille, et proche de Christophe Lorenzi, l'ancien responsable de la MNEF Bouches-du-Rhône. Et c'est discrètement que l'ancienne conseillère internationale de Macron à Bercy, Dorothée Stik, a commencé à collaborer pour ESL & Network à l'automne 2018, tout en travaillant pour la banque d'affaires Messier Maris...

Le patron d'ADP, le chouchou du président

Autre grand patron à avoir les faveurs d'Emmanuel Macron à l'Élysée, le P-DG d'Aéroports de Paris (ADP), Augustin de Romanet. Pourtant, l'homme n'a vraiment pas le profil d'un entrepreneur « disruptif », d'un jeune fondateur de start-up. Romanet est d'abord un haut fonctionnaire issu de la Direction du budget à Bercy. Il y fait la connaissance de Michel Charasse, alors son ministre de tutelle. Il multiplie ensuite les postes dans les cabinets ministériels sous Jacques Chirac : il a notamment travaillé pour le ministre des Finances, Jean Arthuis, un ancien du CDS et de l'UDF, l'un des premiers soutiens de droite d'Emmanuel Macron en 2016. Puis il fut également directeur de cabinet adjoint du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dont les anciens collaborateurs se retrouvent dans de multiples cabinets du gouvernement actuel³ ; avant de devenir secrétaire général adjoint de l'Élysée en 2005. Ce chiraquien historique, catholique pratiquant est ensuite devenu le patron de la stratégique Caisse des dépôts et consignations (CDC), avant de se faire nommer en 2012 à la tête d'ADP par François Hollande, sur demande de Bernadette Chirac, dont il est proche.

Ce CV très « politique » amène ce transfuge de la haute fonction publique dans le monde des affaires à se rapprocher de Macron dès sa victoire. Augustin de Romanet est ainsi l'un des rares à rencontrer Emmanuel Macron la semaine précédant son investiture. Autres preuves de la confiance que le jeune chef de l'État lui accorde : il est nommé en décembre 2017 président du conseil d'administration du domaine national de Chambord (et son ami Michel Charasse le remplace au Conseil d'orientation du château) – un honneur aux yeux d'un président qui souhaite rétablir les chasses présidentielles –, et devient en juillet 2018 le président de Paris Europlace, l'association chargée de promouvoir la place financière parisienne, un poste

particulièrement stratégique en plein Brexit. Mais le grand dossier que porte Romanet, avec le gouvernement, est celui de la privatisation d'ADP, sous la houlette d'Alexis Kohler. En a-t-il parlé au président élu lors de son rendez-vous avec lui avant l'investiture ? Sûrement. Cette décision est contestable car Aéroports de Paris est une machine à cash qui rapporte chaque année à l'État 170 millions d'euros de dividendes et 260 millions d'euros d'impôts sur les sociétés, comme le reconnaissait Augustin de Romanet cet été lors de son audition à l'Assemblée nationale. Dans ces conditions, pourquoi le gouvernement, Macron et Romanet veulent-ils absolument privatiser une telle pépite ? Ce projet, le président l'avait déjà en tête quand il était ministre. À deux reprises, il avait essayé de convaincre Hollande de s'y engager. Sans succès.

Cette privatisation est hors norme, et le schéma proposé par le gouvernement est d'une rare opacité. Dans le projet ADP, dont l'État est pour l'instant actionnaire à 50,6 %, va être transformé en une concession de soixante-dix ans. Alors que la vente de l'entreprise est estimée à 8 milliards d'euros, le gouvernement prévoit de payer des indemnités jusqu'à 1 milliard d'euros aux actuels actionnaires ! Payer pour privatiser, drôle de manière de préserver l'intérêt général. Mais il y a une autre étrangeté, l'État prévoit aussi de racheter les actifs d'ADP au terme de la concession. Pour l'heureux bénéficiaire de l'opération de privatisation, le futur acheteur de la société d'aéroport, ce sera un double jackpot⁴.

Les anciens de la CDC au chevet d'ADP

Sur ce dossier, de nombreux réseaux sont à la manœuvre. Notamment ceux de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), bras armé financier de l'État. Cette maison que les différents clans de la République se partagent depuis des années a connu les turpitudes les plus affairistes des loges franc-maçonniques par le passé. Une maison que connaît bien Emmanuel Macron. Son ami Antoine Gosset-Grainville, inspecteur des finances comme lui, ancien directeur de cabinet adjoint de François Fillon à Matignon, fut directeur adjoint de la CDC entre 2010 et 2013. Son mentor Jean-Pierre Jouyet, grand manitou de l'Inspection des finances, y avait été nommé directeur général en 2012 par François Hollande, pour remplacer... Augustin de Romanet, alors propulsé à la tête d'ADP. Mais ce n'est pas tout : depuis 2015, le directeur de l'immobilier chez Aéroports de Paris est Serge Grzybowski, qui a été durant plus de sept ans le P-DG d'Icade, la filiale immobilière de la Caisse des dépôts. Cela peut servir : le foncier dont dispose ADP en région parisienne représente près de 8 000 hectares ! Surtout, comme nous le verrons plus loin, plusieurs anciens de la CDC et d'Icade, tous en poste sous la droite chiraquienne et sarkozyste, jouent aujourd'hui un rôle important dans l'entourage d'Emmanuel Macron. Dans leurs différentes fonctions à la Caisse, certains d'entre eux ont fréquenté par le passé des personnages clés des réseaux historiques de financement de la droite, de Chirac à Balladur.

D'autres acteurs du dossier ADP sont au cœur des réseaux d'En marche. Au Parlement, ce projet de privatisation est inscrit dans le projet de loi Pacte⁵, dont le rapporteur général n'est autre que le député LREM, Roland Lescure, président de la stratégique commission des affaires économiques. L'année dernière, il travaillait sur le dossier ADP avec l'aide d'une collaboratrice parlementaire, Aigline de Ginestous, ancienne de chez

Rothschild, issue d'une grande famille noble des Cévennes, qui a participé à la collecte de fonds de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron.

Depuis octobre, Ginestous suit désormais le dossier de privatisation à Bercy, puisqu'elle a été nommée cheffe de cabinet d'Agnès Pannier-Runacher, la nouvelle secrétaire d'État auprès de Bruno Le Maire, une inconnue pour le grand public mais l'un des discrets piliers d'En marche. Référente du mouvement dans le 16^e arrondissement de Paris, cette inspectrice des finances passée par HEC connaît très bien Alexis Kohler, ils sont tous les deux issus de la même promo Averroès de l'ENA. Elle aussi est une ancienne de la Caisse : entre 2006 et 2008, elle fut directrice adjointe des finances et de la stratégie du groupe CDC. Pour couronner le tout, le gouvernement a choisi pour le conseiller sur ce dossier de privatisation d'ADP la filiale parisienne de la banque d'affaires Bank of America, qui a été rejointe par un ami du président de la République, Bernard Mourad, ancien dirigeant du groupe Altice (appartenant au milliardaire Patrick Drahi). Cette privatisation est une vraie affaire de famille !

Kohler pouponne les patrons mécontents

À l'Élysée, Kohler a la haute main sur les dossiers économiques. C'est lui qui reçoit et pouponne les patrons français que Macron ne veut pas rencontrer. Le secrétaire général a l'habitude d'organiser des déjeuners ou des dîners avec plusieurs P-DG, notamment pour évoquer les questions de formation ou d'apprentissage, un des chevaux de bataille du président. Contrairement à ses prédécesseurs, le chef de l'État n'a jamais profité de ces occasions pour glisser une tête en fin de repas, à la surprise des participants qui n'attendaient parfois que cela... Au point que les P-DG du CAC 40 sont de plus en plus mécontents du traitement qui leur est réservé par le président de la République depuis le début du quinquennat. Conscient d'un début de fronde, Macron décide finalement de faire un geste à leur égard. Lors de son discours devant le Congrès réuni à Versailles, début juillet 2018, il s'engage à ce que l'Élysée rencontre dans les mois qui suivent plus d'une centaine de chefs d'entreprise, comme si ce travail d'écoute n'avait pas été réalisé jusqu'à présent.

Les élus ou les syndicalistes ne sont donc pas les seuls « corps intermédiaires » à se sentir délaissés par le pouvoir actuel. Même parmi les dirigeants d'entreprises, le malaise est grandissant face à un président de plus en plus isolé à l'Élysée. En dehors des quelques milliardaires propriétaires de médias, bien peu ont les moyens de faire entendre leur point de vue jusqu'à l'Élysée. Pour le président, seuls comptent les patrons étrangers capables d'investir en France. Pour l'aider, il a d'ailleurs nommé, dès août 2017, l'ancien vice-président d'Apple Europe Moyen-Orient, Inde et Afrique, le Français Pascal Cagni, à la tête de Business France, et comme ambassadeur aux investissements internationaux.

Cette situation est d'autant plus difficile à comprendre, et à supporter, pour

les patrons français qu'Emmanuel Macron n'arrêtait pas de les choyer, petits et grands, quand il était encore « simple » secrétaire général adjoint de l'Élysée. À l'époque, le jeune ambitieux prenait des heures et des heures à recueillir leurs doléances, et à faire passer leurs messages auprès du président Hollande. Pour les patrons, Macron était alors considéré comme un véritable sauveur ! Après l'heure de la séduction, voici venu le temps de l'indifférence. Durant les voyages officiels à l'étranger, il n'est pas rare que le chef de l'État fasse attendre ces dirigeants des heures entières. Lors d'un séjour express en Australie, la délégation des patrons français a dû attendre le président sous un soleil de plomb, sans aucune explication, ni excuse pour ce retard. « Il les humilie constamment », souffle un haut cadre parisien.

Au-delà de cette gestion psychologique des patrons, Alexis Kohler est très impliqué sur toutes les questions industrielles. Comme du temps de Bercy, le secrétaire général de l'Élysée prend ainsi de très lourdes décisions sur tous ces dossiers. Le haut fonctionnaire partage avec le président la même conception dans ce domaine industriel : celle d'un État actionnaire qui a, en théorie, encore son mot à dire face aux acteurs privés. Cet activisme élyséen, en dehors de tout contrôle démocratique, protège-t-il pour autant le bien commun ou aide-t-il les intérêts privés ? De nombreuses décisions prises au plus haut niveau sont en effet entachées d'un soupçon de plus en plus pesant. D'abord, une grande majorité d'entre elles n'ont jamais été annoncées lors de la campagne présidentielle. Ensuite, Kohler est accusé de mélange des genres pour avoir caché ses liens familiaux avec l'armateur italo-suisse MSC, comme l'a révélé *Mediapart*, alors qu'il s'était occupé, quand il était en poste à l'APE, ou au cabinet de Pierre Moscovici à Bercy, des dossiers de transport, notamment concernant le chantier naval STX à Saint-Nazaire, ou le port du Havre. Le haut fonctionnaire fut aussi de longues années administrateur d'ADP. Ce n'est pas la seule ambiguïté du personnage. Sa volonté partagée avec Macron d'engager encore davantage de privatisations se situe dans la droite ligne du néolibéralisme porté par les hauts fonctionnaires de Bercy ou la Commission européenne de Bruxelles. Cette conception économique fait supporter les pertes à l'État tout en permettant aux acteurs privés de tirer un profit maximal. Elle sera bientôt être mise en pratique dans l'énergie...

-
1. Lire le chapitre « La vice-présidente ».
 2. « Collapse of Orange-Bouygues deal adds poison to bad blood », 4 avril 2016.
 3. Lire le chapitre « Le retour des barons ».
 4. *Mediapart*, 18 février 2019.
 5. Le projet de loi « Pacte », pour « plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises », est un catalogue de mesures diverses visant à dynamiser la croissance française...

BIG BANG DE L'ÉNERGIE

Loin des caméras, l'Élysée regarde de très près le dossier stratégique de l'énergie. « C'est le vrai terrain de jeu de Macron, il adore ça », confirme un homme d'affaires parisien. C'est un secret de Polichinelle : Macron et Édouard Philippe ont décidé très tôt dans le quinquennat une relance du programme nucléaire. Quand, fin août, Nicolas Hulot claque théâtralement la porte du gouvernement, il dénonce justement sur France Inter le poids des « lobbys » à la tête de l'État. Lors de cette interview choc, il évoque notamment le lobby de la chasse, mais parle aussi plus discrètement du nucléaire. Trois jours plus tard, un rapport confidentiel sur le nucléaire fuite dans la presse, et propose la construction de plusieurs EPR, ces réacteurs dernière génération...

À la tête de l'État, les tenants du nucléaire ont de nombreux relais. On pense bien sûr au Premier ministre, Édouard Philippe, qui travailla d'octobre 2007 à octobre 2010 pour Areva en tant que « directeur des affaires publiques », une dénomination pudique pour un travail actif de lobbying auprès des élus, et notamment des parlementaires. Mais sur cette question sensible du nucléaire, le ministre Hulot a surtout dû batailler quotidiennement contre le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, et même son propre secrétaire d'État, Sébastien Lecornu, tous convaincus que seule une relance du programme nucléaire peut répondre aux défis énergétiques de la France.

Depuis l'automne 2017, et dans la plus grande discrétion, l'Élysée travaille

sur un projet de scission d'EDF, dont l'État détient 83,7 % du capital. Certes, il y a urgence à trouver une solution : le groupe (70 milliards d'euros de chiffre d'affaire, 150 000 salariés) est endetté à hauteur de 33 milliards d'euros, et doit faire face à de gigantesques investissements. Mais ce projet de scission, qui rencontre l'hostilité des syndicats de l'électricien, et notamment de la CGT, n'a pas été soumis aux électeurs lors de la présidentielle...

L'énergie et l'électricité ne sont pas une terre inconnue pour Emmanuel Macron. Ministre de l'Économie, il s'était déjà intéressé au nucléaire. Sur le dossier explosif d'Areva, il avait été séduit par les recommandations de François Roussely, ce banquier d'affaires aux réseaux multiples, et justement ancien patron d'EDF. Il avait rencontré un autre banquier d'affaires, Jean-Marie Messier (de la banque Messier Maris, qui embauchera d'ailleurs Roussely quelque temps après), banquier conseil de l'État sur le dossier de la reconfiguration et de la recapitalisation d'Areva, gravement endettée.

Aujourd'hui, Messier et Roussely, comme la banque d'affaires Rothschild, poussent ardemment l'État à opter pour une scission d'EDF. En réalité, dès 2015, Messier influence Macron sur ce dossier. L'actuel chef de l'État déclarait d'ailleurs lors d'une audition à l'Assemblée nationale en mars 2016 que « le statut d'objet coté du nucléaire français [n'était] pas satisfaisant », et qu'une évolution pourrait consister à « rompre le lien entre les activités dans le domaine du nucléaire en France et le reste du groupe ». Macron évoquait l'idée d'une scission, tout en rappelant « dans l'entreprise, chez les salariés et les dirigeants, une volonté forte de maintenir l'intégrité du groupe ». À l'époque, il concluait ainsi son intervention de ministre sur la difficulté de mettre en œuvre un tel schéma qui « impliquerait [...] un démantèlement ». Une prudence qui ne semble plus du tout de mise...

Préparer les esprits à une relance du nucléaire

L'Élysée et Matignon sont favorables à un bouleversement du secteur. L'idée est bien de couper en deux EDF afin de financer la relance du programme nucléaire : d'un côté, il s'agirait de sanctuariser les activités nucléaires dans un groupe 100 % public, de l'autre, il est envisagé de vendre en Bourse le reste des activités de l'électricien, et notamment les énergies renouvelables (!), afin de financer la fameuse relance du nucléaire. Dans la droite ligne des conceptions néolibérales de l'État : les pertes supportées par le public (et donc les Français), les profits laissés au secteur privé (pour le plus grand bénéfice des actionnaires). Dans ce schéma, la branche nucléaire, baptisée « Nucléaire de France » en interne, vendrait au même prix l'électricité des 58 réacteurs à toutes les entreprises qui le souhaitent : Engie, Total (Direct Énergie), ainsi que la branche commerciale d'EDF.

Il s'agit bien d'une logique financière qui l'emporte sur une logique industrielle. Et si EDF a déjà commencé à vendre une bonne part de son activité hydroélectrique, en cédant plusieurs barrages d'importance, son PDG, Jean-Bernard Lévy, est moyennement convaincu par le projet envisagé par l'Élysée et le gouvernement pour financer le nucléaire. Lévy, qui attend d'avoir son mandat renouvelé¹, semble particulièrement irrité de ne pas avoir été associé à une telle réflexion : « C'est le privilège de l'actionnaire majoritaire d'EDF, l'État français, de regarder si la structure actuelle des actifs est optimisée afin de répondre aux attentes que l'État pourrait avoir au regard des missions d'EDF », déclarait-il ainsi en juillet 2018, près d'un an après le début du brainstorming élyséen sur le sujet. Quelques jours plus tôt, en juin, le cours de l'action EDF avait bondi suite à l'évocation par le magazine *Challenges* d'un schéma élaboré par l'Agence des participations de l'État (APE), qui serait techniquement « prêt à la rentrée ». Martin Vial,

directeur de l'Agence et représentant de l'État au conseil d'administration du groupe, avait répliqué en dénonçant « des rumeurs venant des banquiers », tout en assurant qu'une scission n'était pas à l'ordre du jour.

Fin novembre, la puissante fédération Mines-Énergie de la CGT dénonce « une cabale organisée » contre l'entreprise publique. « Ils veulent casser le modèle d'EDF », s'insurge Sébastien Menesplier, son secrétaire général. Début juillet, l'Élysée avait passé quelques coups de fil auprès des syndicats pour prendre la température. Macron est tenté de passer en force dès l'automne. Les difficultés politiques qui s'accumulent depuis l'affaire Benalla, sans compter l'émergence du mouvement des gilets jaunes, l'en dissuadent. Les annonces sur une éventuelle scission d'EDF sont repoussées à la fin 2019.

Ce qui n'empêche pas le gouvernement de préparer les esprits à une relance du programme nucléaire. Fin novembre, Macron dévoile ainsi son projet de programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) pour les dix ans à venir. Et à l'exception de la centrale de Fessenheim, ce plan ne prévoit pas de fermetures de réacteurs avant 2027 et repousse l'abaissement de la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % en 2035 – contre 2025 dans la loi de transition énergétique. Quelques semaines plus tard, le 28 janvier 2019, c'est carrément François de Rugy, ministre de la Transition écologique, et ex-membre d'Europe Écologie-Les Verts, qui affirme que le nucléaire « joue un rôle important » dans la stratégie énergétique de la France. « Il ne s'agit pas, je tiens à le dire très clairement, d'une stratégie de sortie du nucléaire », mais « il s'agit d'un rééquilibrage dans lequel le nucléaire a sa place », ajoute-t-il.

Mais au-delà de la question du nucléaire, le président Macron s'intéresse particulièrement aux autres questions énergétiques, et notamment au marché du gaz. L'Élysée prépare-t-il un big bang du secteur de l'énergie ? D'un côté, Bercy travaille discrètement sur un désengagement de l'État d'Engie (ex-GDF-Suez, dont l'État détient 23,6 % du capital). De l'autre, le pétrolier Total, voulant se diversifier, mène une offensive d'envergure sur le marché français de l'électricité, en rachetant Direct Énergie (près de 3 millions de clients). En Algérie², Total comme Engie ont aussi signé, fin 2017 et début 2018, des contrats de gaz avec la société algérienne Sonatrach.

Une multinationale du gaz sur les charbons ardents

Cela fait longtemps qu'Emmanuel Macron s'intéresse au groupe Engie. « Par rapport aux autres géants du secteur, l'Élysée traite cette entreprise d'une manière particulière », nous confirme pudiquement un initié du CAC 40. Cette société est issue de la fusion en 2008 sous Sarkozy de la vieille entreprise publique Gaz de France avec la multinationale franco-belge Suez, fondée pour permettre à Ferdinand de Lesseps de creuser son canal en Égypte. En mai 2014, alors que Macron abandonne son poste de secrétaire général adjoint de l'Élysée, une rumeur parcourt la place de Paris : l'ex-collaborateur de Hollande se verrait bien nommé à la direction générale d'Engie... C'est l'ancien patron de Saint-Gobain, Jean-Louis Beffa, alors président du comité des nominations et des rémunérations du groupe gazier, qui lui souffle cette idée.

À l'automne de cette année-là, le patron du groupe, Gérard Mestrallet, décide pourtant de nommer Isabelle Kocher comme numéro deux du groupe, l'intronisant comme sa future « dauphine », face au favori Jean-François Cirelli, qui était vice-président du groupe. Cette ancienne conseillère pour les affaires industrielles de Lionel Jospin à Matignon bénéficie de soutiens de poids : Jean-Pierre Jouyet lui-même (le secrétaire général de l'Élysée est un ancien du cabinet Jospin) et Éric Ghebali, directeur du développement international chez Suez Environnement et soutien de... François Hollande en 2012. Macron est furieux d'une nomination qu'il juge opaque. Devenu ministre de l'Économie, il ne cessera de s'opposer par la suite à Kocher. La presse dépeint les relations entre le ministre et la directrice générale d'Engie comme exécrables, mettant cela sur le compte d'une rivalité personnelle, d'une question d'ego. Mais cette opposition pourrait tout aussi bien venir de désaccords de fond sur des dossiers industriels lorsque Macron était

secrétaire général adjoint à l'Élysée... « La haine de Macron à l'égard de Kocher est plus qu'une querelle de coqs. Le contentieux remonte à 2014, quand il était secrétaire général adjoint de l'Élysée », témoigne un cadre d'Engie.

Chez Macron, la vengeance est un plat qui se mange froid. En 2017, Kocher mène une campagne tambour battant pour se faire nommer P-DG d'Engie. Dans cette bataille, la directrice générale a perdu un allié de poids : elle s'est brouillée fortement avec Gérard Mestrallet. Le top management du groupe se scinde alors entre les fidèles des deux dirigeants : la crise est maximale. Cela n'empêche pas Kocher de pousser ses pions. Elle rencontre Jean-Louis Borloo pour convaincre Macron que sa nomination va dans le sens de l'histoire, obtient un rendez-vous avec Alexis Kohler à l'Élysée. Cet activisme a le don d'irriter encore un peu plus le président. Fin 2017, alors qu'elle est en pleine campagne, l'oukase présidentiel tombe. Des proches la préviennent : « Fais attention, tu vas sauter ! » La directrice générale se résout à rentrer dans le rang. De son côté, Macron s'est finalement arrangé avec Gérard Mestrallet pour nommer en février 2018 à la présidence non exécutive d'Engie Jean-Pierre Clamadieu, P-DG de Solvay, le groupe belge de chimie. « Pour qu'il accepte de se voir nommer président non exécutif alors qu'il dirige un groupe qui fonctionne bien, c'est que quelque chose se prépare », remarque un spécialiste de l'intelligence économique.

Un petit tour en Arabie saoudite

En fait, Clamadieu est nommé avec des missions élargies. En 2020, il décidera s'il conserve Isabelle Kocher comme directrice générale. À l'Élysée, Macron savoure sa victoire. Quand il était en poste à Bercy, il avait déjà essayé de nommer Clamadieu comme président d'Engie, sans succès. Fin 2015, il obtient même un arbitrage de l'Élysée en sa faveur, avant que Jouyet et Hollande ne changent d'avis début 2016 en prolongeant Mestrallet à son poste pour deux ans. Leur proximité est donc ancienne. Clamadieu fait partie de la bande des anciens du cabinet de Martine Aubry, ministre du Travail entre 1991 et 1993, parmi lesquels on trouve l'actuelle ministre du Travail Muriel Pénicaud, l'actuel patron de la SNCF Guillaume Pépy, ou l'ex-directeur de l'APE David Azéma, qui participera à la campagne En marche. Dans le club fermé des patrons français, Clamadieu fait partie des rares chouchous de Macron. Contre toute attente, l'homme a également été nommé président du conseil d'administration de l'Opéra national de Paris à l'automne 2018, alors que Frédéric Mion, patron de Sciences Po Paris, convoitait le poste et qu'il était connu pour être un soutien du président.

Chez Engie, Clamadieu a du pain sur la planche. Il va devoir gérer l'épineuse question du vieillissement des centrales nucléaires qui appartiennent au groupe en Belgique. De son côté, Mestrallet se voit nommé par Macron à la tête de l'agence française chargée de créer une grande zone de développement touristique et culturel autour du site archéologique d'Al-Ula, un complexe de 22 000 km² dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite. Ce projet a donné lieu à un traité entre les deux pays, signé en avril 2018 lors de la visite du prince héritier Mohammed Ben Salman à Paris. Mestrallet travaillera en partenariat avec la « commission royale saoudienne pour Al-Ula », présidée par le prince Bader Ben Abdullah ben Farhan, cousin du

prince héritier, nommé il y a peu de temps ministre de la Culture.

Proche de Jacques Attali, qui conseille l'Arabie saoudite, l'ancien P-DG d'Engie dispose également d'un bon réseau dans cette monarchie du Golfe : il est le seul étranger à être présent au conseil d'administration de la société d'électricité d'Arabie saoudite, la Sceco. Engie a en effet construit en Arabie d'importantes usines de désalinisation qui produisent de l'électricité. Macron ne s'y est pas trompé : quelques mois plus tôt, lors de son voyage à Abu Dhabi pour l'inauguration du Louvre, il avait invité Gérard Mestrallet dans son avion, en compagnie de l'universitaire Gilles Kepel. Au retour, le président en profite pour rendre visite à Mohammed Ben Salman en Arabie afin de faire libérer Saad Hariri alors en résidence forcée à Riyad. Une de ses rares victoires diplomatiques.

Un milliardaire tchèque dans la guerre des gazoducs

Sur le front de l'énergie, Macron n'en a pas fini. La privatisation d'Engie est bien au programme du gouvernement. Mais ce n'est pas le seul dossier en cours dans ce domaine stratégique. Le président doit prendre position sur l'épineux sujet du transport du gaz en Europe, enjeu géopolitique majeur depuis l'accentuation des tensions entre la Russie de Poutine, la Commission de Bruxelles, et les États-Unis, sur le dossier ukrainien. Depuis maintenant une dizaine d'années, Vladimir Poutine cherche à contourner l'Ukraine pour assurer l'approvisionnement en gaz de l'Europe. L'exportation du gaz russe représente 30 % de la consommation en Europe et en France. C'est ainsi que la société russe Gazprom a lancé deux grands projets de gazoducs pour court-circuiter l'actuelle voie de cheminement par l'Ukraine. C'est le projet TurkStream qui rejoint par la mer Noire la Turquie européenne. Et c'est aussi l'opération Nord Stream 2 censée faire passer 1 200 kilomètres de pipeline en mer Baltique pour relier directement l'Allemagne.

Gazprom s'est justement lancé dans cette aventure, qui représente un coût total de 9,5 milliards de dollars, avec le français Engie, mais aussi avec le géant anglo-néerlandais Shell, l'autrichien OMV, et deux entreprises allemandes, Uniper et Wintershall. L'Allemagne, qui a décidé d'arrêter ses centrales nucléaires d'ici à 2022, a un besoin criant de ce projet particulièrement contesté. La Pologne et les pays Baltes, comme la Commission européenne, s'inquiètent de la forte dépendance allemande au gaz russe et dénoncent le risque de priver l'Ukraine de recettes d'acheminement du gaz³. De leur côté, les Américains s'y opposent avec force, dans l'espoir de favoriser leurs livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'Europe. Donald Trump menace depuis des mois les entreprises qui prennent part au projet de lourdes sanctions. Dans ce contexte, la France

a surpris son partenaire allemand en annonçant, début février 2019, soutenir une directive européenne visant à imposer les règles de l'UE à ce type d'infrastructures avec des pays tiers⁴. Cette directive aurait pu menacer Nord Stream 2, mais un compromis a finalement été trouvé avec l'Allemagne lors d'un Conseil européen.

Cette opposition soudaine d'Emmanuel Macron au « gazoduc de Poutine », comme il est parfois appelé par ses détracteurs, a contrarié Angela Merkel. Elle est toutefois logique au regard des préférences du président français. Pour diminuer le poids de la Russie, Macron ne cache pas en privé son intention d'augmenter la part de l'Algérie dans les livraisons de gaz à la France (l'Algérie représente 10 % des approvisionnements français). Justement, en 2013, le groupe Total vend étrangement sa filiale TIGF, gestionnaire du transport de gaz dans tout le Sud-Ouest de la France, à un consortium constitué par l'opérateur de transport et de stockage de gaz italien, la SNAM, le fonds de l'État de Singapour, le GIC, et le groupe français EDF. Suite à cette cession, un projet de gazoduc entre la France et l'Espagne est rendu public. La SNAM déclare vouloir doubler la capacité d'acheminement de gaz entre les deux pays pour réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie. La voie par l'Espagne permettrait en effet à l'Algérie d'augmenter ses exportations vers la France.

Ce projet reçoit le soutien de la Commission européenne, mais les écologistes et les régionalistes catalans sont vent debout contre sa réalisation. Finalement, les instances de régulations nationales s'y opposent en janvier 2019. Six mois auparavant, Macron avait émis des doutes à *El País* : « Cela ne se fera pas, sauf si cela a du sens. » C'est-à-dire, selon lui, si le projet s'inscrit comme une alternative de transition aux centrales à charbon qui doivent fermer en 2022 comme il l'avait annoncé lors de la présidentielle. Macron connaît très bien la SNAM (qui dispose de gazoducs avec l'Algérie). Le chef de l'État soutient son président non exécutif, Lorenzo Bini Smaghi, par ailleurs président du conseil d'administration de la Société générale, dans son projet de devenir le prochain président de la Banque centrale européenne...

Dans ce contexte particulièrement mouvant, un nouvel acteur a déboulé en 2018 sur le marché français de l'énergie : le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, propriétaire du groupe EPH. Ce dernier connaît bien le groupe

Engie et Gérard Mestrallet pour avoir racheté début 2013 au groupe français sa participation dans Eustream, un gazoduc stratégique qui passe par l'Ukraine et qui fournit une partie du gaz russe à l'Europe de l'Ouest et à la France. EPH n'a donc pas intérêt à ce que la Russie multiplie les contournements de l'itinéraire ukrainien. L'un des conseillers de l'ombre de Kretinsky est un proche d'Edmond Alphandéry (ministre de l'Économie d'Édouard Balladur), qui préside aujourd'hui le comité de stratégie d'Engie. À l'époque de la cession de ce gazoduc par le groupe énergétique français à EPH, Emmanuel Macron était secrétaire général adjoint de l'Élysée chargé de l'économie. Aujourd'hui président, il voit Daniel Kretinsky investir largement dans la presse hexagonale, un autre domaine explosif.

1. Après une longue période d'incertitude, l'État, qui détient 83,7 % d'EDF, a finalement annoncé en février 2019 qu'il envisage de renouveler Jean-Bernard Lévy pour cinq ans. Cette décision sera rendue effective lors de l'assemblée générale des actionnaires le 16 mai. Comme le souligne *Libération*, « sa feuille de route dictée par l'Élysée s'annonce particulièrement explosive ».

2. Lire le chapitre « Les deux Alexandre ».

3. *Le Monde*, 12 février 2019.

4. Les règles de l'UE en la matière visent la transparence des prix, à garantir un accès aux infrastructures à des tiers, et à séparer les activités entre fournisseurs de gaz et gestionnaires d'infrastructures.

MÉDIAS EN STRESS

La scène se déroule mi-janvier 2018, au lendemain de la condamnation pour favoritisme de Mathieu Gallet, le P-DG de Radio France, pour des faits remontant aux années 2010 à 2014, alors qu'il présidait l'Institut national de l'audiovisuel (INA) : « C'est plié », lance, le visage grave, le patron des radios publiques aux membres de son comité exécutif. En effet, le matin même, la ministre de la Culture, Françoise Nyssen, lui a porté l'estocade : « Les dirigeants d'entreprise publique ont un devoir d'exemplarité. » Quelques heures auparavant, le premier communiqué ministériel pointait pourtant la nécessité de préserver la présomption d'innocence. « Macron a tourné entre-temps son pouce vers le bas », commente un professionnel de l'audiovisuel public. Quelques jours plus tard, le CSA, après avoir auditionné Mathieu Gallet, décide sa révocation. L'autorité « indépendante » présidée alors par Olivier Schrameck, l'ancien directeur de cabinet de Lionel Jospin à Matignon, donne l'impression de se coucher devant la volonté de l'exécutif... C'est le sentiment du journaliste politique Alain Duhamel, qui a bien connu l'ORTF du temps de Pompidou. Il souligne le jour même une « décision politique » et « l'autoflagellation du CSA » qui avait élu à l'unanimité Gallet en 2014. « En fait, c'était win-win pour l'Élysée, car, si le CSA n'avait pas agi, l'institution aurait perdu également toute sa crédibilité sur la thématique de l'exemplarité », ironise un conseiller à l'Élysée. Dans l'entourage du président, on ne cesse toutefois d'expliquer qu'il n'y a eu aucune intervention...

Ce soupçon d'interventionnisme de la part du Château ne s'estompe pas. Car quatre mois plus tard, c'est Sibyle Veil, issue de la même promo de l'ENA que Macron, qui est finalement nommée à la tête de Radio France par le CSA. Pour l'intéressée, c'est une demi-surprise. Une quinzaine de jours plus tôt, l'énarque avait pris rendez-vous à l'Élysée, et en était ressortie toute confiante. Certes, Veil était, depuis 2015, directrice déléguée de Radio France, chargée des opérations et des finances. Mais cette ancienne conseillère de Nicolas Sarkozy à l'Élysée (sur les questions sociales) est mariée à un autre camarade de promo de Macron, Sébastien Veil, petit-fils de Simone Veil et neveu de l'avocat Jean Veil. Une autre histoire de famille. En septembre 2006, ils sont plusieurs de la promotion Senghor, dont Macron, à être présents à leur mariage organisé au château du Clos de Vougeot en Bourgogne.

Les habitués de l'entre-soi parisien pourraient nous rétorquer : et alors ? Oui, mais Sébastien Veil, homme de droite assumé, a également participé activement à la campagne d'Emmanuel Macron. C'est ce que nous apprend un document interne. Sébastien Veil appartient alors au groupe culture et médias de la campagne du candidat d'En marche. Avec Dorothée Stik, ancienne conseillère internationale de Macron à Bercy, Marc Schwartz, ancien directeur financier de France Télé, et Claudia Ferrazzi, qui deviendra conseillère culture et communication à l'Élysée, Sébastien Veil fait même partie du « noyau dur » du groupe culture chargé de faire des propositions pour le programme Macron durant la présidentielle... Cette endogamie ne refroidit pas le conseiller Bruno Roger-Petit à l'Élysée, qui pousse l'idée, début 2018, d'un tandem Sibyle Veil – Laurent Guimier, alors directeur de France Info, pour prendre la tête de Radio France. Un projet qui fait toutefois long feu, et Guimier préfère prendre la vice-présidence d'Europe 1.

Une discrète mission confiée à Denis Olivennes

Ce n'est pas la première fois que le Château s'intéresse de près aux directeurs de l'audiovisuel public. Ainsi, dès l'été 2017, Emmanuel Macron confie discrètement une mission à Denis Olivennes sur ce secteur. Homme de médias, ce dernier a dirigé Canal + à la fin des années 1990, avant de devenir directeur général du *Nouvel Observateur*, puis superviser chez Lagardère *Le Journal du dimanche*, *Paris Match* et Europe 1. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps et s'apprécient. Ils partagent les mêmes idées néolibérales. Supporter de Laurent Fabius, Olivennes a accompagné le tournant économique libéral des années 1980 en s'engageant à la Fondation Saint-Simon, qui rassemble alors hauts fonctionnaires, hommes d'affaires et universitaires sous la houlette de l'historien François Furet.

Haut fonctionnaire, Olivennes débute au cabinet de Pierre Bérégovoy à Matignon, et se tourne ensuite vers le privé. Vingt ans plus tard, il fait partie des fondateurs des Gracques, ce club de hauts fonctionnaires qui souhaitent une alliance entre le centre gauche et le centre droit peu avant la présidentielle de 2007. C'est aux Gracques, mais également dans le think tank « En temps réel », créé par le banquier Stéphane Boujnah, que Denis Olivennes fréquente le jeune Emmanuel Macron. En 2010, ils se retrouvent également lors de la vente du *Monde*. Macron, alors chez Rothschild, conseille bénévolement la Société des rédacteurs du *Monde* (SRM), tout en travaillant pour Alain Minc et le groupe espagnol Prisa, porteur avec Claude Perdriel, le propriétaire du *Nouvel Obs*, et Orange d'une offre de reprise pour le quotidien du soir. Perdriel avait alors chargé Denis Olivennes, directeur général du *Nouvel Obs*, de monter le dossier de reprise du quotidien...

Olivennes connaît bien d'autres piliers de la Macronie. Au début des années 2000, il est en effet directeur général de la FNAC. Son N+1 est Serge

Weinberg, président du directoire du groupe PPR (devenu Kering) appartenant à François Pinault, et aujourd'hui très proche d'Emmanuel Macron. Olivennes embauche même le futur patron du groupe LREM à l'Assemblée nationale, Gilles Legendre, comme directeur de la communication de l'enseigne de distribution entre 2002 et 2004. Peu de temps après, ce libéral assumé soutiendra Nicolas Sarkozy. Proche de Carla Bruni, il dit aujourd'hui avoir « des relations cordiales, mais distantes » avec Nicolas Sarkozy, François Hollande, ou Emmanuel Macron, qu'il aurait revu seulement « une fois » depuis son élection, dit-il au *Monde* ¹.

Pourtant les deux hommes sont suffisamment proches pour que le président de la République lui confie une discrète mission sur l'audiovisuel public. En septembre 2017, Denis Olivennes déjeune avec Brigitte Macron à l'Élysée pour réfléchir à sa réalisation. Le chef de l'État l'aurait convaincu d'accepter cette mission en lui faisant miroiter la tête de France Télévisions : « Macron lui a laissé entendre qu'il aurait toute sa place dans le futur organigramme », selon un initié. Olivennes, qui est alors en difficulté dans le groupe Lagardère – il est débarqué de la direction exécutive d'Europe 1 en avril 2017 –, prend le président au mot, et s'engage à fond. Au point d'en parler à de nombreuses personnes dans son entourage, notamment le producteur Norbert Balit. Évidemment, cette agitation n'est pas du goût du chef de l'État qui n'envisageait une telle mission que dans un strict cadre confidentiel. Résultat, très vite, le projet est abandonné par l'Élysée, sans plus d'explications. Soucieux de son image, Macron ne souhaite pas encore apparaître comme l'homme qui veut déboulonner les patrons de l'audiovisuel public.

Brouillages pour France Télévisions

Début décembre 2017, le président met pourtant les pieds dans le plat devant les députés LREM de la commission des affaires culturelles, affirmant sa « volonté ferme de faire une révolution », comme le rapporte *Télérama* : « L'audiovisuel public, c'est une honte pour nos concitoyens, c'est une honte en termes de gouvernance, c'est une honte en ce que j'ai pu voir ces dernières semaines de l'attitude des dirigeants. » Des propos qui visent directement Delphine Ernotte, la patronne de France Télévisions, qui avait tenté quelques semaines plus tôt de réduire de 50 à 30 millions d'euros le nouvel effort budgétaire demandé par l'exécutif pour son budget prévisionnel 2018.

La patronne de la télé publique avait reçu l'aide de plusieurs députés de la majorité. Un projet d'amendement dans ce sens avait été déposé par le rapporteur général du budget LREM ! Une démarche soutenue à l'origine par Matignon et le ministère de la Culture. L'équipe Ernotte avait même reçu le feu vert à l'Élysée d'Ismaël Emelien, le conseiller spécial, et de Marc Schwartz, le directeur de cabinet de Françoise Nyssen, la ministre de la Culture d'alors. Mais quand il apprend la manœuvre, Macron est furieux car il craint par-dessus tout qu'un phénomène de frondeurs se développe à l'Assemblée nationale. Il sait que sa majorité penche au centre gauche, alors que la politique économique qu'il mène est beaucoup plus libérale... En urgence, l'Élysée lance un contrordre auprès de la majorité pour bloquer ce projet d'amendement. Car si celui-ci avait été adopté, cela aurait constitué un précédent très fâcheux, estime Macron...

À France Télévisions, c'est la douche froide. La direction pensait que « son » amendement était assuré d'être adopté par la majorité. Les jours qui suivent sont rocambolesques. Des coupes budgétaires sont annoncées à l'encontre des émissions d'information. La polémique enfle. Les équipes de

Complément d'enquête et *d'Envoyé spécial* sont sous le choc. Élise Lucet monte au créneau dans les médias. Ernotte est critiquée, mais le pouvoir est également visé. Ceci se sait dans les rédactions : en privé, Macron ne cache pas sa mauvaise humeur à l'égard de ce journalisme, n'hésitant pas à comparer cette forme d'investigation à du poujadisme ! Finalement, pour éteindre l'incendie, le directeur de l'information, Yannick Letranchant, annonce que « le 19 heures de Delahousse fera aussi des efforts ». Un signal envoyé en interne. Car le présentateur vedette du JT du week-end connaît bien le chef de l'État. Comme lui, c'est un Amiénois, et ils ont tous deux été dans le même établissement scolaire, le lycée jésuite de la Providence. Pied de nez à Delphine Ernotte, le chef de l'État accorde une longue interview à Laurent Delahousse sous un format particulier : une déambulation debout dans les couloirs de l'Élysée durant quarante minutes. Cette expérience suscite les railleries de la presse.

Mais dans les coulisses, les jours de France Télévisions sont comptés. À l'Élysée et à Matignon, les technocrates prennent les opérations en main avec le projet de coupes claires. Dans leur viseur : le chiffre d'affaires de 3 milliards d'euros de France Télévisions. Au près d'Édouard Philippe, le Comité action publique 2022 (CAP 22), dans lequel siège l'ancien président de France Télévisions, Marc Tessier, doit trouver, dans une pure logique néolibérale, 60 milliards d'euros d'économies d'ici à 2022 dans les dépenses de l'État. L'idée de fusionner l'ensemble de l'audiovisuel public pour couper dans les budgets est également mise sur la table. D'autres « experts » énoncent l'idée d'une présidence unique. Bref, on parle de tout, sauf de télévision et de programmes. Pour ne rien arranger, à l'Élysée, Alexis Kohler regarde avant tout France Télévisions comme un gouffre de dépenses inutiles, et non comme une entreprise publique apportant des richesses. Pire, le haut fonctionnaire considère que la télé publique doit être une administration à ses ordres, façon ORTF : « Faites appeler France 3 ! » ordonne-t-il quand il n'est pas satisfait d'un reportage, comme si on était encore à l'heure de « Télé préfet ».

Édouard Philippe pousse ses pions

En décembre 2017, le bashing anti-Ernotte atteint son acmé. Une partie des producteurs qui travaillent pour la télé publique n'ont pas accepté sa nomination surprise par le CSA en 2015. Dans les dîners en ville, et auprès des journaux de presse écrite, leur lobbying pour la remplacer tourne à plein. Des écuries pour d'éventuels candidats se forment discrètement. Dans ce contexte tendu, le sénateur André Gatolin (LREM) dépose une proposition de loi pour réformer le mode de nomination des dirigeants de l'audiovisuel public. Ces derniers ne seraient plus nommés par le CSA mais par les conseils d'administration de chaque société, une proposition inscrite dans le programme d'Emmanuel Macron. Pire, on évoque au Sénat un projet d'amendement qui pousserait à faire démissionner l'ensemble des patrons de l'audiovisuel public. À la direction de France Télévisions, c'est l'affolement. Ernotte s'attend à se faire éjecter dans les semaines suivantes. À Matignon, le conseiller culture et communication, Olivier Courson, un énarque passé par le groupe privé Canal +, soutient la proposition du sénateur Gatolin. À l'Élysée, Kohler est sur la même ligne que Philippe. Tous font feu contre France Télévisions et sa direction, avant de faire machine arrière : cette arme ultime ne sera pas utilisée par le chef de l'État. « La mise à l'écart de Mathieu Gallet a sauvé Delphine Ernotte. Macron ne pouvait plus se permettre de virer tout le monde après cet épisode », remarque un proche du Château.

Après cette alerte maximale, Ernotte joue alors les bons élèves dans le cadre des nombreuses réunions qui s'enchaînent à Matignon. Ses équipes également se rapprochent de Bruno Roger-Petit à l'Élysée. L'ancien journaliste a travaillé il y a longtemps à France 2. Il connaît bien la maison, et finit par convaincre le chef de l'État qu'il a plus de coups à prendre que de bénéfices à recevoir de vouloir chambouler l'audiovisuel public.

Contrairement à Édouard Philippe, Macron verrait encore un intérêt à un tel outil culturel à l'heure du numérique. Ce qui ne l'empêche pas de déclarer en plein mouvement des gilets jaunes : « Le bien public, c'est l'information. Et peut-être que c'est ce que l'État doit financer. Le bien public, ce n'est pas le caméraman de France 3. Le bien public, c'est l'information sur BFM, sur LCI, sur TF1, et partout. Il faut s'assurer qu'elle est neutre, financer des structures qui assurent la neutralité. » Des paroles menaçantes pour le service public et la liberté de l'information, dans la bouche du président. Pas vraiment concerné par la qualité des programmes et de l'info, Macron adore afficher sa proximité – et échanger des textos – avec l'animateur de télévision le mieux payé du PAF, Cyril Hanouna de *Touche pas à mon poste* sur C8, le petit préféré du milliardaire Bolloré.

Au printemps 2018, le chiffre de 1 milliard d'euros d'économies comme objectif du gouvernement pour France Télévisions fuite dans la presse. Immédiatement, les syndicats montent au créneau. Mais également, les producteurs. Car 1 milliard, c'est le montant des investissements annuels dans les programmes des chaînes publiques. Cela représente ce que touchent les producteurs chaque année. L'heure n'est donc plus à critiquer Ernotte. Car les producteurs savent qu'en parlant de « honte de la République », Macron les visait également. Il avait d'ailleurs fustigé un système « complètement incestueux » qui profite à des entrepreneurs « abonnés à la commande publique ». En réalité, la fuite de l'objectif de 1 milliard d'économies provient alors de Bercy. Gérard Darmanin et Bruno Le Maire poussent pour une solution radicale. Quitte à provoquer un conflit social de grande ampleur. Entre-temps, le dossier s'est politisé du côté de Matignon. Les conseillers politiques du Premier ministre, Charles Hufnagel et Gilles Boyer, assistent désormais aux réunions interministérielles sur l'audiovisuel public. Bref, Philippe place petit à petit ses pions au nez et à la barbe de l'Élysée. Ernotte et France Télévisions vont profiter de ce nouvel équilibre politique entre Matignon et l'Élysée. Fin juin, plus personne n'évoque le 1 milliard d'euros d'économies à réaliser, ni le projet d'une grande fusion des sociétés de l'audiovisuel public. Delphine Ernotte s'engage à un plan d'économies. Six mois après, la patronne de France Télévisions annonce ainsi la suppression de mille postes sur trois ans, principalement des non-remplacements de départs à la retraite. Macron s'en satisfait. Conserver l'actuelle patronne de France

Télévisions lui paraît un moindre mal. Un proche de Macron balance : « Elle va se charger du sale boulot, comme à France Télécom. » Le coup de pression présidentiel a eu son effet.

Ça gaze moyen pour la presse écrite

Macron connaît bien l'univers des médias et sait que la moindre étincelle peut provoquer un incendie de grande ampleur. Chez Rothschild, il a travaillé sur plusieurs dossiers qui concernent la presse. Bien sûr, la vente du *Monde* en 2010. Mais la même année, il a assisté le banquier Grégoire Chertok sur la première tentative de vente du *Parisien*, finalement annulée par sa propriétaire Marie-Odile Amaury. Macron a également travaillé pour Lagardère sur la vente des magazines internationaux du groupe, et sur le dossier Presstalis, ex-Nouvelles Messageries de la presse parisienne qui distribuent une bonne partie des journaux. Il rencontre alors Roch-Olivier Maistre, haut fonctionnaire de droite chargé par le gouvernement Fillon de suivre cette réforme délicate de la distribution de presse. Cet ancien conseiller de François Léotard (ministre de la Culture sous Chirac) sera choisi par Macron pour devenir président du CSA en janvier 2019 en remplacement d'Olivier Schrameck. Encore un symbole du « vieux monde » promu sous Macron.

L'année 2018 est particulièrement mouvementée pour la presse française. Début janvier, *L'Obs* est très critiqué pour avoir consacré une couverture choc à la situation des migrants. On y voit la photo d'Emmanuel Macron en noir et blanc, installé derrière des barbelés, via un montage, le tout agrémenté du titre suivant : « Migrants : bienvenue au pays des droits de l'homme... » Quelques semaines plus tard, le directeur de la rédaction est débarqué par les actionnaires. Certains veulent y voir un lien. D'autres soulignent au contraire que le patron de la rédaction était déjà sur la sellette pour une raison beaucoup plus triviale : de mauvais résultats économiques. Sûrement vrai, mais la suspicion à l'égard du pouvoir est bel et bien là. La faute à un climat instauré par le président lui-même. Après ses déclarations tonitruantes sur

France Télévisions, Emmanuel Macron profite de ses vœux à la presse pour souffler le chaud et le froid. Tout en rendant hommage aux journalistes, il axe son discours sur la « lutte contre les fake news » et n'hésite pas à leur faire la leçon en dénonçant ceux qui préfèrent « recueillir des confidences de coursives, des propos d'antichambres » plutôt que de parler de l'essentiel.

À l'automne, ce sont les actionnaires du *Nouveau Magazine littéraire*, dont Claude Perdriel, soutien affiché du président de la République, qui décident de débarquer Raphaël Glucksmann qu'ils avaient pourtant nommé six mois plus tôt à la tête de la rédaction. Selon *Le Monde*, celui-ci « paie ses critiques envers Macron ». Justement, les relations entre le quotidien du soir et l'Élysée sont particulièrement tendues. Une situation héritée de la campagne électorale, où l'équipe de communication de Macron est allée jusqu'à exiger un rendez-vous avec la direction et le service politique de la rédaction du *Monde*, pour exprimer ses critiques au sujet de la couverture du quotidien de référence sur la campagne de leur champion.

C'est dans ce contexte particulièrement brouillé entre les journalistes et le pouvoir présidentiel qu'un nouveau magnat, le Tchèque Daniel Kretinsky, débarque dans ce petit univers des médias français au cours de l'année 2018. Ce fringant milliardaire d'une quarantaine d'années, cinquième fortune tchèque, propriétaire du groupe EPH, s'est enrichi dans le domaine de l'énergie en Europe centrale. Francophone et francophile, l'homme d'affaires, strictement inconnu dans l'Hexagone, rafle à partir du printemps pour près de 60 millions d'euros sept magazines du groupe Lagardère, notamment des titres de presse people (*Elle*, *Version Femina*, *Art & Décoration*, *Télé 7 jours*, *France Dimanche*, *Ici Paris*, et *Public*), mais aussi le news-magazine *Marianne*. Dans un univers en crise, ces rachats soudains suscitent tout au plus de la surprise... Ce qui n'empêche pas une rumeur de s'installer : selon celle-ci, l'oligarque Kretinsky, ayant fait fortune dans l'énergie, notamment le charbon et le gaz, serait lié au Kremlin. Cela est repris quelques semaines après par *Le Canard enchaîné*. Chose étonnante pourtant : les troupes de Macron, souvent promptes à critiquer la supposée influence russe sur la France, ne montent pas réellement au créneau. Tout au plus, quelques brèves sont publiées pour indiquer que l'Élysée est inquiet.

Billard à plusieurs bandes

C'est à l'automne que l'affaire prend une tournure plus sérieuse. Car Kretinsky réussit à s'emparer de 49 % des parts du banquier d'affaires Matthieu Pigasse dans la holding « Le Monde libre » constituée en 2010 et qui contrôle le groupe *Le Monde*. En réalité, le deal s'est conclu au cœur de l'été, fin juillet, en pleine affaire Benalla. Dans un premier temps, Matthieu Pigasse envisage même de céder la totalité de ses parts, pour 110 millions d'euros, avant de se raviser. Il ne cède, au moins dans un premier temps, que près de la moitié de ses parts. Xavier Niel est alors au courant que son associé cherche à trouver un investisseur pour rembourser la Banque Palatine qui lui avait initialement accordé un prêt lui permettant en 2010 d'entrer au capital du *Monde* (prêt garanti par Niel lui-même...), mais il ne comprend que trop tard que Pigasse a cédé ses parts à Kretinsky.

Justement, ce qui inquiète la rédaction du *Monde* (et les autres journaux du groupe), c'est que les parts vendues par Pigasse à Kretinsky permettent à terme de participer à la commandite initialement constituée avec Xavier Niel, et que Kretinsky réussisse donc à prendre en partie le contrôle du *Monde* s'il rachète par la suite d'autres actions commanditées. Pour éviter un tel scénario, les journalistes obtiennent fin octobre des actuels actionnaires que tout changement de contrôle au sein de la société « Le Monde libre » soit soumis à l'accord préalable du « pôle d'indépendance », qui représente depuis 2010 les actionnaires historiques du quotidien, dont la Société des rédacteurs et la Société des personnels du *Monde*. Mais ce veto sera-t-il suffisant si la rédaction n'arrive pas à susciter un investisseur alternatif² ?

Face à la polémique, le milliardaire tchèque donne une interview aux *Échos* dans laquelle il explique qu'il est un pro-européen convaincu, et qu'il n'est pas un proche de Poutine : « Sur les motivations qui nous poussent à

investir dans *Le Monde*, on a dit des choses parfois blessantes car fausses sur moi. On m'a présenté comme un agent des intérêts russes, ce qui est complètement infondé. » Ceux qui estiment que Kretinsky est aux mains des Russes pointent que le groupe EPH contrôle depuis 2013 le gazoduc Eustream qui fournit du gaz russe via l'Ukraine. Mais qui a vendu à Kretinsky sa participation dans ce gazoduc ? C'est le groupe français GDF-Suez (qui deviendra Engie) dirigé à l'époque par Gérard Mestrallet. GDF-Suez souhaite alors investir dans le projet de gazoduc Nord Stream 2 en mer Baltique avec le géant russe... Gazprom. Depuis la « révolution orange » de 2004, les Russes cherchent en effet à contourner l'Ukraine par tous les moyens.

Le dossier est donc plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. Xavier Niel semble ne pas apprécier l'arrivée de ce nouvel actionnaire tchèque. Début 2018, comme s'il savait ce qui allait se tramer, le milliardaire français a demandé, au conseil de surveillance du *Monde*, de renouveler en avance, et pour cinq ans, le mandat de Louis Dreyfus comme président du directoire du groupe de presse (il devait être renouvelé à l'automne). Mais la quasi-absence de réactions du gouvernement, ou de l'Élysée, étonne. Il faut attendre la fin octobre, et la mobilisation des journalistes, pour que le nouveau ministre de la Culture, Franck Riester, fasse une déclaration timide : « La question d'un actionnariat étranger sur des grands titres de presse française, comme *Le Monde*, est une question importante. J'y travaillerai dans les quelques jours, semaines et mois qui viennent. » Bref, le ministre fait le service minimum.

Et revoilà Denis Olivennes !

D'autres éléments interrogent. À l'origine, comme le révèle le journaliste Laurent Mauduit de *Mediapart* ³, le premier acte se joue au printemps 2018 au sein du groupe BPCE, qui détient les créances de la Banque Palatine sur Matthieu Pigasse. À l'époque, le groupe BPCE est encore dirigé pour quelques jours par François Pérol (ex-secrétaire général adjoint de l'Élysée sous le quinquennat Sarkozy), qui doit rejoindre dans les semaines suivantes la banque Rothschild. Parmi les dernières consignes qu'il donne avant son départ, Pérol ordonne aux équipes de la Banque Palatine de recouvrer cette créance de Matthieu Pigasse, qui est arrivée à échéance depuis des mois. Devant une telle insistance, le journaliste se questionne de cette manière : « Pourquoi François Pérol prend-il cette décision ? Pour faire plaisir à Emmanuel Macron, qui comme lui a fait ses classes à la banque Rothschild et qui n'apprécie guère Matthieu Pigasse ? Mais dans cette hypothèse, par-delà les inimitiés personnelles, pour quelle raison de fond l'Élysée aurait-il pu intervenir dans un jeu de billard à plusieurs bandes ? »

Pour avancer ses pions en France, le milliardaire tchèque sait s'appuyer sur différents acteurs qui entretiennent de bonnes relations avec Emmanuel Macron. À l'origine, Kretinsky négocie ainsi le rachat des titres Lagardère avec Denis Olivennes. C'est d'ailleurs ce dernier qui le présente à Yves de Chaisemartin, le propriétaire et P-DG de *Marianne* qui cherche alors à vendre sa participation majoritaire dans ce titre. C'est également Olivennes qui se rend à l'Élysée au printemps 2018 pour expliquer aux conseillers du président les différents rachats de Kretinsky dans la presse française. À l'automne 2018, alors qu'il vient de quitter le groupe Lagardère, Olivennes travaille déjà avec le milliardaire tchèque pour préparer la suite. Logiquement, en janvier 2019, est annoncée sa nomination à la tête de la filiale française de

CMI (Czech Media Invest), la holding presse de Daniel Kretinsky. Quelques jours plus tôt, le cofondateur des Gracques écrivait une tribune de deux pages dans *Marianne* sur le mouvement des gilets jaunes, dans laquelle il prenait la défense de l'action d'Emmanuel Macron... Manière de se faire bien voir du pouvoir.

Un ami d'Alexandre Djouhri

Mais un autre homme d'affaires français aide Daniel Kretinsky dans ses différents rachats au sein de la presse française. Il s'agit d'Étienne Bertier. Ancien journaliste passé par *L'Expansion*, *Libération* et *Le Point*, ce diplômé de l'Essec quitte la presse en 1993 pour entrer au cabinet d'Edmond Alphantéry, à l'époque ministre d'Édouard Balladur. Il est propulsé secrétaire général d'EDF quand Alphantéry est nommé président de l'électricien national quelques mois avant l'élection présidentielle de 1995. Puis, cet homme de réseaux prend en main la direction internationale d'EDF, où il s'occupe notamment de l'Europe de l'Est. Sous la présidence de François Roussely nommé en 1998 par Lionel Jospin, il est écarté assez brutalement en 2002, et atterrit à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), grâce à son mentor Alphantéry qui le présente à Francis Meyer, à l'époque patron de la CDC tout juste nommé par Jacques Chirac.

Bertier prend alors les rênes d'Icade, la filiale immobilière de la Caisse, censée financer à l'origine le logement social intermédiaire. Il y prépare activement son entrée en Bourse, et s'investit dans un immense projet immobilier dans le Nord-Est parisien – entre Aubervilliers, Saint-Denis et le 19^e arrondissement –, dans lequel il introduit l'homme d'affaires irlandais Thomas Francis Gleeson⁴, proche de Jean-Marie Messier et ami d'Alexandre Djouhri, que Bertier connaît aussi. L'activité de ce dernier à la tête d'Icade sera rudement critiquée par la Cour des comptes dans plusieurs rapports publiés les années suivantes, notamment l'un en 2015 qui note que « le fait qu'Icade ait pu, avec l'aval de la CDC, prendre des décisions mal justifiées et défavorables à son intérêt social et à celui de la Caisse témoigne de défaillances dans la gouvernance ». Une analyse que l'intéressé conteste dans un droit de réponse à *Libération* ⁵. Bertier quitte Icade début 2007 et

devient consultant à Bruxelles dans le domaine de l'énergie. C'est à cette occasion qu'il rencontre Kretinsky. Ils ne se sont plus quittés depuis. Le consultant français est pour beaucoup dans l'ascension fulgurante du Tchèque.

Où l'on retrouve les amis de la Caisse...

De retour en France, Bertier, qui a l'habitude de séjourner dans son château de la Nièvre, peut compter sur des appuis sérieux auprès d'Emmanuel Macron. Le premier est Dominique Marcel, patron de la Compagnie des Alpes, filiale de la Caisse des dépôts, qui s'occupe de gérer plusieurs stations de ski, mais aussi des parcs d'attractions comme le Futuroscope ou le Parc Astérix. Marcel fut le conseiller économique de François Mitterrand sous la période de cohabitation avec Édouard Balladur, et après avoir dirigé le cabinet de Martine Aubry sous Lionel Jospin, il devient directeur financier de la CDC sous la présidence de Francis Mayer. C'est donc un proche de Bertier, et il connaît bien Macron aussi depuis son passage chez Rothschild. À la Compagnie des Alpes, sa directrice générale, Agnès Pannier-Runacher, devient d'ailleurs en octobre 2018 secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Référente En marche ! dans le 16^e arrondissement, cette inspectrice des finances fait partie des premiers soutiens d'Emmanuel Macron. Elle est également membre de la stratégique commission nationale d'investissement du mouvement aux législatives. Son mari, Marc Pannier, travaille comme cadre dirigeant dans une filiale de trading d'Engie, Global Energy Management.

Bertier peut aussi compter sur l'aide d'un autre proche d'Emmanuel Macron, Augustin de Romanet, patron d'ADP. C'est lui qui avait négocié son départ d'Icade. À l'époque, Romanet venait d'être nommé patron de la Caisse des dépôts par Jacques Chirac. Les deux hommes sont toujours en contact. Par le passé, Bertier a rendu de nombreux services à la droite française. Ce n'est donc pas quelqu'un qu'on peut oublier. C'est en tout cas lui qui négocie pour Kretinsky le rachat des parts de Matthieu Pigasse dans *Le Monde*. Pigasse et Bertier sont très proches. « Nous sommes de vrais amis de trente

ans », confie le discret conseiller de Kretinsky à l'un de ses interlocuteurs. En 2006, Pigasse conseille ainsi son ami sur l'introduction en Bourse d'Icade. À l'époque, c'est déjà la Banque Palatine qui finance à hauteur de 121 millions d'euros une société de Thomas Francis Gleeson lui permettant de prendre 4 % d'Icade⁶.

Peu de temps après ces opérations financières, en 2007 et dans les années qui suivent, le conseil d'administration d'Icade est étrangement composé de nombreux noms déjà cités au cours de cette enquête : Augustin de Romanet, aujourd'hui P-DG d'ADP ; Serge Grzybowski désormais directeur de l'immobilier d'ADP ; Edmond Alphandéry, ancien ministre d'Édouard Balladur et aujourd'hui directeur du comité de la stratégie chez Engie ; Dominique Marcel, P-DG de la Compagnie des Alpes, filiale de la Caisse des dépôts ; et son ancienne collègue Agnès Pannier-Runacher, devenue fidèle parmi les fidèles d'Emmanuel Macron, et secrétaire d'État à Bercy ; mais également l'Irlandais Thomas Francis Gleeson, ou encore... Thierry Gaubert, conseiller et ami de Nicolas Sarkozy, acteur clé du « dossier Karachi », ce système de rétrocommissions sur des contrats de sous-marins vendus au Pakistan et de frégates destinées à l'Arabie saoudite, système que la justice soupçonne d'avoir permis de financer la campagne présidentielle d'Édouard Balladur en 1995⁷. Gaubert a travaillé avec François Pérol à la tête du groupe BPCE (Banques populaires – Caisse d'épargne), propriétaire de la Banque Palatine. Décidément, une partie de la Macronie, comme les Macron eux-mêmes, a potentiellement de multiples liens avec la droite sarkozyste et son passé.

Voilà peut-être pourquoi l'Élysée se tait sur l'arrivée tonitruante de Daniel Kretinsky dans le paysage médiatique français. Le poids du passé, mais aussi son rôle sur le marché de l'énergie hexagonal. Car le magnat tchèque a commencé, à la fin 2018, à procéder à ses premières acquisitions dans ce domaine stratégique. Sur ces dossiers, Étienne Bertier rencontre régulièrement les conseillers économie et énergie de l'Élysée. L'énergéticien EPH a racheté la filiale tricolore de l'allemand Uniper, qui comprend notamment deux centrales à charbon situées à Saint-Avold (Moselle) et à Gardanne (Bouches-du-Rhône), mais aussi deux unités de production d'électricité à partir de gaz... Il est prévu que ces deux centrales à gaz soient ensuite revendues au pétrolier Total, qui confirme sa stratégie de

diversification après avoir racheté Direct Énergie : « La manœuvre de ce deal entre Kretinsky et Uniper est donc à deux étages, puisqu'en revendant ces centrales à gaz à Total, le Tchèque va pouvoir bénéficier d'une confortable plus-value, et le pétrolier va pouvoir devenir un vrai producteur d'électricité. Tout cela ne peut pas se faire sans l'État », commente un cadre d'EDF. Dans le big bang de l'énergie voulu par Macron, Kretinsky semble avoir toute sa place. « Quand j'ai commencé à poser des questions sur lui, comme sur Bertier, on m'a demandé d'arrêter », nous explique l'un de nos interlocuteurs bien introduit dans la Macronie...

-
1. 11 février 2019.
 2. Depuis, ce projet d'« accord préalable » est en stand by, Mathieu Pigasse refusant de le signer. *Libération*, 24 mars 2019.
 3. « Embrouilles secrètes et galipettes financières autour du *Monde* », *Mediapart*, 13 novembre 2018.
 4. Thomas Francis Gleeson est un trader, spécialisé dans le négoce international, très lié à Marc Rich, le fondateur de Glencore, géant mondial des matières premières basé à Zoug en Suisse, et au « milliardaire rouge » Jean-Baptiste Doumeng, dont il a épousé la fille.
 5. 25 novembre 2018.
 6. Cette curieuse opération financière sur une filiale d'Icade, EMGP, permet à la société City North, dont Gleeson est alors le seul représentant connu, de dégager une plus-value de 84,3 millions d'euros, au grand étonnement de la Cour des comptes : « Il est surprenant que la Caisse ait privilégié un investisseur opaque », s'étonnent les magistrats auditeurs, soulignant aussi que les conditions de vente ne sont à nouveau guère favorables à la Caisse.
 7. Dans ce dossier Karachi, six protagonistes présumés sont renvoyés en correctionnelle : Renaud Donnedieu de Vabres, conseiller spécial au cabinet François Léotard entre 1993 et 1995 ; deux proches d'Édouard Balladur, Nicolas Bazire, qui fut son directeur de cabinet, et Thierry Gaubert ; Dominique Castellan, ancien P-DG de la Direction des constructions navales ; et l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, ainsi qu'un autre intermédiaire en armement. Par ailleurs, la Cour de justice de la République a mis en examen en mai et juillet 2017 l'ancien Premier ministre Édouard Balladur, et l'ancien ministre François Léotard, pour « complicité d'abus de biens sociaux ».

L'HEURE DES COMPTES

On est deux jours avant le remaniement d'octobre tant attendu par les journalistes politiques. C'est un dimanche. Après les départs de Nicolas Hulot et de Gérard Collomb, Emmanuel Macron prend son temps. C'est ce qu'il veut laisser passer comme message aux médias. Certes, le jeune président déteste se faire dicter sa conduite, mais le malaise est palpable. Le chef de l'État n'avait pas prévu de faire un remaniement si tôt. Pas avant les élections européennes en tout cas. Mais l'affaire Benalla a laissé des traces, dans l'opinion et dans les couloirs du pouvoir. Comme si le président n'avait plus la baraka.

Dans les dîners en ville, on glose désormais sur ses faiblesses, sur sa solitude au pouvoir. Dans un style plus managérial, on pointe le manque de « vivier » dans la majorité. Ça se bouscule moins au portillon. Il est loin le temps où Ségolène Royal ou Najat Vallaud-Belkacem espéraient récupérer le ministère de la Culture à la suite de la victoire. Après avoir été au firmament, l'objet de toutes les convoitises et moult courbettes, Macron apparaît plus que jamais seul à l'Élysée. En même temps, personne n'ose encore, parmi les macroniens, exprimer ces critiques en public ou dans les médias. Tout tourne encore et toujours en France autour du monarque républicain. Sous la V^e République, le président dispose de nombreux pouvoirs... de nuisance. Mais il est fini le temps où tous les réseaux se mettaient en ordre de marche comme durant la campagne. Là, en privé chacun se demande plutôt pourquoi avoir pris part à une telle aventure d'une manière ou d'une autre. « Je préfère

ne pas vous parler car la situation politique est trop difficile, je ne veux pas faire le jeu de l'extrême droite », nous répond-on. Dans *Vanity Fair*, Bernard Mourad, ancien banquier d'affaires chez Morgan Stanley puis bras droit de Patrick Drahi dans les médias français, se présente presque comme un amoureux éconduit de Macron. La journaliste Sophie des Déserts a eu accès à certains de ses SMS échangés avec le président¹. Le charme est rompu.

Parmi les déçus, Jean-Louis Borloo figure en bonne place. Le centriste n'a toujours pas digéré l'humiliation publique suite à son rapport sur les banlieues que le président lui avait commandé les mois précédents. « Ça n'aurait aucun sens que deux mâles blancs ne vivant pas dans ces quartiers s'échangent un rapport », a balancé le président à son acolyte au moment de la remise du rapport. En coulisses, l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy déplore également les mauvaises manières du président à son égard sur le terrain africain. Dominique de Villepin a le même sentiment. Leurs amis, comme tant d'autres, n'ont-ils pas aidé ce si jeune candidat lors de la présidentielle ? Pourquoi les oublie-t-il en retour ? « On lui a tant donné ! Et depuis, rien. Regarde l'avocat Jean-Michel Darrois, qui lui a pourtant permis de faire son plus gros coup chez Rothschild avec Nestlé, oublié ! Il n'appelle jamais depuis son élection. Mais à Paris, ça ne fonctionne pas comme ça. Si tu ne traites plus les gens qui t'ont aidé, plus dure sera la chute », rumine un homme d'affaires parisien. D'autres, notamment issus du Parti socialiste, ne comprennent plus cet ambigu M. Macron : n'était-il pas un Barack Obama, un Justin Trudeau ? Un libéral de gauche ? À la place, ils se retrouvent avec le meilleur ami de Nicolas Sarkozy, qui multiplie les lois liberticides, et les postures bonapartistes au mépris des élus. À l'Élysée même, au cœur de l'été, un membre du cabinet ose : « On pensait avoir un Napoléon Bonaparte, on a finalement un Sarko multiplié par mille ! »

Parmi ses proches collaborateurs, bien peu parviennent encore à lui parler. Et l'enfermement au sein du clan Emelien durant l'été ne cesse d'interroger, au sein même de la macronie : « Benalla, ce n'est pas son amant, c'est un porteur de valises ! » ose l'un d'eux. « L'argent est la clé », décrypte un autre. Tout cela bien sûr se fait sur le ton de la confiance. Aucune preuve. Mais les doutes s'accumulent. Pourquoi Alexandre Benalla est-il tant entouré de figures de la Françafrique ? Et maintenant, d'oligarques ! Et puis, pourquoi ce simple « chargé de mission » a-t-il pu paralyser l'État au plus

haut niveau après les révélations sur son comportement le 1^{er} mai ? Pourquoi a-t-il été protégé ? Le président fait-il l'objet d'un chantage ?

Avec Borloo, de la table à la porte

Ce dimanche 14 octobre, le président a un déjeuner. Son invité n'est pourtant pas au courant. La femme de l'intéressé lui a juste dit qu'il devait s'habiller pour aller manger dehors. Destination inconnue. Alors quand Jean-Louis Borloo s'aperçoit dans la voiture qu'ils ne vont pas à son restaurant habituel de la rue Marbeuf, dans le 8^e arrondissement parisien, il se demande bien où il va. La voiture file jusqu'à la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Puis, l'Élysée. Béatrice Schönberg a convenu avec son amie Brigitte Macron que ces deux-là devaient se parler. Pourtant, à chaque fois qu'ils se revoient et déjeunent ensemble, cela se termine mal. Explosif. Qu'ont-ils à se dire ? Nul ne le sait. Jean-Louis Borloo a demandé à ses plus proches de taire cet ultime déjeuner avec le président. Il nous explique d'ailleurs que tout cela n'a jamais existé. Quelques jours plus tard, le rendez-vous a pourtant filtré dans la presse. Les deux hommes auraient évoqué, ensemble, la question du remaniement, et les européennes, selon la brève de RTL. De la bonne vieille politique en somme. Rien d'autre. Mais pourquoi se revoir si la rupture entre les deux hommes est consommée ? Qu'est-ce qui retient alors Macron avec Borloo, et bien d'autres, lui qu'on décrit souvent comme un homme sans affect ?

Plusieurs interlocuteurs, dans l'entourage de Jean-Louis Borloo comme dans celui de Brigitte Macron, nous ont confirmé l'existence de ce déjeuner. Depuis la remise du rapport sur les banlieues, il y en aurait eu plusieurs. Sur celui d'octobre, ils nous ont évoqué cet étrange déjeuner, et nous ont expliqué qu'il s'était très mal terminé. Comme lors d'une pièce de boulevard, les deux hommes seraient sortis de table, tour à tour, souhaitant interrompre leurs agapes. Une première fois, Brigitte Macron aurait rattrapé son président de mari, et l'aurait ramené à la table. Mais les mots échangés entre les deux

hommes atteignent un point de non-retour. Cette fois-ci, c'est à Borloo de partir, pour esquiver la fureur du président. Et il ne reviendra pas. Macron passe consigne à l'un de ses proches : « Il faut parler du rôle de Borloo auprès de Sassou N'Guesso. » Le président aurait-il décidé de déterrer la hache de guerre de la Françafrique à ses risques et périls ? Quelques semaines plus tard, la rumeur parcourt les rédactions : Jean-Louis Borloo aurait déjeuné avec Alexandre Benalla. Pour fomenter une vengeance ? S'échanger des informations confidentielles sur le président ? Tout juste Borloo consent-il à confirmer avoir croisé le jeune Benalla, par le plus grand des hasards, dans le restaurant d'un palace parisien.

Benalla amuse la galerie

Il est vrai que l'ancien « chargé de mission » ne passe pas inaperçu dans la capitale au cours de l'automne. Une fois, on le trouve au Fouquet's, sur les Champs-Élysées, une autre fois au Bristol, le célèbre palace parisien de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, à deux pas de l'Élysée, et où un autre Alexandre, Djouhri, avait ses habitudes. Il fait sensation en apparaissant à la fête des 70 ans du *Journal du dimanche*, au Piaf, un restaurant très chic du 8^e arrondissement, où tout le Petit-Paris se réunit. Il croise Gérard Darmanin le ministre du Budget, Nicolas Sarkozy et son avocat Thierry Herzog, François Baroin, Valérie Pécresse, Ramzi Khiroun le conseiller spécial d'Arnaud Lagardère, Denis Olivennes, alors président de Lagardère Active... Après sa deuxième audition au Sénat, courant janvier, il préfère se réfugier avec son avocat Jacqueline Lafont au Hibou, une brasserie hipster chic près du Théâtre de l'Odéon, dans le 6^e arrondissement. À sa sortie de prison en février, il n'hésite pas à revenir ostensiblement au Bristol. À chacune de ses apparitions, il est pris en photo, en selfie ou à son insu. Bien sûr, celui que plus personne ne croit être un simple « garde du corps » en joue.

Alors quand son voyage au Tchad fuite dans une lettre d'information confidentielle, *La Lettre du continent*, c'est la goutte d'eau pour une partie de l'équipe élyséenne. Il n'est plus question de se taire. Les éléments de langage tombent : Benalla n'a rien à voir avec le travail de la cellule diplomatique ; il n'est pas un envoyé parallèle du président ; il ne peut se prévaloir de son ancienne proximité avec lui auprès de chefs d'État étrangers. Une mise au point que certains n'attendaient plus après cet étrange été. Tout démontre aujourd'hui pourtant que Benalla après son départ de l'Élysée a été aidé au plus haut niveau. Les hommes de l'ombre du président, notamment Ismaël Emelien et Ludovic Chaker, se sont assurés qu'il ne manque de rien. Alors,

quand les affaires des passeports diplomatiques et des oligarques russes surgissent finalement au cœur des fêtes de Noël, c'est la panique. Dans un premier temps, l'Élysée dit aux journalistes que le président n'a pas échangé par la messagerie Telegram avec Alexandre Benalla depuis son départ du Château. Puis, rétropédalage, le service communication admet que le président a bien reçu des messages d'Alexandre Benalla et qu'il a répondu à certains. Plusieurs semaines auparavant, on apprenait dans *Valeurs actuelles* qu'Ismaël Emelien continuait à l'appeler – comme ont pu le constater les journalistes de l'hebdomadaire de droite –, de même que le « patron », à savoir le président lui-même, aux dires de Benalla.

À l'Élysée, la cocotte-minute explose au début du mois de janvier. Le directeur de communication Sylvain Fort, qui avait réussi au cours de l'été à s'imposer face à Bruno Roger-Petit, démissionne, presque par surprise. « L'épisode des échanges entre le président et Benalla sur Telegram a été la goutte d'eau pour lui », nous commente-t-on dans la *Macronie*. L'ancienne conseillère pour la presse internationale, Barbara Frugier, annonce aussi son départ. Stéphane Séjourné, le conseiller chargé des relations avec les élus, part également, lui pour préparer la campagne des européennes. Déjà, dès janvier, les initiés annoncent la prochaine démission d'Ismaël Emelien, le conseiller spécial, l'homme d'Havas, le « cerveau » du président, comme le présentent habituellement les chaînes d'info. Son action pour protéger coûte que coûte Alexandre Benalla après le 1^{er} mai lui aura été fatale.

L'enquête policière sur la fameuse nuit du 17 au 18 juillet, c'est-à-dire sur son rôle à l'Élysée dans les heures qui suivent l'article du *Monde* consacré aux agissements de Benalla le 1^{er} mai, avance à grands pas. Malgré une saisine des juges d'instruction réduite à la portion congrue, ce qui les empêche d'enquêter en dehors du 1^{er} mai et de cette fameuse nuit, l'étau se resserre donc pour l'ancien « couteau suisse » de l'agence Havas. En attendant, le clan Emelien gagne du temps. Ni le conseiller spécial ni son ami Chaker ne sont interrogés par les sénateurs. À l'Élysée, comme au gouvernement, c'est le « chacun pour soi » sur le dossier radioactif d'Alexandre Benalla. Résultat, devant la commission du Sénat, c'est le sauve-qui-peut. Lors de leurs auditions, les ministres Jean-Yves Le Drian et Christophe Castaner se contredisent sur la question des passeports et du voyage de l'ancien chargé de mission au Tchad. Comme ministre de

l'Intérieur, Castaner oublie un peu vite qu'il dispose du réseau des attachés de sécurité intérieure (ASI), composé de deux cent cinquante policiers et gendarmes déployés dans de nombreuses ambassades. Lui aussi pouvait très bien être au courant du voyage de Benalla auprès de Déby.

Alors que les Français assistent, médusés, à ce feuilleton, l'Élysée a dans les coulisses le plus grand mal à trouver un remplaçant au communicant Sylvain Fort dont l'ancien bureau reste désespérément vide. Différents noms sortent dans la presse. La plupart de ces personnes ont été effectivement approchées. Mais aucune n'ose faire le grand saut. Toutes savent que le poste est un siège éjectable. Et même si Macron est de nouveau dans la lumière en multipliant les grands oraux télévisuels devant les élus locaux et quelques Français, tous pressentent que derrière l'affaire Benalla bien des secrets restent à découvrir. Et donc à couvrir. Une mission impossible. La situation est tellement désespérée qu'on apprend que des cabinets de chasseurs de têtes ont été mandatés, ou même que le patron de théâtre Jean-Marc Dumontet, ami intime du couple Macron qui a joué un rôle pendant la campagne, y est allé de ses coups de fil pour solliciter des candidatures. En quelques semaines, c'est donc tout le dispositif présidentiel qui s'est écroulé.

Brigitte explose de colère

À la rentrée de septembre pourtant, le « clan » semblait plus fort que jamais. Même si un petit signe pouvait annoncer la future débandade : alors que Sylvain Fort devenait officiellement le grand manitou de la com' à l'Élysée, le cabinet n'était pas officiellement réorganisé. Aucune des nouvelles affectations de l'époque n'est en effet inscrite au Journal officiel. Comme si Macron savait que tout cela n'allait pas tenir bien longtemps. À l'époque, la guerre entre les « gardes du cardinal » Kohler et les « mousquetaires » de Brigitte Macron fait rage. Ainsi, Ismaël Emelien et Sylvain Fort font tout pour que la première dame ne participe pas au voyage à New York et sur l'île de Saint-Martin. Après plusieurs échanges musclés, ils lui proposent finalement de venir seulement à New York. Celle-ci, furieuse, décide de dire non à tout : « Cela vous apprendra à ne pas m'écouter ! » leur balance-t-elle. Au retour, Brigitte Macron ne manque pas de relever que sa présence est finalement nécessaire dans ce genre de voyage pour éviter qu'il y ait des dérapages, et veiller à ce que le président ne s'épuise pas trop. Un constat qu'Alexandre Benalla partagera peu après dans les colonnes de *Valeurs actuelles*.

Dans les jours qui suivent, la presse people s'en donne à cœur joie. Les couvertures se multiplient sur le couple Macron en crise. Les magazines rapportent dans plusieurs articles les disputes entre le président et la première dame, dont on évoque également l'éloignement de l'Élysée au cours de l'été suite à l'affaire Benalla. « Ismaël [Emelien], Sylvain [Fort], Sibeth [Ndiaye, cheffe du service de presse de l'Élysée] et Alexis [Kohler] rêvent tous que le couple divorce ! Ils veulent Macron pour eux tout seuls », affirme alors un proche de Brigitte Macron. Début septembre, la première dame déménage quelques affaires dans l'appartement du couple rue Clerc dans le

7^e arrondissement. Des commerçants de la rue assistent à l'arrivée du camion de déménagement. Il n'en faut pas plus pour que la rumeur d'une séparation parcourt Paris. Pour y couper court, le couple décide de s'octroyer le pont de la Toussaint, en avançant même le Conseil des ministres d'une journée. Une décision exceptionnelle sous la V^e République, afin de pouvoir passer ensemble (et le faire savoir) quelques jours dans une auberge « Relais et Châteaux » située à Honfleur, dans le Calvados. Un répit de courte durée : quinze jours plus tard, des gilets jaunes fleuriront sur les ronds-points.

À son retour, début novembre, le couple Macron n'a pas encore la tête à s'occuper du niveau de vie des Français. À la même époque, la papesse du peuple Mimi Marchand, écartée par l'Élysée après l'affaire Benalla, essaye de revenir par la fenêtre. Son ami Marc-Olivier Fogiel monte au créneau auprès de Brigitte pour sauver sa tête. Un discret déjeuner est en effet organisé par le couple Macron avec l'équipe de la première dame. Autour de la table, on trouve ainsi Pierre-Olivier Costa, son directeur de cabinet, Tristan Bromet son chef de cabinet, et Bruno Roger-Petit, devenu conseiller « mémoire ». L'objet de ces retrouvailles ? Connaître l'origine des fuites dans la presse sur l'état du couple. Bien sûr, l'équipe d'Emilien est visée en priorité. Plus tard, des journalistes relayeront un autre « off » d'un proche qui annonce finalement un futur grand ménage à l'Élysée : « Ils rêvent qu'elle meure. Pour eux, ce veuf éploré, ce serait formidable. Ils sont amoureux de lui. La nuit, ils rêvent de la faire disparaître². » Ce storytelling sur les méchants « gardes du cardinal » et les gentils « mousquetaires » suffira-t-il à sauver le couple présidentiel ? Brigitte Macron a toujours joué un rôle prépondérant concernant l'entourage de son mari, et même pour certains de ses choix politiques. Sa mansuétude à l'égard d'Alexandre Benalla, ainsi que ses connexions personnelles avec plusieurs protagonistes, notamment Mimi Marchand, ou son réseau politique de droite montrent que la zone est beaucoup plus grise. Et ce, à tous niveaux. Les Macron sont un couple de pouvoir. Faire croire que leur entourage serait l'origine principale de tous leurs malheurs apparaît peu crédible... Mais peut être utile à l'heure du grand ménage.

D'ailleurs, dès le 14 novembre, Macron tente de séduire de nouveau les Français en accordant une interview à TF1 à bord du porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Cette fois-ci, contrairement à son intervention à l'Élysée tout juste

un mois plus tôt pour commenter le remaniement, les moyens techniques sont au rendez-vous, l'éclairage aussi, et la mise en scène est digne d'un film hollywoodien. Le président est interviewé dans l'un des garages du porte-avions, assis au pied d'un Rafale, manière pour lui de renouer avec les images martiales dont il a parsemé le début de son mandat, notamment la descente des Champs en command-car. Pourtant, malgré ce déploiement de force, Macron semble bien moins fringant qu'à ses débuts à l'Élysée. On voit à l'écran qu'il a considérablement maigri. Ce soir-là, le président dormira sur le *Charles-de-Gaulle*. Mais il semble ailleurs. Au grand étonnement des officiers, il passe une partie de la nuit dans les cuisines à discuter avec un cuistot. Deux jours après, le mouvement des gilets jaunes éclate un peu partout en France.

Grangeon contre la menace Philippe

Un homme va alors jouer un rôle important. L'un des premiers marcheurs, le communicant Philippe Grangeon. Cet ancien de la CFDT de Nicole Notat, ex-conseiller de Bertrand Delanoë, de Florence Parly, se dit encore de gauche et appelle de ses vœux une « inflexion » sociale-libérale de la politique menée par le gouvernement, et donc par Macron. Selon les médias, Grangeon est le gardien du temple du « en même temps ». Dans son esprit, il est donc nécessaire de ne pas oublier que le « macronisme » est « de droite et de gauche »... Alors, pour faire mentir la vieille formule de François Mitterrand – « le centre, c'est ni de gauche, ni de droite » –, le communicant souhaite rappeler à Édouard Philippe qu'il est nécessaire de ne pas oublier les sympathisants socialistes qui ont voté pour Emmanuel Macron en 2017. Ce macronien de la première heure oublie juste ce qu'est le néolibéralisme, cet économicisme qui veut réduire l'État à ses plus simples fonctions régaliennes, et qui vise à faire la part belle aux multinationales. Ce n'est donc pas une question de dosage... mais de cap.

Peu importe pour cet ancien communicant de Capgemini qui a mis près d'un an à se décider à rejoindre et à aider Macron à l'Élysée. L'annonce qui accompagne sa nomination indique qu'il va travailler à titre « bénévole » au Château, et pas à temps plein, seulement du lundi au mercredi. Un oubli pourtant : Grangeon peut se permettre de jouer les grands seigneurs car, comme de nombreux hauts cadres d'entreprise, il bénéficie d'une « retraite supplémentaire » au nom de l'article 39³, en plus de sa retraite de base et complémentaire. Il dispose également d'un vaste appartement parisien dans le 9^e arrondissement, rue de Bruxelles, agrémenté d'œuvres d'art et de tableaux de maître.

En réalité, cela fait bientôt un an que Philippe Grangeon estime que

l'action et l'ambition du Premier ministre Édouard Philippe sont un problème pour Emmanuel Macron. Le stratège considère que la politique menée par les « technos » de Bercy, et supportée par les hommes de droite que sont Bruno Le Maire, Gérard Darmanin et Édouard Philippe, amène le président droit dans le mur. Dès le mois de mars, il critique en privé auprès de certains de ses proches la perspective de voir Philippe se présenter aux prochaines municipales à Paris. L'homme a de la mémoire, et il a peur que l'ancien maire du Havre réussisse à faire un coup à la Chirac face à Giscard. Ce scénario ferait de nouveau de la mairie de Paris un tremplin pour l'Élysée en 2022. Grangeon enrage de voir cette perspective reprise sincèrement par certains députés marcheurs, ou membres du parti, sans mesurer le danger politique que cela représente pour le président.

Il fait également l'analyse qu'Édouard Philippe a réussi à constituer un cabinet bien plus politique qu'on ne le dit jusqu'à présent dans les médias : avec des anciens de l'équipe du gouvernement Raffarin sous Chirac, avec la présence du communicant Charles Hufnagel, de l'ancien conseiller politique d'Alain Juppé, Gilles Boyer, ou du spécialiste de la carte électorale, Xavier Chinaud, ancien de Démocratie libérale à l'UDF. Dans cette perspective, il considère que Matignon, bien que sous la férule de l'Élysée dans le cadre de la V^e République, a davantage de capacités à tenir et orienter les différentes administrations que le président. Dès le printemps, Grangeon s'alarme en privé des conséquences de la loi sur les 80 kilomètres/heure, ou s'aperçoit que Matignon et Bercy ont particulièrement bloqué, pour des raisons financières, la mise en place, pourtant voulue par le président Macron et promise durant sa campagne, d'un service national universel obligatoire. Ce que Grangeon ne dit pas, c'est que Macron lui-même s'est mis dans cet entonnoir comptable en voulant absolument, dès le début de son quinquennat, donner des gages de « bonne conduite » à la Commission européenne et à Berlin en ramenant la France sous le déficit des 3 % tout en allégeant encore la situation fiscale des plus riches et des plus grandes multinationales pour, espérait-il, relancer la machine économique... Édouard Philippe mène donc une politique globale arbitrée à l'origine par l'Élysée et le président de la République.

Sauf que la relance espérée n'est pas au rendez-vous, et que le jeune président, qu'on présentait parfois tel Bonaparte au pont d'Arcole, n'avait pas

anticipé la colère populaire, le ressentiment des classes moyennes, qui a abouti à l'un des plus longs mouvements sociaux de ces dernières années, celui des gilets jaunes. « Emmanuel pense qu'il est politiquement moins mal qu'il n'y paraît, mais que le pays va plus mal. Il constate bien qu'il n'y a pas eu de choc psychologique avec son arrivée au pouvoir, qu'il n'y a pas eu de reprise économique », commente l'un de ses conseillers. La prétention de Macron était de considérer que son aventure personnelle, son coup politique, sa jeunesse apparente, son image à l'international – bref, du marketing – allaient créer un « choc psychologique », notamment parmi les entrepreneurs, les fameux « premiers de cordée », et relancer la machine économique...

Mais Grangeon estime également que Macron a tout intérêt à se rapprocher des syndicats, notamment de la CFDT, et à faire plus de « dialogue social », comme un certain François Hollande, faire davantage appel aux fameux « corps intermédiaires », aux associations, aux centaines de milliers d'élus de la République. Bref, abandonner son « bonapartisme », sa « verticalité », son césarisme qui l'a considérablement fragilisé politiquement. C'est l'autre erreur politique d'Emmanuel Macron : sa volonté d'imposer une majorité sans avoir voulu constituer une véritable coalition, sauf avec François Bayrou, pour imposer sa politique, coûte que coûte, sans l'amender, sans négocier, et sans prendre en compte sa faible base électorale d'origine.

À la recherche de boucs émissaires

Nous sommes en juin, et Grangeon avance encore à couvert par de petites confidences auprès de certains journalistes, multipliant les « offs » contre le « commando » élyséen, mais aussi contre les « technos » qui emprisonneraient le président, l'enfermeraient dans un carcan. C'est l'époque où ses amis économistes et syndicalistes lancent des tribunes dans les journaux pour réclamer un « tournant social » au quinquennat, et où Macron leur répond par une vidéo leur clouant le bec sur le « pognon de dingue » dépensé dans les aides sociales et l'assurance chômage.

Plus tard en pleine tourmente des gilets jaunes, amaigri, Macron doit trouver de quoi rebondir en cette fin d'année, alors qu'il est toujours plus reclus à l'Élysée, et que son pouvoir vacille sous les manifestations sans cesse plus revendicatives à l'encontre de l'Élysée ou du Paris des grandes fortunes. C'est alors que certains de ses amis, notamment Philippe Grangeon, mais aussi des vieux élus de la majorité, des « territoires », comme Richard Ferrand, vont le pousser à cibler son Premier ministre et une partie de son entourage. Plus discrètement, Brigitte Macron est également à la manœuvre.

Il est vrai que les rapports entre Édouard Philippe et Emmanuel Macron se sont dégradés au cours de l'été. L'affaire Benalla aura été fatale au couple exécutif. Lors des déclarations tonitruantes du président à la Maison de l'Amérique latine – « Qu'ils viennent me chercher ! » – Philippe est apparu en retrait. En privé, le Premier ministre se retrouve face à un président qui se mure dans le silence et à un cabinet présidentiel qui se replie sur l'équipe de campagne. Durant plus de quinze jours, Macron n'adresse pas un mot à Philippe, ne répond à aucun texto, aucun message Telegram de son Premier ministre. « Il s'est réfugié dans le mutisme. Il y a véritablement un avant et un après l'affaire Benalla », nous confie un proche d'Édouard Philippe. À

l'origine, les deux hommes se connaissent par un ami commun, Frédéric Mion, l'actuel patron de Sciences Po, parrain des enfants de Philippe. Mais les deux n'avaient jamais travaillé ensemble. La crise des gilets jaunes va finir par fracturer le couple exécutif. Alors que durant des mois l'entourage de Philippe expliquait aux journalistes qu'il n'y avait pas une feuille de papier à cigarette entre lui et Macron, on note un changement de ton plus récemment : « Philippe n'est pas dupe. Il sait que Macron l'utilise et peut le jeter du jour au lendemain sans affect », nous explique désormais un supporter du Premier ministre.

Car l'opération « boucs émissaires » est enclenchée à l'Élysée. Et alors que Brigitte Macron était apparue faible et distante à l'égard de son mari au cours de l'été, la voilà de nouveau en première ligne au cœur du pouvoir. Avec Philippe Grangeon, elle ne cesse de dénoncer les « technos » autour de son mari. Bien sûr, le conseiller d'État Édouard Philippe est l'un des premiers dans son viseur. Les soutiens du Premier ministre se désespèrent de voir l'un des marcheurs proches de Brigitte, le patron du groupe SOS, Jean-Marc Borello, se permettre de critiquer Matignon par voie de presse. Le cabinet Philippe se désespère aussi de voir l'influence de l'humoriste Yassine Belattar sur les questions relatives à la politique de la ville. « Ce dernier réussit à s'inviter dans des réunions ministérielles sur le sujet. Il est capable d'appeler en direct le ministre Julien Denormandie pour lui donner ses consignes », constate un conseiller. Officiellement, Denormandie et Belattar sont « amis ». Des brèves ont été publiées dans ce sens. Les invités du président à l'Élysée le 14 juillet ont également été étonnés de voir Yassine Belattar monter dans le bureau du président, sur le mode « je fais ce que je veux ». Certains osent comparer ce comportement à celui de Mimi Marchand qui s'est fait photographier derrière le bureau présidentiel en affichant le signe V de la victoire des deux mains. Dans le cadre de la V^e République, un crime de lèse-majesté républicaine.

Entre Matignon et l'Élysée, les tensions se multiplient en cette fin d'année. Édouard Philippe s'attend à être éjecté après les européennes. L'entourage de Macron explique que c'était de toute manière le plan de Philippe de quitter le président après ces élections-là pour se présenter aux municipales à Paris. « Édouard est fatigué par son action à Matignon. Il a toujours dit qu'il partirait après les européennes », minore l'un de ses proches.

Le cardinal de l'Élysée est lui aussi menacé

En cette toute fin d'année, au cœur du mouvement des gilets jaunes, le président de la République lui-même se met à envoyer des signaux contre son Premier ministre. Des noms de futurs premier-ministrables commencent à sortir dans la presse. À droite, le nom de Xavier Bertrand, le président de la région des Hauts-de-France, est poussé notamment par Jean-Pierre Raffarin. En début d'année, le président se rapproche également beaucoup de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qu'il a pourtant malmené depuis le début de son quinquennat. Le journaliste Michaël Darmon d'Europe 1 explique que Le Drian rêve de Matignon. Dans son équipe, son plus fidèle conseiller, Jean-Claude Mallet, n'est pas contre : « Ça serait possible, mais si on a toutes les manettes », estime-t-il. À EDF, Cédric Lewandowski, qui n'a jamais coupé les ponts avec Jean-Yves Le Drian, souhaite, lui aussi, revenir au cœur du pouvoir. En fin d'année, Emmanuel Macron a également rencontré Ségolène Royal. Le rendez-vous s'est bien passé. Mais l'ancienne dame du Poitou vise désormais 2022. Pas question de prendre Matignon dans ces conditions. Dans les jours qui suivent, elle a aussi décidé de ne pas relever le défi improbable de défendre une liste socialiste aux européennes.

À l'Élysée, les tensions se multiplient aussi avec le « cardinal », le secrétaire général Alexis Kohler qui cherche à se recaser comme DG de Renault sans succès. Là encore, Brigitte Macron mène la bataille. Elle lui reproche son « côté taiseux, parano ». « Le fait qu'il laisse entendre qu'il est l'égal, ça ne passe pas », explique-t-on dans l'entourage de la vice-présidente. Et puis, Kohler paye son alignement budgétaire avec Matignon et Bercy, avec ses homologues « technos », les directeurs de cabinet Benoît Ribadeau-Dumas et Emmanuel Moulin. Il est loin le temps où des journalistes

expliquaient que ce dernier avait parfois l'occasion de faire un jogging avec Emmanuel Macron. L'opération « fusibles » est enclenchée par le couple présidentiel. Le soir même des annonces du président à la télévision pour répondre au mouvement des gilets jaunes, le lundi 10 décembre, Kohler et l'ensemble des directeurs des cabinets concernés (ceux de Philippe, Le Maire, Darmanin, Pénicaud) ont fait une réunion téléphonique pour réduire au maximum les conséquences budgétaires des mesures proposées. Quand Emmanuel Macron l'apprend par Muriel Pénicaud, il est furieux, et passe une avoinée à l'ensemble de son équipe. « En fait, Macron a consulté tout le week-end, c'est Richard Ferrand qui l'aurait fait basculer... Il s'éloigne manifestement de Kohler. En fait, Macron avait préalablement bordé ses annonces auprès de Pierre Moscovici à la Commission », nous expose un macronien. On nous sert le récit d'un président emprisonné par ses propres conseillers, ses propres troupes de technocrates. Cette lutte contre les « technos » est d'ailleurs reprise par les députés LREM à l'Assemblée nationale ou par les soutiens d'Emmanuel Macron à la télévision. « C'est la victoire des "enracinés" face aux technos, se félicite un proche de Brigitte Macron. Le président a conscience qu'il est passé à côté de la catastrophe. » Peut-être, mais Macron ne pourra se défaire aussi facilement qu'il le voudrait de l'affaire Benalla, et de ce que celle-ci révèle de sa pratique du pouvoir fondée sur le secret excessif, les zones d'ombre, l'autoritarisme, la méfiance à l'égard des contre-pouvoirs. Les difficultés d'Emmanuel Macron en 2018 viennent de loin. Le repliement sur l'équipe de campagne au cours de l'été n'est pas anodin. On l'a vu, ce jeune président a accepté lors de sa campagne de 2017 l'aide d'une bonne partie de l'arc politique. Celui qui n'avait, comme seules expériences au cœur de l'État, que son passage au secrétariat général de l'Élysée, puis à Bercy, a fondé son ambition personnelle sur un fonctionnement de cour avant sa victoire. Aujourd'hui, les courtisans et ses amis de circonstance réclament leur dû. Ils veulent le lui faire payer. En fin d'année 2018, de nombreuses « personnalités » des médias, de la politique, se sont retrouvées à Marrakech au Maroc pour passer les fêtes loin des gilets jaunes qui continuent de se mobiliser un peu partout en France. Il y avait notamment Nicolas Sarkozy, BHL ou le publicitaire Jacques Séguéla. Ce dernier, pourtant soutien affiché d'Emmanuel Macron et « ami » de Brigitte Macron, lors d'un cocktail imaginait déjà le retour de son ami Sarkozy au pouvoir : « On a déjà le slogan : si c'est le chaos, c'est Sarko ! »

1. « Bernard Mourad, le banquier qui n'épargne rien à Emmanuel Macron », *Vanity Fair*, novembre 2018.

2. Ava Djamshidi, Nathalie Schuck, *Madame la présidente*, Plon, janvier 2019.

3. L'« article 39 » est un contrat de retraite supplémentaire couvrant tout ou partie des salariés de l'entreprise. Les versements sont intégralement à la charge de l'entreprise, qui les déduit de ses bénéfices. À la retraite, les salariés concernés bénéficient d'une rente dont le montant est fixé par le régime.

Postface

CHÂTEAU DE CARTES

Certains commencent à voir quand il n'y a plus rien à voir.

Baltasar Gracián, *L'Homme de cour* (1646)

Quand il était banquier d'affaires chez Rothschild, puis secrétaire général adjoint de l'Élysée sous François Hollande, Emmanuel Macron avait l'habitude d'assister au Colloque franco-britannique, vénérable institution qui réunit régulièrement les élites des deux pays pour un séminaire de trois jours, en France ou au Royaume-Uni. En janvier 2017, en pleine campagne présidentielle, la rencontre s'est tenue au Trianon Palace à Versailles, en l'absence du candidat... Mais à cette occasion, le conseiller des grands patrons, Alain Minc, soutien d'Emmanuel Macron, lance à l'assistance une remarque lourde de sens au vu de la suite des événements : « Nous savons bien que le peuple, ça n'existe pas. »

« *Il a oublié ses amis* »

Pur produit de la technocratie française, ayant « coché toutes les cases », Macron a dépensé une énergie folle pour ne pas être réduit médiatiquement à un banquier, ou à un haut fonctionnaire. N'ayant jamais affronté le suffrage universel avant l'élection présidentielle, il expliquait quelques mois avant de se lancer dans la course au Graal que passer par des élections intermédiaires était un « cursus d'un ancien temps ». À l'époque, l'ex-collaborateur de François Hollande, devenu son ministre de l'Économie, bénéficiait encore de sa « nouveauté » dans le paysage politique. À Paris, ils étaient nombreux les « amis » du jeune ambitieux. Bien peu avaient perçu sa conception très verticale du pouvoir, presque monarchique. Aujourd'hui, au cœur même des élites parisiennes, l'enthousiasme a laissé la place à l'amertume, voire à la crainte. « Une fois Macron élu, il est devenu monarque, et a oublié tous ses amis », s'irrite l'un de ses anciens soutiens.

Même parmi les grands patrons, pourtant largement bénéficiaires de la politique fiscale mise en place par son gouvernement, le charme est rompu. C'est que l'homme n'est plus le gentil secrétaire général adjoint qui cultivait à tout prix son réseau dans l'ombre de François Hollande. En 2013, le P-DG de Total, Christophe de Margerie, ironisait au sujet de cette stratégie de séduction : « Ce qui est incroyable avec Macron, c'est qu'il ne dit jamais non, il dit toujours oui ! »

Depuis, la ligne est rompue entre le plus haut personnage de l'État et les vieux dirigeants, les patrons qu'il a séduits un à un durant de nombreuses années ; ceux-ci s'aperçoivent un peu tard qu'il est désormais le seul chef à la tête de cette V^e République si particulière. Lors de sa prise du pouvoir, en mai 2017, le jeune président avait proposé le poste du Quai d'Orsay à Hubert Védrine, l'ancien ministre de Lionel Jospin. Flatté, ce dernier n'accepte pas la

proposition immédiatement, et lui demande même vingt-quatre heures de réflexion. Crime de lèse-majesté ! Il ne sera jamais rappelé.

Derrière sa posture hyperprésidentielle, Macron continue souvent à se comporter comme un banquier d'affaires. Avec son secrétaire général, il s'est attaché, dès son arrivée, à intervenir directement sur différents mécanos industriels. Énergie, privatisations, médias, armement, le président agit sur bien des dossiers sensibles à l'ombre des portes dorées de l'Élysée, et sans aucun contrôle. Jamais ces sujets ne sont réellement débattus dans l'espace public, ni dans les médias ni au Parlement devenu une simple chambre d'enregistrement. Ils sont pourtant cruciaux quant à l'avenir de la France. Ce jeune président qui promeut les va-et-vient entre public et privé, entre haute fonction publique et grandes multinationales, semble particulièrement ambivalent quant à la notion d'intérêt général. Derrière les belles paroles et les beaux discours, de nombreuses décisions sont prises uniquement en fonction des intérêts de lobbies, ou de considérations proprement politiciennes. Le Grand Paris fait partie de ces dossiers où les petits enjeux politiques semblent prépondérants, malgré l'urgence stratégique. Finalement, rien de bien nouveau sur la planète politique.

« *Il est capable de tout* »

Pour conquérir le pouvoir, Macron a utilisé tous les réseaux, sans trop regarder ce qui s'y cachait. Désormais à la tête de l'État, l'opacité de sa pratique politique frappe les esprits. Comme banquier d'affaires, il lui arrivait d'être des deux côtés de la table, de s'acoquiner auprès d'acteurs ayant parfois des intérêts particulièrement divergents. Un seul objectif : séduire à tout prix pour gagner... Pour devenir président, Macron a finalement appliqué la même technique, quitte à renvoyer à plus tard les arbitrages. Une cavalerie politique en sorte. Une fuite en avant qui trouve sa fin provisoire avec l'affaire Benalla et l'émergence du mouvement des gilets jaunes. En six mois, tout s'est écroulé. Le président qui voulait restaurer la fonction présidentielle s'est retrouvé à terre. Comme dévoilé aux yeux de tous les Français : « Macron ne supporte pas de perdre le contrôle, et en plus, il a une angoisse de déplaire. La situation est critique, car il n'a désormais ni les résultats, ni l'admiration, ni l'amour. Il est capable de tout », analyse un de ses anciens collègues de chez Rothschild. Ce jeune président a donc lancé l'opération reconquête, reprenant ses one-man-show, relayés largement par les médias audiovisuels qui lui avaient tant réussi au cours de la campagne. L'ambitieux essaye-t-il de retrouver la force de la providence qui l'a poussé, selon lui, jusqu'au plus haut niveau de l'État ?

Sa seule ambition personnelle ne suffira pourtant pas à restaurer son image. Car un président doit être avant tout en capacité de porter une ambition collective. Et dans cette démocratie plébiscitaire, les réseaux de pouvoir ne font pas tout. En novembre 1994, le président François Mitterrand, malade, ne disait pas autre chose à la tribune du congrès de l'Association des maires de France : « Il faut que le chef de l'État aime les Français, et il faut que les Français sentent qu'il les aime. Tout le reste, on ne

dira pas que c'est de la littérature, c'est important, mais s'il n'y a pas cette relation affective, ce qui ne signifie pas du tout la confusion des sentiments, ni des esprits, ni le ralliement d'une doctrine majoritaire qui s'imposerait à tous... Non, cette relation humaine que vous vivez tous les jours dans votre vie familiale, dans votre vie amicale, dans votre vie civique, elle est, croyez-moi, primordiale, pour que les Français se sachent aimés par ceux qui les dirigent et les représentent. » Au premier rang, deux hommes de droite, Édouard Balladur, Premier ministre, et Jacques Chirac, maire de Paris, allaient bientôt s'affronter lors de la présidentielle de 1995. Le premier disposait de nombreux réseaux de pouvoir, il a pourtant échoué.

Macron a bénéficié de circonstances exceptionnelles en 2017. Sa force est de l'avoir anticipé bien plus que ses concurrents. Bénéficiera-t-il des mêmes circonstances à l'avenir ? En cas d'échec, le château de cartes qui lui a permis d'accéder à la plus haute marche pourrait bien s'écrouler : « Macron est une illusion, estime un des déçus du macronisme. Le jour où il n'est plus au pouvoir, il n'a plus aucun réseau. »

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier l'ensemble de mes interlocuteurs qui ont bien voulu prendre le temps de répondre à mes questions tout au long de cette enquête.

Je remercie également mes éditeurs, Sylvie Delassus, Manuel Carcassonne et Émilie Pointereau pour leur confiance et leur patience.

Enfin, un grand merci à mes premiers relecteurs, mes amis Françoise, François et Jean, et mon compagnon Sébastien.

DU MÊME AUTEUR

France Télévisions, off the record, Flammarion, 2010

L'Ambigu Monsieur Macron, Flammarion, 2015 ; Points, 2018

Le choix de l'insoumission, entretien biographique avec Jean-Luc Mélenchon, Seuil, 2016 ; Points, 2017

Table

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Copyright](#)

[Exergue](#)

[*Préface. Le poison présidentiel*](#)

[1. Les deux Alexandre](#)

[2. L'espion du président](#)

[3. Le spectre de la Sarkozie](#)

[4. La vice-présidente](#)

[5. Mécomptes de campagne](#)

[6. Marche ou crève](#)

[7. Le retour des barons](#)

[8. Le clan de l'Élysée](#)

[9. Domaines réservés](#)

[10. Afrique *connection*](#)

[11. Business entre amis](#)

[12. Big bang de l'énergie](#)

[13. Médias en stress](#)

[14. L'heure des comptes](#)

[*Postface. Château de cartes*](#)

[*Remerciements*](#)

[Du même auteur](#)

Ce document numérique a été réalisé par [PCA](#)